28e Année. N° 17. 1er Septembre 1921.

SEP 28 1921

GENERAL LIBRARY
SEP 28 1921
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

SOMMAIRE

		Pages
Victor Hugo.	*Opinions sur la Littérature*.	5
Maurice Bompard. . .	*Les Mémoires du comte Witte*.	19
Gabriel Bounoure. . .	*La 22e Division au Chemin des Dames* (fin). .	34
André Beaunier. . . .	*Suzanne et le Plaisir*. — II.	73
Émile Mireaux.	*Une Expérience sociale. — Les Conseils d'usine*.	121
H. Berlioz.	*Lettres sur « les Troyens »* (fin).	146
Georges Grappe. . . .	*De la Condition de l'Homme de Lettres*. . . .	172
Maurice Muret. . . .	*Le Roman vécu de Dostoïewski*.	200
X. X. X.	*Ce qui s'est passé au Conseil Suprême*. . . .	214

Copyright 1921 *Revue de Paris*

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION ABONNEMENTS ET VENTE : 3, RUE AUBER

1921

LIVRES NOUVEAUX

LA GRANDE FLOTTE (1914-1916).

par l'Amiral vicomte **Jellicoe de Scapa.**

Cet ouvrage de l'amiral Jellicoe sur la *Grand Fleet*, sa création, son développement et son œuvre, est sans doute le document le plus important qui ait paru jusqu'à présent sur les opérations maritimes de la guerre. C'est un compte rendu sincère, précis et détaillé de l'action du principal groupement des forces de mer alliées. On lira en particulier le récit de la bataille du Jutland, qui, venant après des récits allemands et étant écrit par le commandant en chef de la flotte anglaise, renouvelle ce que nous savons de cette formidable rencontre.

L'HISTOIRE TRADITIONNELLE ET LA SYNTHÈSE HISTORIQUE

par **Henri Berr.**

Le savant directeur de la *Revue de Synthèse historique* a voulu justifier et préciser ici la conception de la *Synthèse en Histoire* qu'il avait exposée dans un volume précédent. Il réunit dans le livre quatre études : la première trace le portrait d'un parfait érudit, Philippe Tamizey de Larroque, la deuxième et la troisième reproduisent des discussions de l'auteur avec Louis Halphen, universitaire et bon représentant de l'histoire « historisante », et avec le théoricien de cette école, A. D. Xénopol; la quatrième et la plus importante est consacrée à la biographie de Paul Lacombe, le théoricien de l'histoire-science, dont les idées sur la synthèse en histoire se rapprochent beaucoup de celles de M. Henri Berr. Ainsi l'étude de cas individuels mais typiques vient-elle éclairer la discussion de théories abstraites.

PARIS ET LA FRANCE SOUS LE CONSULAT

par **Henri Redhead Yorke.**

L'auteur, un Anglais au caractère original et changeant, d'abord emprisonné en 1795 pour ses sympathies françaises et révolutionnaires, puis devenu en prison patriote et conservateur, visite la France en 1802 au lendemain de la paix d'Amiens; il publie en 1804 ses *Lettres de France*. Elles forment une suite de petits tableaux de la vie parisienne sous le Consulat; ces tableaux sont piquants et curieux, l'auteur ayant auparavant assez vécu à Paris pour ne pas s'y trouver dépaysé, et devant pourtant à son éloignement et à sa longue absence une heureuse fraîcheur d'impression. Il peut ainsi noter exactement ces phénomènes si difficiles à saisir, — l'évolution des mœurs et la transformation des usages. A ce titre et aussi grâce aux portraits qu'il contient, ce livre est un intéressant document d'histoire.

LA GENÈSE DE L'ÉNERGIE PSYCHIQUE

par **J. Danysz.**

L'auteur de cet *Essai de philosophie biologique*, après avoir retracé le lent développement de l'intelligence humaine durant la préhistoire, établit combien ce développement s'est accéléré depuis que les inventions se sont multipliées. L'homme actuel n'est qu'un stade dans cette enquête de l'énergie spirituelle; il sera dépassé par l'homme de l'avenir, comme il dépasse l'homme de la pierre taillée. Ces hypothèses suggestives, brillamment défendues par un savant qui est aussi un philosophe, contribueront à renouveler l'aspect d'un certain nombre de problèmes métaphysiques.

LE TRAGIQUE DESTIN DE NICOLAS II ET DE SA FAMILLE

par **Pierre Gilliard.**

Le sort de Nicolas II et de sa famille dépasse assurément en tragique horreur celui qui fut réservé à Louis XVI et à Marie-Antoinette. M. Pierre Gilliard, ancien précepteur du tsarevitch, apporte sur ce drame un témoignage d'une valeur exceptionnelle, puisqu'il vécut pendant treize ans dans l'entourage immédiat de l'Empereur, et ne dut qu'au hasard de n'avoir pas péri avec lui dans la tragédie d'Ekaterinenbourg. Ses notes expliquent en même temps toute la fin du règne de Nicolas II par les conséquences qu'eurent sur l'Empereur et l'Impératrice la maladie du prince héritier. Une soixantaine de photographies prises pour la plupart pendant la captivité des souverains ajoutent encore à la précision saisissante de ces pages.

LES RESSOURCES DU TRAVAIL INTELLECTUEL EN FRANCE

par **Edme Tassy** et **Pierre Léris.**

Cet ouvrage groupe en un seul volume les listes d'un grand nombre d'annuaires, de guides, de bulletins et de publications spéciales. Il rassemble à l'intention de tous les travailleurs intellectuels une masse d'informations jusqu'alors éparses, indications bibliographiques, notices relatives aux académies et aux sociétés savantes de Paris et de province, détails pratiques de réalisation matérielle. Tel qu'il est, et malgré des erreurs inévitables dans une première édition, ce livre est extrêmement précieux. Mais pour qu'il rende au public savant les services que ce dernier est en droit d'espérer, il faudrait qu'il soit mis à jour à intervalles assez rapprochés, comme cela a lieu outre-Rhin pour des ouvrages analogues. Le sera-t-il? Espérons qu'on saura lui éviter le sort du remarquable *Manuel de Bibliographie* de Ch.-V. Langlois, du recueil *les Universités et les Écoles françaises*, dont une réédition servirait tant notre propagande intellectuelle, et de l'*Index Generalis* qui devait remplacer dans le monde la *Minerva* allemande.

VICTOR HUGO CRITIQUE

Victor Hugo a été critique par instinct, par goût, par nécessité. Obligé, presque à lui seul, de fournir la copie à une revue bimensuelle qu'il avait fondée avec son frère Abel, le *Conservateur littéraire*, il écrit sous onze signatures différentes, et le plus souvent sous des initiales. Il tient par-dessus tout à ne pas être découvert. C'était un moyen de conserver une plus grande liberté de jugement, et aussi de faire croire que cette revue, dont il était le rédacteur le plus fécond, abritait une légion de collaborateurs. Et puis, il aurait eu, aux yeux du public, une tare impardonnable, il avait dix-sept ans. Quelle autorité, quel crédit aurait-on pu lui accorder? Quelle confiance aurait-il pu inspirer?

Il ne s'est pas borné à être critique dramatique, il a été critique littéraire, critique d'art et critique de lui-même, comme il l'a dit, d'ailleurs, dans son volume : *Littérature et Philosophie mêlées*, qui est la collection de notes écrites depuis 1819 jusqu'à 1834. Ces notes, il les prendra toute sa vie, il en écrira d'innombrables, la plupart brèves, sur le style, la forme de la pensée, le choix des sujets, l'esprit français et aussi sur les hommes qui caractérisent l'esprit français. Ce sont des « idées au hasard ». Ce sont des matériaux qu'il accumulera et qu'il publiera tels quels, si le temps ne lui permet pas de développer quelques-unes de ses idées.

Victor Hugo avait demandé dans son testament que tout ce qu'il avait écrit — ne fût-ce qu'une seule ligne ou un seul

1er Septembre 1921.

397887

vers — fût publié. C'est ainsi que Paul Meurice a introduit dans le volume : *Dernière Gerbe* des vers isolés sous le titre : *Tas de Pierres*. Le nombre de morceaux et de fragments inédits qu'il a laissés est considérable. On a pu en lire plusieurs dans l'édition de l'Imprimerie nationale, dont la publication a été interrompue par la guerre. Victor Hugo ne se doutait évidemment pas que l'immensité de son œuvre inédite nécessiterait l'impression d'un grand nombre de volumes. Il fallait se condamner à un choix et les manuscrits non utilisés dans l'édition définitive ont été ou seront déposés à la Bibliothèque nationale où ils pourront être consultés.

Toute sa vie, ainsi qu'en témoignent ses livres et ses préfaces, il a eu le goût de la critique, et il écrivait soit dans ses carnets, soit sur de petits bouts de papier, tout ce qui lui venait à l'esprit dans les heures de rêverie ou de délassement. Il n'avait pas un plan de livre, puisque c'étaient des réflexions détachées, sans but, mais cependant ces réflexions, quoique appartenant à des époques très différentes, se concentraient souvent sur un même objet. Il s'attachait à des considérations sur la littérature, les idées, la langue, le style, les mots, et y joignait des critiques sur la littérature et les hommes les plus célèbres. Il était parfois sévère pour quelques-uns d'entre eux, peut-être même injuste, et d'une ironie un peu mordante. C'est ainsi qu'il n'épargnait guère Racine, quoiqu'il l'ait beaucoup admiré dans sa jeunesse et qu'on retrouve dans sa première tragédie, *Irtamène*, qui date de 1816, des réminiscences de Racine. Mais il avait quatorze ans. Il a fait du chemin depuis et il s'était, plus tard, tourné du côté de Corneille qui lui inspira, en 1825, une pièce qu'il n'a jamais terminée et dont il utilisa quelques passages dans *Marion de Lorme*.

Toutes ces notes, tous ces fragments devaient former la matière de un ou plusieurs volumes. N'avait-il pas écrit cette note :

« Préface : Ce livre est le sac du semeur; prenez et jetez au vent. » Ces fragments forment plusieurs dossiers réunis sous le titre général : *Tas de Pierres*. Les dossiers sériés par Victor Hugo portent les titres suivants : L'Amour. — La Femme. — L'Enfance. — Civilisation. — Poésie. —

ART. — L'HOMME. — PHILOSOPHIE. — QUESTIONS RELATIVES A LA FORME SPHÉRIQUE. — HISTOIRE. — POLITIQUE. — RELIGION. — THÉATRE. — CRITIQUE.

C'est de ce dernier dossier que nous avons extrait les notes qu'on va lire.

GUSTAVE SIMON

TAS DE PIERRES

(CRITIQUE)

Les langues peuvent vieillir sans que la gloire des grands écrivains prenne une seule ride. Tout style, que le génie a marqué de son empreinte vivra, quelle que soit la forme de la langue au moment donné. Ce que nous appelons *locutions vieillies, tournures surannées*, etc., n'est sensible que pour les contemporains d'une langue. Sitôt qu'elle est morte, toutes ces nuances s'effacent, tous les âges de la langue ont la même beauté et toutes les immortalités des grands écrivains ont le même âge. Il y a sept siècles entre le grec d'Homère et le grec de Théocrite. Qu'importe aujourd'hui ! A coup sûr Hésiode qui vivait l'an 900 avant J.-C. était bien vieilli pour Ménandre et pour Théophraste qui vivaient en 280. Qui le sait maintenant? Homère et Théocrite, Hésiode et Théophraste sont également jeunes. Nous ne retrouvons plus, nous postérité, dans le beau style de Tite-Live la tache persistante qui choquait si fort ses contemporains et qui lui avait valu le surnom de *Patavinus*. Sénèque se désolait de ce qu'on appelait de son temps *bréviaire* ce qui s'appelait *sommaire* du temps d'Horace. Qu'est-ce que cela nous fait? Ce qui nous déplaît dans Sénèque, ce n'est pas sa langue, qui est robuste et vive, c'est son esprit qui est toujours subtil, souvent faux, jamais convaincu. Je sais bien qu'il y a par-ci par-là des pédants qui disent : Virgile est du bon temps, Tacite est de la décadence. Ces pédants sont ridicules. Laissons-les dire, relisons Virgile

et relisons Tacite. Qui n'admire pas l'un ne comprend pas l'autre. Il n'y a plus ni bon ni mauvais temps pour Tacite et Virgile, il y a l'éternité de la gloire.

***

Le génie des langues est surtout admirable dans ses délicatesses. Il faut souvent se borner à le sentir et renoncer à l'expliquer. Ainsi, où le latin répète le verbe, le français répète le sujet. Ainsi Virgile écrit :

Sed fugit interea, fugit irreparabile tempus.

Pour bien traduire, dites :

Mais cependant le temps, le temps irréparable
S'enfuit.

***

Les renommées, même secondaires, quand la postérité consent à les conserver, prennent en vieillissant je ne sais quoi d'imposant et de précieux. Un sou devient une médaille.

***

Tous les peuples ont une poésie; quelques-uns seulement ont une littérature. La poésie s'accommode tout d'abord et s'engendre volontiers de la barbarie ; la littérature ne peut naître que de la civilisation.

***

Que notre style soit, comme la création, le contraste de toutes les formes de la vie, un clair-obscur perpétuel.

***

O belle langue grecque, dont les mots ressemblent à des vases !

Les mots sont des vases en effet. Des vases qui contiennent la pensée. Faits par Dieu, pleins de l'homme.

***

Les idiomes sont en état de décomposition incessante et de formation perpétuelle. Cela a quelques inconvénients auxquels personne ne peut mais. On n'est sûr de rien avec ce changement continu du verbe international et cette mobilité de la parole humaine. La fantaisie des langues de l'avenir peut finir par faire de ton nom propre, à toi qui m'écoutes, un nom mal propre, et le magolmerdis eût été bien étonné, il y a quelque trois mille ans, si on lui eût dit qu'un jour il serait tenté de se réfugier dans son autre nom Tanioxarcès.

***

La pensée peut exister sans l'image comme la femme sans la beauté.

***

Le style pour le langage est comme la beauté pour la chair, un don, le don suprême. On a un visage et pas de beauté. On a une pensée et pas de style. Celui qui a le style et celle qui a la beauté sont les rois de ce monde.

***

Sur les mondes détruits le Temps dort, immobile.

N'admirez pas cela. Cinq ou six boules cassées. Un vieillard avec une faulx couché sur le tas. Défiez-vous des images qu'on peut mettre sur les pendules.

***

Le style du dix-septième siècle, souvent postiche.
Qui a une perruque sur la tête, l'a dans l'esprit.

***

Les vrais grands écrivains sont ceux dont la pensée occupe tous les recoins de leur style.

***

Il peut arriver que l'expression trahisse l'intention. Quelle désillusion parfois quand se fait cette noce mystérieuse de l'idéal et du réel et quand la pensée vient coucher avec le mot.

***

L'imagination est la sensibilité de l'esprit.

***

Celui-là sait écrire qui écrit de telle sorte qu'une fois la chose faite, on n'y peut changer un mot.

***

Je ne reconnais pour grand écrivain que celui qui a telle page qui est comme son visage et telle autre page qui est comme son âme.

***

La littérature française avant le dix-neuvième siècle a plutôt été une littérature qu'une poésie.

***

L'inspiration, c'est l'oiseau qui sort de l'œuf, mais s'il n'avait pas été couvé, il n'éclorait pas. Méditez d'abord.

***

C'est le propre des envieux d'admirer les médiocres.

***

Les idées sont des épées vivantes qui, une fois forgées par le génie, prennent des ailes et combattent toutes seules et sans avoir besoin d'une main qui les tienne.

***

La langue française a le don suprême de la limpidité. Il y a des langues claires et des langues obscures, selon leur plus ou moins de voisinage du midi, c'est-à-dire du soleil. Les langues latines sont transparentes, les langues germaniques sont troubles. La langue française filtre l'idée.

***

N'employez pas indistinctement *Et* et *Puis*. *Et* marque les anneaux d'une chaîne ; *puis* marque les degrés d'un escalier.

***

L'école dite romantique a profondément et utilement travaillé la langue. Elle lui a particulièrement donné de la vigueur et ôté de la raideur. Elle a fixé les formes et étendu les acceptions. Elle a rendu la phrase plus solide et le mot plus compréhensif. Or, accroître la solidité de la phrase et en même temps élargir la sphère du mot, c'était là le problème à résoudre pour que la langue française fût aussi forte que la langue latine et aussi souple que la langue grecque.

***

A l'Académie, en 1844, un jour que M. Cousin jordonnait et jargonnait à propos de la « langue du grand siècle », M. Royer-Collard interrompit :

— La langue du dix-septième siècle ! il n'y a ici qu'un homme qui la sache, c'est M. Victor Hugo. Quel dommage qu'il ne veuille pas s'en servir !

Je répondis :

— Monsieur Royer-Collard, je sais en effet la langue du dix-septième siècle, mais je préfère la langue du dix-neuvième. Je ne pense ni ne parle le passé.

***

Pauvres esprits ceux qui croient les poëtes inutiles ! Les poëtes dans une nation sont les centres des idées générales,

les foyers de la conception pure et désintéressée. Autour de tout poëte il y a un rayonnement perpétuel de grandes pensées.

Or, il n'est pas de grande pensée qui ne puisse se résoudre, pour la commodité de la circulation et pour le besoin des applications vulgaires, en une certaine quantité d'idées tout simplement utiles ; quantité d'autant plus considérable que la pensée génératrice sera plus grande. On peut toujours faire des sous avec un louis d'or, et des bûches avec un chêne.

***

Écrivains qui avez souci de votre dignité, n'écrivez jamais rien sans vous demander : quelle figure ceci fera-t-il quand tous les hommes qui vivent maintenant seront morts?

***

Deux conditions pour le poëte : sentir autant que tous, et exprimer mieux que tous.

***

Celui pour qui le vers n'est pas la langue naturelle, celui-là peut être poëte ; il n'est pas le poëte. Le rhythme et le nombre, ces mystères de l'équilibre universel, ces lois de l'idéal comme du réel, n'ont pas pour lui le haut caractère de la nécessité. Il s'en passerait volontiers ; la prose, c'est-à-dire l'ordre dans l'harmonie, lui suffit ; et, créature, il ferait autrement que Dieu. Car, lorsqu'on jette un regard sur la création, une sorte de musique mystérieuse apparaît sous cette géométrie splendide ; la nature est une symphonie ; tout y est cadence et mesure ; et l'on pourrait presque dire que Dieu a fait le monde en vers.

***

La vérité est blanche. Mais elle contient les sept couleurs de l'imagination. En passant à travers le cerveau de l'artiste, elle se décompose, elle reste la vérité, et elle devient la poésie.

***

Tous les poëtes ont eu leur sujet qui domine et remplit leur œuvre et qui rayonne à travers les titres divers et capricieux de leurs poèmes. Dante a fait *l'Enfer*, Milton *le Paradis* Hésiode, Virgile et Gœthe ont fait la nature. Shakespeare, Corneille, Molière et Byron ont fait le cœur, Lamartine fait l'âme.

Sur le haut entablement d'Homère on peut écrire : *les Dieux* ; sur le mystérieux fronton de la Bible on peut lire *Dieu*.

Moi, je l'ai dit quelque part, mon poème, c'est l'Homme.

***

Étudiez, poëtes, apprenez, comprenez, souvenez-vous, l'intelligence et la mémoire sont les deux ailes de l'imagination.

***

La vraie ambition n'est pas d'être poète d'un siècle ; mais poète des siècles. Voltaire est un siècle ; Homère, Eschyle, Job, Dante, Shakespeare, sont les siècles. De quel temps sont-ils? De tous. Sont-ils datés? Oui. Comment? Les Éternels.

***

Défiez-vous des pensées de surface, pêchez les perles profondément. Plus l'eau est profonde, plus la perle est belle.

***

La maison que Raphaël s'était bâtie à lui-même sur la place de Saint-Pierre a été détruite au siècle dernier pour faire place à ce décor rococo qu'on appelle la colonnade du Bernin et qui soude dans Rome même le style-pompadour aux lignes de Michel-Ange. Bernin démolissant Raphaël! Raphaël effacé pour laisser plus d'espace aux épanouissements du Bernin ! quelle profanation !

La poésie est à l'abri de ces scandales. Elle habite le champ auguste de l'infini. *La Henriade* ne fait rien à l'*Odyssée*, et les grossières architectures d'*Alzire* et de *Tancrède* ne dérangent pas dix vers de Virgile.

*
* *

Les poètes sont comme les souverains : ils doivent battre monnaie. Il faut que leur effigie reste sur les idées qu'ils mettent en circulation.

*
* *

Ces apparents désordres des génies, ces irrégularités visibles sous lesquelles il y a, pour qui sait voir, la plus sévère et la plus auguste des géométries, ces noirceurs ici, ces splendeurs là, ces soleils tachés, ces nébuleuses qui sont des mondes, ces opacités aveugles dans des coins, et tout à coup ces profusions d'étincelles qui semblent des explosions et qui ressemblent à une brusque ouverture de volcan; ces vastes espaces qui paraissent vides et où l'œil grossissant de la philosophie spéculative découvre des systèmes et des univers, ces profondeurs vertigineuses, ces puits de ténèbres, ces trous de lumière, toute cette prodigieuse antithèse du jour et de la nuit, ces lueurs dont on n'a pas le secret, ces portes d'ombre dont on n'a pas la clef, ces aurores montant et descendant, ces météores aussitôt évanouis qu'aperçus, ces comètes troublant tout, ces beautés qui font mal aux yeux, ce prodigieux caprice qui a pour champ l'infini, tout cet ensemble formidable et magnifique d'obscurité éblouissante, ces démentis énormes de l'innombrable et de l'insondable au goût et à la règle, cette négation éternelle du niveau et du cordeau, cette absence effrontée de sobriété, cette prodigalité de merveilles, cette bizarre toute-puissance lumineuse, toutes ces fautes contre les rhétoriques, les esthétiques et les arts poétiques indignent les professeurs, les poètes et inventeurs selon l'école et l'académie, exaspèrent les orthodoxes et les réguliers et les déconcertent en leur faisant craindre tout à coup on ne sait quoi ; quand on essaie de les leur faire remarquer ils restent frappés de stupeur, les Ruggieri, les allumeurs d'ifs et de lampions

officiels et rectilignes, les faiseurs d'illuminations n'ayant pas l'habitude de faire attention à la concurrence du ciel étoilé.

***

Les poètes du dix-neuvième siècle ont devant eux le plus large horizon qui se soit jamais ouvert au regard des penseurs; cela tient à ce que le genre humain, cette longue et laborieuse caravane qui monte de sommet en sommet depuis six mille ans, arrive aujourd'hui sur le plateau le plus élevé que la civilisation ait encore atteint.

Contemplez donc, ô penseurs ! derrière vous est le passé, plein de faits ; devant vous est l'avenir plein d'idées.

***

Le poète a quatre faces : le naturalisme, l'histoire, la philosophie, la grammaire. Il a quatre angles : la science des choses, la science des faits, la science des idées, la science des mots. De la science des choses combinée avec la science des faits, résulte la pensée ; de la science des idées combinée avec la science des mots, résulte le style. La pensée et le style, c'est le double sommet du poète, c'est la double colline du Parnasse.

***

THÉORIES ET RÈGLES

Écoutez, moi je ne vous demande qu'une chose : Que ce soit beau.

***

L'inspiration est un ouragan qui a la faculté de se diriger ; cette faculté de se diriger, c'est le goût. Seulement ce mors des Pégases, cette bride des hippogriffes, ne sont point accrochés au clou des classes de rhétorique à côté de la patoche du professeur.

Il y a autant de goûts qu'il y a de génies, avec un type supérieur qui est l'idéal. L'idéal, c'est le goût de Dieu.

Dieu étant soleil le génie est planète.

Le goût est une gravitation.

Toute gravitation planétaire se compose de deux lois, l'évolution sur l'axe et l'évolution dans l'orbite. L'axe est le moi de la planète ; le parcours de l'orbite est sa fonction.

Ceci engendre dans l'art deux lois applicables aux génies ; l'une qui est spéciale à chaque génie, loi de son diamètre, loi de son axe, loi de son moi; l'autre qui est générale et humaine : loi de l'orbite, loi de la fonction. Cette dernière loi, la voici : éclairer, échauffer, féconder ; c'est-à-dire, pour tout résumer d'un mot, civiliser. — Cette dernière loi est absolue. Tout génie est tenu d'y satisfaire.

Tourner sur son axe, c'est vivre ; tourner autour du centre, c'est vivifier.

Nous employons le mot Centre, chacun le traduira selon la vision qu'il a de l'absolu ; l'artiste dira le Beau, le savant dira le Vrai, l'homme politique dira le Progrès, le philosophe dira l'Idéal ; ceux qui cherchent la condensation de toutes les idées dans un mot suprême, diront : Dieu.

Dieu unifie toutes les formes du bien comme le jour tous les modes de la lumière. *Deus, dies.*

Vivifier, c'est là ce qu'on pourrait nommer la loi externe du génie. Quant à l'autre loi, loi intime, loi du moi, elle est abstruse, capricieuse, obscure ; elle n'est plus la résultante d'une fonction, mais d'une essence ; elle ne constitue plus un devoir, mais une idiosyncrasie ; et le triomphe de la haute critique, c'est de savoir pour chaque génie démêler, déterminer et reconnaître cette loi profonde.

La dissection d'une âme, c'est là une anatomie malaisée. Pas de poétique toute faite ici ; aucun travail du passé, aucune trouvaille précédente, aucune synthèse préalable ne fait loi en présence de cette souveraineté qu'on appelle l'originalité ; en dehors des conditions externes que nous avons signalées, rien n'est acquis, il n'y a pas de chose jugée ; aucune déduction antérieure ne peut guider sûrement l'appréciateur. Le trousseau des règles pendu à la ceinture de Laharpe fait un cliquetis inutile ; pas une de ces clefs banales n'ouvre le secret des grandes intelligences. Il faut, pour ainsi dire, recommencer à chaque génie la critique, et tout est à refaire selon que vous passez d'un colosse à l'autre.

Lirez-vous, je le demande, avec le même œil Ezéchiel et Aristophane? Irez-vous, le même système au poing, du camp des Grecs à l'abbaye de Thélème et d'Agamemnon à Pantagruel? Quelle conclusion tirerez-vous de Job à Horace? Jugerez-vous au même point de vue *l'Apocalypse* et le *Romancero*? Là même où l'analogie apparaît, la dissemblance éclate, et ce moule est chaque fois brisé par le génie ; prenez un bon creux de Thersite, et essayez d'y faire entrer Falstaff. Superposez aux odes de Pindare les psaumes de David. Extrayez de l'*Odyssée* une poétique et appliquez-la au *Paradis perdu*. Quelle triangulation irez-vous faire dans ces espaces ?

Vous sentez l'impossible et vous en convenez. Vous dites : en effet, chaque espèce a sa nature ; on ne peut imposer l'une à l'autre ; on ne peut exiger de celle-ci ce que produit celle-là ; le monde normal n'admet pas ces confusions. De ce que la force est la force, on n'a pas droit de conclure qu'elle aura à la fois tous les modes de puissance. On ne peut demander à l'aigle de rugir et au lion de planer.

Eh bien, si ! cela se peut, et je vous arrête, vous aurez le griffon, vous aurez Pégase ; vous aurez le vol du poëte mêlé à l'éclair et le grondement du penseur mêlé au tonnerre ; vous aurez l'esprit tempête et rayon; vous aurez le génie.

Et c'est précisément parce que vous pouvez demander cela que vous ne pouvez pas demander autre chose. C'est parce que vous pouvez exiger dans la poésie l'universalité, l'ubiquité, l'infinitude, l'omnipotence, l'omniscience, l'omniforme, que vous ne pouvez imposer des règles. Vous ne pouvez indiquer de routes, marquer de jalons, tracer de limites, précisément parce que vous avez droit d'attendre l'inattendu. Pas plus que la foudre, le génie ne se voit venir de loin. Quand vous êtes ébloui, vous êtes frappé.

Oui, la poésie, c'est l'infini. Vous avez le droit, vous lecteur, de tout demander et de tout vouloir, excepté une borne. Vous pouvez demander à la fleur de chanter, à l'étoile d'embaumer, à la strophe d'écumer. Vous pouvez exiger de l'océan un sourire et d'une bouche de volcan un baiser. Vous pouvez prendre les cheveux d'une femme et les prendre dans le ciel, et imposer, même à la science stupéfaite forcée d'enregistrer dans sa nomenclature ce rêve et de s'en servir, la che-

velure de Bérénice. Vous pouvez répandre le colibri sur le condor, créer le Roch, et égarer cette immense émeraude ailée dans la nuée des légendes de l'Orient. Vous pouvez composer un esprit de toute les forces et de toutes les grâces et faire sortir du même cerveau les Euménides et les Océanides, Polyphème et Nausicaa, Francesca et Ugolin, Titania et Caliban. En poésie le prodige est de droit. Il y a un impossible qui est le possible de l'art.

Mais ce qui ne se peut, c'est que le génie ne soit pas lui ; c'est qu'il soit un autre. C'est qu'étant Dante, il copie Homère ; c'est qu'étant Shakespeare, il copie Dante. Les rhétoriques, qui ont le tort de prolonger l'enseignement au delà de la classe, exigent cette obédience ; elles ont établi une norme, quelque chose comme le bureau du péage à l'entrée des routes. Péage imposé par les pédants aux esprits. Elles ignorent la loi intime du génie et entrevoient à peine sa loi externe ; de là les grosses niaiseries du goût banal.

« Diable, ou juste ciel ! s'écrie le préposé. Voilà un génie qui fait basculer le goût. Il y a surcharge. Ce génie est en contravention. A l'amende ! » Et Zoïle condamne Homère, et Mœvius condamne Virgile, et Cecchi condamne Alighieri, et Scudéry condamne Corneille, et Visé condamne Molière, et Voltaire condamne Shakespeare, et Fréron condamne Voltaire ; Voltaire, chose bizarre, d'un esprit si large et d'un goût si étroit, à la fois férulant et férulé, comme eût dit l'énergique langue de Montaigne.

VICTOR HUGO

LES MÉMOIRES DU COMTE WITTE

Les mémoires du comte Witte, qui sont écrits en russe, viennent de paraître en traductions anglaise et française. Ils auraient passé inaperçus si M. Chênebenoit ne les avait présentés au public. Je les ai, pour ma part, lus avec une curiosité qui avait été de longue date amorcée.

Lorsque j'allais rendre visite au comte Witte, après sa chute du pouvoir en 1906, je le trouvais d'habitude occupé à la rédaction de ses mémoires et il m'en lisait volontiers des extraits. C'était pour moi un plaisir austère; il me les lisait, en effet, d'abord en russe que je ne comprenais pas, puis il m'en faisait péniblement la plus invraisemblable traduction. Le comte Witte dit, dans l'introduction autobiographique de ses mémoires, qu'il parle le français plus couramment que le russe. Voilà bien un trait de son étonnante puissance d'illusions sur ce qui est de lui! Les Russes affirmaient sans doute qu'il parlait mal sa langue; j'ai peine à croire cependant qu'il la parlât d'une aussi barbare façon que la nôtre.

Si son français était rugueux, du moins était-il parfaitement intelligible. Quant aux événements rapportés par lui, c'est autre chose ; il les façonne à sa convenance et, s'il lui chaut, les déforme et transforme au point de les rendre mécon-

naissables. Il n'écrit pas dans l'intérêt de l'histoire et ne cherche pas dans ses mémoires à contribuer à son exactitude ; les faits n'ont de valeur à ses yeux qu'autant qu'ils ont trait à sa personne et il ne les envisage que sous l'angle propre à exalter sa conduite ou à accabler ses adversaires. Il les lui faut donc adapter coûte que coûte à cette double fin; bon gré mal gré ils y sont amenés sous sa plume, et ils le sont, je le crois du moins, avec l'absolue sincérité du narrateur, tant le comte Witte est ingénument personnel.

S'il parle de son successeur, Gorémykine, simplement avec dédain, c'est que Gorémykine a pu lui succéder, mais qu'il ne l'a certes pas fait oublier ; son insuffisance était notoire et même plaisante. Maïs que Stolypine vienne ensuite et occupe solidement le poste de premier ministre, le comte Witte devant qui, par cela même, se ferment les avenues du pouvoir, perd toute retenue; ses critiques se font acerbes et Stolypine qui fut un ministre éminent est traité en malfaiteur.

M. Witte avait des prétentions nobiliaires. Il n'a pas attendu, pour se prévaloir de la qualité de noble, d'avoir été gratifié du titre de comte par ukaze de Nicolas II, en septembre 1905, à son retour d'Amérique. Dans ses mémoires il relate avec un soin minutieux la noblesse de ses origines et il assure qu'il fut élevé en gentilhomme. C'est possible, mais il est indéniable que ses prétentions aristocratiques juraient avec son personnage, le plus fruste qui fût au monde. Le comte Witte était un moujik à peine dégrossi, rude d'écorce, au parler brutal, étranger à tout raffinement. Pour cette raison et pour d'autres encore la noblesse russe le tenait à l'écart ; il en était outré ; aussi en parle-t-il avec virulence : « La majorité des nobles, dit-il, est une masse dégénérée de l'humanité qui ne reconnaît que la satisfaction de ses intérêts et de ses convoitises. » Il y avait des nobles qui, ayant à recourir à son influence, le traitaient comme un des leurs ; ceux-là étaient résolument classés par lui dans la minorité de leur caste.

Le comte Witte n'était donc pas insensible à la vanité. Il raconte avec complaisance son premier entretien avec l'empereur Guillaume qui eut lieu à Péterhof au commencement d'août 1897. L'Empereur lui dit, rapporte-t-il, qu'il le tenait pour un grand et habile homme d'État et que, dési-

reux de lui témoigner le cas qu'il faisait de ses mérites, il lui décernait l'Aigle blanc. Il ajouta, ce que le comte Witte, qui me l'a narré bien souvent, omet cependant de dire dans ses mémoires, que s'il possédait en Allemagne un homme de sa valeur il ne manquerait pas de le consulter sur la conduite des affaires publiques de son empire. Il lui serait agréable, l'assura-t-il, de n'être pas malgré tout privé de ses lumières en toutes circonstances et il le priait en conséquence de lui faire parvenir ses conseils quand le cas lui paraîtrait grave.

Cette sorte de flatterie est coutumière aux souverains et j'imagine que l'emploi leur en est enseigné par ceux qui sont préposés à leur éducation, car tous en font usage dans les mêmes conjonctures. M. Witte mord à l'hameçon et, dès l'année suivante, s'autorisant de l'invite impériale, il va chez M. de Tchirschky, chargé d'affaires d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, et le prie de télégraphier de sa part à l'Empereur pour lui conseiller de se départir de l'occupation de Kiao-Tchéou. Guillaume II qui était bien résolu à n'en rien faire, décline poliment le conseil. Il est à noter, au surplus, qu'il s'était assuré, à Péterhof, l'agrément de Nicolas II à cette occupation, sans consulter M. Witte dont il prétendait tant apprécier les avis et qu'il avait alors sous la main.

Quand, en 1905, Guillaume II reçoit M. Witte à Rominten, il oublie évidemment qu'il s'est déjà servi de l'appât en 1897, et qu'il a ensuite déçu son conseiller bénévole, car il renouvelle sa flatterie comme si elle était inédite et réitère l'invite de Péterhof. Mais, fait observer M. Witte, « Votre Majesté m'a déjà convié, il y a huit ans, à lui faire part de mes vues le cas échéant » ; et il lui rappelle le peu de succès de la dépêche de M. de Tchirschky. « Aussi, lui répond Guillaume II sans se décontenancer, pourquoi vous êtes-vous adressé à un diplomate? Vous savez bien que les diplomates sont des sots prétentieux dont il n'y a rien à tirer et qui gâtent tout ce qu'on leur confie. (Je tiens ce récit du comte Witte en personne.) Pour éviter le retour d'une pareille mésaventure, envoyez à l'avenir vos communications directement au comte Eulenbourg qui est un autre moi-même ; de cette façon vos avis me parviendront fidèlement et, sous sa signature, vous recevrez des réponses qui seront de moi. »

Pour me conformer à une stricte exactitude je dois dire que le comte Witte, dans son récit, ne m'a pas dévoilé le nom du comte Eulenbourg ; il m'en a fait mystère au contraire, et je ne l'ai appris que par ses mémoires. Il s'est borné, à l'époque, à m'affirmer que son intermédiaire avec Guillaume II avait été désigné par Guillaume lui-même et qu'il offrait toute garantie. C'est par ce canal que, pendant la conférence d'Algésiras, le comte Witte se renseignait sur les dispositions de la cour de Berlin. Les réponses qu'il recevait de la sorte et dont il me faisait bénéficier à l'occasion, n'étaient ni plus précises ni plus satisfaisantes que celles obtenues jadis par l'intermédiaire de M. de Tchirschky. Le comte Witte n'en était pas moins fier de ses correspondances directes avec le puissant Empereur allemand et il n'en instruisait pas le comte Lamsdorf, ministre des Affaires étrangères, que, dans ses mémoires, il qualifie cependant d'ami fidèle. C'était donc une amitié dont il acceptait le bénéfice sans imaginer qu'elle pût lui imposer des devoirs correspondants.

Les appréciations du comte Witte ne sont pas toujours à prendre au pied de la lettre. Dans le jugement des actes qu'il apprécie il se laisse trop facilement influencer par ses sentiments à l'égard des personnes qui en sont les auteurs ; ses appréciations, en un mot, sont souvent subjectives. Ainsi, quand les lois fondamentales de l'Empire russe ont été discutées, le comte Witte, qui était alors président du Conseil, a insisté vivement, de son propre aveu consigné dans ses mémoires, pour la suppression de l'inamovibilité des magistrats. Il voyait dans cette suppression une garantie pour l'indépendance et l'impartialité de la justice! comment lui apparaissait-elle sous ce jour? il ne l'explique pas et je ne me charge pas de suppléer à ce défaut d'explications, mais il l'affirme. Puis, le comte Witte tombé et M. Stolypine devenu président du Conseil, voici que M. Schéglovitoff, ministre de la Justice du nouveau Cabinet, déplace et révoque les juges au gré du gouvernement. Le comte Witte ne peut alors contenir son indignation. De cette manière les juges ne sont plus, dit-il, que « des sycophantes rampants au service du ministre de la Justice ».

Le 12 août 1903 l'amiral Alexeieff était nommé vice-roi

d'Extrême-Orient, par ukase impérial rendu à l'insu du gouvernement, et, en cette qualité, il était non seulement investi de toute l'autorité administrative et militaire dans la Sibérie orientale jusqu'au lac Baïkal, mais chargé en outre de la direction des affaires diplomatiques en Chine, en Corée, et au Japon. Les agents russes dans ces trois pays ne devaient plus correspondre qu'avec lui. A quelque temps de là, à Saint-Pétersbourg même, un comité, dit d'Extrême-Orient, fut institué, sous la présidence de l'amiral Abaza. L'ensemble des pouvoirs gouvernementaux, pour les affaires du ressort de la vice-royauté d'Alexeieff, était réuni entre ses mains ; tous les ministères étaient dessaisis de leurs attributions en ce qui concerne la gestion de ces affaires, les ministères politiques comme les ministères administratifs, et le comité d'Extrême-Orient était placé sous l'autorité immédiate et exclusive de l'Empereur en personne.

La Russie avait ainsi deux gouvernements complètement distincts et par suite deux diplomaties indépendantes l'une de l'autre, conduisant les affaires russes, la première en Extrême-Orient, la seconde partout ailleurs, comme si, de notre temps, où les affaires du monde entier s'enchevêtrent indissolublement, une pareille scission était même concevable. Cette dualité folle devait mener à la guerre russo-japonaise.

Je me suis permis lors de la constitution du Comité d'Extrême-Orient de conseiller fortement au comte Lamsdorf de donner sa démission de ministre des Affaires étrangères plutôt que d'endosser la responsabilité d'une diplomatie dont l'unité d'action se trouvait brisée. Je ne saurais donc qu'applaudir aux vives critiques que le comte Witte fait de cette institution dans ses mémoires. Mais n'est-ce pas lui qui l'a rendue possible en fournissant à Nicolas II des précédents qui l'ont conduit inconsciemment à une aussi monstrueuse aberration?

Le comte Witte raconte en effet que, devenu ministre des Finances en 1892 et chargé à ce titre de mener à bien la construction du transsibérien, il appliqua son attention aux affaires d'Extrême-Orient et il ajoute sans sourciller : « En fait, j'étais le seul homme d'état russe familier avec la situation

politique et économique dans cette région. » Fort de cette conviction il n'hésite pas à assumer la charge de la diplomatie russe en Chine. Dès 1895 il entre en négociations avec la Chine, suivant ses propres expressions, donne à un emprunt chinois conclu à Paris par ses soins la garantie de la Russie, fonde avec des capitaux français la banque russo-chinoise qu'il pourvoit d'un directeur à sa dévotion, traite avec Li-Hung-Tchang de la construction d'un chemin de fer russe à travers la Mandchourie chinoise et, pour le bouquet, conclut avec la Chine un traité secret d'alliance défensive contre le Japon. Pour avoir toutes ces affaires bien en mains il entretient à Pékin un agent personnel, très distingué d'ailleurs, M. Pokotiloff, étranger à la légation russe et ne recevant d'instructions que du ministre des Finances. Ce régime hybride est ensuite étendu à Séoul et à Tokyo et si dès lors la diplomatie officielle n'est pas complètement dessaisie, comme il advint en 1903 avec le comité Abaza et la vice-royauté Alexeieff, il n'y avait pas moins à Pékin, Séoul et Tokyo deux représentants de la Russie pour la Chine, la Corée et le Japon et par suite deux diplomaties dont la plus puissante et la plus active, qui dominait l'autre, était celle de M. Witte.

M. Witte en vint à avoir également des agents dits financiers à Paris, à Londres et à Berlin où, sous couleur de finance, ils faisaient sa politique propre. C'est à ce spectacle auquel il assistait depuis près de dix années que Nicolas II a perdu peu à peu le sens cependant élémentaire de la nécessité de l'unité dans l'action diplomatique. Il s'est figuré, à tout le moins, qu'il pouvait impunément multiplier les rouages autonomes et que, pourvu qu'ils se ramenassent tous à lui, l'unité de direction se réaliserait en son cerveau. Le pauvre empereur était bien, de tous les chefs d'État, le moins capable de tenir un pareil rôle !

On voit quelle a été l'activité de M. Witte en Extrême-Orient ; il y jette toutes les forces de l'État. Il n'a jamais voulu admettre cependant qu'il eût une part de responsabilité dans les événements qui s'ensuivirent. Il s'oppose aux derniers actes du gouvernement, temporairement du moins, car, Port-Arthur occupé contrairement à son avis, il en construit hâtivement le chemin de fer et crée de toutes pièces

le port de Dalny; les folies de Bezobrasoff au Yalou n'ont pas son approbation, bien qu'en manière de transaction, il en subventionne quelques-unes ; relevé de ses fonctions de ministre des Finances, le 30 août 1903, il critique amèrement la politique impériale. Tout cela, dans son esprit, suffit à le disculper. Il a bien déchaîné la tempête, direz-vous, mais la tempête, estime-t-il, aurait dû se calmer à sa voix ; ce n'est pas sa faute, il le prétend, si le mouvement qu'il a déclenché vers l'Extrême-Orient ne s'est pas laissé contenir dans les limites raisonnables que, sur le tard, il lui a plu de lui fixer.

J'ai dit plus haut que le comte Witte prenait à l'occasion des libertés avec les faits eux-mêmes ; je vais en citer un exemple frappant, emprunté à ses mémoires.

Tout le monde sait, la chose ayant fait quelque bruit en son temps, que la conférence d'Algésiras a été imposée à la France par l'Allemagne. La France ayant conclu, avec l'Angleterre le 8 avril 1904 et avec l'Espagne le 6 octobre de la même année, des arrangements relatifs au Maroc, le gouvernement allemand déclare que la question marocaine ne peut être réglée par des accords particuliers, qu'elle est d'ordre international et que par suite elle doit être traitée par l'ensemble des puissances intéressées qui sont, en l'occurrence, celles ayant signé la convention de Madrid de 1880. En conséquence Berlin appuie, le 6 juin 1905, la faisant sienne, la proposition de conférence entre ces puissances, lancée de Fez le 30 mai, sous son inspiration, par le gouvernement marocain ; il ouvrait ainsi un conflit retentissant qui devait pendant de longs mois mettre la paix en péril et l'Europe en émoi.

M. Delcassé refuse de se soumettre à l'exigence allemande et se retire du ministère des Affaires étrangères. M. Rouvier, président du Conseil qui vient le remplacer le 7 juin au quai d'Orsay, se résout le 8 juillet, après un mois de tergiversations, à donner son acquiescement au projet de conférence, étant entendu qu'avant sa réunion le programme en sera établi en conformité de certains principes indiqués par lui et acceptés par le prince de Bülow.

Tels sont les faits, faits de notoriété universelle et que la

simple lecture d'un journal de l'époque suffirait à établir. Eh bien ! ces faits ne sont pas à la convenance du comte Witte qui s'est mis en tête, on ne sait vraiment pourquoi, d'avoir été l'instigateur de la conférence d'Algésiras. Il affirme dans ses mémoires que, l'idée de cette conférence lui étant venue pendant son voyage de retour de l'Amérique, il en a parlé en arrivant à Paris, soit le 20 septembre 1905, à M. Rouvier à qui elle a souri. M. Rouvier ainsi gagné à cette idée lui a demandé de tenter de la faire agréer à son tour par l'empereur d'Allemagne que M. Witte allait voir dans quelques jours. M. Witte y aurait réussi dans un habile entretien avec Guillaume II, à Rominten, le 26 septembre, et il va jusqu'à résumer dans ses mémoires l'argumentation convaincante dont il s'est servi à cet effet.

Ce récit, qui est en opposition avec les faits ou les dénature à plaisir et qui transpose les dates, n'est pas entièrement de pure imagination, car M. Witte, à Rominten, a parlé en effet du Maroc à Guillaume II; mais ce ne fut point, bien entendu, ce ne pouvait être pour suggérer la réunion d'une conférence qui était décidée depuis deux mois et demi déjà et dont le programme se discutait au moment même de son voyage. Voici ce qui s'est passé en réalité.

La conférence décidée le 8 juillet, on était passé à la discussion du programme. Cette discussion n'aboutissant pas et le prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne en France, ayant été jugé trop mou par son gouvernement, le prince de Bülow avait envoyé à Paris, le 4 septembre 1905, pour suppléer l'ambassadeur dans la négociation, le docteur Rosen, celui-là même qui est aujourd'hui ministre des Affaires étrangères du Reich allemand. Après quinze jours de pourparlers entre le docteur Rosen et le regretté M. Revoil, la négociation en était arrivée à un point mort, le suivant : le gouvernement français, conformément d'ailleurs à un des principes convenus en juillet, entendait soustraire à la conférence tout ce qui avait trait aux relations de frontière entre l'Algérie et le Maroc ; c'étaient là des affaires de voisinage à régler entre voisins, sans ingérence de tiers. Le gouvernement allemand, qui recherchait surtout au Maroc des facilités pour susciter des conflits au gré de ses caprices, soutenait naturel-

lement le point de vue contraire. Chacun se cantonnait sur ses positions ; l'accord sur le programme de la conférence ne se concluait donc pas et le public européen s'énervait chaque jour davantage.

Les choses étant en cet état, M. Witte revient d'Amérique après y avoir signé le traité de Portsmouth ; il entretient M. Rouvier, le 20 septembre, de l'émission en France d'un grand emprunt russe ; M. Rouvier lui répond qu'aucune opération de crédit n'est possible sur le marché de Paris avant la solution du différend marocain, et il est amené ainsi à lui parler de la conférence qui aura mission de le résoudre et dont la réunion est retardée par les exigences de l'Allemagne touchant son programme. Le point en litige est exposé à M. Witte qui part pour Rominten où l'attend l'empereur Guillaume.

M. Witte arrive à Rominten le 26 septembre. Guillaume l'instruit de la signature, à Bjoerkoe, d'un traité d'alliance entre la Russie et l'Allemagne, auquel la France sera ultérieurement conviée à accéder. M. Witte qui croit ainsi réalisé un projet qu'il caresse de longue date et qu'à Péterhof, en 1897, il a recommandé à Guillaume II, se répand en éloges et félicitations; puis, avec beaucoup d'à-propos, il fait observer à l'Empereur que puisqu'il s'agit maintenant d'obtenir l'accession de la France à l'alliance germano-russe, le mieux est de ne pas la tracasser sur des questions secondaires comme celle des rapports franco-marocains à la frontière algérienne. Guillaume frappé de la justesse de cette observation prend un papier sur sa table et, sous les yeux mêmes de M. Witte, télégraphie au chancelier de céder sur ce point. Ce fut fait, et c'est ainsi que le programme de la conférence a pu être arrêté à Paris, deux jours après, entre MM. Revoil et Rosen.

En cette circonstance M. Witte a rendu à la diplomatie française un service qui, pour n'être pas celui qu'il prétend et qui d'ailleurs n'en aurait pas été un, n'en fut pas moins important, M. Rouvier me chargea de l'en remercier au nom du gouvernement. Je m'en suis acquitté le 2 octobre et c'est à cette occasion que le comte Witte m'a fait le récit que je viens de rapporter de son entretien de Rominten, sauf qu'il s'abstint de toute allusion au traité de Bjoerkoe, alors

secret. Notre conversation fut longue et porta sur maints sujets, notamment sur l'Amérique dont il revenait triomphant, le traité de Portsmouth en poche; au moment de nous quitter, nous étions déjà debout, le comte Witte revint en ces termes sur son intervention auprès de Guillaume II pour la fixation du programme de la conférence. « Pendant plus de quinze jours, pour une vétille, l'empereur Guillaume a tenu l'Europe entière en suspens, dans l'angoisse, devrais-je dire, car elle se demandait si la conférence allait se réunir ou la guerre éclater. Puis, sur un simple mot d'un étranger, sans consulter son chancelier, sans en référer à aucun des siens, sans prendre même le temps de réfléchir, d'un seul bond il saute du noir au blanc ! » Après une pause le comte Witte, me regardant dans les yeux, me demande, en guise de moralité : « Trouvez-vous, vraiment, que le régime allemand soit bien supérieur au régime russe? »

Je laisse à penser, les faits étant tels que je viens de les rappeler, quelle fut ma surprise quand, un an plus tard, ses mémoires en mains, le comte Witte me déclara qu'il avait imaginé la conférence d'Algésiras et qu'il avait ainsi évité un conflit entre la France et l'Allemagne. Je cherchai, dans l'intérêt même de ses mémoires, à remettre les choses au point ; ce fut en vain ; il maintint énergiquement sa version fantaisiste, ajoutant : « La preuve de mon dire se trouve dans un billet que j'ai envoyé le 27 septembre de la gare de Rominten à M. Bihourd, votre ambassadeur à Berlin. Je l'y invitais à informer M. Rouvier de l'adhésion de l'empereur Guillaume à une conférence marocaine, celle-là même qui se tint à Algésiras. »

Voyant que je ne parvenais pas à convaincre le comte Witte de son erreur, j'en parlais à M. Dillon, correspondant du *Daily Telegraph*, qui jouissait de sa considération. M. Dillon me dit plus tard que ses rectifications n'avaient pas eu plus de succès que les miennes. Et voilà comment le comte Witte raconte dans ses mémoires une fable sur des faits dont il devrait cependant être le meilleur témoin puisqu'il en était le principal auteur.

En 1907, j'avais alors quitté l'ambassade de Saint-Pétersbourg et j'étais à Paris, j'y reçus la visite du comte Witte. Il

profitait de ce voyage, m'a-t-il semblé, pour apporter en France ses mémoires dactylographiés afin de les soustraire, à sa mort sinon même de son vivant, à une perquisition domiciliaire ; il paraissait vouloir utiliser un séjour qu'il allait faire à Biarritz pour y mettre la dernière main. Il me demanda de lui procurer le texte de son fameux billet de Rominten à M. Bihourd. Je le trouvai sans peine au ministère des Affaires étrangères où M. Bihourd l'avait télégraphié littéralement dès réception, soit le 28 septembre 1905. Bien entendu son contenu ne répondait pas à ce que le comte Witte s'imaginait y trouver. Je le copiai moi-même et, avec l'autorisation de M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, je portai le document au comte Witte. Il le lut avec un visible désappointement, puis le mit dans sa poche sans mot dire.

Arrivé à Biarritz le comte Witte va-t-il corriger ses mémoires? Oh ! que non pas ! puisqu'il s'est convaincu et qu'il lui plaît de croire qu'il est l'auteur de la conférence d'Algésiras, il doit le rester à l'encontre des faits les mieux établis, des dates les plus certaines. Après tout, le document que je lui ai remis est-il bien conforme à l'original? il ne veut pas mettre en doute l'exactitude de ma copie, mais il lui plaît de supposer que M. Bihourd, en le télégraphiant à Paris, n'en a pas respecté le texte. Il insère donc dans ses mémoires celui qu'il tient de moi, n'en ayant pas d'autre, mais sous cette réserve, et tout en maintenant son récit imaginaire.

Avec le comte Witte il en est ainsi en toutes occurrences. Les faits comme les hommes doivent se plier à ses vues, on dirait mieux dans la circonstance, à ses lubies. Aussi est-il prudent de n'enregistrer ses dires qu'avec une extrême circonspection.

Le comte Witte nous fournit un autre détail d'un premier entretien qu'il eut le 20 juillet 1905 à Paris avec M. Rouvier, alors qu'il se rendait en Amérique. Il trouve à cette date le gouvernement français soucieux de l'entrevue qui se prépare entre les empereurs d'Allemagne et de Russie et qu'hier encore rien ne faisait prévoir. Il demande par télégraphe des explications au comte Lamsdorff; celui-ci lui répond aussitôt que la rencontre est purement privée. « Je montrai la dépêche à M. Rouvier, dit le comte Witte, et ainsi éloignai ses craintes. »

Il s'en faut du tout au tout qu'il ait tranquillisé M. Rouvier sur la portée de l'entrevue des deux Empereurs : n'a-t-il pas eu l'idée étrange d'accompagner la communication du télégramme du comte Lamsdorff de conseils généreusement octroyés au gouvernement français, dont le principal était de contracter une alliance avec l'Allemagne conjointement avec celle déjà conclue avec la Russie ! C'est exactement le but que Guillaume II devait poursuivre quatre jours plus tard à Bjoerkoe et qu'il crut bien avoir atteint quand la signature de Nicolas II fut apposée au bas du traité du 24 juillet 1905. La coïncidence était si surprenante que, malgré mes affirmations réitérées, jamais M. Rouvier n'est parvenu à se convaincre que M. Witte n'était pas de connivence avec Guillaume II. Et cependant il ne l'était pas ; je l'affirme une fois de plus.

Il n'empêche que son idée fixe, qu'il appelle sa grande idée, a bien été la conclusion d'une triple alliance entre la Russie, l'Allemagne et la France. Il m'en a entretenu souvent en me développant les mêmes arguments qu'à l'empereur Guillaume II à Péterhof. En vain me suis-je efforcé de lui faire saisir le caractère chimérique de sa conception. La France, lui représentai-je, peut et doit même avoir des rapports corrects avec l'Allemagne, mais, après l'amputation subie en 1871, une alliance équivaudrait à son abdication de grande puissance ; ce serait un renoncement qui démoraliserait chez nous l'esprit public. Verbiage diplomatique, répondait-il. Quant à l'Allemagne, continuai-je, elle consentirait sans doute de grand cœur à notre alliance, mais dans les conditions où elle en a conclu une avec l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire sur un autre pied que celui de l'égalité. Une vague dénégation accompagnée d'un haussement d'épaules était alors la seule réponse que j'obtinsse. Il m'appartenait de comprendre qu'à son sens la situation de la France vis-à-vis de son alliée ne serait pas très différente dans quelque alliance que ce fût. Ceci dit, je m'empresse de reconnaître que le comte Witte, quand le comte Lamsdorff lui eut fait comprendre que le traité de Bjoerkoe réduisait la France à l'état de vassalité, s'est employé résolument à le rompre. Il est de toute justice de lui en tenir compte.

Un chapitre des mémoires du comte Witte est intitulé *les Tentatives de réformes du Tsar*. Dans ce chapitre et au cours de plusieurs autres sont passées en revue les nombreuses commissions bureaucratiques appelées à délibérer en Russie sur les réformes à accomplir dans le grand empire. Rien de plus confus que leurs travaux, et l'historique qu'en fait le comte Witte n'y apporte pas de lumière. Puisqu'il s'agit de mémoires faudrait-il encore que les opinions de l'auteur s'en dégageassent clairement. Il n'en est rien et bien perspicace serait celui qui découvrirait à quelle école politique se rattache le comte Witte.

Dans le fait il ne se rattachait à aucune de celles que l'on connaît et il n'avait jamais songé à étudier académiquement et à comparer *in abstracto* leurs doctrines. Le comte Witte était un autodidacte qui ne puisait pas son enseignement dans les livres mais dans l'action ; n'ayant jamais vu fonctionner que l'autocratie, il concevait qu'il y eût de bons et de mauvais autocrates, et ne cherchait pas au delà. Quand on est au pouvoir, pensait-il, sans, bien entendu, prendre la peine de se formuler à lui-même cette pensée, on assigne une fin à ses actes ; il importe sans aucun doute que cette fin soit bien choisie, mais il est oiseux de ratiociner sur la qualification appropriée aux moyens auxquels on a recours pour l'atteindre. Le comte Witte n'est rien moins qu'un doctrinaire ; il ne se réclame d'aucune théorie constitutionnelle. Ses opinions politiques sont d'une extrême simplicité et se résument en quelques mots : « Le meilleur gouvernement est le sien. » A serrer de plus près encore sa pensée intime il semble bien qu'à son avis son gouvernement soit même le seul bon. Toujours est-il qu'il abreuve tous les autres indistinctement des plus amères critiques.

Or je me suis demandé bien souvent, au cours des événements dont j'ai été le témoin en Russie, si, eu égard à la terrible situation de l'empire des tzars, le comte Witte n'avait pas raison. Quand il est mort, le 13 mars 1915, M. Maurice Paléologue, ambassadeur de France à Pétrograd, télégraphiait à M. Delcassé : « Un grand foyer d'intrigues s'éteint avec lui ». Les pages qui précèdent ne sont pas toutes non plus à son éloge. Je ne voudrais pas cependant laisser au

lecteur une impression fâcheuse du comte Witte. Malgré ses défauts de caractère, les travers de son esprit, les lacunes de ses connaissances, l'insécurité de son commerce, c'était un grand homme d'État, le plus grand en tous cas, Stolypine compris, que la Russie eût possédé dans ces derniers temps. Si Nicolas II lui avait abandonné les rênes du gouvernement et l'avait soutenu d'une inébranlable confiance, qui sait s'il n'eût pas sauvé l'empire du désastre dans lequel il s'est abîmé? En tous cas lui seul était de force à le tenter.

Comment s'y serait-il pris? nul ne saurait le dire, lui non plus qu'aucun autre, car il ne se serait forgé aucun système ni astreint à aucune règle, n'étant pas homme à concevoir l'un et moins encore à suivre l'autre. Il aurait agi empiriquement, parant chaque péril qui aurait menacé l'État par le procédé convenant au moment et au but, sans aucun souci d'harmonie entre ses actes. Il aurait fait preuve d'esprit de décision plutôt que de méthode, et aussi de bon sens et de savoir-faire, limitant la répression au minimum et concédant ce qu'il n'aurait pu retenir sans danger. Il avait en politique le sentiment de la mesure et de l'opportunité.

Le comte Witte aurait peut-être réussi de cette manière à traverser l'orage qui faisait fureur, mais évidemment il n'aurait pas édifié, par pur empirisme, l'édifice nouveau qui aurait pu à l'avenir abriter l'empire. Sans contredit cette œuvre constructive dépassait ses capacités, mais si, en doublant le cap des tempêtes sans sombrer, il avait procuré à d'autres la possibilité de l'entreprendre ensuite et de la mener à bien, ce service lui aurait mérité, sinon valu, la reconnaissance publique. Quoi qu'il en soit, sous le gouvernement personnel de Nicolas II, l'Empire russe était irrémédiablement voué à la ruine ; pour le prédire je n'ai pas attendu l'événement, et l'événement, qui m'a donné raison, m'a profondément attristé.

La dernière fois que j'ai vu, ou plutôt entrevu, le comte Witte, ce fut à Constantinople, en août 1914. La guerre l'avait surpris à Biarritz et il rentrait convaincu que son pays sombrerait dans la tourmente : la question agraire, la question juive, la question polonaise se posaient toutes trois à la fois et d'une façon trop aiguë pour que la Russie pût, avant

de les avoir résolues, soutenir une guerre nationale. Il aspirait donc à la fin la plus prompte du conflit armé et les Russes partisans de la paix à tout prix ont dû se grouper à Pétrograd autour de lui. Je conçois donc que sa mort ait fait pousser à mon collègue Paléologue, gardien de l'alliance pendant la guerre, un soupir de soulagement ; mais pour moi son souvenir qui, au point de vue français, se lie à l'annulation du traité de Bjoerkoe, est, au point de vue russe, celui du plus notable homme d'État que j'aie rencontré à Saint-Pétersbourg. Parlant aujourd'hui de ses mémoires dont je n'ai pas dissimulé les erreurs et qui ne me paraissent pas appelés à servir sa réputation, je tiens à terminer mes commentaires en rendant à sa haute valeur un hommage mérité.

M. BOMPARD,
Ambassadeur de France. Sénateur de la Moselle.

1er Septembre 1921.

LA 22E DIVISION AU CHEMIN DES DAMES

LE 27 MAI 1918[1]

VI

LE COMBAT

On peut aujourd'hui se faire une idée du combat en utilisant les rapports fournis par les chefs, les témoignages des soldats que j'ai interrogés moi-même en grand nombre, les récits donnés par les officiers prisonniers, après leur retour de captivité. J'ai rempli dans les derniers mois de la guerre des fonctions qui ont mis entre mes mains tous les documents originaux et m'ont permis d'aller recueillir de la bouche du moindre grenadier les faits que je groupe ici. Une bataille comme celle du 27 mai, au regard de l'esprit qui la veut comprendre, ne reçoit que lentement une forme intelligible ; à force de rassembler des témoignages, de les contrôler, de les comparer, on voit, petit à petit, se dessiner les courbes flexueuses tracées sur le terrain par les forces qui se sont affrontées. Pour le combattant, c'est un chaos de tumulte perçu dans l'hébétude d'un tonnerre continu, un monde de vapeurs où le regard obscurci par les vitres du masque ne distingue rien, où c'est un

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août 1921.

prodige de conserver quelque présence d'esprit et de lucidité, dans un tonitruant défi d'absurdité et d'affolement. Fabrice n'a point connu les lacrymogènes, et le prince Bolkonsky, l'arsine ne l'empêchait point de compter les bataillons. Et ils se plaignaient !

Je voudrais ajouter qu'en faisant le récit de ce combat, il m'arrivera de citer les noms de plusieurs soldats et de maints officiers. Je dois dire que nul d'entre eux du petit au grand n'a connu mon dessein : la plupart, s'ils l'eussent connu, auraient accepté malaisément que l'on fît savoir qu'ils s'étaient si bien battus. Je sais qu'ils seront mécontents ; je ne me dissimule pas d'autre part qu'il y a quelque injustice à entrer dans de telles précisions : je n'ai pas tout su, je laisserai « sans gloire, beaucoup d'exploits célèbres ». Tel simple grenadier s'est battu en héros dont je ne connnais même pas le nom, je parlerai de tel autre qui peut-être eut moins de mérite. Mais je n'ai pas eu l'intention de faire un palmarès ; si je donne des noms de combattants, c'est que je n'ai pu faire autrement, c'est que, dans un tel combat, le fort de la lutte et du mérite est assumé par l'exécutant. On a dit de la guerre russo-japonaise que c'était une guerre de commandants de compagnie : une bataille comme celle du 27 mai est une bataille de lieutenants, de sergents, de simples grenadiers. Quand la consigne est donnée de « résister sur place », le commandement supérieur abdique dès le commencement de la bataille, comme je l'ai montré dans l'étude du plan de défense ; l'œuvre du combat passe aux mains du petit exécutant qui reçoit charge de tout. La bataille est la résultante des résistances particulières des groupes de combat et des petits postes, de l'effort d'un agent de liaison, du geste d'un grenadier ; elle n'est plus fonction de la science tactique du chef, mais de la valeur individuelle du grenadier sur son estrade et du mitrailleur sur sa pièce. Partant, citer des noms de capitaines, de sous-officiers et de soldats de 2e classe, c'est désigner les maîtres du combat. C'est leur rendre ce qui est à eux et à nul autre.

***

Sous la surface toujours immobile et morne du champ de bataille maintenant circule toute une sourde activité de pensée et de mouvement. Partout les chefs de pièce s'assurent du

pointage des armes automatiques, partout on vérifie les liaisons entre mitrailleuses et groupes de combat quand elles sont possibles, entre les estrades de grenadiers et les positions de flanquement, liaisons téléphoniques et optiques. Sur la ligne des réduits, sur la position intermédiaire, les unités territoriales gagnent leurs emplacements ; à la tombée du jour, les bataillons réservés d'active font mouvement, celui du 118e de Pargnan aux creutes de la Somme situées au nord de Vassogne, au rebord sud-est du plateau; celui du 62e aux creutes de Madagascar qui ouvrent leurs voûtes sur le flanc d'une petite hauteur au nord de Bourg-et-Comin ; celui du 19e à Moussy-sur-Aisne où il s'abrite dans les caves.

Nulle précaution n'est laissée en oubli ; à l'angoisse de ce qui va venir se mêle dans l'esprit de tous les chefs qui commandent sur le champ de bataille cette singulière tranquillité fataliste qui refuse l'assentiment du moindre trouble à ce qui ne dépend plus de la prudence, de l'habileté, ni de la raison. Abel Ferry estime que notre artillerie favorisa par son silence la mise en place des unités d'assaut et manqua à sa mission qui était, dès le 26 au soir, par une vigoureuse contre-préparation de faire avorter l'attaque. « Des tirs d'interdiction et de contre-préparation nourris entre 7 heures du soir et une heure du matin, faits par l'artillerie française, alors que l'artillerie allemande était silencieuse, eussent ralenti et peut-être brisé l'attaque. » Seule la 45e D. I. à l'ouest de Reims appliqua « le plus vigoureusement possible son plan d'artillerie d'interdiction ». Et il continue, en articulant cette redoutable accusation : « Aucune des artilleries divisionnaires du 11e Corps, d'après la relève que nous avons faite sur pièces dans chacune de ces divisions n'a procédé comme la 45e Division ; elles n'ont tiré qu'à la demande de leurs observateurs d'artillerie ou d'infanterie[1] sur tel ou tel mouvement de troupes qui leur était signalé. »

J'ignore ce qui s'est passé dans les autres divisions du Corps d'Armée; mais[2] en ce qui concerne la 22e, Abel Ferry est dans

1. En italique dans le texte d'Abel Ferry (*loc. cit.*).

2. Il peut être intéressant de donner ici quelques renseignements sur les munitions que possédait notre artillerie. Le 26 au soir, les batteries avaient environ trois jours de feu : dès que fut connue l'alerte, les échelons reçurent l'ordre de

l'erreur; si cette erreur provient des pièces qu'il a consultées, c'est que ces pièces sont fausses et voilà tout. En réalité, dès 20 heures environ, les tirs de contre-préparation furent exécutés avec vigueur. A 18 h. 30 au poste de l'I. D. à Paissy, le général Braquet réglait avec le chef d'escadron Jarno, commandant l'artillerie de campagne le programme des harcèlements et de la C. P. O. [1]. La liaison entre les deux chefs était facile à établir, les deux postes étaient presque contigus et quand un fantassin qui redoute une attaque a un artilleur à sa porte, qui peut douter que le premier à être harcelé ne soit l'artilleur qui harcèle l'ennemi? Même si le plan de défense n'avait pas prévu de C. P. O. (et il la prévoyait) elle se fût faite nonobstant sur les instances d'une infanterie inquiète. Mais le général Renouard, le colonel Chanson, de leur côté, l'ordonnaient, la dirigeaient. A partir de 20 heures nos canons ne se taisent point ; le bruit de leurs détonations est si violent qu'au P. C. de l'I. D. on ne peut plus téléphoner; parfois les rafales sont si fortes que le général Braquet se demande si les artilleurs ont reçu une demande de barrage ou l'indication d'un objectif nouveau ; il se renseigne : on lui répond de l'état-major Jarno : « Les tirs qui s'exécutent en ce moment sont des tirs de harcèlement déclenchés sur ordre venant de l'A. D. [2]. » Tous les

venir ravitailler. Un petit nombre de caissons seulement put arriver jusqu'aux positions, les routes, les pistes, et les carrefours étant violemment bombardés dès la tombée du soir. Nos batteries, avant d'être réduites au silence (entre 1 et 3 heures du matin) brûlèrent environ chacune un jour de feu, à peu près 1200 coups. L'approvisionnement aurait permis de tirer jusque vers midi si la position n'avait pas été submergée.

1. Journal des marches et opérations de l'I. D. 22. — C.P.O. = contre-préparation offensive.

2. Journal des marches de l'I. D./22. Le même journal note qu'à 2 heures l'artillerie ayant interrompu la C. P. O. pour faire barrage devant le Têton, « le général Braquet donne l'ordre à l'A. C. D. de reprendre la C. P. O. dès que le barrage sera satisfait. Quelques instants après le capitaine Nicaise de l'A. C. D. répond que la C. P. O. est déclenchée ». — Et plus loin, « à 4 heures 10, l'état-major de l'A. C. D. téléphone que l'artillerie a cessé le tir de C. P. et qu'elle a commencé le barrage sur demande par fusées émises du 118e ». — Notons qu'à ce moment-là le plus grand nombre de nos batteries sont détruites. Ce barrage est exécuté devant le 118e par des batteries, dont certaines, à ce moment-là, ne comptent plus qu'une pièce.

Rappelons que l'A. D. est l'artillerie divisionnaire, l'I. D. l'infanterie divisionnaire, l'A. C. D. l'artillerie de campagne divisionnaire. De même C. A. corps d'armée, D. I = division RI = régiment d'infanterie. P. C. = poste de commandement.

comptes rendus de l'infanterie ou de l'artillerie mentionnent nos tirs de contre-préparation, qui furent aussi nourris et aussi vigoureux que possible. Plusieurs rapports d'officiers faits prisonniers dans la matinée du 27 décrivent les effets produits par nos tirs sur les troupes allemandes qui prenaient dans la nuit leur dispositif d'assaut ; des cadavres ennemis marquent les carrefours, les nœuds des pistes ; mais nulle part nos officiers ou nos soldats prisonniers, en traversant le champ de bataille vers le nord, n'ont constaté de destructions capables de paralyser l'attaque ; la conclusion qui s'impose, c'est que nos moyens d'artillerie étaient trop faibles, contrairement à l'idée qu'on discerne chez Abel Ferry, persuadé, je ne sais pourquoi, que le feu de nos canons était capable de faire avorter, dans la ligne de départ, l'assaut qui se préparait. Ce moyen a été réellement appliqué et son efficacité s'est montrée on peut dire ridiculement faible : il n'a rien empêché. Ainsi le fait a mesuré la valeur des moyens matériels qui appuyaient notre infanterie ; nos canons s'époumonent, presque en pure perte, dans les ravins d'Oulches, de Moulins et de Braye. Contre la force gigantesque qui se masse au nord de l'Ailette, contre la masse d'acier et de chair d'homme qui va déferler, notre artillerie inutilement raidit ses petits bras [1].

1. Nos mitrailleuses (et d'abord les mitrailleuses de position) exécutèrent aussi des tirs indirects de harcèlement et d'interdiction. Abel Ferry estime (mais pourquoi?) que nos troupes de défense étaient très largement pourvues en artillerie et que cette dernière était capable, employée préventivement, de disloquer l'attaque. Comme d'autre part notre infanterie « n'a pas tenu » et comme « les divisions en ligne étaient parmi les meilleures de notre armée », il n'y a plus d'explication pour résoudre la « poignante énigme » que d'admettre « la passivité de notre artillerie et le manque d'initiative des divisionnaires ». — En réalité tous les moyens ont été mis en œuvre, mais ils ont été insuffisants ; nos canons ont pu çà et là gêner l'ennemi ; ils ne pouvaient ni empêcher la mise en place, ni paralyser l'attaque. Voici un extrait du rapport du commandement de la 3e compagnie du 62e. « Les mitrailleuses et fusils mitrailleurs étaient pointés sur le pont de Chamouille ; aussitôt que le bombardement a été déclenché, j'ai fait tirer des salves sur ce pont presque sans arrêt (tir efficace, le capitaine Poulain a vu aux environs de ce pont trente ou quarante Boches, évidemment tués par nos tirs de mitrailleuses), le tir a été fait presque jusqu'à la fin, jusqu'à la destruction des mitrailleuses. » Le capitaine commandant la 1re compagnie dit : « Des obus Viven-Bessières furent tirés par le groupe de combat du centre vers les abris bétonnés situés au sud de l'Ailette et où l'ennemi paraissait se masser ; une des quatre mitrailleuses (les autres étant usagées) [il faut entendre hors

La nuit vient, une nuit tiède, pleine d'étoiles. « A 22 h. 40 le général Braquet entre en conversation téléphonique avec le général Renouard. Ce dernier « rappelle que les ordres sont de tenir sur place jusqu'au bout ; il annonce qu'il y a une division qui présente ses premiers éléments au sud de l'Aisne et que, derrière elle, vient encore une autre division[1] ». Dans les postes des colonels et des chefs de bataillon, on vérifie le classement des artifices et les indicatifs ; on donne les ordres pour répartir les munitions de secteurs et les vivres ; anxieusement on attend le retour des patrouilles, qui, sur l'ordre du général Braquet, ont été lancées en avant de nos premières lignes dans tout le secteur ; elles ne voient rien et n'entendent rien que le bruit de nos tirs auxquels répondent des obus destinés à nos batteries ; rien ne bouge dans le « no man's land » un calme si puissant est sur la vallée de l'Ailette que, peu à peu, les fantassins se persuadent que l'alarme aura été donnée en vain. A minuit 50, le P. C. du colonel du 62e téléphone à l'I. D. que tout est calme sur le front des bataillons[2].

***

A une heure s'abat d'un seul coup, comme se renversant sur la terre, une cataracte de feu ; dans un fracas énorme, un nouvel univers commence tombant comme un pan de mur.

d'usage : ce détail fait connaître l'excellente qualité des mitrailleuses de secteur, voir p. 20]? envoya des rafales fréquentes sur le pont Lamy que l'ennem empruntait pour se porter au sud de l'Ailette. »

Je me borne à ces témoignages pour ne pas être trop long, ils montrent assez que notre infanterie, non plus que nos artilleurs, ne fut point passive et ne manqua point d'initiative.

1. Journal des marches de l'I. D. 22. Le général Renouard faisait probablement allusion ici à la 157e division; le rôle de cette grande unité reste très obscur aux yeux des combattants de la 22e ; aucun des éléments de la 157e D. I. n'a, à aucun moment et sur aucun point, prêté le moindre secours à la division bretonne. On sait que le fatal principe du plan de défense continuant d'inspirer les chefs, plusieurs bataillons d'infanterie et plusieurs groupes d'artillerie appartenant à cette division, au lieu d'être mis en place sur la deuxième position, passèrent au nord de l'Aisne, alors qu'il était trop tard pour venir au secours des troupes de première ligne. Les Allemands maîtres du plateau bousculèrent ces unités qui furent anéanties sans avoir eu la moindre action.

2. Cf. Journal des marches de l'I. D. 22.

Rien de ce qui existait avant n'est conservé, que la volonté des hommes de maintenir leur raison et leur force. En un clin-d'œil, la position est aveuglée par les lueurs, la poussière et les gaz, ravagée par les explosions ; du coup, des distances infranchissables séparent les postes les plus voisins, les chefs, les groupes de combattants ; dans les tranchées, les fantassins, blottis sous la menace, sont séparés par un fatal isolement de leurs camarades les plus proches, tapis dans des abris sur lesquels tonnent les obus. De l'arrière, on voit palpiter au-dessus de la position, au-dessus de toute la garnison en place, cet orage de feu. Cet embrasement durera trois heures.

La préparation d'artillerie [1] ne paraît pas avoir été faite suivant un plan unique pour tout l'ensemble du secteur. Sans doute, les Allemands avaient-ils déterminé dans la position à enlever un certain nombre de zones pour chacune desquelles avait été fixé un plan spécial d'emploi de l'artillerie. C'est ainsi que certains points de la première ligne, comme le saillant de Courtecon, sont épargnés pendant 40 minutes, tandis que l'arrière est soumis à un feu intense. D'autre part, le Têton, bastion très avancé de notre première ligne, est pilonné dès la première minute, car il a été donné en objectif à une forte reconnaissance offensive qui, bien avant l'heure de l'assaut, viendra s'assurer que les défenseurs de la position ne se sont pas retirés devant la menace pour aller attendre l'ennemi plus au sud, sur des lignes de repli. D'une façon générale, les tirs les plus intenses, pendant toute la durée de la préparation, portent sur les saillants qui sont les points par où l'ennemi escaladera le plateau [2]. Les Allemands semblent ainsi avoir adapté le régime et la nature de leurs tirs à la nature

1. De larges emprunts seront faits pour ce récit du combat à la « Relation des événements des 26 et 27 mai 1918 » qui figure au Journal des marches et opérations de l'I. D. 22. Cette relation a été faite par moi, après la bataille, à la suite d'une longue enquête que sont venus ensuite corroborer ou rectifier de nombreux renseignements de sources diverses, sollicités et recueillis pendant plus de deux ans. Dans des recherches de ce genre, il faut parfois plusieurs mois pour arriver à préciser une infime parcelle de vérité, en raison de la dispersion des témoins, du flottement des souvenirs, et aussi du vide des témoignages émanant de soldats qui n'ont vu dans ce combat — c'est terriblement vrai à dire — que du feu.

2. Cf. Journal des marches et opérations de l'I. D. 22. Confirmé ensuite par maints témoignages, notamment rapport du commandant Dulac du 19e R. I.

du terrain, à la nature de la défense, à l'idée de manœuvre de leur plan d'attaque.

C'est sur l'arrière de la position, en même temps que sur les points forts et sensibles, ceux où se trouvent les canons, ceux d'où l'on observe, ceux d'où partent les ordres, où sont les antennes, d'où sortent, rapides et courbés, les agents de liaison, que s'abattent dès le début, avec le plus de fureur, les obus ennemis. Certaines positions de batterie sont presque intenables, et les servants, masques au visage, s'y feront tuer sur leurs pièces. La poussière irritante de l'arsine flotte dans la fumée épaisse du toluol ; aux portes des P. C., les toiles protectrices sont rompues, les gaz chassés violemment par les déflagrations envahissent les creutes et les abris ; à l'I. D., dans les grottes voûtées où sont les colonels et les chefs de bataillon, les masques couvrent les visages tendus par l'angoisse ; on essaye de téléphoner à travers les capsules métalliques, dans le fracas des éclatements ; on entend à peine ; mais ce qu'on sait déjà suffit à faire mesurer quelle sera l'ampleur et la violence de l'attaque. L'observateur de la Tour de Paissy, qui renseigne l'état-major de l'infanterie, avant d'être renversé de son créneau, a pu voir tout le ravage de feu qui semble couvrir le plateau de Craonne, s'étendre indéfiniment vers l'ouest, du côté des Vaumaires et de la 21e Division.

Ce sont les parallèles avancées qui ont pu le mieux observer ce commencement de la bataille. Elles sont encore relativement épargnées, sauf sur certains points. Les Allemands redoutent surtout d'être arrêtés par les tranchées à contre-pente ou les unités de réserve ; ils savent que les deux premières parallèles seront rapidement mises hors de cause par les obus qui les atteindront de droit fil ; aussi, c'est la ligne des réduits, à la crête militaire, où les abris, par suite, sont les plus rares et les plus fragiles, c'est la position intermédiaire qui subissent le fort de la préparation offensive ; c'est là que tombent les plus gros obus, c'est là que les destructions seront les plus complètes. A Moussy-sur-Aisne, par exemple, le bataillon de réserve du 19e perd une section entière, écrasée d'un coup dans une cave du village.

Il n'y a guère de tir de destruction par artillerie à grande puissance ; la méthode de von Hutier n'a rien de commun

avec la méthode qui broya en octobre 1917 la charnière du Chemin des Dames, ensevelissant des bataillons entiers dans les profondes catacombes des creutes. Des P. C. sans solidité restent intacts jusqu'au bout, mais ils sont grêlés d'obus de moyen calibre. Au jour, devant leur entrée, le sol est couvert d'éclats et de débris ; l'accès en est absolument impossible ; ils sont condamnés par une porte vibrante d'éclatements. Quant aux tranchées, l'ennemi ne s'attache point à niveler les terrassements, mais à détruire la garnison ; c'est pourquoi il emploie une grande quantité d'obus petits ou moyens à fusée instantanée. Il aveugle de même les observatoires et se borne à les aveugler, mais avec une violence foudroyante. A 1 h. 10, l'observatoire Manon dans le secteur du 19e est détruit, les observateurs blessés ou tués. Peu après, il en est de même pour l'observatoire de la Tour de Paissy, pour la plupart des observatoires de bataillons. D'ailleurs, là même où les observatoires résistent, les obus fumigènes, la poussière soulevée d'un sol très sec empêchent de rien distinguer.

En même temps, la plupart des liaisons sont coupées. Dès les premières minutes, les chefs de bataillon ne communiquent plus avec leurs capitaines. Vers 2 heures, les trois colonels ne sont plus reliés avec les commandants des points d'appui. A 1 h. 45 est rompue la liaison téléphonique entre l'état-major du général Braquet et le poste de commandement du 62e ; à 2 h. 07, entre l'I. D. et le P. C. du 118e ; « au bout de dix minutes, dit le rapport du commandant Dulac sur le 19e d'infanterie, toutes les liaisons téléphoniques avec l'avant sont coupées, sauf celle du P. C. Moureaux », où se trouve le commandant du bataillon de gauche. A l'I. D., à Paissy, on s'épuise en efforts pour obtenir le transit des communications par les lignes enterrées qui vont du P. C. de la Division aux colonels et aux commandants de groupes. Visages couverts du masque, ruisselants de sueur, voix qui s'époumonent, gestes désespérés qui reposent les appareils. L'antenne de T. S. F. de l'I. D. est cinq fois brisée ; à la cinquième réparation, l'un des sans-filistes est blessé à mort. La T. P. S. apporte des messages indéchiffrables [1]. Les liaisons optiques ne peu-

1. Çà et là, cependant la télégraphie par le sol a rendu de grands services

vent s'établir, la position étant tout entière couverte d'une fumée et d'une poussière intenses. Chacun éprouve avec angoisse sur tout ce champ de bataille, dans les ténèbres, le tragique de cet isolement, chacun sent l'énorme quantité de fracas et de danger qui s'épaissit autour de lui. A tous la bataille impose sans réplique sa foudroyante fatalité.

***

La pensée directrice des chefs est donc éliminée du champ de bataille ; chacun d'eux est cloué à son poste, isolé par la violence du feu, hors d'état de savoir quel est le sort du combat, dans une terrible impuissance. En même temps que l'artillerie allemande isole les petits groupes de mitrailleurs, de grenadiers dans cet immense tourbillon de fumée et de feu, peu à peu elle va détruire la plupart des éléments de la défense.

Sur les différentes lignes de retranchements la préparation commence avec de gros obus explosifs de 150 et 210, sans mélange d'obus à gaz. Une demi-heure plus tard environ, arrivent des obus à gaz mélangés aux explosifs et en forte proportion. Les occupants des parallèles, persuadés que le tir continue à être un tir à obus explosifs, n'ont pas mis leurs masques et sont en grand nombre victimes de cette surprise. Ces gaz, contenus dans des obus de 77 à croix bleue, sont faiblement toxiques mais très irritants : c'est surtout de l'arsine, que les capsules de nos masques, à cette date, n'arrêtent point. Beaucoup de soldats sont mis hors de combat et crachent le sang. Ce régime de tir continue ainsi avec des alternances variables jusque vers 2 h. 30; à partir de cette heure, nos parallèles avancées ne reçoivent plus que des explosifs et des minen de gros calibre.

Il paraît certain que les Allemands possédaient une carte fort

comme on le verra au cours de ce récit ; les réseaux étaient bien établis, les équipes de sans-filistes très bien exercées. Relevons ce que dit, dans son rapport, le commandant Dulac du 19e R. I. « Un réseau complet de T. P. S. bilatéral entre le colonel et les deux chefs de bataillon fonctionna jusqu'au dernier moment. » Le commandant Dulac ajoute cependant : « Mais les communications furent saisies par les Allemands d'après leurs dires ultérieurs. A noter que ces postes de T. P. S. ont fourni à l'ennemi des indications assez précises sur l'occupation du secteur (P. C. de bataillons tout au moins). »

bien établie de notre position et que leurs obus ont été dirigés très précisément là où nos moyens étaient mis en place. Toutes les batteries sont prises à partie avec une extrême violence, même celles sur lesquelles l'ennemi n'avait pas tiré un coup de canon depuis plusieurs semaines. A 2 heures du matin beaucoup de nos canons sont détruits[1]; à 4 heures, quand l'infanterie allemande s'élancera à l'assaut, rares seront les pièces qui pourront répondre à la demande de barrage que porteront dans le ciel les fusées de notre ligne avancée ; il semble que dans le secteur du 118e seulement quelques canons aient pu soutenir nos fantassins. De même, le plus grand nombre de nos mitrailleuses sont enterrées ou brisées. Il sera peut-être toujours impossible de connaître complètement quel fut le destin de chacune de nos sections, mais voici quelques renseignements qui, pour incomplets qu'ils soient, donneront une idée des pertes que le bombardement avait infligées à la défense. A l'est d'Hurtebise sont détruites les mitrailleuses de la Tranchée des Cavaliers, à la Clairière des frères Anciaux ; dans le bataillon du 62e qui tient le front entre Cerny et Ailles cinq mitrailleuses sont complètement démolies, plusieurs autres hors d'état de servir; dans le bataillon voisin entre Cerny et Courtecon, « dès 2 heures, quatre pièces sont déjà démolies dans trois emplacements, dans les deux autres emplacements, grosses pertes en personnel ». Dans le secteur de la 3e compagnie du 62e les mitrailleuses de première ligne sont détruites à 3 h. 30. Dans le 1er bataillon du 19e au nord de Braye-en-Laonnois, sept mitrailleuses et vingt fusils-mitrailleurs sont mis hors de service avant l'heure de l'assaut. Dans les unités pour lesquelles les renseignements font défaut, les pertes vraisemblablement ont été analogues; elles tiennent à ce que très souvent, sans doute, dans les ténèbres hurlantes de cette nuit de bataille, de fausses alertes firent jaillir des abris, précipitèrent aux emplacements de combats les mitrailleurs et les grenadiers; à la sortie des abris, les guetteurs, mis en pièces, soufflés par les obus, se succédaient jusqu'à ce que le groupe de combat ait fondu

1. Un exemple : la 4e batterie du 35e d'artillerie, en position au nord de Moulins, n'a plus un seul canon en état de tirer *à 3 heures*. Depuis 20 heures, elle a consommé environ un jour de feu : 1 100 coups. La batterie du 35e placée immédiatement à l'ouest de Vassogne n'a plus qu'une pièce en état de tirer à 4 h. 30.

entièrement, homme par homme. Que lire de plus admirable que cette petite note extraite du rapport d'un capitaine (3e compagnie du 62e) : « Le sergent Le Stage de la 1re compagnie qui était à R. 6, s'est replié vers 3 heures sur R. 5, pour me dire qu'il était à peu près le seul, les autres ayant été tués comme veilleurs ou enterrés dans un abri. » Pas une unité ne lâche pied, ne s'enfuit vers l'arrière, malgré la trombe de fer. Nulle part de panique. Conformément à l'ordre qui est de tenir sur place nos soldats sont écrasés à leur poste. « Je n'ai pas vu un seul camarade de la première ligne revenir sur nous, dit le soldat Thierry, de la 7e compagnie du 62e. Le terrain était très bouleversé ; notre boyau réduit à niveau. » Des sections sont réduites à une dizaine d'hommes, comme celle de l'adjudant Guilloux du 62e, au saillant de Courtecon, qui, au moment où surgissent les vagues allemandes, n'a plus sous ses ordres que 14 combattants, une de ses demi-sections écrasée sur ses emplacements. A 5 heures la section de l'adjudant Lafargue (1re compagnie du 19e), ne compte plus que 12 hommes. « Dans le G. C. sur le flanc ouest de l'éperon de Cerny, les hommes durent être en partie enterrés par le bombardement. Leur chef le sergent Roux a été vu, porté sur un brancard, les deux jambes brisées [1]. » Tout autant que les saillants, souffrent du feu les parallèles de soutien et la position intermédiaire. Des officiers et des soldats ayant au matin traversé le plateau, décrivent la ligne des réduits « comme complètement bouleversée et pleine de cadavres qu'ils doivent enjamber [2] ». « La ligne des réduits, dit un sous-officier du 19e, au point où je l'ai traversée, entre le boyau de la Creute et le boyau de l'Elster, était presque nivelée : on voyait, sous les éboulements, sortir des pieds, des têtes, des armes [3]. » Deux officiers du même régiment rapportent que la position intermédiaire à 7 h. 30 était complètement bouleversée et emplie de cadavres à demi-enterrés [4].

1. Rapport du chef de bataillon Verjux, commandant le 1er bataillon du 62e. G. C. signifie groupe de combat.

2. Journal des marches et opérations de l'I. D. 22.

3. Le Journal des marches et opérations de l'I. D. 22 cite bien d'autres témoignages encore sur les destructions que causèrent les obus ennemis. Certains sont effrayants.

4. Journal des marches et opérations de l'I. D. 22.

Il est impossible d'évaluer ce que coûta à notre infanterie, tout entière massée dans la zone battue, cette préparation foudroyante[1]. Ceux qui avaient quelque expérience des champs de bataille, lorsqu'ils essayaient d'évaluer les ravages produits par ce bombardement, se représentaient nos fantassins hachés dans ce fracas d'une forge gigantesque et perdaient tout espoir. « L'obscurité était complète, dit un chef de bataillon[2], on ne voyait que l'éclatement des obus qui tombaient avec une violence inimaginable, par rafales de 10 à 15 au même point. » Cette monotone fureur hébétait, épuisait ; les vibrations étaient perçues à la poitrine, au ventre et aux tempes plus qu'aux oreilles assourdies. Cependant des coureurs allaient de poste en poste et des guetteurs, debout à l'entrée des abris, scrutaient du regard cette immense nuée qui couvrait le plateau, où s'irradiaient brusquement les éventails sulfureux des explosions. Combien de temps encore? Certains regardaient leur montre à leur poignet, inattentifs à ce que marquait le cadran. Que se passe-t-il en avant, n'osaient se demander ceux qui étaient en arrière. L'électricité mourait çà et là dans les creutes ; des bouts de bougie mettaient des points de lumière dans un air surchauffé et vicié, petites flammes jaunes que les explosions faisaient tressaillir. L'épuisante fatigue faisait retomber les têtes sur les poitrines oppressées du poids des équipements. Le bombardement, qui avait diminué d'intensité vers 2 h. 30, avait repris depuis longtemps plus violent que jamais. Les saillants de notre ligne, maintenant, sont saccagés sous le bélier hurlant des obus.

A 1 h. 30, après l'avoir criblé de projectiles, les Allemands ont lancé une forte reconnaissance offensive sur le Têton; par là, ils s'assurent que nos troupes n'ont pas fait le vide devant la menace de leur attaque, en même temps qu'ils se saisissent de ce bastion important de notre ligne qui va leur permettre de neutraliser nos flanquements d'Ailles et de forêt de Vauclerc et aussi d'accéder plus facilement au col d'Hurtebise où

1. Le capitaine Bies, commandant le 1er bataillon du 19e, termine ainsi son rapport : « Nos pertes sont sensiblement de la moitié de l'effectif ; celles de l'ennemi furent assez lourdes dans le combat de boyau. »

2. Rapport du capitaine Rio, commandant le 3e bataillon du 118e. Le P. C. était à la creute du Dragon, à l'ouest de la ferme d'Hurtebise.

le plateau s'étrangle jusqu'à n'avoir plus que 300 mètres de large entre le versant sur l'Ailette et le versant sur la vallée de l'Aisne. Sur toute la position, il n'y a plus pour barrer le chemin à l'ennemi que quelques poignées d'hommes disséminées sur un front de 14 kilomètres, que leur résistance ne préservera pas de l'encerclement, petits îlots que va submerger l'assaut sur le point de déferler.

***

A 3 h. 50 l'infanterie allemande part à l'attaque.

Elle n'aborde pas notre ligne, semble-t-il, avec des unités d'assaut uniformément réparties sur toute la longueur du front. D'une part, l'Ailette n'est pas franchissable en tous les points de son cours ; d'autre part, l'ennemi a vu la nécessité d'enlever le plateau par les saillants sans s'engager dans les rentrants, ces vastes cirques où nos feux convergents le décimeraient. C'est pourquoi ses unités ont, sans doute, resserré leurs distances en face des saillants, si bien que la formation de départ a dû être discontinue, les vides de la ligne allemande correspondant aux rentrants de notre position. Plutôt que des vagues, c'est une série de colonnes d'assaut que lancent les Allemands sur les redans de la forteresse naturelle.

Ces colonnes sont précédées par un double barrage ; le premier, celui sur lequel « collent » les unités de tête, est un barrage par 77 et 105 sans obus à gaz. A 250 mètres, un second barrage précède le premier, raclant la position avec des obus de 150 et de 210 mélangés d'obus spéciaux. L'intervalle qui sépare ces deux barrages diminue à mesure que l'attaque avance et le barrage semble devenir simple une fois que le plateau est tout entier traversé.

L'attaque est montée suivant un mécanisme très délicat qui requiert une infanterie merveilleusement exercée et manœuvrière. Telles sont en effet, le 27 mai, les qualités que montrent les fantassins allemands. Ils resteront, jusqu'aux dernières batailles de la guerre, d'admirables combattants; mais jamais on ne les verra, servis par une préparation plus efficace, mener le combat avec tant de souplesse, de précision et d'élan. La vitesse de marche pour les troupes d'assaut paraît

avoir été de 100 mètres environ par 5 minutes. Les unités ont reçu des missions différentes suivant leur échelonnement dans le dispositif; les unités de tête sont chargées d'attaquer, d'encercler et de réduire les centres de résistance que la préparation a pu laisser subsister; lancées sur les saillants de la position, elles se déploieront une fois parvenues au sommet par un mouvement d'éventail et nettoieront rapidement le plateau crevé, ravagé, fumant de mitraille; se répandant ensuite sur le balcon qui domine la vallée, elles écraseront sous une pluie de grenades nos combattants qui, placés dans les rentrants au bas des pentes ou sur le versant nord, seront tués dans le dos au moment même où ils s'attendent à voir l'ennemi arriver de l'Ailette et s'efforcent de le distinguer au bout de leur fusil à travers les vapeurs épaisses qui couvrent la vallée. Cependant, d'autres unités, sans s'attarder à ces combats de détail sur les premières parallèles, franchiront la ligne des réduits, la position intermédiaire, et, accélérant l'allure à mesure qu'elles avancent, gagneront en hâte le rebord sud du plateau, surprenant et bousculant les unités de réserve, pour tenir le plus tôt possible sous leur feu les ponts de l'Aisne et la seconde position qui, en partie creusée, fortifie la rive sud du fleuve.

Tel est le schéma général de l'attaque : elle porte à son point de perfection la méthode von Hutier et en fait voir l'application merveilleusement efficace quand elle est mise en œuvre par des états-majors et des troupes d'aussi bonne qualité. Nul doute que les Allemands n'aient mis à profit les expériences récentes de 1918 pour perfectionner ce procédé génial, la solution enfin trouvée, au bout de quatre ans de recherches et de sanglantes tentatives, pour rompre les fronts fortifiés.

*
* *

Dans le fracas de la bataille, maintenant, les Allemands s'avancent, invisibles derrière la muraille sulfureuse de leur barrage, à travers la vallée de l'Ailette emplie de vapeurs et de fumées. Ils ne vont plus rencontrer devant eux que des résistances sporadiques, inutilement opiniâtres, atomes de

volonté perdus sur cette position couronnée de feu, ravagée, lancée vers le ciel par une force volcanique.

Les colonnes allemandes abordent donc la position par les saillants où le feu de l'artillerie a écrasé les défenseurs avec une particulière violence. « Quand les Boches, dit un témoin [1], arrivent devant le saillant de Courtecon, on entend à peine un ou deux coups de fusil; à ce saillant des demi-sections tout entières ont été détruites. » Les Allemands escaladent le plateau derrière le rideau de leurs obus, précédés par les mortelles fumées, se glissant par les chemins creux, grimpant les pentes escarpées; leur attaque commence comme une infiltration, mais en peu de temps, elle aura submergé la position tout entière. C'est moins un assaut qu'un glissement qui gagne avec lenteur, merveilleusement calculé, car le bombardement, au moins au début, est maintenu tout aussi violent et aussi dense sur les rentrants, tandis qu'il est suspendu sur les saillants pour ménager des couloirs aux colonnes d'abordage.

Voilà donc l'ennemi en marche, précédé du grand rythme de dévastation qui continue à marteler tout le plateau ; à droite, il veut forcer la charnière de la division bretonne et des troupes britanniques; il espère pouvoir rompre la ligne plus aisément en ce point de suture; au premier choc disparaissent dans la fumée des grenades les éléments anglais [2] qui s'appuient à notre bataillon de droite et le poste mixte où les vareuses kaki se mêlent aux capotes bleues. Nos postes avancés de la Forêt de Vauclerc sont découverts sur leur droite, dangereusement tournés par la coulée ennemie ; ils se replient sur notre ligne de soutien à la crête militaire ; déjà, les Allemands sont au sommet de la position, ayant accablé la gauche anglaise au point où le plateau s'étrangle jusqu'à n'être qu'un isthme de 250 mètres entre le plateau des Casemates et le plateau de Craonne. Les Bretons, pris en écharpe, et voyant que leur résistance serait impossible au bas de l'escarpement, remontent et font face aux grenadiers ennemis qui, se poussant vers l'ouest, au creux de nos tranchées, tâchent d'entamer le bataillon Bontz par un combat de boyaux. La tranchée

1. Journal des marches et opérations de l'I. D. 22.

2. C'est le G. C. 8 britannique (V. le rapport du commandant Bontz, commandant le 1er bataillon du 118e R. I. qui était voisin des Anglais).

de Troyes disparaît sous des gerbes de terre et de fumée, tient bon quand même, riposte par un feu violent. Cependant, vers le nord, nos mitrailleuses crépitent dans le boyau qui descend vers la forêt, elles barrent de leur feux de flanquement le front du bataillon, dangereusement menacé, maintenant, dans son flanc droit.

Plus à l'ouest, les Allemands dès 2 heures, ayant enlevé le Têton, petite hauteur placée en face du doigt d'Hurtebise, comme l'île de Sein au bout de la Pointe du Raz, essayent vainement de monter du Têton à la Ferme pour se rendre maîtres du col ; nos fantassins du bataillon Rio du 118e fauchent les assaillants qui s'acharnent. Un de leurs officiers, dédaigneusement calme, la canne à la main, cherche un passage dans la broussaille de nos fils de fer; il est abattu avec les siens. Après quarante-cinq minutes de combat sanglant sans résultat, les Allemands sont rejetés en arrière, épuisés. De nouveau, la flamme s'allume sur les nôtres; la terre en poussière gémit dans l'air déchiré; c'est l'ennemi qui recommence sur ce point une préparation d'artillerie qui va durer vingt minutes.

Avec la même énergie victorieuse, plus à l'est, le même bataillon défend le saillant d'Ailles ; l'ennemi qui arrive par la Tuilerie et la route de Chermizy est arrêté net ; mitraillé avec fureur, il reflue, désordonné, sous le couvert, dans les fourrés, dans les trous d'obus, disparaît dans la terre brune.

A l'autre extrémité de la position, le 19e oppose sa force comme un môle; il lâche toute sa mitraille aux monts Chaudron, à l'éperon de Warmon sur les colonnes allemandes qui chancellent, se disloquent ; les rafales de nos mitrailleuses coupent les genoux des troupes de la garde prussienne, solides de volonté et merveilleusement entraînées; malgré les sifflements de nos balles, quelques assaillants arrivent jusqu'aux tranchées, ils disparaissent sous des volées de grenades. Cependant au poste de commandement du colonel Taylor, du 19e, est capté à 4 h. 15 un message de T. P. S. envoyé par le chef de bataillon du 64e en liaison à la gauche du régiment : « L'ennemi a pris pied sur les Vaumaires, nous luttons à la grenade aux grottes, renforts urgents [1]. » En

1. Cf. Rapport du commandant Dulac, adjoint au colonel du 19e R. I. rédigé au camp de prisonniers à Rastatt, le 6 juin 1918.

même temps le saillant de Courtecon craque sous l'effort des colonnes d'assaut. Les deux extrémités du front tenu par le 19e, vers 4 h. 30 ont cédé.

Le centre de la position, où se trouve le 62e, fléchit lourdement, il va s'effondrer. Les saillants de Courtecon et de la Bovelle enfoncés, les Allemands vont envahir le plateau par le milieu de notre ligne qui vient de s'ouvrir; ils vont envelopper les extrémités où nos soldats résisteront jusqu'à l'épuisement de leurs munitions et à la limite de leurs forces. Déjà ceux qui garnissent les bastions avancés sont anéantis, mélangés à la terre fauve ; sur ce terrain saccagé, fumant, à peine quelques combattants survivent dans les trous d'obus ; sur le flanc ouest de l'éperon de Courtecon, dans le groupe de combat qui commandait le chemin creux, les hommes sont déchiquetés, enterrés par le bombardement. De ce chaos pourtant partent encore des coups de feu ; le soldat Turmel sur le rebord d'un trou d'obus, à découvert, tire à la mitrailleuse, puis au fusil mitrailleur toutes les cartouches qui lui restent. Près de la ferme de la Bovelle, le lieutenant Marty et ses hommes se font tuer à leur poste. Ces efforts héroïques ne peuvent empêcher les Allemands de s'emparer du saillant; ils grimpent par le chemin creux, à l'abri des coups et, sans même être aperçus, débordent sur le plateau, réduisent à la grenade la tranchée de soutien, prennent d'enfilade la parallèle du Chemin des Dames. A 4 h. 30 ils jaillissent dans le P. C. Bitche où se trouve le chef du bataillon de gauche du 62e, tandis qu'on se bat encore à outrance sur la face est de l'éperon où font rage les mitrailleuses de la ligne de soutien.

A la même heure, ayant crevé le saillant de la Bovelle, ils poussent à force vers le sud et vont surgir, la grenade à la main, à l'entrée des abris et des P. C. de la ligne des réduits, alors que les chefs de bataillons les croient encore fixés par notre feu, dans la vallée de l'Ailette devant la première parallèle.

De même, au saillant d'Ailles, la trombe ayant passé, quelques hommes se sont levés dans le chemin creux, à l'est du village; les fusils crépitent, en hâte, furieusement, et bientôt se taisent sous la réplique tonnante des grenades allemandes.

A 5 heures, tout le centre de la position s'est abîmé sous le brutal effort de l'ennemi. Énorme déhiscence qui livre la position tout entière, malgré la ténacité de nos soldats, acharnés à se battre.

Déjà la position du 118e fait eau de toutes parts, malgré la folie de désespoir qui enivre les nôtres. Le commandant Bontz, installé au tunnel Bugeaud, subit sur sa droite une pression violente, l'ennemi, dès 5 heures, étant maître du plateau de Craonne, la jointure brisée entre les Anglais et nous; deux sections de réserve, jusqu'alors maintenues à l'abri dans le tunnel du Vieux Soldat sont lancées sur le centre de la ligne de soutien ; cette demi-compagnie fond sous le ravage des minen et des bombes dont le feu très ajusté hurle sur les tranchées qu'il saccage, mais elle réussit à contenir l'ennemi dans son mouvement vers l'ouest. A 5 heures, le commandant Bontz a dû abandonner toute la partie est de son point d'appui ; il se défend, face à l'est, sur la bretelle qui compartimente son terrain et face au nord sur la ligne de soutien ; cependant l'ennemi a largement avancé dans le secteur anglais jusqu'à franchir le plateau et descendre dans la vallée de l'Aisne; il lance ses grenadiers par le sud-est, par le moulin de Vauclerc et par la ligne des réduits ; il faut faire face contre ces agresseurs nouveaux et se défendre encore dans cette direction ; en même temps l'ennemi a réussi à atteindre le col d'Hurtebise et il presse vigoureusement le bataillon Bontz sur la gauche. Très durs combats dans la tranchée des Basques et la tranchée Augusta; le bataillon avec les éléments territoriaux qui le renforcent contient à 5 h. 30 l'ennemi sur quatre côtés ; il ne peut plus communiquer avec l'arrière que par un mince couloir en direction d'Oulches.

Le bataillon voisin, celui du capitaine Rio du 118e, n'est pas en meilleure posture. La compagnie de gauche qui tenait le saillant d'Ailles a été enfoncée, anéantie ; l'ennemi avance rapidement derrière les éclatements furieux de ses grenades, se déployant sur le plateau, gagnant vers le centre du point d'appui marqué par la grotte du Dragon où commande le capitaine Rio. A droite, dans le réduit d'Hurtebise, une de nos compagnies s'entoure d'un feu foudroyant que prolongent quelques éléments avancés, dans le chemin en corniche qui

va de la ferme aux ruines de l'abbaye de Vauclerc; les gros casques passent en hâte, par dix ou vingt, s'abattent dans les souches calcinées. Mais notre bataillon épuisé ne peut soutenir la pression qui pèse sur sa gauche ; il est menacé de revers par les Allemands qui, du côté du 62e, ont réussi à avancer plus rapidement. En vain nos territoriaux jaillissent des abris du Trou d'Enfer, les Allemands, à 5 h. 45, sont au poteau d'Ailles et de là, les uns se dirigent vers Vassogne, les autres, faisant face à l'est, essayent d'enfoncer vers Hurtebise le flanc du bataillon Rio.

Au centre de la position, c'est un fourmillement grisâtre d'Allemands dans les entonnoirs, les éboulis, à la surface convulsée du plateau ; à 6 heures, la ligne des réduits reçoit la pluie des grenades à raquette. Ceux des territoriaux qui ont pu échapper à l'orage de feu, à ce tourbillon de mort, mal exercés au combat à la grenade sont promptement supprimés. L'ennemi s'aligne au bord de la tranchée pleine de cadavres [1]; il va repartir précédé de son barrage et tandis que certaines unités se déploient dans le sens latéral, d'autres vont pousser rapidement jusqu'au-dessus de la cuvette de Troyon et à l'extrémité de l'éperon de Beaulne et Chivy, de façon à commander de bonne heure les ravins sud et la vallée de l'Aisne. Des mitrailleuses légères vont coiffer au revers du plateau les abris où l'on ignore presque tout de la situation, où l'on sait seulement qu'il se livre une âpre et confuse bataille. En effet, à l'arrière, pas de nouvelles ; les obus fumigènes, la poussière soulevée en nuages épais, les vapeurs livides du double barrage et du bombardement empêchent d'observer; on attend dans une angoisse épuisée, dans une fixe stupeur. Toute la partie de la position où l'ennemi ne s'est pas encore avancé est maintenue sous un tonnerre incessant. Dans la zone du centre, les Allemands ont submergé nos lignes, de façon si rapide et en maintenant une telle interdiction sur tout le secteur, que le colonel du 62e verra à 7 h. 30 les Allemands pénétrer dans son P. C. sans qu'il ait encore reçu la nouvelle certaine que ses chefs de bataillon étaient enlevés, que ses points

1. Le colonel du 62e a vu la tranchée Martin à l'ouest du poteau d'Ailles emplie des cadavres de ses défenseurs.
(Rapport du lieutenant-colonel Dubuisson, commandant le 62e.)

d'appui étaient enfoncés. Lorsqu'il quittera son poste sous la garde de l'ennemi, il verra « dans le boyau de Béthune, les cadavres de cinq ou six hommes qui, dit-il, avaient dû être atteints lorsqu'ils portaient des ordres ou des renseignements[1] ». C'étaient, sans doute, les coureurs qui venaient de l'avant et que les obus avaient jetés au sol, sans qu'ils pussent lui remettre le billet contenu au revers de leur manche. La méthode offensive de l'ennemi est moins remarquable peut-être pour la science délicate avec laquelle ont été réglés les mouvements et conduites les troupes que par ce résultat d'avoir pu tenir la position entière sous une interdiction foudroyante qui fait que le combat s'est livré en quelque sorte *en secret*, aucun des chefs ne pouvant soupçonner ce qui se passait sur la première position avant le moment où les Allemands, ayant franchi le plateau, se sont présentés en épaisses colonnes sur les routes qui descendent vers l'Aisne, la fumée du combat se dissipant alors dans le soleil d'une éclatante journée.

Un extrait de l'horaire tenu à l'état-major de l'I. D./22 permet de se rendre compte des ténébreuses inquiétudes de cette longue nuit, de cette obscurité angoissante qui, pour les chefs, plana sur toute cette bataille ; ces notes montrent en outre combien les rares renseignements parvenus au général étaient en retard sur le développement réel du combat et donnaient une idée fausse de la situation.

« A 2 h. 7, sont coupées les communications téléphoniques entre l'I. D. et le P. C. Nègre[2]. L'I. D. cherche à communiquer avec Nègre par Vassogne (Central Vaucouleurs).

« A 2 h. 10, le lieutenant adjoint au chef de bataillon de Vassogne[3] (bataillon réserve de D. I., capitaine Messègué) téléphone qu'il semble y avoir recrudescence de l'artillerie ennemie sur la droite.

« A la même heure, l'antenne de T. S. F. de l'I. D. est coupée ; elle est aussitôt réparée.

« A 2 h. 30, un obus éclate à l'entrée du P. C. de l'I. D., crève la porte en bois et emplit l'abri de vapeurs irritantes.

« A 2 h. 50, l'I. D. arrive à se mettre en communication

1. Rapport du lieutenant-colonel Dubuisson, commandant le 62e.
2. Indicatif du P. C. du colonel du 118e.
3. Il s'agit du bataillon réservé du 118e, capitaine Messègué.

avec Grosjean[1]. Le colonel Dubuisson, privé de toute communication avec ses bataillons ne peut donner aucun renseignement sur la situation dans les centres de résistance. Le P. C. Grosjean est violemment bombardé par obus toxiques. »

Une sorte de singulier vertige, dans ces postes surchauffés, où l'air était irrespirable, agrandissait dans le cerveau une sphère de vide et de sommeil où tout allait s'engloutir, malgré un effort de volonté à faire ruisseler le front. Obtenir une communication téléphonique, dans ce fracas, exigeait une peine inouïe. Et toujours pour ne rien apprendre.

« A 3 h. 30, l'I. D. réussit à obtenir communication avec Dragon[2] par transit Vaucouleurs.

« On entend à peine, Dragon signale qu'il est toujours violemment bombardé par obus à gaz.

« A 3 h. 30, l'antenne de l'I. D. est de nouveau coupée.

« A 3 h. 45, elle est réparée.

« A 4 heures, l'I. D. reçoit par T. S. F. deux messages, l'un de Nègre, l'autre de Dragon, l'un de ces messages est en partie indéchiffrable, le second n'offre pas de sens net :

« De Nègre : « Tir de contre-préparation est-il déclenché en avant... D... S... distance... défense... T... distance. »

« De Dragon : « Nous avons évacué. Continuer... »

« L'I. D. demande que l'on répète les messages. C'est en vain. Les appels des radiotélégraphistes de l'I. D. restent sans réponse.

« A 4 h. 30, Nègre envoie ce sans-fil :

« Nous entendre mitrailleuses vers centre de résistance. Est. »

Rien à conclure de là, il n'y a qu'à attendre encore le renseignement qui éclairera ce chaos fabuleux; il ne viendra jamais...

« A 4 h. 45, l'antenne du poste radio de l'I. D. est de nouveau coupée. Le bombardement est si violent qu'on ne peut songer à réparer l'antenne. A partir de ce moment l'I. D. est privée de toute communication directe avec les chefs de bataillon et les colonels. Elle ne peut entrer en relations télé-

1. Indicatif du P. C. du colonel du 62e.
2. La creute du Dragon, siège du P. C. du bataillon de gauche du 118e.

phoniques avec Grosjean que par l'intermédiaire de Chaouïa[1], — avec Nègre que par la ligne du Central-Vassogne, prolongée par un service de coureurs entre Central-Vassogne et Nègre [2].

« A 5 h. 50 l'I. D. reçoit le renseignement suivant :

« Les Allemands seraient au Têton et essaient de grimper sur Hurtebise. La Verrue [3] est encore à nous. La 50e D. I. anglaise à notre droite aurait fait un léger repli. »

La nouvelle était exacte, plus d'une heure auparavant.

« A 6 h. 24 le bombardement paraissant se ralentir un peu, les radio-télégraphistes de l'I. D. sortent pour réparer l'antenne. L'un d'eux est grièvement blessé. L'antenne ne peut être réparée.

« A 7 heures, la liaison téléphonique Central-Paissy-Vassogne est coupée; l' I. D. n'a plus de liaison que vers l'arrière avec le P. C. Chaouïa et encore indirectement, par Pargnan. »

Cependant la bataille engloutissait les dernières forces françaises. Par la route de Grandlain de fortes masses continuent de s'avancer entre le 19e entamé aux deux extrémités de son front. A 5 heures au P. C. du colonel Taylor un second message du 64e avait été capté ; il annonçait de façon tragiquement laconique : « Les Vaumaires sont pris, je demande à nouveau renforts urgents. » En même temps du P. C. Gênes, on apercevait distinctement de l'infanterie allemande sur le plateau des Vaumaires, à environ 500 mètres de la ferme de Froidmont. Pourtant dans le secteur de la division nantaise, à gauche de la 22e, la résistance des groupes avancés était héroïquement tenace ; très longtemps après l'envahissement du plateau, nos soldats entendent le martèlement des mitrailleuses de l'éperon des Vaumaires. Les groupes de combat du 19e dans la ligne de soutien et dans la ligne avancée tirent sans relâche sur les Allemands que l'on voit maintenant de façon plus distincte; mais déjà les ennemis se répandent sur

1. Indicatif du P. C. de la Division.

2. Le Journal des marches et opérations de l'I. D. 22, ajoute ici en note : « Liaison très précaire. Elle est longue à obtenir. Le plus souvent, il sera impossible d'entendre et de se faire entendre, même en retirant le masque du visage. »

3. Petite éminence à côté du Têton.

le plateau; les uns marchent délibérément vers le sud, sans s'inquiéter des îlots de résistance dont le feu trop peu nourri ne peut arrêter le progrès torrentiel de l'attaque ; d'ailleurs, d'autres unités ont reçu la mission de faire taire ceux de nos soldats que les obus ont épargnés et qui, relevant la tête derrière le formidable râteau du barrage, s'acharnent en vain contre le fourmillement innombrable des « feldgrau ». Les grenadiers ennemis, venant de Courtecon, réduisent pas à pas la parallèle du sommet; ils dominent la vallée où leurs feux vont plonger, s'abattant sur les nôtres, les clouant à leur poste. Un lieutenant de la 2e compagnie, qui combat au bas des pentes, envoie un coureur à son capitaine pour lui demander d'être secouru parce que les Allemands, en possession du plateau du côté des Vaumaires, giboyent aux Français comme d'un balcon. Le commandant de compagnie ne peut rien faire pour son lieutenant, étant obligé lui-même de se défendre face à l'ouest et au sud, menacé d'encerclement, criblé de grenades. C'est également ce qui se produit pour nos postes de combat en ceinture des Monts-Chaudron ; ils sont mitraillés par les Allemands qui, au-dessus d'eux et par derrière, dans la tranchée de la Poudre, les ajustent à coup sûr.

Les combats à la grenade et au fusil dans ce terrain chaotique, les vapeurs des explosions, cette tactique de glissement et d'encerclement qui fait tout à coup surgir l'Allemand très loin derrière ceux qui continuent à faire face au nord et à l'attendre par devant, renversent les prévisions, multiplient le mystère, décuplent l'effet de surprise. Les chefs de bataillon entendant tirer les mitrailleuses de leurs postes avancés sont persuadés que le combat se livre sur la première parallèle et au même moment surgissent dans leur P. C. des grenadiers ennemis qui viennent de l'arrière. Le capitaine Corbeil, commandant le bataillon de droite du 19e, est si loin de soupçonner l'infiltration allemande sur le plateau que, vers 5 heures, il envoie une corvée de ravitaillement en obus Viven-Bessières à une de ses compagnies de tête qui, dans sa vigoureuse défense, a épuisé ses grenades à fusil. La corvée qui se hâte, courbée par les lourdes caisses, voit tout à coup, sur sa droite, s'élancer les vareuses grises des grenadiers de la garde prussienne. Les nôtres sont bousculés, jetés au sol, tués à bout portant. A

5 h. 45 le P. C. du capitaine Corbeil est envahi par les Allemands qui déjà ont nettoyé la parallèle des réduits ou plutôt ce qui en reste, car elle n'est guère à ce moment-là que monceaux de terre en cendre, mélangée de cadavres.

La large écluse ouverte au centre de la position laisse passer maintenant les assaillants en flots; des postes de notre ligne avancée tiennent toujours dans le fond de la Bovelle, complètement encerclés. Au sud de la ferme, nos canons de tranchée tirent encore jusqu'au moment où les servants sont tués sur leurs pièces; dans le fond de Cerny la section du lieutenant Stéphan se fait massacrer sur son emplacement; tant de dévouements sont vains. Parvenus avant 6 heures au Chemin des Dames, les Allemands, dans la poussière de leur barrage, envahissent le poste du colonel Dubuisson et font prisonnier tout son état-major. Sur le 118e continue de tonner la fureur de l'ennemi qu'irrite sa résistance opiniâtre; les minenwerfer de tous côtés lancent leurs projectiles qui craquent dans des nuages de fumée noire; le capitaine Rio essaie de dégager sa gauche qui fléchit, prise de flanc et à revers; une sortie jette dehors les éléments qu'il a sous sa main dans la creute du Dragon, avec une section de mitrailleuses. L'entrée nord est éboulée; c'est donc par la sortie sud que cette poignée d'hommes s'élance pour arrêter « les vagues profondes qui déferlent sur le plateau, vers le poste du colonel ». Le feu est ouvert sur les ennemis, dont une partie s'arrête, se tourne contre ces nouveaux agresseurs sur lesquels redoublent les rafales de minen légers; l'une des mitrailleuses est détruite; l'autre a deux de ses servants tués, le troisième grièvement blessé; l'ennemi se glisse dans la tranchée de Munich, déborde la petite troupe, pousse vers l'entrée de la creute. Le capitaine Rio, inquiet, ramène ceux qui lui restent vers le Dragon, centre de la résistance. Il est 7 heures; il demande par téléphone au capitaine Savary, commandant un groupe du 212e d'artillerie, de faire tirer à shrapnells sur la creute, mais déjà l'ennemi est aux batteries; Rio s'enferme dans sa profonde caponnière calcaire il achève d'obstruer l'entrée nord en faisant sauter des blocs à la dynamite; il lâche son dernier pigeon voyageur pour faire savoir que l'ennemi est sur sa tête, dominant la grotte; à son entrée, crachent nos fusils-mitrailleurs; l'ennemi, du sommet, fai

pleuvoir des grenades, apprête ses lance-flammes. Mais l'explosion qui a détruit la sortie nord a empli de gaz irrespirables les voûtes de l'excavation, les blocs de l'entrée sud vacillent sous le souffle de la dynamite qu'à leur tour allument les Allemands; une douzaine d'hommes sont asphyxiés ; le poste de secours est plein de mourants qui crient ; les munitions sont épuisées. Le capitaine Rio ne peut plus se défendre. Il est 9 heures.

Le bataillon voisin connaît un sort semblable : le commandant Bontz, à 6 h. 30, a fait sauter les trois entrées nord du tunnel Bugeaud; sa parallèle de résistance prise d'enfilade et de revers est intenable ; les groupes de combat du plateau des Casemates, déconcertés par l'irruption des ennemis qui, de la cuvette de Craonnelle, remontent vers le nord, sont submergés; trop d'ennemis, on ne sait plus sur lesquels tirer, ils pullulent de partout ; une section de la 2e compagnie, au-dessus du tunnel Bugeaud maintient une résistance tenace, dirigée par le lieutenant Moullier qui, blessé, a voulu rester au milieu de ses hommes. Voilà qu'arrivent, refoulés sur le Dragon, des hommes de la section la plus avancée vers l'est, qu'ont culbutés par surprise des grenadiers allemands revêtus de vareuses anglaises et coiffés du casque plat; on se bat sur la bretelle avec un groupe de 30 ou 40 Allemands ainsi costumés en Anglais ; l'entrée sud du tunnel Bugeaud mitraille les Allemands qui marchent sur Beaurieux[1], passent en force, officiers à cheval, batteries attelées, sur les routes qui descendent vers l'Aisne. A 8 h. 30 les Allemands sont maîtres de la creute qui n'a plus ni une cartouche, ni une grenade. Déjà les balles de mitrailleuses pleuvent à l'entrée du P. C. du colonel du 118e, massacrant une partie de l'état-major.

L'autre extrémité de la ligne est semblablement emportée par le nombre, noyée sous le déferlement des assaillants. La fusillade crépite toujours dans le secteur du 19e ; les mitrailleuses des bataillons Biès et Corbeil, sur le point d'être noyées par le flot assaillant ravagent la route de Grandelain, les abords de Courtecon ; çà et là des escouades avancées, voyant

« 1. Les Allemands sont aux cuisines du 118e à Craonnelle, route d'Oulches vers 6 heures, ayant donc déjà parcouru plus de 2 kilomètres à l'intérieur du secteur anglais. » (Rapport du colonel du 118e.)

que les munitions vont manquer, veulent se rapprocher de la compagnie de soutien, du P. C. du capitaine, près duquel sont les dépôts de cartouches. Elles sont sans nouvelles, inquiètes d'être sans ordres et sans appui. A peine ont-elles commencé leur mouvement qu'elles sont reçues à coups de fusil par les Allemands déjà installés sur la ligne de soutien ; les nôtres, déconcertés, tourbillonnent sous le feu qui les abat, les jette au pied de ces tranchées mêmes où ils pensaient trouver un refuge et continuer la résistance. Vers 5 h. 45, arrive au poste du colonel Taylor le médecin Gayet du bataillon de droite ; il annonce que les Allemands se sont emparés de la première position et marchent sur le poste. Vingt minutes après les Allemands sont au-dessus de l'abri défendu par les pionniers et les agents de liaison. Le colonel obtient alors du général Zeude l'autorisation de faire retraite sur la parallèle intermédiaire ; il s'y rend avec le commandant Dulac, le médecin Gayet sous les rafales des mitrailleuses légères ; le barrage allemand, toujours d'une grande violence, écrase alors le canal et les ponts, achevant de dévaster la position. En même temps le général Braquet, ayant fait connaître au général Renouard que l'ennemi était à 500 mètres de Paissy, reçoit l'ordre de se rendre à Cuissy-Gény pour y installer son poste.

La première position, en dépit de quelques groupes qui dans les premières parallèles continuent une héroïque résistance, est tout entière perdue.

*
* *

La position intermédiaire, battue dès le début de la préparation d'artillerie par un feu intense, est à ce moment complètement bouleversée. Quelques territoriaux y tiennent encore ; ces vieux soldats, isolés, sur cette position dominée entièrement par le plateau des Dames résisteront avec opiniâtreté, comme leurs camarades des trois bataillons d'active qui, réservés depuis le début de l'attaque, attendent le moment d'être engagés, à Vassogne, au nord de Bourg-et-Comin et à Moussy.

Le bataillon du 118e, en réserve de division, est venu aux

creutes de la Somme, au nord-ouest de Vassogne, dans la nuit ; son chef, le capitaine Mességué, très malade, n'a point voulu quitter sa troupe, il est arrivé à la position porté par ses hommes. Terrible nuit : la creute est dans un nuage de gaz toxiques, les hommes souffrent beaucoup ; c'est ainsi qu'à 6 heures du matin, des sections sont réduites à quinze hommes. Électricité éteinte et, vers 4 h. 30, toutes les liaisons rompues.

Le bataillon Mességué à 5 h. 45 est mis par le général Renouard à la disposition du général Braquet ; ce dernier vient d'être informé que les Allemands, maîtres du Têton, menacent le col d'Hurtebise. Il donne l'ordre à une des compagnies de se porter à la contre-attaque sur ce point. Cette compagnie, renforcée d'une section de mitrailleuses, en débouchant de la creute, est accueillie à coups de fusil par les assaillants qui ont déjà envahi le plateau de Paissy. Violent combat à la grenade et à la mitrailleuse ; la compagnie refoule au nord les Allemands, dégage l'ouvrage Geoffroy, sur la position intermédiaire, dont les défenseurs, une demi-section de territoriaux, sont à bout d'efforts ; une autre compagnie d'active vient occuper cet ouvrage qui commande le plateau et où deux sections de mitrailleuses territoriales viennent d'être détruites. L'ouvrage va être encerclé, malgré l'énergie des vieux soldats du 68e qui, à l'arbre de Paissy, luttent sous les ordres du capitaine de Beauregard ; ce dernier, le fusil en main, se bat au milieu de ses hommes, jusqu'à ce qu'il tombe, frappé de deux balles au front. Non loin le colonel Auvergnon, du 73e territorial, ayant groupé quelques-uns de ses territoriaux, commande le feu comme un chef de section, épaulant lui-même un lebel, aussi calme qu'au stand ; mais déjà de tous côtés fourmillent les lourds casques ennemis ; l'avance allemande ressemble à un ruissellement. Mességué jette tout son monde dehors, fait ouvrir le feu à tous ses pelotons, à toutes ses mitrailleuses, dans la direction de Paissy, sur la vallée de Vassogne où se hâtent maintenant de denses colonnes grises, de l'artillerie, des caissons. Nos soldats, les fusils brûlants, ouvrent des vides dans les rangs de l'ennemi qui, gêné dans sa marche, s'irrite, dirige sur ce centre de résistance ses minenwerfer, ses lance-flammes. Au centre de ce cercle

tonitruant qui resserre sa violence implacable, les nôtres sont peu à peu refoulés vers l'entrée de la creute : une de nos compagnies perd tous ses chefs de section : le lieutenant Le Bomin qui la commande est blessé, refuse de quitter le combat. Cet engagement désespéré dure près de quatre heures, dirigé par le commandant Béréni du 68e territorial et par le capitaine Mességué qui, tremblant de fièvre, exténué, assis sur une chaise à l'entrée de la creute, sous la mitraille, dans le sifflement des éclats de grenades, anime tous les siens de son exemple. Mais cette lutte prend fin. Les munitions sont épuisées jusqu'à la dernière grenade et à la dernière cartouche ; il est près de 10 heures.

A gauche, le bataillon de réserve du 62e est engagé dans des conditions particulièrement malheureuses qui montrent que dans ce combat abîmé sous le fracas, la poussière et la foudroyante violence du bombardement, les chefs ne pouvaient commander qu'à contre-temps des mouvements inutiles ou des manœuvres dangereuses. Vers 6 h. 30, les dernières paroles que le colonel Dubuisson faisait entendre, par téléphone, au général Renouard étaient : « Il me semble que ça va mal ; mes deux chefs de bataillon de première ligne doivent être faits prisonniers ; ici, nous sommes toujours furieusement bombardés. » Le général Renouard répond : « J'envoie au commandant Arnould l'ordre de se mettre à votre disposition. Espérons... » Puis la communication est coupée. Le commandant Arnould est aux creutes de Madagascar, situées au flanc de la hauteur cotée 175, au nord de Bourg-et-Comin ; il est là en réserve de division. A 7 heures, l'état-major Renouard lui fait savoir que son bataillon est mis à la disposition du colonel Dubuisson et lui donne l'ordre de se rendre au poste de ce dernier. Sans autre renseignement, le commandant Arnould, suivi de ses agents de liaison, s'engage dans la vallée de Moulins, tombe sur les Allemands qui descendent en masses compactes vers l'Aisne. Le petit groupe est bousculé, le commandant Arnould est entouré, saisi, désarmé. Cependant son bataillon, privé de son chef, reste en attente jusqu'à ce qu'enfin le mouvement de l'ennemi se laisse discerner à travers la fumée du barrage. Le capitaine Vidalot, qui a pris le commandement, déploie alors ses compagnies aux entrées de la creute et sur le

plateau. Un feu violent est ouvert sur les Allemands qui accélèrent leur allure pour s'emparer de la rive du fleuve. Dernier îlot d'une position déjà toute submergée, cette petite hauteur s'enveloppe de feu, crache la mitraille dans la vallée de Moulins, jette à terre des files entières d'ennemis. Mais les Allemands débordent par l'est et par le sud; le bataillon va être encerclé; le capitaine Vidalot préfère dégager ce qui reste de sa troupe plutôt que d'être condamné, après avoir vainement résisté sur cette éminence isolée, à tomber aux mains de l'ennemi ; il ordonne le repli par le village de Bourg-et-Comin. Mais déjà les Allemands resserrent leur prise sur cette unique issue ; nos compagnies se dégagent par un violent effort, cependant que des groupes sacrifiés font tête, arrêtant l'ennemi par un feu intense; le sergent Kéraouen de la 10e compagnie, debout, tire posément sur l'ennemi qui, venant de l'ouest, avance sur le petit plateau ; le lieutenant Cren, pour sauver sa compagnie, reste avec la section d'arrière-garde, refusant d'écouter son sous-lieutenant qui veut prendre sa place. « Dégagez-vous avec le reste, lui répond-il, je reste ici pour protéger votre mouvement. » Debout, il commande le tir sur les Allemands qui se hâtent ; le sous-lieutenant Bernard, avant de disparaître par l'escarpement, voit son chef frappé à mort. « Notre commandant de compagnie s'est sacrifié pour nous », disent les survivants. Cette énergie et ces sacrifices permettent la retraite ; le bataillon, en combattant, réussit à gagner la rivière, laissant beaucoup de monde sous les rafales de mitrailleuses et sous les obus qui écrasent Bourg-et-Comin. Cette belle défense suffit à ralentir le mouvement des ennemis ; elle permet à nos trains, à nos convois, à nos ambulances stationnés au village de passer la rivière et de ne point aller grossir le butin des vainqueurs.

Le bataillon réservé du 19e a passé la nuit à Moussy-sur-Aisne ; vers 7 heures, le commandant L'Helgoualc'h reçoit du général Zeude l'ordre d'aller occuper la position intermédiaire entre le canal et Beaulne-et-Chivy. A ce moment le barrage allemand écrase le village et achève de dévaster les parallèles qui le couvrent au nord ; le bataillon sort des caves et se forme dans un tourbillon de feu et de poussière, parmi les pans de murs qui s'écroulent, dans le hurlement des explo-

sions. Très grosses pertes, unités disloquées, regroupées à grand'peine dans le fracas mortel, dans les gerbes de flammes, de gravats et de terre. Le commandant L'Helgoualc'h est tué aux lisières du village d'un éclat d'obus à la tempe; sous les ordres du capitaine adjudant-major Cordon, les unités de tête se heurtent à l'ennemi installé déjà dans la position intermédiaire et le chassent de la parallèle de doublement où les nôtres se jettent sous le feu. Notre mitraille siffle sur les colonnes ennemies qui, à droite et à gauche, malgré leurs pertes, continuent leur marche, vont arriver à Soupir, descendent par la coulée de Chivy. Les minen s'abattent de tous côtés sur nos rangs, venant des flancs et bientôt de revers. Cordon sent l'impossibilité d'arrêter le torrent ennemi ; bientôt les munitions vont manquer; les fusées de jalonnement tirées par les Allemands s'élèvent déjà derrière le bataillon. Il faut se décrocher, tâcher d'atteindre l'Aisne avant l'ennemi, pour le clouer aux ponts de la rivière. Le repli se fait sous la forme d'un violent combat d'arrière-garde. Moussy est déjà aux mains des Allemands; il faut se glisser en hâte entre les branches de l'étau qui, implacablement se referme. Cordon dirige admirablement cette difficile manœuvre, qui, sous un feu violent se fait par Verneuil-Courtonne et Bourg-et-Comin; le capitaine Rabourdin avec une soixantaine d'hommes, sur la berge du canal, protège la retraite, fixant l'ennemi sur la gauche par une fusillade intense; il se jette ensuite dans Pont-Arcy, réussit à ramener ce petit groupe de braves.

La fatalité de cette bataille où, chacun, dans un isolement désespéré, usa ses efforts à côté d'un voisin qu'il ignorait, où la somme immense de tous ces sacrifices aboutit à un néant de résultats parce qu'ils ne purent, nulle part, être coordonnés en une action efficace, voulut que sur cette même position intermédiaire, le colonel Taylor[1] acceptât de mourir, sans savoir qu'à quelques centaines de mètres plus au sud, son 3e bataillon combattait et sans pouvoir, l'eût-il su, le rejoindre et l'animer de sa pensée. Un peu avant 7 heures, le colonel avec son adjoint, le commandant Dulac, le jeune médecin Gayet, qui, ne pouvant plus soigner les blessés, brûle de com-

1. Rapport du chef de bataillon Dulac, adjoint au colonel Taylor.

battre et de se dévouer, le capitaine Cros, le lieutenant Calvez, le lieutenant Poignant du 212e d'artillerie se retrouvent dans la parallèle avancée de la position intermédiaire juste à l'est du canal de l'Oise à l'Aisne. Les officiers réussissent à grouper autour d'eux quatre-vingts hommes avec deux mitrailleuses et à établir une ligne de feu qui interdit aux Allemands de descendre des hauteurs du plateau dans la vallée ; un tir violent hache les Allemands qui, par le fond de Grelines, tentent de gagner les ponts du canal. A 7 h. 15, le colonel Taylor envoie par coureurs un message écrit au général Zeude pour faire connaître « le point où il se trouve, la situation du moment et lui demandant d'urgence des renforts [1] ». La lutte continue enragée, ivre d'être conduite par de tels chefs qui commandent en tiraillant eux-mêmes ; ces vieux soldats, couverts de poussière, épuisés par les fatigues d'une nuit terrible, sous l'ardent soleil, sentent en eux-mêmes, à se battre, l'audace qui anime leurs chefs, la décision grave du commandant Dulac, la fougue rieuse du jeune médecin Gayet amusé de tuer, transporté d'aise par le danger. Aucune réponse ne vient de l'état-major territorial. A 8 h. 15, le colonel envoie un second message ainsi conçu : « Je tiens depuis une heure la partie nord de la première parallèle intermédiaire au nord du canal et j'empêche l'ennemi de déboucher de l'éperon de Braye. Je me tiens de ma personne au carrefour du boyau Odin et de cette première parallèle. Je demande à nouveau d'urgence des renforts [2]. » Ce second message reste aussi sans réponse ; sans doute, les coureurs, avant d'avoir atteint Verneuil-Courtonne, furent tués par le barrage qui tombait alors sur ce village et sur Moussy avec un fracas d'écroulement. Cependant la petite troupe est réduite à une vingtaine de tirailleurs; soixante hommes sont tués ou gémissent sur ce sol fumant de mitraille. Le jeune aide-major s'offre alors d'aller à Moussy pour demander du secours au commandant L'Helgoualc'h et, de là, pousser jusqu'au P. C. du général Zeude. Il part en courant par un boyau à demi comblé; presque aussitôt on le voit revenir; il apprend au colonel que les Allemands occupent les autres parallèles de la position intermédiaire

1. Rapport du chef de bataillon Dulac, adjoint au colonel Taylor.
2. *Id.*

et le boyau qu'il a emprunté, à 300 mètres au sud ; il a vu les ennemis qui dévalent en force vers Moussy et bientôt vont nous tirer dans le dos. Il est 8 h. 30. Le colonel, froidement, décide qu'on ira occuper le réduit de la ferme du Metz, blockhaus bétonné au bord du canal et qu'on y résistera jusqu'au dernier homme ; tous franchissent à la course le chemin de halage et la passerelle « sous un feu intense de mitrailleuses tirant à moins de 250 mètres [1] » ; beaucoup sont culbutés, le ventre ou la poitrine crevés, dans les roseaux et la vase. Le petit groupe se jette dans la bretelle, qui, sur la rive ouest, réunit les différentes parallèles de la position. Le commandant Dulac est en tête, comme guide. 100 mètres environ avant la ferme, au détour d'une traverse, il est saisi au col par plusieurs Allemands, plaqué contre le parados ; il essaye en vain de se servir de son revolver. De solides grenadiers de la garde prussienne l'empoignent, le maintiennent immobile ; ils crient à ceux qui le suivent : « Prisonniers, prisonniers ! » Le colonel Taylor a vu ; il a entendu la sommation ; il jette un cri de dégoût et de défi : « Prisonnier? jamais ! » Et il saute sur le terrain, suivi du médecin Gayet et de quelques soldats ; il veut s'élancer vers le blockhaus ; plusieurs ennemis l'ajustent ; partent d'un coup plusieurs détonations. Le colonel tombe sur le sol, le ventre traversé d'une balle. De tous côtés crépitent les coups de fusil, sifflent les rafales des mitrailleuses. Gayet prend le colonel sur son dos et se hâte ; à son tour, il est jeté par terre, la cuisse brisée. Avant de s'évanouir, il entend le colonel qui dit aux soldats : « Mes amis, ne laissez pas votre colonel aux mains des Allemands. » Nos troupiers le relèvent, l'emportent à travers le terrain crevassé ; au bout de deux pas, quand le petit groupe surgit à la lèvre d'un trou d'obus, une rafale de mitrailleuse couche tout le monde, achève le colonel, éteint dans la poussière ces héroïsmes fraternels [2].

1. Rapport du commandant Dulac.

2. Le régiment de Brest perdait là deux chefs admirables. Le colonel Taylor, étrangement séduisant, avait les plus brillants avantages de l'esprit et du talent ; il avait passé par l'École de guerre, les grands états-majors ; cavalier, il avait été attaché militaire à Copenhague ; il avait paru dans l'infanterie en 1916 avec une hauteur d'allures, une impériosité dédaigneuse qui s'était peu à peu détendue, sous l'effet d'une pénétrante intuition de ce labeur sans fin, de cet obscur héroïsme du fantassin. Il avait une intelligence merveilleusement souple, qui

***

9 h. 1/2. Les Allemands, maîtres du plateau, descendent vers l'Aisne par masses compactes. Sur nos derniers groupes, qui, dans l'ardent soleil de ce matin de mai, épuisés de soif et de fatigue, résistent encore, passent des rafales de balles, le couteau implacable des rafales de mitrailleuses ; des avions à croix noires volant au ras du sol les fusillent. De tous côtés les fusées qui jalonnent l'avance ennemie jaillissent, s'élevant déjà de la rive nord de l'Aisne. Du côté de Beaurieux, les Allemands sont à la rivière ; à 8 heures, ils sont déjà à la ferme de Soupir ; entre ces deux branches de tenailles, la Division s'est affaissée ; au centre par Moulins, une formidable poussée a achevé de la disloquer.

Cependant certaines fractions dans les lignes avancées tiennent toujours ; ici et là, c'est un homme isolé qui ajuste l'ennemi, tapi contre la lèvre d'un entonnoir ; ailleurs, des chefs obstinés contre tout espoir ont rassemblé autour d'eux des hommes déterminés qu'ils soutiennent de leur ardeur : le colonel Vieljeux, du 74e territorial, commande le tir à une poignée de fantassins enfiévrés par cette lutte gratuitement

le servait dans les détours d'une politique redoutable, capricieuse, cruellement mordante au point qu'il me faisait penser à Gondi parfois et que plusieurs de ses pairs ne lui pardonnaient pas d'en avoir souffert ; impulsif, avec quelque chose de féminin et au combat une froide bravoure, une rapidité étonnante pour comprendre et décider, une volonté irréfragable. De là venait qu'il avait aux yeux des troupiers un prestige extraordinaire ; il allait remettre les croix de guerre dans les petits postes ; il portait une simple vareuse avec une élégance parfaite ; il venait à cheval sur le plateau du Chemin des Dames et mettait pied à terre froidement aux fils de fer de la ligne des réduits ; tous les soldats de son régiment qu'il savait être nécessiteux éprouvaient sa bienfaisance, qui s'exerçait avec une délicatesse exquise. Il avait acquis sur les hommes une autorité sans limites ; il la devait à cette étonnante métamorphose qui s'était accomplie en lui par le commandement, par la vue qu'il prenait des hommes occupés à la tâche effroyable, victimes du mystère de la guerre et aussi de causes bien humaines qu'il ne se dissimulait plus et ne refusait pas de condamner. L'inquiétude de sa pensée n'empêchait pas le plus viril dévouement à l'honneur militaire : « Prisonnier, jamais ! » C'est tout l'esprit militaire français qui parle là et le noble dégoût de sentir sur son épaule la main salissante.

Ce cri, le commandant Dulac le pousse aussi en lui-même, bien qu'il soit réduit à subir le sort dont vingt fois je l'ai entendu repousser l'horreur insupportable. Il est fait prisonnier comme Charles XII à Varnitza. Que ce noble soldat, le plus humain peut-être que j'aie connu, s'en laisse persuader par celui qui lui doit tant de leçons et inoubliables.

héroïque. Mais les Allemands dédaignent de s'attaquer à ces derniers îlots pour les réduire par la force. Lorsque le plateau est tout entier franchi, certaines de leurs unités faisant demi-tour, remontent vers le nord, ratissant la position, poussant devant eux nos fantassins et nos artilleurs prisonniers, nos blessés et notre personnel sanitaire. Ainsi paraissent tout à coup, devant nos groupes de combat qui continuent la lutte, des uniformes français, une foule mélangée, amis et ennemis, qui marche du sud au nord; nos combattants déconcertés ne peuvent plus tirer : ils n'ont plus qu'à abandonner leurs armes brûlantes et à accepter le sort malheureux de la bataille.

Maintenant les Allemands tiennent sous le canon de leurs mitrailleuses les ponts et les passerelles de l'Aisne. Le général Braquet a vainement tenté d'établir son P. C. vers Cuissy-et-Gény et d'y concentrer la direction d'une bataille déjà perdue sur une position complètement submergée ; il décide alors d'aller trouver à Œuilly le général Renouard ; mais à peine commence-t-il de gravir les pentes au sommet desquelles s'ouvre la creute du P. C. Chaouïa que les ennemis bousculant tout, balayent la route de la vallée et les ponts par de violentes rafales de mitrailleuses ; passe en hâte une dernière automobile entourée du galop de chevaux sanglants, affolés, sans cavaliers. Le général Renouard est à Merval ! Le général Braquet presque seul, tout son groupe détruit sur le plateau de Paissy ou dans la traversée de Jumigny saccagé par les obus, traverse la rivière sur une passerelle que les balles déchirent, font voler en échardes ; il trouve à 11 heures le général Renouard à Merval, plaçant tranquillement aux lisières quelques cavaliers de l'escorte, des ordonnances et des secrétaires armés de revolvers ; sur la rive sud, les débris des régiments disputent à l'ennemi le passage des ponts : des groupes du 19e à Pont-Arcy et à Bourg et Comin ; des groupes du 62e à Œuilly, des groupes du 118e à Maizy et au nord de Révillon, soldats exténués dont les cartouchières sont presque vides et qui se battront encore presque toute la semaine, jour et nuit, dans le plus pénible des combats en retraite jusqu'à ce que, relevés de la bataille, farouches et maigres, ils soient accueillis autour de Montmirail par les villages éclatants de roses.

*
* *

Voilà ce qu'a fait l'infanterie de la 22e Division, dans cette journée malheureuse. Qu'on prononce si c'est un Caporetto français, d'après ce récit très incomplet et très rapide. Mes camarades n'ont point perdu souvenir de ce combat sanglant d'Hurtebise, livré l'année précédente, sur ce même champ de bataille. La veille, un général avait envoyé une proclamation dans les formes oratoires habituelles : « Je compte que les régiments fidèles à la gloire de leurs drapeaux... » Le colonel Taylor en notifiant ce morceau à ses bataillons se bornait à ajouter : « Le 19e fera comme d'habitude. » Signé : Taylor. » Qu'on dise si nos régiments le 27 mai n'ont pas fait comme d'habitude.

Il est impossible de ne point rappeler qu'au même moment dans la Forêt de Pinon des régiments frères des nôtres, dans les rangs desquels s'échangeaient aussi les syllabes paysannes qu'on entend sur les landes de l'ouest, étonnaient les Allemands par une résistance qui dura vingt heures. Les bataillons du 219e sous les ordres des commandants Müller et Pérès sont encerclés dans la Forêt de Pinon, envahie de gaz ; ils sont enfermés dans leurs réduits, battus d'obus et de mitraille. « Les liaisons téléphoniques sont toutes brisées avant 3 heures du matin par le bombardement ; les réparations faites sont aussitôt détruites ; la base de T. P. S. est détruite par le bombardement à 5 heures. A 6 heures, aucune liaison ne fonctionnait plus[1] », sauf celle par pigeon voyageur. Ainsi isolés, fidèles à l'ordre du plan d'engagement qui prescrit de résister sur place, les Bretons s'enveloppent d'une zone de feu ; à partir de 7 heures du matin des assauts violents sont donnés aux réduits, ils se brisent sur nos parallèles, contre le mur foudroyant de nos décharges ; les nôtres, animés par leurs chefs, sautent sur l'ennemi, saisissent des prisonniers qu'ils ramènent dans nos lignes. « Un officier bavarois, rapporte le commandant Müller, donne des renseignements sur l'attaque : il dit que nous sommes complètement débordés, que sa divi-

1. Rapport du chef de bataillon Müller, commandant le 5e bataillon du 219e d'infanterie.

sion a pour unique mission d'occuper la partie avant de la forêt de Pinon[1]. » A gauche, le bataillon du commandant Pérès tient avec une égale énergie; l'ennemi, dépité, s'acharne; volontaire, fronts baissés, il repart à l'assaut; une seconde fois les Allemands refluent, laissant de nombreux cadavres devant nos tranchées; mais nos deux bataillons, battus de tous côtés, bien loin maintenant des troupes amies qui reculent sont abandonnés aux seules ressources de leur héroïsme. Vers midi le bataillon Pérès succombe sous le nombre des assaillants. A 13 heures une préparation intense essaye d'écraser le réduit où le commandant Müller bande l'entêtement de ses Bretons contre la colère allemande; deux bataillons bavarois s'élancent encore; une lutte violente s'engage qui dure deux heures; les assaillants chancellent dans nos fils de fer, sont rejetés dans la forêt, décimés, brisés. C'est alors que le commandant lance le dernier de ses pigeons voyageurs : « Nous tenons toujours dans le réduit Romans; nous sommes complètement encerclés. Le centre de résistance de droite est pris de flanc et subit une pression extrêmement forte; tout le monde a fait son devoir de la façon la plus extrême, officiers et soldats. Il ne reste plus que le quart de l'effectif. Vous pouvez venir nous chercher, nous tiendrons encore une demi-journée. »

Toute l'après-midi, la lutte continue dans la forêt de Pinon; nos mitrailleuses fauchent les Allemands qui passent en colonnes; ils sont exaspérés de cette résistance qui ne veut point céder. Un médecin-major français, le docteur Mary, fait prisonnier dans la matinée, savoure la joie de voir la colère des Allemands et de soigner ceux des leurs qu'ont blessés nos balles et nos grenades; l'officier qui commande au château de Pinon essaye en vain de décider le docteur Mary à se rendre auprès du commandant Müller pour lui dire de mettre bas les armes.

« Toutes les munitions du dépôt du bataillon avaient été distribuées au cours de la journée. A 19 heures il ne restait plus une seule cartouche pour mitrailleuse ou fusil-mitrailleur; il ne restait plus aucun obus Stokes; cinq obus Viven-

1. Rapport du chef de bataillon Müller.

Bessières seulement en tout. » Ces admirables soldats, à 20 heures, étaient obligés de s'avouer vaincus [1].

***

Telle fut la défense du 11e Corps, le 27 mai, au Chemin des Dames. A mesure que des documents plus abondants permettront de savoir ce qui s'est passé dans ces tranchées, dans ces trous d'obus où s'abritaient nos hommes, l'infanterie pourra parler haut de ce combat malheureux. Ces régiments, le 30 mai, ne comptaient pas 300 combattants chacun. Ce fut une bataille désespérée où chacun fut enfermé dans un isolement fatal, sachant dès le début du bombardement qu'il n'y avait aucune puissance humaine en mesure de porter secours à nos groupes de combat submergés sous le feu. Dès 2 heures du matin tous ces fantassins se savaient condamnés sans secours et ce qu'ils ont fait sur un tel champ de bataille, où la formidable contrainte militaire elle-même ne pénètre plus, doit être porté au compte de la bonne volonté toute pure et d'un libre héroïsme. Le 27 mai fut une de ces batailles sans espoir où l'infanterie est livrée à elle-même, où chacun dérobé à la vue du camarade le plus voisin, dans un creux de terre prêt à l'ensevelir, doit décider tout seul de l'attitude à prendre en face de la terrible masse du danger qui roule contre sa

1. Le rapport de la Division ajoute :

« Le résultat moral et les conséquences immédiates de la conduite du 219e R. I. sont soulignés par les Allemands eux-mêmes dans le journal *Bund* :

« Scheidemann déclare que c'est à la résistance acharnée des Français et des troupes noires que le général Foch doit d'avoir pu tenir la ligne Compiègne, Château-Thierry, Montagne de Reims, comme ce sont les Bretons qui par leur farouche conduite à Pinon ont rendu difficile l'avance des Allemands sur Soissons et permis à Foch de lancer ses réserves entre Soissons et Villers-Cotterets. »

Il convient d'ajouter l'hommage rendu au commandant Müller et à ses hommes par M. Clemenceau à la Chambre des députés le 4 juin 1918.

« Je connais le fait d'un groupement d'hommes perdus, de Bretons, attardés dans un bois, qui ont été cernés toute une journée. Le lendemain résistant encore» ils ont envoyé un pigeon voyageur à leur Corps pour dire : « Nous sommes là. Nous avons promis de ne pas céder. Nous nous battrons jusqu'à la fin. Si vous pouvez venir nous chercher, venez. Nous pouvons encore tenir une demi-journée.»

« Ces hommes-là, ils vous font, ils vous continuent la patrie française dont vous êtes fiers, en dehors de laquelle aucune de vos réformes ne pourrait s'accomplir. Ils meurent pour le plus grand idéal, le plus beau, pour la continuation d'une histoire qui sera la première entre les histoires des peuples civilisés. »

faible force. Le 27 mai fut une de ces journées où toutes les solidarités de la bataille étant abolies, reste seule, invisible, la solidarité de l'honneur. Il n'y a pas un seul fantassin qui n'ait été persuadé au cours de cette horrible nuit qu'il ne se battait que pour cela.

Ainsi, il n'y a pas de « poignante énigme » ; il y a une infanterie massée dans trois parallèles, écrasée par un bombardement d'une violence inouïe ; il y a une position sans profondeur submergée irrémédiablement au premier choc de l'ennemi ; il y a une malheureuse division déployée sur un front de 14 kilomètres, décimée par le feu, qui lutte à un contre dix, contre les meilleures troupes d'Allemagne appuyées d'une artillerie formidable ; il y a une faute de mise en place qui livre aux assaillants, sur une zone de bataille trop mince, tous les moyens de défense d'une armée et qui leur ouvre largement le territoire français : leur ruée les portera jusqu'à la Marne. « Poignante énigme? » Eh quoi ! depuis 1915 c'est un lieu commun de popote que, dans un combat offensif, la première position est toujours enlevée par un assaillant qui veut s'en donner la peine. Le 27 mai ajoute une preuve éclatante à cette loi dont la rigueur s'est augmentée en 1918 de toute la force brutale que déploye la foudroyante méthode de von Hutier. Partout et toujours c'est la deuxième position qui a arrêté les offensives. Mais sur l'Aisne la deuxième position était vide et c'est pourquoi les Allemands le 1er juin étaient à Château-Thierry et à Dormans. Le mot de la « poignante énigme » c'est le plan de défense et les conditions dans lesquelles il a placé pour le combat cette infanterie héroïque.

GABRIEL BOUNOURE

SUZANNE ET LE PLAISIR[1]

VI

François était à ne savoir que devenir et concluait que, Suzanne partie, la mort valait mieux que la vie. Quant à chercher la fugitive, à peine y songeait-il un peu ; mais il songeait à lui plutôt qu'à elle, à sa douleur plutôt qu'à être habile ; et sa douleur l'accablait d'une façon qu'il n'avait pas la force de réagir. Cette douleur, étant relative à Suzanne, empruntait à cette charmante créature, et qu'il aimait d'un tel amour, un charme voluptueux et amollissant : ce fut comme si, en se sauvant, la bien-aimée l'avait frôlé de sa main, de sa jupe ou seulement de son parfum. De sorte que le chagrin de François ressemblait à une langueur. Il ne s'avisait pas d'épiloguer sur les détails de cette fuite extravagante : et ni la robe du soir que Suzanne avait mise, et qui n'était pas une tenue pour aller loin, ni l'heure tardive de son départ et si proche de l'heure qu'il avait lui-même fixée pour la rejoindre, ne l'avertissaient de ne pas croire tout perdu. Il ne doutait pas que Suzanne ne l'eût quitté pour jamais.

Le femme de chambre lui vint annoncer :

— Madame fait dire à monsieur qu'on l'attend à dîner chez monsieur Lestac.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août 1921.

Il répondit :

— Mais oui ! Je pense qu'on a préparé mon habit?

Après cela, si François avait été de loisir, sans doute se fût-il demandé si nous n'avons pas deux âmes, une qui est bonne ménagère et qui garde bien la maison, tandis que l'autre bat la campagne, une qui a soin de nous et qui nous sauve, tandis que l'autre ne fait que rêver, une qui est Marthe, et l'autre, Marie. Ce n'est pourtant qu'une seule âme ; et elle se dédouble : autrement, nous serions incapables de répondre aux exigences de la vie, qui n'est pas simple.

Mais, lorsque François eut répondu comme il le devait pour donner le change aux domestiques, son trouble fut tel qu'il pensa perdre l'équilibre. Une seconde suffit pour qu'une idée l'occupât, au mépris du reste : Suzanne était donc là? Elle lui faisait dire... Où donc était Suzanne? Et François courut après la femme de chambre.

— Non ; madame a téléphoné.

— A l'instant même?

Assurément ! Et, il n'y avait pas une minute, la voix de Suzanne était là !

— D'où a-t-elle téléphoné?

La femme de chambre ne le savait pas.

— C'est bien ! — dit François. — Je m'habille.

Et son âme bien avisée avait eu soin de garder un assez bon air de calme et d'enjouement. Puis son âme éperdue, quand il fut seul, fit que divers projets, et contradictoires, le tentaient et le rendaient absurde. Il fallait se dépêcher : et, d'abord, n'allait-il pas téléphoner à Suzanne? Où donc? Chez Bernard ! Elle était chez ce garçon? Mais oui ! Et la jalousie de François ne s'adoucissait envers ce garçon qu'à la pensée de revoir Suzanne. Mais Suzanne s'était jouée de lui ; et ce dîner, qu'il avait dit que leur ménage n'acceptait pas, se faisait pourtant et en dépit de sa volonté. Suzanne s'était jouée de lui : mais elle ne s'était pas sauvée ; il dépendait de lui de la revoir dans peu de minutes, après avoir cru qu'il ne la reverrait pas. Cette félicité supprimait toute incertitude.

Or, il était à sa toilette.

— Demandez-moi, — dit-il à son valet de chambre, —

monsieur Lestac ; vous prierez que madame vienne à l'appareil.

Il éprouva le besoin d'expliquer son intention :

— Je veux dire qu'on ne m'attende pas, et que j'arrive.

Tout simplement, il cédait à son impatience et ne voulait qu'entendre la voix de Suzanne : absurdité qui le rendit confus et l'intimida sitôt sentie. Déjà il se ravisait, quand il apprit qu'on ne répondait pas.

— C'est drôle ! — dit-il.

Mais il se félicita de ce contretemps : il avait au cœur trop d'émoi pour s'adresser à Suzanne et, en quelque sorte, pour la revoir d'abord au téléphone. Elle, plus fine, s'était bien doutée qu'il aurait l'idée de l'appeler et, soit qu'elle eût conscience de la folie que serait en pareille aventure l'échange de quelques mots, soit qu'elle redoutât de méchantes paroles, — impossible, cela ! dont il sourit avec un peu d'amertume, — bref, la maligne avait donné l'ordre qu'on ne répondît pas. Elle donnait donc ainsi des ordres chez Bernard, comme chez elle? Et Bernard était dans le secret de cettte comédie? François détesta ces diverses conjectures ; et son arrivée tardive à ce dîner lui parut la plus fâcheuse épreuve, si fâcheuse qu'il la refusait avec une espèce d'horreur physique et poltronne ; mais, comme s'il ne l'eût pas refusée, il continuait de s'y préparer promptement.

Lorsqu'il fut dehors, à héler un fiacre, il s'aperçut qu'il n'hésitait pas et n'avait point hésité vraiment à céder aux impertinentes et cruelles fantaisies de Suzanne ; il se donna cette excuse :

— Il faut bien que j'aille la chercher, à moins de l'envoyer prendre par les gendarmes !

Et Suzanne entre deux gendarmes l'égaya. Puis, à mesure qu'il approchait de la rue du Cirque, où Bernard demeurait, la peur le prit d'une moquerie dont l'accueilleraient Suzanne et Bernard, qui encore? Il y aurait Bernard et Suzanne, et qui encore? Etait-ce le dîner suivi de musique, la fête que Bernard avait méditée, à laquelle il les avait invités? Alors Suzanne avait donc rattrapé leur refus et, avec Bernard, résolu de passer outre à ses volontés nettement dites? Cette complicité de Bernard et de Suzanne était une dérision. Mais

il préféra que ce fût cela, plutôt qu'un dîner qu'ils feraient tous les trois : tous les trois, le mari, la femme et l'autre !

Maintenant que François avait l'assurance de revoir Suzanne et de n'être qu'à deux minutes de la revoir, la félicité certaine laissait par moments prédominer en lui un sentiment de colère et d'hostilité que l'approche de l'ennemi rendait plus vif : l'ennemi, ce n'était pas Suzanne, mais Bernard. Allait-il faire un esclandre? Il ne le savait pas.

Quand il monta l'escalier, quand il sonna, il ne le savait pas encore. Mais il y avait, dans l'antichambre, des manteaux de femmes, des pardessus et des chapeaux : il en fut très satisfait.

— Suis-je le dernier? — demanda-t-il.

Assurément ! Il entra, il s'excusa de son retard :

— Je suis allé à Courbevoie ; c'est le bout du monde ! Mais vous n'auriez pas dû m'attendre. J'ai voulu vous téléphoner...

Il multipliait les mots inutiles et qui lui rendaient le service de l'occuper. Bernard vint à lui la main tendue ; et Suzanne, en train de causer avec deux hommes, lui dit bonsoir de la façon la plus naturelle et anodine. Il y avait une douzaine de personnes. Il y avait ces deux hommes avec qui Suzanne causait, et leurs femmes. Les deux hommes étaient deux frères tout pareils, mais l'un noir et l'autre blond, comme les épreuves en deux couleurs de la même lithographie, l'un maître des requêtes au Conseil d'État, l'autre un fainéant ; les deux femmes, telles que sont aujourd'hui les petites femmes du monde riche, mais l'une merveilleusement parée, l'autre qui affectait la simplicité, l'une et l'autre fabriquées à ravir. Il y avait le vieux ménage Debaines et Geneviève. Il y avait un député de gauche, ami des arts et de quelque anarchie. Il y avait une chanteuse arménienne, qui lançait dans Paris son étrangeté, sa mélancolie et sa grâce un peu alarmante. Il n'y avait pas les Turnèbe : dont François fut moins surpris que fâché, car il supposa que Bernard avait soin de cacher à Francine les attentions qu'il aurait pour Suzanne.

Et ce fut comme s'il n'avait jamais été question d'aller à Chartres ce jour-là, un dîner pareil à tous ces dîners où

le bavardage est assez pauvre et la chère excellente, un dîner de célibataire qui reçoit joliment et, par mille colifichets de nourriture et d'élégance, rachète le défaut d'une maîtresse de maison. François chercha sur le visage de Suzanne un signe de quelque émoi : il la vit telle que de coutume et avec une espèce d'ingénuité déconcertante. Une fois seulement, leurs regards se rencontrèrent ; ce fut le hasard : elle sourit des yeux et des lèvres et, d'un petit hochement de tête, François crut qu'elle lui disait merci. Combien il aima ce remerciement furtif, au point d'en être, beaucoup mieux que désarmé, reconnaissant ! L'une de ses voisines lui racontait n'importe quoi. Mais il songeait que Suzanne avait bien arrangé toutes choses pour lui épargner toute espèce de ridicule. Personne, évidemment, ne savait rien de leur anecdote, pas même Bernard : et, en définitive, c'était commode. Mais aussi, quelle habileté de cette petite femme ! Et l'on redoute, il est vrai, d'avoir affaire à une petite femme si habile : pourtant il en profitait et, après la rude alarme qui l'avait secoué, il savourait sa tranquillité nouvelle, son grand bonheur de regarder autour de lui, de n'y rien voir que d'aimable et d'y voir Suzanne, jolie et gaie à son habitude, peut-être un peu plus retirée en soi, plus rêveuse et pensive. Madame Debaines lui demanda :

— Et votre voyage de Chartres?

Suzanne se dépêcha d'intervenir :

— C'est remis !

François n'eût pas su que répondre. Il observa que ni la question de sa mère ni la réponse de sa femme n'éveillaient aucune attention. Bernard, qui annonçait un Clos Vougeot de belle date, ne sourcilla point. Seule, à ce qu'il sembla, Geneviève eut un moment d'inquiétude. François la surprit à le guetter et nota qu'elle détournait la causerie avec beaucoup de vivacité. Geneviève aurait-elle été la confidente de Suzanne? François l'eût souhaité : pût cette raisonnable fille gouverner la frivole et doucement la mener à quelque sagesse !

Si François avait eu le loisir de regarder en lui-même et d'observer son âme avec le détachement qu'on a pour observer le prochain, qu'aurait-il vu? La pire lâcheté. Ce qui l'inclinait à la mansuétude n'était que le bien-être et la sécurité

presque naïve, le contentement d'avoir retrouvé Suzanne et de reprendre la vie au point où il l'avait laissée lors de leur querelle. Quant à se fâcher, il ne le voulait plus ; il perdait en même temps une fatuité importune et le souci de l'honneur. Il était lâche.

Le soir, la jeune Arménienne chanta. Et les paroles n'étaient pas intelligibles à François ni à personne. Chacun, selon sa rêverie, interpréta cette musique et l'aima pour diverses raisons. Le député affirma que tout un peuple se lamentait par cette voix et réclamait le droit de n'être plus martyrisé : qui ne se fût rallié à ce commentaire? François n'entendait qu'une plainte d'amour ; et, si la voix était par instants rauque, il devinait une pâmoison. Des appels d'amoureux, des feintises de coquetterie et des tristesses que bientôt dissipait le plaisir, autant d'épisodes qu'il suscitait peut-être et inventait. Et son amour était multiplié par la musique. Toute raison l'abandonnait : et son amour lui devenait plus romanesque. Les mots qu'il ne comprenait pas le dispensaient de toute servitude mentale et son imagination partait en liberté pour un monde que la volupté d'amour exalte et enivre.

Le silence après la musique montra les gens bien différents de l'image qu'ils présentaient d'abord. La musique les avait démasqués, pour ainsi dire, ou dévoilés ; et leurs visages, un peu de temps, avouèrent leurs âmes. Ceux qui n'avouaient presque rien, c'est qu'ils avaient à peine une âme : ainsi M. Debaines le père, toujours placide et qui volontiers aurait examiné avec le maître des requêtes et le député les problèmes de politique et de finance auxquels donnent lieu les revendications arméniennes. Mais déjà le député sentait son éloquence moins persuasive que la musique et, n'ayant plus envie de parler, demeurait vague et à peu près nul. Le maître des requêtes affirmait que la question dépassait le calcul des plus malins diplomates et contenait un élément de qualité mystique.

— Holà ! — répondait M. Debaines, — soyons positifs. La rêverie n'est pas ce qu'il faut à l'Europe ni à la France. Nous n'avons eu que trop d'orateurs et de poètes ; il nous faut un bon avoué, qui étudie le dossier de la France.

— Soyons positifs, — répliquait le maître des requêtes, —

sans doute ! Mais ce n'est pas une raison pour méconnaître les faits de qualité mystique : c'est une raison de les compter pour ce qu'ils sont, pour des faits, et riches de conséquences. Ne traitez pas avec l'Orient comme avec l'Amérique. L'Orient, c'est de la politique et de la finance, oui ! c'est une somme d'intérêts à calculer ; mais c'est aussi de la musique : et vous l'avez bien entendu.

Non, M. Debaines ne l'avait pas entendu. Le maître des requêtes, renonçant à le convaincre, l'abandonna et s'approcha du groupe qui avait la sensibilité la plus émue. Madame Debaines y était singulière et parfaite. Comme il convenait à son âge, elle ne se livrait pas à tout son émoi : elle corrigeait de préciosité son attendrissement et ajoutait à ce trouble physique où la musique l'avait laissée la décente parure de l'intellectualité. Elle disait à la chanteuse :

— Mademoiselle, vous avez bien de l'esprit !

L'une des petites femmes disait la même chose en parler moderne :

— Quel tempérament d'artiste !

Et son mari, sans barguigner :

— Quel tempérament !

Les autres, après avoir applaudi, restaient silencieux sous le charme d'une sensualité naïve. Quant à François, il regardait Suzanne : tout ce que les mélodies chaleureuses de l'Arménienne avaient éveillé en lui de ferveur, il en faisait hommage à cette belle, qui souriait avec un air de félicité. Il s'aperçut que les diverses personnes qui étaient là regardaient pareillement Suzanne et que bientôt la chanteuse qui avait répandu cette volupté ne retenait plus ses admirateurs : ils allaient à Suzanne, hommes et femmes, l'entouraient, lui composaient une cour fidèle et empressée. La chanteuse était abandonnée. On eût dit que Suzanne avait chanté ; elle ne faisait que sourire et n'avait point chanté : mais l'amour, émané de n'importe où, épars quelque temps et comme égaré, se rassemblait et se posait sur elle. Ainsi, dans un parterre où sont errants les parfums de mille fleurs, vous allez à la rose et croyez que tout l'enchantement vient d'elle, de sa couleur et de sa splendeur épanouie.

François vit aussi que Bernard ne donnait d'attention qu'à

la seule Suzanne et qu'elle était la reine de ce plaisir savamment préparé. Bernard demandait à Suzanne :

— Êtes-vous contente?

Elle était contente. Et François se disait :

— Puis, c'est moi qui l'emmènerai !

Cette assurance lui rendait assez facile une patience qu'aurait taquinée le zèle de Bernard et des autres. Sur son privilège, il prenait sa revanche et se montrait sans peine bon seigneur. Voire, il était à l'un de ces moments où la tendresse vous démoralise ; et il ne reprochait point aux circonstances de lui destiner une Suzanne aimablement affriolée.

Quand ils furent seuls, chez eux, n'ayant jusque-là échangé aucune parole, que mondaine ou évasive, un peu d'embarras les saisit l'un et l'autre. Chacun d'eux souhaitait de ne pas dire le premier mot, comme si le premier mot devait marquer le ton de leur dialogue. Mais Suzanne, pour ne paraître point gênée, avait le frivole sourire de ses lèvres et de ses yeux, la frivolité surtout de son âme. François se demandait s'il n'était pas opportun de ne rien dire et d'avoir oublié ce qu'il n'osait dire. Et il épiloguait avec lui-même, tandis que, prête aux éventualités, Suzanne attendait. Alors, il dit :

— Suzanne ! En vérité, Suzanne, qu'as-tu fait?

Pour toute réponse, elle rit comme une petite enfant rit d'une espièglerie dont vous n'auriez pas le courage de la gronder. Mais soudain François se rappela comme il avait souffert à cause d'un tel enfantillage. Ce qu'il reprochait à Suzanne était l'innocente cruauté d'une tête jolie et qui invente son plaisir sans égard aux inconvénients d'une autre douleur. Il n'éprouvait ni fatuité blessée ni jalousie ; mais il avait pitié de lui-même, en souvenir. Et il dit à Suzanne :

— Tu m'as fait beaucoup de peine, si tu savais !

Évidemment, elle n'en savait rien ; car elle riait encore. Et il avait beau lui montrer, par son refus de rire aussi, que c'était bien la vérité, elle n'y croyait pas. Il insista : cette futilité de Suzanne, incapable de compatir au mal qui était son œuvre, commençait de le fâcher...

Au moment d'avouer qu'il avait cru qu'elle était partie pour ne plus revenir, il hésita, comme s'il craignait de lui donner l'idée de ce méfait. De sorte qu'il demeura fort dépourvu.

Elle, son rire en un instant tourna aux larmes, si promptement qu'il lui restait encore du rire à la figure, tandis qu'elle essuyait ses yeux. Les larmes de Suzanne faisaient un grand plaisir à François, comme s'il assistait à ce miracle d'une âme qui est en train de naître. Afin de savourer mieux son plaisir, il eût aimé apprendre d'elle pourquoi elle ne riait plus. Et il s'approcha d'elle, avec un fin désir de confidence. Elle le repoussa, disant :

— Non, laisse-moi ! Tu vois bien que je suis énervée.

Il le vit bien, que ses larmes n'étaient que d'énervement, dont il enrageait à son tour. Il attendit qu'elle se fût calmée : il n'eût point osé l'irriter davantage. Mais elle se sentit guettée.

— Bonsoir, — dit-elle, — et à demain : je vais me coucher.

Il était volé, si prestement qu'il n'eut pas toute patience :

— Ah? Mais, d'abord, un mot. C'est trop demander?

— Je t'écoute, — fit-elle, avec lassitude.

— Réponds-moi ! Toute cette histoire...

— Mais quelle histoire? Il n'y a pas d'autre histoire que celle que tu fais, et que tu as grand tort de faire !

Il la sentit plus menaçante. Il reprit, sur un ton qu'il adoucit de son mieux :

— Je te demande, avec beaucoup de simplicité, de me dire qui tu as mis au courant de ce voyage que nous devions faire et que tu as éludé...

— Personne !

— Pas même Bernard?

— Ah ! si, Bernard ! Mais il fallait bien.

— Qu'est-ce qu'il a dit?

— Rien.

— Rappelle-toi : il n'a pas ri?

— Ah ! si. Comme tu aurais dû rire !... Voilà. Maintenant bonsoir.

Elle lui tendit son visage, pour un baiser. François le lui donna. Et chacun d'eux alla dans sa chambre dormir.

Que François fût déçu, c'est le moins qu'il éprouva. Tandis qu'aux chants de la jeune Arménienne et, un peu plus tard, dans une atmosphère de musique et d'amour, Suzanne devenait plus aguichante, il se promettait un retour délicieux. Peut-être l'avait-il gâté, le maladroit, par ses récriminations,

pourtant si mesurées et attentives à ne pas déplaire ! Une fois dans sa chambre, et le dépit de concupiscence écarté, il se félicita de sentir sa pensée assez nette et prit ses résolutions principales. Une espèce de théorème lui parut contenir la loi et les prophètes : Suzanne était périlleuse, il ne pouvait se passer de Suzanne, donc il devait, et à tout prix, garder Suzanne. Après cela, le reste ne comptait pas. Il avait cru perdre Suzanne : et ce désastre était le pire, était le seul. Or, Suzanne dormait dans la chambre voisine : le pire et le seul désastre, il l'avait évité. Mais évité pour cette fois : Suzanne était d'humeur capricieuse ; il ne la tenait pas. Il ne la tiendrait pas comme dans une geôle, ni dans les tendres lacs de l'amour : à ce doux rêve, il fallait renoncer. Elle était à lui ! Seulement toute prête à s'échapper, si elle risquait de s'ennuyer auprès de lui. Car elle ne craignait au monde que l'ennui, non les reproches, non les sévérités, ni le chagrin qu'elle ferait en n'étant point sage. Elle ne craignait que l'ennui ; elle en avait peur : et alors elle se sauvait, on ne la voyait plus. Son père et sa mère, Chartres, son enfance et la maison de ses parents, tout cela qui un beau jour fut coupable de l'ennuyer, elle l'oublie et l'abolit. François ne s'endormit que tard et en formant le vœu subtil de n'être jamais, pour elle, analogue à l'ennui : quelle prudence il lui faudrait et à laquelle il s'accusait d'avoir manqué plus d'une fois ! Ne l'aimait-il pas un peu trop pour n'être aucunement ennnuyeux? Il faudrait donc l'aimer un peu moins : quel projet difficile ! Et c'est là-dessus qu'il s'endormit.

VII

Le lendemain, d'assez bonne heure et quand Suzanne n'était point levée, Geneviève arriva. Elle vit son frère et consentit qu'elle venait savoir comment tournait leur aventure. Elle était donc informée de cette anecdote absurde? Eh ! bien, oui ; mais qu'avait-il à se formaliser?

— Pourtant, Suzanne m'avait dit... Elle a menti !

— Mais non ! Ce n'est pas ça, mentir.

— Alors, tu prends son parti contre moi?

— En êtes-vous là, qu'on soit avec l'un de vous contre l'autre?

— Ah ! ma chère Geneviève !...

Et il pleura : c'étaient de vieilles larmes qui jusqu'alors n'avaient pas trouvé leur pertuis et qui coulèrent avec une facile abondance. Il se plaignit de ne rien comprendre à Suzanne ; et, comme s'il la comprenait à merveille, il la définit en ce peu de mots :

— Elle ne songe qu'à son plaisir !

Geneviève, très bonnement, lui prit la main, fit son visage de douceur la plus intelligente et, sur un ton de gravité, mais tendre, lui demanda :

— Et toi?

Ce que ne lui dit pas Geneviève, il le dit à lui-même et connut la vérité qui était qu'en Suzanne il aimait son plaisir. Il l'avait trouvée à son goût, l'avait épousée par désir et, depuis leur mariage, il était resté son amant, le plus fol amant, curieux d'elle, amusé d'elle, et tout à cette gourmandise ou comme à ce besoin d'ébriété. La présence de Geneviève, et qui voyait si clair en lui, le gêna :

— Comment sais-tu ça?

— Je ne suis pas une jeune fille, — répondit-elle, — mais tout le contraire : une vieille fille... Écoute-moi. Suzanne est une petite enfant qui ne songe qu'à son plaisir? Pour l'avertir de songer à autre chose, il y aurait toi, si tu songeais toi-même à autre chose...

— Mais si, je songe à autre chose !

Il ne doutait pas de mériter le reproche que sa sœur lui adressait. Pourtant, il sentait en lui le principe d'une activité meilleure, dont les amoureuses délices ou l'amoureux tracas de son ménage le divertissaient trop souvent, mais qui le tentait, comme l'honneur et le salut.

Suzanne entra. Elle sortait de sa baignoire ; elle avait encore de petits cheveux mouillés à la nuque et sur les oreilles. Elle était habillée d'un peignoir japonais bleu avec des oiseaux blancs et des fleurs jaunes. Elle était rose et fraîche à regarder. Geneviève et elle s'embrassèrent ; elle fit à son mari une révérence et rit. François l'étonna par tant de hâte qu'il avait à raconter ceci :

— Vous savez qu'il n'est pas dit que mon affaire de Courbevoie ne s'arrange pas. Mais quelles gens ! L'usine, en grève ; et les patrons, à la veille de fermer l'usine. C'est une fabrique de lentilles pour télescopes et microscopes. Un millier d'ouvriers. L'usine fermée, c'est un millier de familles sur le pavé. On n'a pas le droit de fermer boutique dans ces conditions-là.

— Encore des pauvres! — dit Suzanne. — Eh! bien, nous irons les voir.

— Les patrons répondent qu'ils ont fait leurs comptes et que, s'ils accordent ce qu'on réclame, ils sont de leur poche. J'ai vu leurs comptes : c'est vrai.

— Alors? — demanda Geneviève.

— Alors, les ouvriers ont tort. Mais ce sont les patrons qui ont le premier tort, parce que leur matériel ne vaut rien. Avec un bon matériel, qui d'abord coûterait gros, ils quadrupleraient le rendement de leur affaire et pourraient payer les salaires que les ouvriers réclament : les ouvriers sont des malins et comptent juste. Que faire? Transiger! Il faut que patrons et ouvriers mettent chacun du sien : les patrons davantage, parce qu'ils ont le premier tort. Quant à donner aux ouvriers ce qu'ils voudraient, ça, non, pour la raison que c'est impossible. Mais, si les patrons sacrifient ce qu'ils doivent sacrifier, — tant pour avoir eu tort, et tant pour s'arranger à ne plus avoir tort, — en dix années, ils rattrapent ce qu'ils ont perdu et recommencent à gagner gros, les ouvriers pareillement. Capital et travail ont et auront le même sort ; et c'est la vérité que méconnaissent à présent patrons et ouvriers. Ai-je raison?

— Certes, oui ! — répondit Geneviève. — Et, si tu réussis...

— Moi, — fit Suzanne, — veux-tu que je te dise? Ton usine de Courbevoie, ça m'a tout l'air d'une sale affaire !

François la regardait avec chagrin.

— Mais oui ! — reprit-elle. — Les affaires, c'est pour gagner beaucoup d'argent.

— Donne-moi dix ans...

— Jamais de la vie ! Crois-tu qu'on donne comme ça dix ans?... Je serai vieille... Tu ferais mieux de gagner beaucoup d'argent tout de suite, pendant que je suis jolie et un peu folle.

— Mais enfin, — dit François, — nous ne sommes pas dans la misère?

— Non ! — reprit-elle, — pas tout à fait !

C'était la première fois qu'elle récriminait ainsi. Elle eut honte et, sans retirer ses plaintes, les corrigea d'une drôlerie :

— Tout le monde est riche, excepté nous !

Gaiement, Geneviève lui demanda :

— Quand irons-nous voir les pauvres?

— Quand tu voudras ! — répondit-elle. — Et nous irons chez le vieux Bitaubé. Celui-là, c'est mon ami. Figure-toi, — dit-elle à François, — un vieux, tout décrépit : cinquante ans au moins ! Il a dû s'amuser dans sa jeunesse : j'ai vu ça dans ses yeux. Mais, à présent, il est paralysé. Dès que j'arrive, tu ne peux pas imaginer comme il est content. Ce n'est pas pour les cent sous que je lui apporte. Mais il me regarde : et ça le rajeunit. Ce n'est pas assez dire, qu'il me regarde : il s'en donne, de me regarder ! Ses petits yeux frisent. Ce qui l'ennuie, c'est de ne plus avoir ses doigts pour se retrousser sa moustache. Il ne veut plus que je m'en aille. Et je m'attends qu'un de ces jours il me refuse mes cent sous, comme si ce n'était pas convenable qu'il fût payé par-dessus le marché !

François allait la gronder ; elle reprit :

— On ne fait pas la charité rien qu'avec de l'argent. L'argent n'est pas tout, en ce monde. C'est bien pour ça que tu recherches cette affaire de Courbevoie, au lieu d'une autre qui nous enrichirait?

— Quelle autre affaire?

— Je ne sais pas... Mais il y a d'autres affaires : et je vois des gens qui en tirent de quoi s'amuser. Seulement, vous deux, vous méprisez le plaisir... C'est pourtant joli, le plaisir ! Demandez au vieux Bitaubé, tout paralysé qu'il est, s'il regrette de ne pas s'être ennuyé toute sa vie !...

François se tut, parce qu'il craignit de répandre inutilement des vérités premières. En outre, la révoltante Suzanne était ainsi telle qu'il l'avait aimée, telle qu'il l'aimait encore à la folie. Geneviève ne désapprouva ni l'un ni l'autre et partit avec bonne grâce.

Quand elle fut partie, Suzanne demandait à François :

— Et elle, ne crois-tu pas qu'elle regrette quelquefois d'être si sage?

Il répondit un peu lâchement :

— C'est possible.

Et, au surplus, il était à ne plus savoir comment la vie veut qu'on dédaigne son charme et ses périlleux attraits.

Les jours suivants, Suzanne et François continuèrent de vivre dans la dissipation. Comment faire autrement? Le conseil que Geneviève avait donné à son frère n'était pas de ceux qu'on suit sans retard ; et l'on ne modifie pas du jour au lendemain les âmes et leurs habitudes. Quant à réformer son ménage, François n'osait le faire promptement : c'est qu'il redoutait de déplaire à Suzanne ; et c'est qu'il se plaisait, malgré ses craintes, à cette existence pleine de tribulations et d'aubaines. D'ailleurs, il croyait fort bien agir en travaillant à son projet d'initiative industrielle et sociale. Une merveille serait d'y gagner l'intérêt de Suzanne, parce qu'alors cette âme que la frivolité gaspillait s'embellirait d'une idée : cette âme exquise deviendrait parfaite et, faut-il ajouter? plus rassurante. Mais, lorsque François parlait de grève, de lock-out et de participation globale aux bénéfices, Suzanne l'écoutait avec une obligeance qu'elle considérait comme due en échange de la curiosité qu'il accordait à ses histoires de chiffons. Encore avait-elle conscience que ses robes, sa dentelle et son linge étaient pour François plus affriolants que, pour elle, un débat de patrons et d'ouvriers. Il lui semblait que son mari n'avait pas trop le sens commun, dans cette affaire ; et elle n'y montrait de politesse que pour obtenir un pareil égard à ses turlutaines.

Il arrivait pourtant que les récits de François parussent éveiller en elle une sympathie quasi émoustillée. C'était aux épisodes où la polémique des patrons, des ouvriers et de leur maître éventuel prenait le tour d'un combat mêlé de risques et d'astuces. François disait :

— Et ces patrons, j'en fais des philanthropes malgré eux : des pélicans ! et je les saigne aux quatre veines, pour la nourriture de leur enfant qu'ils détestent, le prolétariat. Ces prolétaires, j'en fais des capitalistes, au mépris de leurs doctrines : des conservateurs, dès qu'ils auront du capital à conserver. Les énergumènes seront marguilliers !

Il y avait, dans le système de François, beaucoup de sagesse un peu imprudente et beaucoup de générosité un peu subversive. C'est par le côté de l'imprudence un peu subversive qu'il le présentait à Suzanne, afin qu'elle ne fût pas distraite.

— Les gaillards, — disait-il, — ne se doutent pas de ce que je leur prépare !

— Tu t'amuses ! — fit-elle.

Ce n'était pas toute la vérité : du moins était-ce une part de la vérité, dont il fallut que François voulût s'apercevoir. Il avait l'esprit sérieux, mais la sensibilité vive ; jusqu'en ses méditations de réformateur, on apercevait un goût singulier de la fantaisie. Cette bohème de l'intelligence la mieux avisée par ailleurs est l'un des signes de notre temps.

Étonné d'abord, François consentit bientôt qu'il s'amusait ; et, ne fût-ce que pour mériter le suffrage de sa gentille épouse, il mit à sembler frivole aussi quelque fanfaronnade.

Elle reprit :

— Tu vois, nous sommes à deux de jeu !

Mais, ce jour-là, il ne demandait rien davantage.

Comme la saison venait aux grandes chaleurs et à l'été, presque tout le monde quittait Paris. Les Turnèbe allèrent s'établir dans un château qu'ils avaient en Bretagne. Bernard eut ainsi plus de loisir. Il devait, au mois d'août, faire une saison d'eaux ; après cela, il accorderait à ses bons amis quelques jours et peut-être une semaine. Francine aurait voulu l'emmener. Il affirma qu'il ne pouvait délaisser l'usine, à cette époque d'agitation syndicaliste : car il n'était sûr de personne, et de ses directeurs et contremaîtres non plus que des ouvriers...

— Voulez-vous que je reste, moi? — proposa le baron.

Car il était l'obligeance même. Bernard se récria plaisamment :

— Vous êtes plus anarchiste qu'eux ! Je n'aurais pas le dos tourné que vous feriez sauter l'usine, vous le premier !

— Un peu plus tôt, un peu plus tard, — dit le baron, — qu'importe? Il faudra toujours que ça saute.

— J'aime mieux, — répondit Bernard, — que ça saute un peu plus tard.

— Moi aussi ! — reprit Francine, qui avait le sens de l'opportunité.

Quant à retarder son départ, Francine était bien obligée d'y renoncer : elle faisait de grands travaux dans son hôtel de l'avenue Kléber et devait abandonner la place pour être sûre de rouvrir dès l'automne ses glorieux salons. Somme toute, ni elle ni Bernard n'étaient de ces jeunes amants à qui paraît pire que la mort une séparation de quelques semaines. Leur liaison pourtant n'était pas dépourvue d'amour : Francine avait de la vivacité. Ce qui leur manquait, pour garder une ferveur incessante, n'était que la difficulté que trouvent d'autres amants à organiser leurs rencontres, soit que les sépare l'espace ou la jalousie d'un mari. Le baron ne les traversait point assez : le seul ennemi qu'eût à craindre leur amour était ce mari trop débonnaire qui ne les empêchait pas d'user trop vite leur curiosité l'un de l'autre.

Bernard ne restait à Paris que pour cette petite Suzanne, dont il avait la curiosité toute fraîche, n'ayant absolument rien reçu d'elle que ces imprudentes et anodines coquetteries, régal de la fatuité plutôt que du cœur : mais le cœur des libertins est fat. Le baron devinait bien des choses, qu'il n'approuvait pas. S'il offrit à Bernard de le suppléer à l'usine, ce fut afin d'examiner comment répondrait ce coquin. Mais, avant de partir, il crut devoir le gourmander :

— Pas de bêtises ! Et ne faites pas de peine à qui vous aime.

Bernard crut de sa dignité de ne pas comprendre.

Suzanne n'était point amoureuse de Bernard, mais flattée de l'attention que lui accordait ce garçon fêté, recherché, puissant par sa fortune, un personnage dans le monde et, par ses relations, un personnage dans l'État. Il avait, d'ailleurs, cette élégance dédaigneuse que donne la certitude éprouvée d'agir à sa convenance. Il savait que, sans effort ni complaisance, il était un maître parmi les hommes et les femmes ; son air d'habituelle nonchalance lui servait à écarter le zèle des importuns : il ne doutait pas de les retrouver, en cas de besoin. Mais, à l'égard de Suzanne, cet avantageux libertin multipliait les soins délicats. Il lui donnait l'occasion de se sentir l'objet d'un privilège ; et, comme il ne traitait pas si joli-

ment les autres femmes qui prétendaient à sa bonne grâce, c'était pour Suzanne une perpétuelle victoire dont se réjouissait sa jeune et gaie vanité. Elle n'était pas amoureuse de Bernard, mais sensible à ce qu'il fût évidemment amoureux d'elle.

Car il ne dissimulait pas beaucoup ses projets ; il avait une désinvolture de grand seigneur qui ne craint pas d'être éconduit. Non qu'il se crût à la veille d'une extraordinaire aventure d'amour. Suzanne, principalement, l'amusait ; et la conquête de Suzanne le divertissait de ce tran-tran bientôt fastidieux auquel le rangeait sa liaison persévérante avec madame de Turnèbe. Or il n'était pas à tromper Francine pour la première fois ; mais il la trompait, en quelque sorte, à la diable et comme trompe sa femme un coureur de mari, pourtant résolu à ne pas détraquer son ménage. Ces peccadilles n'étaient que le jeu d'un soir et n'intéressaient pas du tout ce qu'il avait de sentimentalité à distraire. La quarantaine passée, qui n'est point un grand âge, mais le moment où il vous semble qu'il est bon de ne pas laisser la jeunesse partir sans qu'on lui ait dit un adieu gentil, Bernard souhaita de goûter encore la joie d'un amour qui ne fût ni d'habitude ni de libertinage.

Il comptait François pour peu de chose : il n'avait jamais compté pour grand'chose les maris ; et tous les conquérants ont commis l'imprudence d'estimer à la moindre valeur un adversaire qui autrement paralyserait leur initiative. En suite de quoi, l'on est victorieux ou non : mais il faut que l'on ait risqué sa chance. D'ailleurs, Bernard ne se figurait pas que Suzanne tînt son mari en peu d'estime ou se fût déjà déprise de lui. Ces vieux garçons qui ont couru pas mal d'intrigues sont malins psychologues et ne manquent pas d'évaluer avec justesse les âmes et la qualité de leur émoi. Ce qui leur échappe est ce qu'ils n'ont pas rencontré : un véritable amour en sa perfection ; mais ils n'ont point affaire à cela, qui est assez rare pour qu'on le puisse négliger. Bernard avait raison de ne pas douter du sentiment qui unissait Suzanne à son mari : c'était une prédilection de hasard et le simple attachement d'une jeune femme à son premier informateur. Il devinait aussi qu'elle avait, dans son ménage, autant de volupté qu'elle

en désirait, plus peut-être, et qu'elle était peu sensuelle. Exempt d'une fatuité que n'ont que les sots, les adolescents ou les séducteurs professionnels, il ne se flattait pas de promettre plus que personne. Il n'était pas plus joli garçon que François et il était moins jeune. Mais François, qui adorait Suzanne et beaucoup plus que Bernard ne l'aimerait, ne l'amusait pas et l'eût assez vite ennuyée. Bernard sentit que c'était là qu'il prenait l'avantage.

Il fut habile, et avec facilité; car il songeait à s'amuser, comme y songeait Suzanne : et c'est ce qui les disposait l'un et l'autre à se réunir.

Il invita Suzanne et François au théâtre, quelquefois. Suzanne raffolait du théâtre, et non pas d'une comédie ou d'une autre, mais de la comédie et de ses entours, parce qu'il lui plaisait qu'on eût arrangé tout en vue de sa frivolité contente ; et elle avait de l'indulgence pour la pauvreté du spectacle, parce qu'elle savait gré à l'auteur, aux acteurs et même au public d'avoir imaginé la vie prompte, et drôle ou pathétique, mais différente de la réalité si lente et morne. Puis, l'artiste par excellence n'était pas l'auteur, ni les acteurs, ni le démon qui assemble devant les tréteaux l'humanité la mieux frémissante : non, c'était Bernard, qui venait au bon moment chercher Suzanne et François, leur épargnait toute incommodité, les ramenait rue de Bellechasse et les dispensait de s'apercevoir qu'ils avaient bougé. Il ne montrait pas beaucoup moins d'empressement devers François que devers Suzanne ; de sorte qu'on eût dit que son amitié si prévenante allait à ce ménage et non point à cette jeune femme. Elle était trop fine pour s'y tromper, mais trop fine aussi pour n'être pas reconnaissante.

Aux rares instants où il lui arrivait de se trouver seul avec elle, il recherchait l'occasion de lui dire, par exemple :

— Comme il est intelligent, votre mari !

Et elle répondait :

— Il a du génie, en son genre.

Il lui dit même, un soir :

— Comme il vous aime !

Et elle fut si touchée d'un procédé si parfait que, sur le point de répondre : « Il m'adore ! » elle garda le silence plutôt

que de faire de la peine à qui montrait tant de réserve et la plus délicate obligeance.

Lui, François, n'était pas dupe de ces beaux semblants et les premières soirées qu'il dut passer ainsi entre Suzanne et leur ami le chagrinèrent. Il n'osa pas s'en plaindre à Suzanne et trouva pour son déplaisir l'ingénieux alibi d'un scrupule :

— Nous ne pouvons pourtant pas, — dit-il, — nous laisser traiter — il ne manqua point d'ajouter : tous les deux ! — comme des cocottes...

Suzanne esquissa une moue de scepticisme, où il s'aperçut qu'elle avait beau y songer, elle n'y voyait pas d'inconvénient. Elle dit :

— Oh ! Il est si riche !

— Oui ! Mais, moi, je ne veux pas être en reste...

— Alors, la prochaine fois, invitons-le !

Si François avait répondu : « Nous ne sommes pas assez riches pour rendre ses politesses à un nabab ! » l'étourdie eût répliqué : « Soyons-le ! Gagne de l'argent, comme Bernard, au lieu de résoudre la question sociale ! » Et, s'il lui avait dit : « Restons chez nous ! » la folle se fût récriée.

VIII

Ils ne restaient, pour ainsi dire, jamais chez eux. Ils perdaient peu à peu l'habitude et, Suzanne du moins, le goût d'être ensemble, un mari et une femme contents de leur intimité qui n'est pas la solitude. Ils se retrouvaient à l'heure où l'on se couche. Ils n'avaient plus d'autres lien que celui de leurs voluptés nocturnes. Mais ils rentraient fort tard : Suzanne était lasse et le plus souvent ne songeait qu'à dormir. Alors, François, dans le secret de son cœur et de son espérance déçue, l'accusait d'une nonchalance, toute physique et dont il avait tort de se tracasser comme d'un signe de mauvaise et coupable rêverie. C'était le défaut de leur tendresse conjugale, de ressembler à ce qu'on appelle un amour. Les hasards de leur existence accusèrent bientôt cet inconvénient et le rendirent plus dangereux. A la vérité, ces hasards n'étaient

que le résultat de leur frivolité amoureuse ; mais ils furent cause du redoublement de cette frivolité.

Il fut décidé que l'on inviterait Bernard à une représentation de ballets russes que donnait l'Opéra. François, pour rompre la coutume d'aller tous les trois partout, offrit de prendre une grande loge où l'on aurait d'autres amis.

— Ça coûtera encore plus cher, — répondit Suzanne, — et à quoi bon?

François, qui ne l'avait jamais vue s'aviser d'une économie, ne douta point qu'une telle sagesse ne fût malicieuse. Il négligea d'insister : et d'autant que ces chaperons que se procurent les ménages à trois ne donnent le change à personne et sont tout dépourvus de bienveillance.

Bernard dit à François :

— Mais tu es fou! Tu sais bien que j'ai mes entrées dans les théâtres et autres mauvais lieux. Et puis, voyons!...

Les derniers mots voulaient dire : « Tu sais bien que je suis plus riche que toi ! » Ou encore : « Et, si je paye, j'en ai pour mon argent ! » C'est là ce qu'entendit François : il en eut beaucoup de mélancolie, que la bonhomie de Bernard n'adoucit pas.

Mais, à très peu de jours de là, Bernard fut habile. Suzanne avait une petite angine et le médecin ne permettait pas qu'elle sortît. Bernard invita le seul François, pour attester que le mari ne lui était pas une compagnie imparfaite. Et François, qui eût préféré de ne pas sortir, entra dans les vues de Bernard : il considéra que c'était bien qu'on les vît tous les deux, comme deux camarades qui ont de longtemps leur habitude ensemble et que le mariage de l'un n'a point séparés, certes, mais que la femme de l'un ne réunit pas. Il soupçonna que telle était l'idée de Bernard : et il ne se trompait que sur un point, qui était que Bernard ne songeait à l'opinion publique pas du tout et à François tout uniment.

Ledit François ne s'attendait pas que cette soirée fût agréable ni pour l'un ni pour l'autre : il l'accepta comme une indispensable corvée. Mais Bernard sut le divertir. Bernard n'avait jamais été meilleur enfant, plus gai ; jamais il n'avait mieux dépensé sa bonne humeur et son esprit : et l'on n'eût pas vu de différence fâcheuse entre Bernard qui fêtait une

séduisante jeune femme et Bernard qui à présent voulait bien se contenter du mari. François en fut enchanté, d'abord en son amour-propre, qui est un sentiment que la jalousie tient fort en éveil, et puis dans cette jalousie même. Il avait beau se rappeler que jadis, avant que Suzanne vînt donner à sa personne l'attrait d'une parure empruntée, Bernard ne lui accordait qu'une amitié fort négligente, il était sensible à tant d'égards et se plaisait à constater qu'on l'aimait pour lui-même. Il y a, dans la jalousie, toute distincte qu'elle soit de l'envie, une sorte d'émulation qui fait qu'on rivalise et un peu sottement, — car la jalousie est un peu sotte, — avec l'objet aimé : celui-ci, en vous alarmant, vous incline à croire qu'on vous méprise ; et le moindre succès vous devient une revanche.

Il fallut aller souper : Bernard montrait un grand désir de prolonger une si aimable soirée. Au cabaret, son entrain parut à François le signe d'une âme tranquille et innocente. Il y avait, qui allaient et venaient, des filles, phalènes fardées et poudrées qu'on ne voit qu'aux lumières. Bernard dit bonsoir à l'une d'elles et leur bavardage furtif prouva ou sembla prouver qu'ils n'étaient point à faire connaissance :

— Ne te gêne pas, — dit François, — je m'en vais.

— Peuh ! — fit Bernard.

Et il éconduisit la petite créature. François le regretta : il eût aimé, à son retour, dire à Suzanne : « Tu sais... » Mais il le lui dirait néanmoins.

Il ne le lui dit pas. Il médita que, si peut-être Suzanne avait, touchant Bernard, quelque pensée encore vague, ce n'était point le cas de lui animer cette rêverie par l'aiguillon de la jalousie : or, il se tut, crainte d'une maladresse. D'ailleurs, il était fatigué. Cette fatigue lui ôta l'espèce de confiance que lui avait donnée la désinvolture de Bernard, son air dégagé, l'air d'un homme qui n'est pas attendri d'amour. Les conséquences qu'il avait tirées de ses remarques lui parurent, ce qu'elles étaient, déplorablement arbitraires et d'une logique par trop naïve. Eh ! que Bernard fût ou non le même viveur qu'il avait connu et qui s'amuse à des rencontres, ce n'était pas une raison pour ne le redouter guère, si la fantaisie le tentait devers Suzanne comme devers telle petite femme...

Cette analogie était si blessante que François rougit de l'avoir aperçue. Il en eut tant d'horreur, soudain, qu'il hésita s'il n'en devait inspirer peut-être à Suzanne une horreur pareille : mais il ne fut pas sûr qu'elle en éprouvât tout juste la même détestation. Pour quoi il était assez morne et silencieux. Suzanne lui demanda bonnement :

— Tu t'es amusé?

— Beaucoup.

Et il ne savait pas s'il avait honte de s'être amusé sans elle, ou s'il n'était point assez fier d'une réussite à laquelle il n'aurait pas cru.

— Ça ne m'étonne pas, — dit-elle.

— Pourquoi?

Et elle répondit avec une simplicité parfaite :

— Parce que Bernard est amusant.

Ce fut toute sa récompense, ou bien toute sa punition : car il ne savait pas s'il avait bien agi ou mal, avec habileté ou non.

Mais Bernard, comme s'il était sûr d'avoir très bien agi, voulut sa récompense : du moment qu'il avait prouvé son amitié particulière à l'époux, n'était-ce pas son droit de marquer aussi à l'épouse une amitié qui ne fût pas moins particulière? Sophisme, si les deux amitiés n'avaient d'analogie que le nom qu'il lui plaisait de leur donner ! Bernard se félicitait d'avoir établi cette fiction d'une espèce d'égalité entre ses deux amis. François, en rigoureuse logique, ne devrait pas être effarouché si Bernard témoignait à l'égard de Suzanne le même empressement qu'à l'égard de lui. A moins que François n'exigeât d'occuper tout le zèle de Bernard, Suzanne ne comptant presque pas? Cette folie ne valait pas d'être examinée : Bernard ne consentit qu'à en sourire. Non, il était l'ami de l'un et de l'autre ; et François, qui n'était pas dédaigné, ne réclamerait non plus aucun privilège.

Ces vains raisonnements, auxquels Bernard appliquait sa rouerie, ne tinrent pas contre ce défi que lui lança tout à coup l'adversaire ou le disputeur que nous avons en nous-mêmes et qui nous chicane opportunément nos moins raisonnables idées, pour peu que nous ayons gardé quelque silence à part nous. Le disputeur ne se tait que si les passions diverses

font en nous trop de vacarme et à tel point que sa voix douce et ironique ne serait pas entendue. Bernard, à beaucoup près, n'en était pas là ; et il entendit ces mots narquois :

« Oui ! Et va donc inviter cette petite à passer la soirée avec toi, toute seule ! Tu l'emmèneras au théâtre, puis au cabaret? Après cela, ou encore? Gros malin, beau faiseur de dialectiques en fatuité !... »

« Doucement ! » répondit Bernard au fâcheux interlocuteur.

Et il savait que, si les raisonnements par l'absurde vous servent quelquefois d'utile avertissement, il ne faut pas non plus permettre qu'ils vous découragent. Tout ce remuement de projets et de précautions aboutit à une visite que Bernard fit à Suzanne un jour et à une heure où elle était sûrement chez elle et en l'absence de François.

Une visite, ce n'est rien. C'est une hardiesse pourtant, si le visiteur, ainsi que Bernard, n'a point accoutumé de courir les salons l'après-midi et surtout si l'on vient voir une petite femme dont le mari est vaniteux et ombrageux. Bernard dit à Suzanne :

— Je passais...

Et elle ne fit pas semblant de se figurer que ce fût le hasard.

— Et puis, — ajouta-t-il sans faiblesse, — j'avais envie de vous voir.

Il raconta que sa vie n'était plus la même, depuis que par bonheur il avait noué avec elle — et avec son mari ! — cette camaraderie exquise, dont il ne saurait pas la remercier, les remercier tous les deux. C'était gentil, d'avoir pitié d'un vieux célibataire... mais oui !... et pourquoi sourire? Une triste chose, la solitude où l'âge vous mène sans qu'on y ait pris garde ! L'existence, alors, est bien vide.

Elle ne sourit plus : elle pouffa de rire, à la comédie que jouait Bernard d'être seul ici-bas et d'oublier Francine. Il s'apercut qu'il ne l'attendrirait pas au gré de sa mélancolie feinte et qu'il valait mieux être gai. Il le fut ; et Suzanne en montra beaucoup de satisfaction.

Le soir, elle dit à François :

— Bernard est venu...

— Ah ! Pourquoi?

— Pour me voir.

Elle ne doutait pas que cette visite ne déplût à François ; mais, au bout du compte, elle n'y pouvait rien. François, s'il avait dit ce qu'il pensait à ce moment, ç'aurait été quelque chose de rude : car il était fort en colère. Il hésita une seconde ; il n'osait pas irriter Suzanne ou seulement l'avertir de sa mauvaise humeur et des intentions qu'il soupçonnait à Bernard. Ce qu'il aurait dit rudement, il le dit, mais avec une douloureuse gentillesse. Il s'approcha de Suzanne, la prit dans ses bras et lui dit à l'oreille, sur un ton de câlinerie effarouchée :

— Je ne veux pas qu'on vienne te voir ! Je ne veux pas qu'on te voie ! c'est à moi seul de te voir !

Elle ne dit pas non. Mais il ne hasarda point de lui offrir, comme il l'avait dans l'imagination, quelque retraite où il n'aurait à redouter personne ni les hasards de la frivolité : il se souvint de la façon qu'elle avait eue pour éluder l'escapade chartraine et pour lui refuser deux jours de tendresse cachée.

Quand revint Bernard, une prochaine fois, elle fit répondre qu'elle était sortie. Mais elle en eut assez de regret; de sorte que, le soir, elle parut se vanter de son abnégation, tandis que l'indifférence aurait mieux tranquillisé François.

— Bernard est venu ! — dit-elle, sans qu'on lui demandât rien.

— Encore ! — s'écria François.

— Mais je ne l'ai pas reçu !

Elle crut mériter des remerciements, au moins des compliments. François se récria :

— Mais je ne veux pas que ce Bernard...

— Eh ! bien, — répondit-elle, — dis-le-lui !

Comme si elle l'avait provoqué, il répliqua :

— Oui, je le lui dirai !

Elle rit, comme si c'était une drôle d'idée. Elle ne croyait pas que ce fût sérieux. L'air de François la contraignit à l'évidence. Alors, elle se souvint d'un aphorisme de sa belle-mère, qui était : « Ma petite, quand on est jolie comme vous, il faut avoir un grand soin de ne pas irriter les hommes les uns contre les autres ; pas d'histoires : plutôt des mensonges ! »

— Laisse-moi faire, — dit-elle, — j'arrangerai ça.

Le soir même, Suzanne et François devaient dîner au Bois avec Bernard qui les avait invités. Il fallait se fâcher : contre Suzanne? et contre Bernard ! Ce fut devant cette difficulté, qui lui parut insurmontable, que François se replia, au grand dommage de son amour-propre et de son autorité conjugale.

Quand Bernard revint encore, avec une intrépidité obstinée, Suzanne, qui avait résolu de lui dire qu'elle ne serait plus chez elle l'après-midi, le reçut, ne lui dit pas ce qu'elle s'était promis de lui dire et, tout simplement, ne dit pas à François qu'il fût venu.

Mais une autre fois, qu'elle n'avait rien résolu, elle dit à Bernard :

— Il ne faut pas venir me voir ainsi !... Mais non : ça déplaît à François... Mettez-vous à sa place !

C'est tout juste si Bernard ne répondit pas :

« Voilà bien ce que je voudrais ! »

Il ne le dit pas. Elle sut qu'il riait de ne pas le dire. Et elle rit pareillement.

Bernard était assez malin pour varier, selon le cas, son stratagème. Une autre femme, peut-être aurait-il voulu l'apitoyer sur tant de rigueur à le priver d'une joie innocente. Mais non Suzanne, qui n'accueillait nulle mélancolie, et ni même le badinage de l'amoureux chagrin.

— Alors, — dit-il, — François est donc jaloux de moi?

Il promit de ne plus revenir. Pour se consoler, il se dit :

« C'est elle qui viendra. Je ne lui défendrai pas ma porte ! »

Au bout de quelques jours, François s'étonna que Bernard ne vînt plus ; mais il crut sage d'en être content et de ne pas le dire. Cependant, la nouvelle discrétion de Bernard, et qui succédait à tant d'effronterie, le tourmenta au point qu'il ne sut le cacher. Mais Suzanne, pour l'engager à se tenir coi, le pria d'observer qu'il avait toute satisfaction : ne l'avait-il pas? et de quoi songeait-il à se plaindre? Comme elle était avenante à merveille, il ne se plaignit pas.

Suzanne aimait les visites de Bernard : et d'y avoir renoncé, elle gardait, non pas une rancune, mais le sentiment d'une bonne action qui valait bien que François lui fût un peu reconnaissant. Il n'était pas reconnaissant le moins du monde ;

et tout au plus parvenait-il à dissimuler le vague soupçon d'avoir été la dupe de quelque manigance. Une telle crainte lui empoisonnait l'imagination. Dans ses heures les plus mauvaises, il formulait contre Suzanne et contre Bernard une folle résolution d'esclandre. Il mettait à Suzanne le marché. à la main, de se brouiller avec Bernard ou de quitter Paris, enfin de commencer une autre vie où ils ne fussent que tous les deux, sans un tiers. Seulement, elle ne consentirait point à quitter Paris. A quitter Bernard? Peut-être : mais pourvu que le plaisir qu'elle renoncerait ainsi lui fût remplacé par d'autres plaisirs ! Et c'est ici que François sentait son infirmité.

Il avait conscience d'être plus intelligent que Bernard, d'être un meilleur homme et de plus de valeur dans la cité. Il se mettait, par hypothèse, en concours avec lui : tous les juges reconnaissaient qu'il était le premier ; tous les juges, hormis ce petit juge de Suzanne, qui trouvait l'autre plus amusant. La frivole ! Et, tout en méprisant les dérisoires avantages de son émule, il n'attachait de prix qu'aux jugements de la frivole. Quelle irritation, de voir tant de qualités qu'il possédait, et qu'il affirmerait facilement, réduites à rien par la comparaison d'un mérite vulgaire, inimitable néanmoins ! L'orgueil de François souffrait mal de mort, et pourtant résistait.

Ce fut ainsi que ce pauvre garçon n'essaya point de lutter où l'appelait son rival ; et il fit bien de ne prétendre pas à des grâces qui n'étaient pas les siennes. Mais il résolut d'acquérir, à défaut d'agréments légers, une puissance et comme une maîtrise de son personnage qui le rendît, aux yeux du monde et aux regards charmants de Suzanne, un garçon qui a du prestige et qu'on ne traite pas avec désinvolture. Ce bénéfice, il l'obtiendrait par le vif accomplissement de son projet social et industriel.

Ce projet-là, qui lui venait d'un émoi généreux, gardait dans sa pensée un caractère noble et idéal, cette beauté qui d'abord l'avait séduit. Mais il le tournait au gré de ses passions nouvelles. Et qu'importe si les navigateurs à qui l'on doit l'invention des Amériques allaient chercher outre-mer l'or et les profits d'un vil négoce? Ils ont agrandi l'univers. Semblablement, ce François, qui rêvait de résoudre le conflit des ouvriers et des patrons, avait le principal mobile de son

activité dans le désir un peu ridicule de déposer aux pieds d'une petite femme, et la sienne, le trophée de sa victoire, la renommée qu'il aurait acquise et puis l'argent qu'il gagnerait. Car il ne négligerait pas l'argent, l'énorme argent que produirait l'accord du capital et du travail, pour les capitalistes, pour les travailleurs et pour lui. Cela, au détriment des politiciens révolutionnaires ; et cela, au détriment du patronat désastreux dont le type le plus marqué lui apparaissait justement sous les espèces de Bernard. Il détruirait ce patronat d'ancienne et monstrueuse rapacité, ce patronat de Bernard et de ses pareils : c'est à ce Bernard qu'il avait affaire ; il le tenait.

Sa doctrine, que renforçait l'ambition, que l'amour exaltait, lui composait tout le programme de sa vie. Et il travaillait. Il passait beaucoup de son temps à Courbevoie, puis ailleurs, à visiter des usines, à voir des gens, des ouvriers et des patrons, à causer avec eux, à les étudier. Il étudiait aussi les machines et les rendements, les bilans, les pingreries et les prodigalités, la maladresse des financiers fameux, la pauvreté mentale de nos grands hommes d'affaires, l'infirmité de cette combinaison commerciale qui n'est que fureur de cupidité prompte, à la veille de la banqueroute. Il lui fallait transformer en certitude persuasive la certitude qu'il possédait de par lui. Et, comme tous les novateurs, il se heurtait au vieil entêtement qui préserve l'humanité de quelque étourderie, mais qui l'empêche aussi de mieux faire. Il avait à se procurer les arguments ingénieux, et les chiffres : si trompeurs souvent, les chiffres ! mais qui emportent la conviction plus vite que les mots, l'on ne sait pourquoi. Encore les chiffres qui ne sont que sur le papier laissent-ils du jeu à la chicane. Ce dont avait besoin François tout de go, c'était une réalité bien tangible et qu'il pût montrer. Il lui fallait l'usine qui serait sa chose et qui deviendrait son échantillon pour aguicher la clientèle. Acheter l'usine : la somme lui manquait. Et les patrons qui avaient leur affaire en état de prospérité, pour un temps qu'il estimait court, n'entendaient rien à ses remontrances ni à ses offres. Seuls l'écoutaient assez bien ces industriels de Courbevoie, pour la raison qu'ils savaient leur affaire quasi perdue et courraient peut-être l'unique chance de leur

salut, par lui, mais à condition que la tentative ne fût pas fort onéreuse. François aurait ainsi la difficulté pire.

Et il était toujours dehors. Il lui coûtait de négliger les délices d'amour. Mais, quoi ! s'il reprochait à nos capitalistes modernes de payer au prix de tout l'avenir les minutes présentes, allait-il comme eux succomber à de rapides et mortelles jouissances? Il prétendait voir plus loin qu'eux, par delà les jours, les mois et les années : pourvu que nulle catastrophe n'intervînt, par la frivolité de Suzanne, en ce court et pourtant si dangereux intervalle ! Et quelquefois il se désespérait à la pensée qu'il avait tort d'ajourner son bonheur et de confier aux mains futiles de sa gentille femme le fragile chef-d'œuvre de sa longue patience. Mais, d'habitude, son idée le possédait assez fortement pour lui donner de l'énergie.

Comme il était toujours dehors, il n'avait point à exiger que Suzanne fût toujours à la maison. Mais il la retrouvait le soir, douce et de bonne humeur, prompte à raconter sa journée. Comme il avait l'âme apaisée par le bienfait de sa besogne, il ne soupçonnait Suzanne d'avoir l'âme autrement agitée. Ce fut à peine s'il prit ombrage de la voir, en apparence, plus sage et plus heureuse depuis qu'il la délaissait un peu. Même, il acceptait sans jérémiade qu'elle dît, le soir, qu'elle était lasse, parce qu'il l'était aussi.

Bernard avait soin de bien agir à l'égard de François, qui ne voyait dans ses manières ni empressement ni négligence. Pourtant Bernard était de plus en plus épris de Suzanne et, d'un caprice, allait à un amour : s'il en éprouvait parfois l'inquiétude, il en ressentait aussi l'enchantement. Suzanne avait sa coquetterie éveillée, non seulement celle de l'esprit, mais à présent celle du cœur : elle n'était plus seulement amusée de plaire, mais disposée à la tendresse. Il ne faut pas s'étonner que Suzanne et Bernard deviennent plus amoureux et, en même temps, plus habiles à dissimuler leur émoi. L'amour est un sentiment presque sauvage, qui a les ruses, l'adresse et l'hypocrite sûreté des sauvages. Ce n'est qu'en ses premiers commencements, et avant d'être bien l'amour, qu'il se trahit avec imprudence ou, plus tard, s'il tourne à une folie déclarée. Mais Bernard et, moins touchée cependant, Suzanne étaient à ce moment où l'on a déjà et où l'on garde

encore la surveillance de soi. Une certaine pudeur de l'âme fait, en outre, que vous seriez confus de profaner votre bonheur ; vous ne l'avouez pas à vous-même sans nulle réserve. Ainsi, vous êtes prudent comme vous êtes enchanté. Bernard perdait beaucoup de hardiesse et le cynisme qu'il avait eu d'abord. Il ne croyait plus que Suzanne fût la facile conquête qu'il s'était promise : et il ne voulait pas le croire. Il ne comptait plus mener cette aventure avec tant de promptitude ; et il ne détestait pas une lenteur où il trouvait de l'agrément. Il ne se pressait pas de dire à Suzanne : « Je vous aime », ni rien de ce genre. Suzanne avait avec lui, pour les réunir mieux que de telles paroles, un secret : la jalousie de François. Ils la ménageaient tous deux ; elle les rapprochait, en leur étant une pareille menace, et tous deux les écartait de François qui devenait, sinon l'ennemi, tout au moins l'adversaire.

IX

Il arriva que François dut quitter Paris pour une semaine. Il avait à examiner des machines que l'on fabrique en plusieurs villes d'Angleterre, à Liverpool, à Manchester et à Glasgow. Ces machines étaient, à ce qu'il supposait, de grandes merveilles, mais coûtaient fort cher et la hausse du change était pour rendre la difficulté plus redoutable. Est-ce que les patrons de Courbevoie consentiraient à la dépense, dans le moment qu'ils songeaient plutôt à fermer boutique?

— C'est leur intérêt bien compté, — disait François à Suzanne. — Une fois calculé le temps de l'amortissement, je les mets en présence du fait. Le capital doit payer : après cela, les ouvriers devront travailler.

— Oui, — répondit Suzanne; — mais tu n'oublies pas que jeudi nous allons en pique-nique à Fontainebleau?

— Si ! j'oubliais.

Et il l'oubliait si délibérément que la remarque de Suzanne l'importuna : l'incorrigible futilité de Suzanne était plus impertinente, à ce qu'il lui parut, quand il se croyait au coup de partie. Et il reprit :

— Nous n'irons pas, voilà tout !

Or, il s'était figuré, peu d'instants plus tôt, que Suzanne écoutait volontiers le commentaire de son espérance : il lui en savait gré, tendrement. Il eut soudain de l'amertume et le montra.

— Je n'irai pas non plus? — demanda Suzanne.

— Sans moi? Mais non !

Comme elle se tut, François douta qu'elle fût résignée ; il la soupçonna d'être révoltée. Il eût aimé qu'elle le dît un peu nettement. Elle se tut ; et ce fut lui, conséquemment, qui dut parler :

— Que Bernard t'emmène à Fontainebleau, sans moi : mais non, mais non !

— Il y aura, — dit-elle, — madame de Maure et les petits ménages Durand-Chardin : ce n'est pourtant pas compromettant !

Et François, qu'elle impatientait, allait répliquer : « Je te défends d'aller à Fontainebleau sans moi ! » Il dit seulement :

— Tu me ferais plaisir en voulant bien n'y point aller.

C'est qu'il avait peur que sa défense ne fût pas observée. Elle reprit :

— Tu me ferais plaisir en voulant bien m'y laisser aller.

Il eut son air triste. Elle eut son air gai. Ce fut la gaieté de Suzanne qui triompha de la tristesse de François. Et il conclut :

— Nous verrons qui aura fait plaisir à l'autre.

— C'est toi ! — dit-elle avec simplicité.

François partit. Et, le jeudi, Bernard vint à l'heure dite chercher Suzanne. Mais il devait y avoir, dans son automobile, madame de Maure. Les ménages Durand-Chardin devaient suivre, dans une autre voiture. Madame de Maure n'était pas là.

— Non, — dit Bernard, — elle ne vient pas.

Ce que Bernard eut soin de ne pas dire est que l'absence de madame de Maure avait été concertée entre cette dame et lui. Madame de Maure, avec trop de complaisance, avait offert de rester chez elle à l'improviste.

— Hein ! je suis bonne?

Et Bernard avait consenti qu'elle était meilleure que bonne.

— Alors, — dit Suzanne, — prenons avec nous un Durand-Chardin.

— Les Durand-Chardin ne viennent pas : ils ont perdu leur grand'mère.

— Oh ! — s'écria Suzanne, — mais alors, je rentre !

Et elle avait rougi. Puis elle riait, d'une joie un peu effarée.

— Non ! — reprit Bernard. — Non, vous ne rentrez pas. Ce n'est pas ma faute, si les Durand-Chardin perdent leur grand'mère : je ne l'ai point assassinée.

Suzanne hésitait, croyait hésiter et, comme si elle n'hésitait pas, elle monta dans la voiture, s'y enfonça. Et le chauffeur tournait la manivelle : Suzanne considéra qu'il était trop tard pour se retirer d'une aventure où elle ne se lançait pas, mais où elle était lancée par ces hasards qui sont le nom familier de la destinée. Elle regarda son ravisseur et fut rassurée, touchée aussi, de le voir inquiet, timide, lui qui avait d'ordinaire une aisance plutôt gaillarde. Il faisait mine de chercher sur une grande carte et largement déployée, le chemin le meilleur. Il dit :

— Nous allons faire une jolie promenade !

Et il osa enfin la regarder. Elle riait, d'une manière un peu plus tendre que joyeuse. Elle sentait le péril d'une escapade si hardie; mais le péril aussi la tentait. Pourtant, à la pensée que François saurait tout cela, — comment ne le saurait-il pas? — il lui venait une espèce de peur, dont elle avait la bouche contractée Est-ce que François était si redoutable? Non ! Pour lui faire peur, il y avait, plus que François, tout le monde, et puis elle ne savait quoi de vague, et non pas très exactement un remords, mais le sentiment d'une nombreuse et très bizarre hostilité qu'elle défiait sans précaution. Ce n'était pas une épouvante : c'était de quoi frémir un peu. Contre cet accès de pusillanimité, elle se réfugiait en imagination, près de Bernard, qui n'était pas auprès d'elle en imagination, mais tout de bon. De sorte que son tremblement furtif la livrait à la discrétion de Bernard.

Évidemment, Bernard s'en aperçut. Mais il ne commit pas la faute de montrer qu'il s'en apercevait. La faiblesse qu'avait avouée Suzanne, sans doute saurait-il en profiter plus tard : le moment n'était pas venu. Il traita Suzanne en camarade et réussit à lui ôter la plus petite appréhension.

L'automobile fut remisée dans un garage et le chauffeur laissé à l'hôtel où il se divertirait à sa guise. Et les amoureux allèrent plus loin, par des sentiers de forêt, déjeuner à une auberge que Bernard connaissait pour sa bonne cuisine et sa retraite plus discrète et secrète qu'une autre : les touristes n'y viennent pas ; c'est un coin de vraie campagne, dans le voisinage des lieux célèbres.

Ils déjeunèrent bien gaiement. Puis, comme ils étaient à flâner avant de repartir en promenade, la chaleur du jour s'aggrava d'une telle façon qu'ils fussent volontiers demeurés là, sans plus courir. Suzanne semblait paresseuse et elle n'aurait pas eu à prier Bernard pour qu'il renonçât tout de suite au projet d'aller voir un beau site et les roches les plus recommandées par les guides. Seulement, elle se leva et dit :

— Allons ! Ou bien, qu'est-ce que j'aurais à raconter?

Ils sortirent donc.

Bernard éprouvait un peu d'embarras. L'aventure ne tournait pas tout à fait comme il l'aurait cru. L'empêchement venait de ce qu'ils avaient ensemble une habitude amicale et qu'il n'était pas très facile d'incliner vers l'amour. Puis leur habitude les tenait dans une gaieté de badinage qui n'est pas trop le sentiment par lequel on détourne vers le péché une gentille femme, honnête encore. Il faut quelque rêverie et l'excuse des propos tendres, suivis de larmes et d'un trouble qui intéresse l'âme et bientôt le corps. Mais Suzanne ne se prêtait pas à être moins gaie que jamais, et d'autant qu'elle sentait que sa gaieté la préservait : son rire était sa pudeur. Bernard avait pour ennemi le rire de Suzanne : quel ennemi plus difficile à vaincre, s'il ne devient complice de l'audace?

Comme ils étaient assez loin, le ciel se couvrit de nuages. Survint l'orage... Entre Françoise de Rimini et Paolo Malatesta, ce fut le livre le perfide. L'orage fut, au gré de Bernard, ce perfide. La pluie, avant qu'ils n'eussent trouvé un abri, les affola. Quel abri, que d'un arbre? le plus touffu, sans doute, et le plus haut? Mais, sous l'orage, l'abri des arbres est le pire. Il y avait, jusqu'à l'auberge, une demi-heure, en allant vite. Ils arrivèrent à l'auberge trempés et, pareille à une petite nymphe des fontaines, Suzanne que déshabillait sa robe d'eau.

Bernard se faisait mille et mille reproches, s'accusait d'une

maladresse impardonnable, et tant et avec de tels accents malheureux qu'il fallut que Suzanne vînt au secours de son chagrin. Ce qu'elle avait de grâce et d'esprit fut pour le consoler. La bonne femme de l'auberge leur offrit d'allumer un grand feu de bois où ils sécheraient leurs vêtements.

Mais, dans la pièce d'en-bas, il y avait le va-et-vient des gens de l'auberge et des passants... Bref, on alluma le feu dans une chambre du premier étage, qui était la seule qu'on leur proposât, les autres n'étant pas libres ou n'ayant pas de cheminée. Suzanne et Bernard furent quelque temps à regarder fumer devant le feu l'étoffe humide, et puis à délibérer s'il ne convenait pas que la bonne femme de l'auberge donnât peut-être un coup de fer à cette robe qui n'était plus qu'un chiffon mouillé : à cette robe, et à cette chemise ! Et ils s'aperçurent que la bonne femme leur préparait le lit.

Le mieux était d'en rire. Et Suzanne s'en avisa ; mais son rire eut quelque chose de contraint. Bernard dit à la bonne femme :

— Qu'est-ce que vous faites?

Elle le regarda, puis Suzanne. Bernard reprit, avec bonne humeur :

— Mais nous sommes mari et femme !

— Je ne savais pas ! — répondit la simple créature, accoutumée au service des Parisiens ; elle ajouta : — Mais vous allez prendre du mal.

Ce fut ainsi, par des hasards, que Suzanne fut dans les bras de Bernard, ce jour-là; et la gaieté, qui l'avait durant quelques heures préservée, devint la complice de Bernard et d'elle. Ce fut par les transitions du rire et ce fut par les jeux d'une agrafe à défaire et d'un bras nu qui sort d'une manche que l'eau a resserrée ; puis le frémissement que donne le froid, le bien-être que donne la douce chaleur d'une flambée ; puis la pudeur effarouchée qui se pelotonne et qui se livre en essayant de se cacher ; enfin l'amour qui était là et qui s'éveille.

Suzanne ne résista guère : et c'est que Bernard sut la prendre. C'est aussi qu'un joli instinct, certes moins joli que la vertu, la convainquit de ne pas laisser à sa faute l'air du libertinage : et l'amour valait mieux; elle fut, dans les bras de Bernard, une amante, et le fut avec bravoure, et le fut avec passion.

Quand ils rentrèrent, le soir, et fort tard, elle n'était plus gaie. Elle n'était pas triste non plus. Elle était heureuse et elle avait, dans la félicité, un air grave qui la changeait, qui la rendait plus belle et non pas moins jolie.

Bernard, une ou deux fois, eût voulu plaisanter comme naguère et lui vit aux yeux un regard de tendresse que rien ne divertit. Suzanne n'avait pas honte d'elle-même : ce qui la protégeait contre la honte, c'était la vive sincérité de son bonheur. Elle ne parlait presque pas, de sorte que Bernard ne parla presque plus. Elle s'appuyait à lui, dans la voiture et, de ses deux mains, tenait l'une des mains de son amant. Les petites caresses qu'il tenta de lui donner, et un baiser dans les cheveux, ne la contentaient pas et l'auraient offensée : elle voulut qu'ils fussent tous les deux à ne plus bouger, comme si leur amour, à défaut des grandes caresses et des longs baisers qui font communiquer les âmes par les lèvres, n'avait plus qu'à s'épanouir dans le silence, le repos et le souvenir.

Il peut sembler qu'un bel amour ait le devoir de précéder le don de soi que fait l'amante à son amant : ou bien, si vous ne l'aimiez pas encore, Suzanne, comment vous êtes-vous donnée? Seulement, toutes les règles que la civilité ou l'analyse des psychologues essaye d'imposer à l'amour, il les déjoue. Puis, c'est un problème, de savoir où commence l'amour : mais, à ne point chercher de trop subtiles minuties, le véritable amour de Suzanne pour Bernard vint du moment où elle se fut donnée.

Les moralistes qui la jugeraient avec une extrême indulgence perdraient leur qualité de moralistes. Mais ils auraient tort et manqueraient à l'équité, s'ils n'apercevaient nulle analogie entre son aventure et celle d'une jeune fille qui, le soir de ses noces, avertie enfin, s'éprend de son époux. Cette jeune fille avait, pour son fiancé, un sentiment qui n'était point au juste l'amour : car il ne faut pas sublimer l'amour et l'exténuer en le dégageant des voluptés où il triomphe. Et demain cette jeune fille saura qu'elle est amoureuse, à moins de ne pas l'être. Mais Suzanne, dites-vous, n'était pas une jeune fille? Les moralistes qui l'affirmeraient négligent de songer que l'on porte à leur tombe, et tard dans la vie, beaucoup de femmes et des mères à qui l'amour est inconnu.

Le changement qui se fait dans l'âme et l'être d'une vierge au soir de ses noces, — telle fut l'histoire amoureuse de Suzanne, — elle ne l'éprouva que par l'effet d'un coupable amour. La voici désormais l'amante qu'aurait pu être l'épouse. De tout son cœur, — et, par son cœur, entendez toute la passion d'amour, — elle aima ce garçon qui était son amant. C'est pourquoi elle ne riait plus.

Quand la voiture s'arrêta rue de Bellechasse, il fallut, pour ainsi dire, que Bernard éveillât Suzanne. Elle ne dormait pas ; elle avait les yeux grands ouverts, mais elle ne bougeait pas. Elle dit enfin :

— Bernard, je t'aime ; tu es celui que j'aime !

Et, comme Bernard lui posait un baiser aux lèvres, elle tressaillit.

Bernard, qui l'avait prise à la taille, la souleva, comme si elle n'était qu'une chose inerte : si animée pourtant ! Elle se dressa et dit, d'une pauvre voix :

— Il faut donc nous quitter?

— Hélas ! — répondit Bernard.

Et alors, très sage et très douce, elle rentra chez elle.

Bernard était un peu épouvanté de sa victoire, qui dépassait et son attente et son espérance. La petite aventure qu'il avait souhaitée tournait au grand amour et le trouvait déconcerté. Il devinait une assez redoutable complication de sa vie. Mais il était flatté. Mieux encore, il était content. Car il aimait Suzanne, dès avant qu'elle ne se fût donnée : elle ne l'avait pas déçu, bien au contraire. Ce qui lui manquait, pour ne pas se chicaner à lui-même son bonheur, c'est le magnifique et soudain élan que Suzanne avait eu et où, moins jeune et moins neuf, il ne l'avait pas suivie. Cependant, un grand amour est un sentiment qui impose : et Bernard subit à sa manière imparfaite le prestige ou l'ascendant de l'amour qu'il inspirait à Suzanne. Il se faisait de loyaux reproches ; il se disait : « Je ne suis pas digne de mon bonheur ! » Et c'est donc qu'il ressentait son bonheur et l'admirait. Chez un tel garçon, qui se divertit à Paris depuis un quart de siècle bientôt, quel signe d'un sincère emportement : il n'ajoutait nulle ironie et nul badinage de fatuité au souvenir de sa bonne fortune !

Il eut retrouvé, le lendemain matin, par l'effet du som-

meil et du repos, à l'heure de son petit déjeuner, beaucoup de discernement : c'est l'heure où les quadragénaires sont le plus calmes. Il prenait son thé, songeait à Suzanne avec une clairvoyance un peu sèche et se disait : « Voilà une petite qui ne savait pas ; elle a été surprise et elle s'apaisera. » Il se disait encore : « Voilà une petite qui orne sa faute et qui rougirait de l'avoir seulement trouvée amusante. » Les femmes ne sont guère informées des propos que tiennent à leur sujet les hommes au fumoir ; et, si une femme se doutait seulement de la rêverie où traîne l'âme de son amant quelquefois, il y aurait ici-bas plus de vergogne et plus de honte. Au surplus, les remarques de Bernard touchant Suzanne n'étaient pas fausses. Il y avait en elle ce qu'il apercevait de sensualité satisfaite et aussi de romanesque décence. Mais il ne voyait pas le principal, qui était en vérité ce grand amour : un grand amour ne se voit pas ou l'on ne voit pas qu'il soit si grand, tout différent des sentiments qui ont l'air de lui ressembler ; il y a là un absolu que l'analyse n'atteint pas ni le regard des plus malins ou qui se croient les plus malins.

Bernard était à fumer nonchalamment et à parcourir les journaux avant neuf heures, quand Suzanne arriva. Elle attendit, dans le salon, que se fût éloigné le valet qui l'avait annoncée ; puis elle entra dans la petite pièce ou le boudoir où était Bernard. Il s'écria :

— Mais tu es folle?

— Oui ! — répondit-elle avec simplicité.

Un peu plus tard, il la gronda :

— On peut entrer... Tu n'es ni sage ni prudente...

— Ça m'est égal, — répondit-elle.

— Mais non, mais non, je ne veux pas te compromettre !

Et, comme il était ridicule ainsi, elle sourit, le trouvant drôle.

— Oh ! je sais bien, — reprit-elle, — que tu ne m'aimes pas comme je t'aime.

Il protesta de son amour, égal au plus ardent amour. Elle répliqua.

— Non, tu ne m'aimes pas comme je t'aime. Car nous ne nous serions pas séparés hier au soir, ni jamais !

— Comment veux-tu?...

— Tu vois !... Mais ça ne fait rien. Tu m'aimes pourtant. Et je suffis à tout le reste : je t'aime pour nous deux !

Bernard n'avait pas tort de se considérer comme l'inventeur de Suzanne et qui la révélait à elle-même. Suzanne ne lui offrait pas une révélation moindre, celle du véritable amour, qu'il ne connaissait pas et devinait moins que, Suzanne, une volupté parfaite. Or, serait-il aussi docile à elle qu'elle l'avait été à lui? Toute leur anecdote en ce monde serait la conséquence de leur docilité mutuelle. Seulement, un jeune être comme Suzanne, et si étrangement préservé, est plus facile à persuader et est, en somme, plus intelligent qu'un roué.

Il restait quatre jours avant le retour de François. C'est peu de temps, pour qui a de l'amour, dans l'âme, à occuper toute une vie. Mais Suzanne voulut que ce fût toute sa vie en ces quatre jours qui lui semblaient capables de contenir une éternité : après cela, elle eût accepté de mourir. Plutôt, elle écartait la pensée de cette échéance, comme on fait d'habitude parce qu'on ne sait point la date et qu'on la suppose lointaine. Suzanne aussi croyait lointaine la minute qui finirait son bonheur et, autant dire, sa vie, parce qu'elle agrandissait de toute sa félicité présente un si court délai. Pas une fois il ne fut question de François, dans ses causeries avec Bernard, ni même dans sa méditation secrète. Elle savait qu'au bout de quatre jours elle ne serait point au seul Bernard. Mais, en quelque sorte, elle ne se rappelait pas François : c'était comme si elle ne l'avait pas aimé, comme si elle ne le connaissait pas. Elle ne le haïssait pas ; et, plus exactement, elle l'avait oublié, l'avait aboli.

Ces quatre jours, ce fut l'extraordinaire folie d'un véritable enchantement où l'on eût dit que ces deux amants étaient tombés. Les liens qui vous attachent au monde, à vos besognes, à vos devoirs et aux coutumes de vos journées, Suzanne les avait rompus et pour elle et aussi pour Bernard, qui, trouvant délicieux quatre jours d'un pareil congé, se rassurait à l'idée de leur terme assez proche. Il subissait le doux prestige de sa bien-aimée : mais elle s'épanouissait dans un rêve d'éternité ; lui, dans une courte déraison. Ce qui restait à Suzanne de prudence ne lui suffit qu'à rentrer le soir chez elle, à y rester jusqu'au matin, de manière qu'elle n'eût pas déserté le foyer

conjugal. Mais elle négligea de voir ses beaux-parents, ni personne; et son peu de respectabilité ne fut qu'à l'égard de ses domestiques.

Elle avait découvert à son bien-aimé un grand génie. C'était afin que leur amour se relevât des agréments de la pensée. Elle le priait de lui lire de beaux poèmes. Il avait une jolie voix et, bien que la littérature et la poésie ne fussent pas au juste son affaire, il s'en tirait assez bravement. Et il lisait de ces poèmes romantiques ou plus récents qui font aux passions de l'amour la plus complaisante musique. Du reste, Suzanne écoutait la musique plus que les mots, et plus que la musique le musicien, non le poète, mais le liseur; et, si Bernard s'arrêtait de lire pour lui vanter quelque vers tendre ou chaleureux, c'est aux lèvres éloquentes de Bernard qu'elle donnait son assentiment, d'un baiser.

Bernard dans les moments de quelque relâche, se risquait à lui parler de l'usine et de ses tracas industriels : alors, elle admirait qu'il fût un chef, un maître et un conducteur d'hommes. Principalement, la philosophie désabusée au nom de laquelle Bernard avait résolu de gouverner son entreprise, tout de même que si les nouveautés sociales ne la mettaient point en péril, cette imprudence à jouir d'une fortune menacée, enfin cette bravoure mêlée d'absurdité, de raillerie et de désespoir élégant, versait au cœur de Suzanne une mélancolie étrange et douce. Bernard était, dans la pratique de la vie et dans son activité, comme Suzanne et lui dans leur amour qui n'avait point l'avenir et la sécurité des lendemains.

Il y a, dans la frivolité, un charme et, dans le paradoxe d'un bonheur qui sait qu'il sera court, une séduction vive et mortelle. Ce fut, pour ces deux amants, la grâce et, à leur estimation, la beauté de leur criminel et ardent plaisir.

Le quatrième jour et jusqu'au moment de quitter Bernard une heure avant le dîner, — François devait arriver le soir, sur les dix heures, — Suzanne ne laissa aucun souci gâter ou profaner le bonheur qu'elle s'était promis que Bernard et elle goûteraient sans gaspillage. Et, à les voir, on n'eût pas dit qu'approchait la minute qui devait clore, non leur amour, mais la première félicité de leur amour, si brutalement. Suzanne ne soupçonna pas que Bernard y pensât le moins du

monde : il y pensait pourtant, et au point de se demander avec un peu d'inquiétude ce qu'il adviendrait si, par un défi d'amoureuse témérité, Suzanne n'allait pas s'attarder au delà de tout délai possible ; mais il était délicieusement abandonné à la domination d'une adorable créature qu'il n'aurait ni l'entrain ni la vile sagesse de congédier. Quant à elle, ce qu'elle avait de lucide raison guettait le progrès de l'heure ; elle gardait à l'écart et préservait sa déraison merveilleusement contente.

Puis elle dit :

— François revient ce soir.

Elle fut soudainement très pâle. Ses joues se contractaient et, jusqu'au bord de ses lèvres, depuis les yeux, avaient des zones de frisson qui changeaient sa physionomie. Mais ses lèvres ne tremblaient pas et elle avait les yeux secs. Elle regardait Bernard et, sans plus rien dire, l'interrogeait. La question que ses yeux posaient, bien sûr qu'elle ne l'aurait pas formulée. Cela était : « Veux-tu ne pas nous quitter? Veux-tu mourir ensemble, afin que nous n'ayons pas à nous quitter? Pour nous épargner le supplice de nous quitter, que trouves-tu? » Autant de questions qui n'étaient pas douteuses. Ni Bernard ne comptait l'enlever à son mari et ni elle-même ne l'avait présumé, puisqu'elle était rentrée chez elle tous les soirs et, dans son délire d'amour, conservait le soin de quelque apparence. Mourir, elle ne l'eût pas refusé, mais elle ne l'eût point offert. Et Bernard n'avait rien trouvé, rien du tout, qui les pût sauver du supplice inévitable : c'était l'évidence. Mais, au dernier moment, les condamnés placent dans l'improbabilité une suprême et ridicule espérance. C'est ainsi que Suzanne regarda un instant Bernard et attendit avec une angoissante incrédulité sa réponse. Il ne répondit pas. Il la prit dans ses bras et lui baisa tout le visage comme s'il lui faisait de cette manière un voile ou un masque d'amour que les baisers d'un autre ne pussent ni écarter ni traverser.

— Alors, — dit Suzanne, — à bientôt.

Cet « alors » ne marquait pas la conclusion du peu de mots qu'elle avait dits, mais l'accent de la déception qu'elle éprouvait, bien qu'elle n'eût imaginé aucun miracle. Ensuite, ils ne parlèrent pas; et, s'ils furent très malheureux, leur chagrin

même rendait plus intense et pénétrant leur amour. Suzanne, en quittant Bernard, avait un air de froideur voulue et de contrainte qui était le seul moyen qu'elle sût de ne pas éclater en sanglots. Bernard pleurait. Et cependant, si elle avait manqué de sagesse, Bernard aurait été plus fort : il cédait à sa tristesse parce que l'énergie de Suzanne le dispensait de montrer la sienne.

— Laisse-moi faire, — dit Suzanne, — et attends-moi.

Il ne demandait qu'à être bien soumis ; car il adorait Suzanne et savait maintenant qu'il pouvait compter sur sa prudence autant que sur son amour.

Suzanne était résignée ; elle acceptait un chagrin terrible, mais qui ne payait pas trop cher son immense bonheur. Elle était résignée comme le sont les bons joueurs. Ce fut aussi son amour qui la rendit patiente. Son amour passait par-dessus le terme qu'avait eu le premier et le plus bel épisode : il la portait, si l'on peut dire, au delà des flots qui bordaient l'île fortunée où elle avait connu les délices les plus enivrantes, d'où elle était chassée, mais hors de laquelle s'étendait encore vers l'horizon le chemin de son grand voyage. Elle ne doutait pas des tribulations qu'elle aurait à subir : elle songeait sans timidité aux ignominies et aux douleurs qui sont le prix de l'adultère et son châtiment. Elle ne refusait rien, nulle honte, afin de n'avoir pas à refuser le plaisir avec la honte.

X

François arriva. Elle ne lui fit pas mauvais accueil. Elle avait résolu d'être douce et obligeante. Elle le fut. Mais elle n'avait pas deviné ce dont elle s'aperçut, que François lui était devenu étranger. Elle en fut gênée : elle en fut contente. L'effort qu'elle eut à faire pour adresser au voyageur quelques mots un peu gentils la remplit d'aise, comme la preuve qu'elle appartenait à Bernard désormais : et elle en eut, avec plus d'assurance, plus de liberté.

Cependant, elle était assez différente d'elle-même et nouvelle en son personnage pour que François dût le remarquer. Il crut le remarquer d'abord : mais un autre souci l'occupait.

Durant tout son voyage, il n'avait eu en tête qu'une idée, qui était de réussir dans ses projets. Cela, pour Suzanne, et pour elle au point que sa première intention, de qualité sociale, se resserrait au seul désir d'un succès positif et réaliste, à elle destiné. En somme, il voulait sortir d'un marasme où il sentait que son orgueil et son amour finiraient par défaillir. Mais le tracas de réussir vous ôte par moments la vue de l'objet pour lequel vous vous évertuez. En voyage, il avait travaillé plus que rêvé. Maintenant qu'il était de retour, il subissait encore son tourment qui, tout en concernant Suzanne, l'égarait aux alentours d'elle. Et il le subissait durement, car il ne rapportait de là-bas qu'un échec.

Il en avait la pensée si occupée que son premier abord de Suzanne ne fut pas ce qu'elle aurait cru et redouté. Il était morne, farouche et plein d'une rancune qui parut bientôt.

— C'est manqué, — dit-il, — rien à faire !

Et il avait les bras ballants, les poings serrés. Il expliqua les impossibilités auxquelles se heurtait sa confiance, naïve naguère et désormais désabusée.

— Non ! C'est trop cher. Et malheureusement j'ai affaire à des pingres. Ces gens de Courbevoie ne sont, comme les autres, que des jouisseurs et des poltrons. Jamais ils ne consentiront le sacrifice nécessaire : il faudrait des années pour amortir leur avance...

— Dame ! — reprit Suzanne, — des années !

— Oui, je sais bien : toi aussi, tu es de l'école du blé en herbe...

— Ce que je dis, c'est qu'à remettre au lendemain son plaisir on vieillit...

— Mais ils sont déjà vieux, et riches ; et repus !... Enfin, c'est manqué : n'en parlons plus. J'ai perdu mon temps, voilà tout.

Il était nerveux, marchait de long en large, les mains dans les poches. Suzanne avait un peu pitié de lui ; et, tout en se félicitant d'échapper, contre sa crainte, à un élan de tendresse qui l'eût offensée, elle éprouvait un étonnement presque désagréable.

François, comme s'il avait promptement épilogué avec lui-

même et tenait enfin ses conclusions, vint se placer devant Suzanne, la regarda et dit :

— Il faut pourtant sortir de là. Je sais que Bernard a besoin d'un directeur : je vais lui demander de m'embaucher.

— Non, non, non, non, non, non ! — s'écria Suzanne, avec une imprudente soudaineté de révolte. — Ça, non : je ne veux pas !

Elle avait tout à coup blêmi. Son visage était plein de colère. Puis une étrange confusion troubla son air ; et elle parvint à se maîtriser. Elle vit que François l'épiait avec surprise et avec une terrible curiosité.

— Pourquoi? — dit-il.

Sa voix était si impérieuse qu'il ne fallait pas songer à éluder la question. Suzanne, dans le temps d'un éclair, fit le tour de la vérité, le tour aussi des mensonges possibles, afin d'arrêter son choix et très vite. Ce fut bien le temps d'un éclair et la même illumination fulgurante : elle vit, d'un coup d'œil et avec une extrême intensité, mille détails, inutiles ou précieux. Et elle répondit :

— Mais tu le lui as déjà demandé. Au bal, chez madame de Maure. Tu me l'as dit. Et il t'a refusé, très sec : tu me l'as dit.

C'était malin. Suzanne crut qu'elle avait réparé sa maladresse. Mais François, par son air dégagé, prouva qu'il n'était pas dupe ; et il reprit :

— J'insisterai.

Puis il guetta l'effet de sa réplique sur le visage de Suzanne. Elle fit un geste découragé. Elle hésita si elle ne laisserait pas François agir comme il l'entendait et s'aperçut que c'était pour lui, par égard pour lui et sa dignité, qu'elle avait protesté si fort contre une démarche si avilissante. Or, le regard fixe et enquêteur de François la gêna, l'importuna. Elle se tut. François repartit :

— J'insisterai. Quand j'ai offert à Bernard de me prendre, nous n'étions que de vieux amis. Maintenant, grâce à toi, il n'a plus rien à me refuser.

Il avait pensé, par tant de cynisme, la surprendre. Mais, en tâchant de la découvrir, il se trahissait. Et Suzanne n'avait qu'à céder au sentiment de pudeur froissée qu'il excitait en elle maladroitement.

— Eh bien, — dit-elle, — c'est ça que je ne veux pas ! Si tu me mets dans ton intrigue, j'ai le droit de consentir ou non. Je ne veux pas !

François, qui avait manqué son effet, se sentit en posture incommode. Ses feintes n'ayant rien donné, il fallait frapper un grand coup. C'est devant quoi il recula, pour le moment. Il passa dans la pièce voisine, qui était son cabinet de travail et, laissant la porte ouverte, il examina son courrier. Demeurée seule, Suzanne se demanda si tout cela et l'idée même de s'adresser à l'obligeance de Bernard n'était pas le stratagème d'un jaloux en peine de savoir. Elle eut raison de n'en point douter. Mais où commençait l'ingénieuse perfidie? Elle eut raison de croire que tout d'abord François allait quasi bon jeu bon argent, qu'il hésitait à solliciter leur ami, et qu'il l'eût fait si elle ne l'avait mis en inquiétude par la vivacité de sa révolte : après cela, il la soupçonnait et lui infligeait la question. De sorte qu'elle avait à se défendre : elle y fut prête.

François revint avec un paquet de lettres, les unes décachetées, non les autres.

— Mais ça, — dit-il, — c'est pour nous deux.

Et il montrait une lettre de deuil.

— Pourquoi n'as-tu pas ouvert? Les Durand-Chardin ont perdu leur grand'mère... Quand donc? Mardi. Alors, ils n'étaient pas à Fontainebleau jeudi, je suppose?

— Non.

— Madame de Maure y était?

— Non plus.

— Alors, toi non plus?

— Si !

Elle n'avait rien préparé qui dût lui servir au cas où François l'interrogerait sur la journée de Fontainebleau ; de sorte qu'il fallait dire la vérité, qui vaut toujours mieux qu'un mensonge que l'on bâcle. François reprit.

— Seule avec Bernard?

Il était furieux. Elle devina que la fureur le rendrait maladroit, ce qui la sauverait pourvu qu'elle réussît à garder du sang-froid.

— Je comprends, — s'écria-t-il.

Et il s'attendit qu'elle lui demandât ce qu'il comprenait. Comme elle se tut, il le dit sans qu'elle l'en priât :

— Mais oui, je comprends qu'il ne faut pas que je m'adresse à Bernard : de quoi aurais-je l'air?... Tu as bien fait de m'avertir.

Elle ne bougeait pas et gardait le plus dangereux silence, dont François avait peur. Mais ausssi le silence de Suzanne impatientait François. En outre, il n'était pas sûr de ce qu'il croyait comprendre et qui le mettait hors de lui. S'il avait eu la certitude que Suzanne eût avec Bernard partie liée, le chagrin l'aurait accablé. Dans l'incertitude, il était seulement furieux ; et il l'était avec pusillanimité. Le silence de Suzanne pouvait signifier que tant de violence et de tels soupçons lui fussent un outrage auquel on n'a pas envie de répondre. Alors, il était un insensé qui cède à l'absurde rage de se perdre ! Il laissa passer un peu de temps, comme si quelques secondes devaient suffire à effacer le principal de ses folies. Et puis, d'une voix qu'il voulut qui fût calme et qui était encore tendue, il demanda :

— Comment va Geneviève? Et mes parents?

— Je n'en sais rien, — répondit-elle.

— Tu ne les as pas vus?

— Pas depuis quelques jours, non.

Et elle n'essayait pas d'être douce. Il ne se tint pas d'éclater :

— Mais enfin, qu'est-ce que tu as fait, pendant mon absence?

— Informe-toi ! — dit-elle.

Et elle était provocante. N'est-ce pas le signe d'une conscience qui n'a rien à se reprocher? François négligea de le croire. Ce qu'il voyait avec stupeur, c'est que Suzanne, dans l'espace d'une semaine, était changée d'une manière qu'il ne savait plus la prendre. Mais lui aussi ! Jamais jusqu'à ce jour il ne l'avait traitée ainsi, avec cette brutalité où ne paraissait ni amour ni précaution. Il hésitait à s'en accuser, comme d'une faute qui le rendait seul coupable. Mais, coupable ou non, ce qui le désespéra fut le désastre devant quoi il se trouva. Il dit à Suzanne, tout comme il se le disait à lui-même, sans nulle recherche d'habileté :

— Vois-tu? ça ne peut pas durer, Suzanne.

— Qu'est-ce qui ne peut pas durer?

— La vie que nous menons. C'est une folie. Nous nous sommes lancés dans une dissipation qui ne vaut rien, ni pour toi, ni pour moi. Nous n'avons pas la fortune qu'il faut. Nous nous accrochons à la fortune des autres : nous devenons des parasites... Je ne sais pas ce que je deviens !...

— Alors? — fit-elle.

— Nous allons changer tout ça : le changer du tout au tout. A Paris, impossible ! Mais on m'offre... des Anglais que j'ai vus là-bas et qui ont une usine auprès d'Albi... une assez bonne situation. Nous allons partir.

— Pour Albi?

— Dans moins d'un mois.

— Ah ! mais, ça, non !

— Ah ! mais, ça, oui ! Et tu m'entends?

— Et je dis non. C'est non.

— Et si je pars?

— Tu partiras !

— Si je t'emmène?

— De force?

Elle sourit. François fut épouvanté. Il répliqua :

— Tu peux faire tes malles : nous partirons.

Avant qu'elle n'eût dit encore un mot, François sortit et s'enferma dans son cabinet de travail. Le bruit que fit la porte en claquant le réveilla de sa colère comme on s'éveille d'un cauchemar : il comprit avec horreur qu'il s'était mis dans son tort. Il s'assit à son bureau, un peu de temps, à ne savoir que devenir. Puis il rouvrit la porte du salon ; mais Suzanne n'était plus là. Il la chercha. Elle était dans son cabinet de toilette, où sa femme de chambre l'aidait à se préparer pour la nuit : contre la porte, il entendit qu'elle parlait ; et il se retira. Plus tard, quand il compta qu'elle devait être couchée, il pensa entrer chez elle. Seulement, la porte était fermée au verrou. Il l'appella : elle ne répondit pas. Il l'appela encore ; et elle répondit :

— Laisse-moi !

Il s'assura que les domestiques s'étaient retirés ; et il revint à cette porte, ne sachant s'il ne l'enfoncerait pas d'un coup d'épaule. Tout bonnement, il gémit :

— Suzanne, Suzanne ! Je te supplie de m'ouvrir !

Elle ne répondit plus. Alors il se fâcha derechef ; et il cria :

— C'est bien ! Nous partirons : je te jure que nous partirons !

Et puis, quand il fut dans sa chambre à lui, tout seul, il s'attrista, parce qu'il avait envie de Suzanne et qu'elle se refusait. Et il n'était de lâcheté qu'il n'acceptât, en ce moment, pour être sûr qu'elle se rendrait à lui.

Le lendemain, de très bonne heure, elle sortit. Elle arriva chez son amant, comme une folle. Il vint à elle ; et, quand il la vit le visage bouleversé, il crut que c'était le chagrin de lui avoir été, malgré elle, infidèle.

— Hélas ! — dit-il, — avec une tristesse tendre.

Elle comprit et sourit de fierté heureuse :

— Non ! — dit-elle. — Ce n'est pas ça. Non : tu peux m'embrasser partout ; je suis à toi.

Il fut bien étonné, content aussi, moins content qu'elle. Mais elle avait, au bord de ses jolis yeux soudain gais, des larmes. Et elle dit :

— Je suis perdue. Il a tout deviné. Nous partons : il m'emmène !

Et elle raconta ce que François avait résolu. Bernard avait, pour ne tolérer point la violence de François, son amour, qui était plein de vivacité, puis son amour-propre de garçon qui a coutume d'arranger tout à sa guise et de ne pas rencontrer d'empêchements. Il réfléchit une seconde ; et il conclut :

— Nous verrons ça !

Il le dit avec tant d'assurance qu'elle admira qu'il fût si fort. Elle ajouta :

— Figure-toi... J'ai peut-être eu tort... Il voulait te prier de le prendre chez toi, comme directeur... C'est là que je me suis récriée.

Bernard éclata de rire, avec l'insolence des gens qu'on tape, et dit :

— Mais oui, je le prends !

— Oh ! — fit-elle, — non : c'est impossible !

Et, comme si l'insolence de Bernard à l'égard de François devait l'atteindre, elle aussi, elle rougit de honte. Il la cajola,

Il eut à lui montrer, de mille manières gentilles, que certes il avait pour elle autant de respect que d'amour et qu'il ne la confondait pas avec ce quémandeur de mari. Elle répétait :

— Non : c'est impossible.

— Mais puisque c'est lui qui le demande !

Alors, ce qui la convainquit de ne pas refuser pour François les bontés de Bernard, ce fut la joie si réconfortante d'avoir à mépriser le mari qu'elle tromperait.

Quand elle rentra chez elle, François était à causer avec Geneviève. Elle leur dit, à brûle-pourpoint :

— Vous faites de drôles de figures ! Mais, moi, je vous apporte une bonne nouvelle.

— D'où viens-tu? — lui demanda François.

— Tu vas le savoir... Bernard te prend comme directeur de son usine.

— Tu viens de chez lui?

— Comme tu vois !

A cause de sa sœur, François contint son irritation. Geneviève, qui était debout près de la cheminée, y prit un petit drageoir qu'elle affecta de regarder avec une attention singulière. François n'osait regarder ni Geneviève ni Suzanne : il maniait un long coupe-papier d'ivoire.

— Ça, — dit Suzanne, — c'est un peu fort ! Qu'est-ce que vous avez, tous les deux?

Elle s'en prit à Geneviève, qui répondit :

— Je croyais que vous partiez pour Albi?

— Nous ne partions pas pour Albi : ça, je t'en réponds. François, peut-être ; mais pas moi ! S'il te l'a dit, c'est une erreur.

— Tu l'accompagnerais, pourtant?

— Pas du tout !

— Ah ! — dit Geneviève, — ce n'est pas mon affaire...

— Je l'aurais cru.

Geneviève allait se retirer : Suzanne la retint.

— Et puis, — dit-elle, — à quoi bon tout ça? La situation que François comptait trouver à Albi, on la lui offre à Paris, beaucoup plus belle, cent fois plus belle, et magnifique. Il faudrait être fou, vraiment, pour la refuser ; je ne sais pas où vous avez la tête !

François ne bronchait pas, ne disait mot, roulait probablement des idées lourdes dans son esprit ; surtout, il écoutait Suzanne et Geneviève. Ce que disait Suzanne était autant de notes qu'il prenait avant de se décider. Ce que ne disait pas Geneviève, et qu'il devinait, il lui semblait que sa conscience le pensait et n'osait pas le formuler.

Geneviève attendait qu'il repoussât les tentations que lui vantait Suzanne ; et, comme il continuait de se taire, elle dit, afin qu'il fût de son avis :

— François ne peut pas accepter ça !

Suzanne allait riposter. Ce fut François qui, bondissant, cria :

— Pourquoi?

L'on eût dit que Geneviève l'avait insulté. Elle répondit :

— Je ne sais pas.

— Pourquoi? — reprit François. — Dis-le : pourquoi?

Geneviève eut pitié de lui et répondit :

— Mais tu voulais accomplir une œuvre sociale, faire un essai de généreuse intelligence. Et tu crois que monsieur Lestac, l'associé du Turnèbe, va se prêter à tes idées?

François parut abasourdi. Mais Suzanne intervint :

— Tes gens d'Albi, c'était pour faire du socialisme?... Allons, vous plaisantez ! Et toi, Geneviève, je ne sais pas quel jeu tu joues...

Geneviève devint rageuse et, d'une voix angoissée, elle répéta :

— François ne peut pas accepter ça ; il ne le peut pas !

— Tu n'as pas dit pourquoi ! — répliqua François en colère.

— Eh ! bien, non, je ne l'ai pas dit.

Suzanne se détourna d'elle et dit à François :

— Mais si, elle l'a dit !... Et toi, décide, entre elle et moi.

— J'accepte ! — s'écria François.

Il essaya de prendre un air d'autonomie orgueilleuse. Mais il ne put garder sa fierté feinte : il mit sa tête dans ses deux mains ; et il pleura.

ANDRÉ BEAUNIER

(A suivre.)

UNE EXPÉRIENCE SOCIALE

LES CONSEILS D'USINE

DANS LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Les mots ont leur vertu propre. Il suffit trop souvent de les associer pour créer un lien factice entre des idées hétérogènes. La force ou le bonheur de l'expression paraissent garantir la réalité ou même la solidité du lien. Une formule frappante devient ainsi source d'action. Alors, il est vrai, la réalité reprend ses droits. Les faits se révèlent moins souples que le verbe et lui donnent un démenti.

Dans le monde désorienté d'après-guerre, une de ces formules a surgi, ancienne peut-être, mais à qui les circonstances donnaient un lustre nouveau : la démocratie économique. La plupart de ceux à qui les convulsions de l'Europe paraissaient être déjà ou appeler une révolution l'ont faite leur. Les uns ont cru l'heure venue de jeter à bas dans les usines et dans les champs « le pouvoir dictatorial » du patronat, de républicaniser, ou, comme on dit plus volontiers aujourd'hui, de « soviétiser » la production. D'autres, plus timides, n'ont parlé que de contrôle ouvrier ; ils ont entrevu pour la grande industrie un régime de monarchie constitutionnelle. A tous, ou presque, la création d'un organe nouveau est apparue comme l'instrument approprié de la transformation souhaitée

ou attendue, le conseil d'usine, né en Russie, imité déjà par la révolution allemande.

Certains même qui n'appartenaient à aucune école révolutionnaire, ni à celle des impatients, ni à celle des temporiseurs, ont cru qu'une institution de cet ordre pourrait avoir des effets heureux. Nous ne parlons pas de ceux qui ont imaginé de la jeter, comme une poignée de terre, dans la gueule du monstre, pour tromper son avidité et sa faim. Nous pensons à ces esprits sincères qui ont imaginé qu'en familiarisant le prolétariat, qui les ignore, avec les difficultés et les périls de la gestion industrielle, en faisant participer plus étroitement les ouvriers à la vie de chaque entreprise, elle pourrait inaugurer une ère de collaboration et de confiance entre des éléments trop souvent hostiles, être une source d'harmonie.

L'espérance de ces gens de bonne foi et de bonne volonté s'est-elle réalisée? Là où les conseils d'usine ont été créés, le monde ouvrier les a-t-il considérés comme une école d'initiation économique, ou comme un nouveau moyen de combat? Ont-ils été une occasion de collaboration loyale ou un prétexte à des conflits renouvelés? La question mérite d'être tirée au clair. Car, s'il est incontestable que l'institution de ces conseils peut être considérée comme une atteinte au droit de propriété, il est non moins certain que, si elle doit être pour l'industrie et la société tout entière un élément de stabilité, il faudrait se hâter de la recommander et de l'adopter.

L'expérience seule peut décider. On sait ce que les Conseils d'ouvriers ont fait de l'industrie russe, et que les dictateurs de la Russie soviétique ont dû, en fait, les abolir. On soupçonne que les conseils d'exploitation végètent en Allemagne, où les industriels, profitant de l'esprit de discipline naturel à l'ouvrier allemand, ont su, dans la très grande majorité des cas, les confisquer à leur profit.

Le premier exemple, dira-t-on, prouve trop ; le deuxième ne prouve rien. Mais il est un canton de l'Europe où l'épreuve a été tentée en toute sincérité, où l'expérience a été conduite jusqu'au bout. A nos frontières, dans le Grand-Duché de Luxembourg, pays de grande industrie et de tempérament occidental, des conseils d'usine ont été créés dès 1919. Après deux ans à peine d'existence, ils viennent de mourir de mort

violente. Nous croyons utile de retracer leur histoire, d'étudier le rôle qu'ils ont joué. Sans doute, au cours de cette rapide enquête, trouverons-nous les raisons de leur échec.

***

LE GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS CRÉE LES CONSEILS D'USINE

Lorsque, au mois de novembre 1918, la victoire des Alliés provoqua le reflux des armées impériales et l'explosion de la révolution allemande, le Grand-Duché de Luxembourg se trouvait en pleine transformation politique. Une Constituante avait été élue le 28 juillet précédent. A ces élections, la jeune minorité socialiste avait réussi à faire nommer 11 députés sur 53. Un de ses représentants siégeait dans le gouvernement de coalition, constitué en septembre sous la présidence de M. Reuter. Elle était à même de faire entendre à l'occasion une voix qui pouvait se faire menaçante. L'avenir paraissait incertain. La dynastie grand-ducale elle-même était mise en cause.

Avant le départ de l'armée vaincue, le pays avait été en contact direct avec la révolution allemande et son cortège de conseils d'ouvriers et de soldats. La contagion avait été évitée, mais un exemple si proche vivait sans doute dans l'imagination d'une partie des foules ouvrières. Le gouvernement nourrissait plus de crainte que de résolution. Il était prêt à toutes les concessions.

Ces concessions, les pouvoirs très étendus dont il avait été armé pendant la guerre les lui facilitaient. Une loi, en date du 15 mars 1915 lui conférait le droit « de pourvoir pendant la durée de la guerre, par des règlements d'administration publique, à l'établissement des mesures nécessaires pour préserver, dans l'ordre économique, l'intérêt général ».

La guerre était finie, mais le pouvoir dictatorial du gouvernement avait été conservé. Sans doute aussi ce pouvoir ne concernait que les affaires économiques, et plus spécialement, si l'on se réfère aux délibérations de la Chambre, aux questions intéressant le ravitaillement du pays. Mais quelle

tentation, surtout en période troublée, de régler les problèmes sociaux sous des prétextes économiques ! Le Gouvernement ne devait pas manquer d'y céder.

Un mois à peine après la fin des hostilités, il allait au-devant des impatiences populaires. Le 14 décembre 1918, un arrêté gouvernemental introduisait la loi de huit heures. Rien de plus caractéristique de l'état d'esprit du gouvernement à cette date que la façon dont cette mesure était prise. Précipitamment, il consultait patrons et ouvriers, puis, sans attendre le résultat de leurs délibérations contradictoires, il publiait son arrêté qui entrait en vigueur dès le lendemain. Il ne laissait même pas aux chefs d'industrie le temps matériel nécessaire à l'organisation nouvelle du travail.

Quelques jours après cependant, le 11 janvier 1919, se produisait une tentative révolutionnaire. Le parti socialiste, entraînant à sa suite le parti libéral, essayait de renverser la dynastie et de proclamer la république. Le mouvement était purement politique, sans caractère social : les ouvriers des mines et de la métallurgie s'étaient abstenus.

Cette agitation sans lendemain inquiéta cependant le gouvernement, assez pour le décider à faire un pas nouveau dans la voie où il s'était déjà engagé. Cette démarche d'ailleurs, le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, M. Collart, représentant dans le gouvernement de coalition du parti populaire, ne demandait sans doute qu'à la tenter. En janvier 1919, il faisait connaître son intention d'instituer dans les usines et fabriques des conseils d'ouvriers.

Consultés, les principaux représentants de l'industrie luxembourgeoise firent quelques réserves, mais ne montrèrent aucune hostilité de principe à un projet qui serait convenablement étudié. Attitude intéressante à noter. Elle s'explique par des causes diverses. D'un côté, les propriétaires allemands des entreprises métallurgiques et minières du Luxembourg, sentant que leur situation devenait précaire, se désintéressaient déjà dans une certaine mesure de l'avenir de l'industrie locale. D'autre part, la Société luxembourgeoise de l'Arbed[1] avait institué dans ses établissements dès 1897 un système de comités permanents élus par les ouvriers qui,

1. Aciéries réunies de Burbach-Esch-Dudelange.

fonctionnant de façon patriarcale, n'avait provoqué aucun incident. L'expérience allait montrer d'autant mieux la distance qui sépare un organe né d'une entente libre entre patrons et ouvriers d'une institution d'Etat imposée par les pouvoirs publics à l'industrie. En tout cas, on peut dire que l'industrie luxembourgeoise envisageait la prochaine création non certes sans appréhension, mais sans parti pris.

Par arrêté du 26 avril 1919, le gouvernement, usant de son pouvoir dictatorial, sans plus consulter les représentants de l'industrie, instituait les conseils d'usine dans les établissements industriels occupant un minimum de 50 ouvriers de façon continue.

Ce premier arrêté donnait aux conseils qu'il créait des droits déjà fort étendus. En voici les dispositions essentielles : le conseil comprend de quatre à douze membres, suivant le nombre d'ouvriers de l'établissement. Il élit dans son sein un président et un secrétaire. Le conseil est convoqué par son président, toutes les fois que les circonstances le réclament. Une réunion doit avoir lieu si le tiers des membres le demande. Les réunions ont lieu pendant les heures de travail et le patron supporte la perte de salaire éventuelle. Elles sont publiques et se font dans une salle mise à la disposition des ouvriers.

L'arrêté du 26 avril 1919 définit ainsi le but de la nouvelle institution : « Ce conseil a pour mission de cultiver l'entente entre les patrons et les ouvriers en réglant légalement les affaires communes. Les travaux du Conseil et ses conférences avec la direction de l'établissement traiteront les questions relatives au bien moral et matériel des ouvriers ; ils auront égard notamment aux désirs et aux propositions concernant le contrat de travail, les institutions de l'établissement et celles du bien-être, les problèmes relatifs aux salaires et aux autres conditions de travail ».

Mission, on le voit, toute d'ordre, d'entente et de conciliation. Cette tâche, d'ailleurs, les premiers conseils élus en vertu de l'arrêté de 1919 parurent disposés à la remplir. Pendant les dix-huit mois environ que dura leur existence, ils n'eurent que peu ou point d'histoire, ils furent presque heureux.

Mais une pareille institution ne vaut que par l'esprit qui l'anime et cet esprit bientôt devait changer.

***

LES SYNDICATS LUXEMBOURGEOIS S'ORGANISENT

Un nouveau facteur allait intervenir, de caractère professionnel en apparence, politique en réalité : l'organisation syndicale.

Au printemps de 1919, lorsque furent créés les premiers conseils d'usine, les ouvriers luxembourgeois étaient partagés entre des associations distinctes, sinon rivales.

Les ouvriers purement catholiques étaient groupés dans les Unions catholiques de travailleurs (Katholische Arbeitervereine). Leur organe, *der Arbeiter*, envisageait volontiers une action commune avec les autres syndicats, mais seulement pour des questions déterminées de salaires et d'améliorations sociales. Il résumait son point de vue dans la formule : « Getrennt marschieren, geschlossen schlagen », « Marcher séparément, frapper ensemble ».

En dehors des Unions catholiques, qui devaient jusqu'au bout garder leur liberté d'action, il existait deux groupements syndicaux bien distincts : l'Entente des syndicats libres (freies Gewerkschaftskartell) et le syndicat des ouvriers des mines et de la métallurgie (Berg-und Hüttenarbeiterverband).

Le Kartell des syndicats libres comprenait les syndicats suivants : syndicat des ouvriers métallurgistes (Metallarbeiterverband), syndicat des ouvriers du bâtiment (Bauarbeiterverband), syndicat des ouvriers communaux (Gemeindearbeiterverband), syndicat des ouvriers du bois (Holzarbeiterverband), Syndicat des garçons coiffeurs (Friseurgehilfenverband), syndicat des ouvriers du cuir (Lederarbeiterverband), syndicat des tailleurs (Schneiderverband).

Les syndicats « libres » luxembourgeois, comme les syndicats « libres » allemands, étaient des organisations socialistes. Leurs chefs étaient socialistes, comme leur organe, *der Gewerkschaftler*, fondé le 1er juillet 1917. Le *Gewerkschaftler* déclara, il est vrai, à plusieurs reprises ne pas vouloir se mêler

aux luttes des partis, mais les candidatures socialistes aux diverses élections eurent toujours son appui. Au début de 1919, les syndicats libres comptaient environ 4 000 adhérents.

Le Berg-und Hüttenarbeiterverband en comptait à la même date 12 000. Créé à Esch en août 1916 sur l'instigation de M. Kappweiler, il se déclarait complètement neutre en matière politique. Certains le prétendaient toutefois soutenu par le parti catholique. C'est lui qui organisa la grève de 1917. Son organe fut d'abord *die Laterne*, créée en janvier 1917, puis à partir de septembre de la même année, *die Volksstimme*.

Dès 1917, toute la politique des chefs du parti socialiste et des dirigeants du Kartell des syndicats libres a consisté à attirer à eux le Berg-und Hüttenarbeiterverband. Ils devaient mettre deux années à réussir.

Une première tentative pour réaliser cette union échoua au premier congrès intersyndical de juillet 1917. Le deuxième, tenu en octobre 1918, prépara les bases de l'union : il décida la nomination d'une commission qui devait étudier la création d'une Confédération générale du Travail (Gewerkschaftsbund), ainsi que celle d'un journal unique. Ce n'est que huit mois après cependant que la fusion devait être réalisée.

Ce fut une réunion des comités respectifs des deux associations, qui eut lieu à Esch le 16 juin 1919, qui la décida pour le 1er juillet. Le Metallarbeiterverband, adhérent du Kartell, ratifia cette décision le 23 juin; les délégués du Berg-und Hüttenarbeiterverband la ratifièrent quelques jours après.

A ce moment, si l'on fait abstraction des Unions catholiques, l'unité des forces syndicales luxembourgeoises est réalisée au profit des socialistes.

Cette unité trouve son expression dans la Fédération des syndicats libres, le *freie Gewerkschaftsbund*. Le secrétaire de la commission générale de la Fédération est le député socialiste Pierre Krier. Le même personnage est rédacteur en chef du *Proletarier*, qui a remplacé le *Gewerkschaftler* et la *Volksstimme* et est devenu l'organe officiel de la Fédération. Celle-ci a compté, s'il faut en croire des évaluations peut-être exagérées, jusqu'à 27 000 adhérents.

Dans la nouvelle Fédération le syndicat de beaucoup le

plus important est le Luxemburgische Berg-und Metallindustriearbeiterverband, né de la fusion du Metallarbeiterverband, syndicat « libre » et du Berg-und Hüttenarbeiterverband, syndicat « neutre ». La présence dans le nouveau groupement des chefs de l'ancien syndicat « neutre » et notamment de M. Kappweiler, son fondateur, ne pouvait manquer d'inquiéter les dirigeants socialistes de la Fédération. Leur premier soin fut de procéder à une épuration. Bientôt une campagne très vive menée par le journal socialiste *die Schmiede* déterminait M. Kappweiler à se retirer. C'est M. Kieffer, socialiste, ancien député, qui fut le Président du nouveau syndicat des ouvriers mineurs et métallurgistes.

Nous sommes à l'été de 1919 : les ouvriers luxembourgeois sont embrigadés, encadrés dans des syndicats socialistes. L'agitation à propos des conseils d'usine va commencer.

***

LES SYNDICATS DEMANDENT LE CONTRÔLE OUVRIER

Rarement réforme sociale a aussi complètement tout de suite manqué son but. Ce but était la concorde. Le premier résultat a été une nouvelle agitation. A peine organisée, la Fédération des syndicats libres du Luxembourg se donna comme tâche de transformer en machines de guerre sociale les conseils d'usine qui devaient être des instruments de paix.

L'occasion de cette démarche fut le transfert des propriétés que possédaient dans le Grand-Duché les sociétés minières et métallurgiques allemandes à de nouvelles sociétés. Lors des discussions qui eurent lieu en novembre 1919 entre le Gouvernement, les représentants des ouvriers et certains groupes industriels à l'occasion de la reprise des usines allemandes, les ouvriers, c'est-à-dire les syndicats, remirent au gouvernement des propositions tendant à augmenter dans une très large mesure les attributions et la liberté d'action des conseils. Les demandes ouvrières portaient sur les points suivants :

1° Dans les services employant plus de 500 ouvriers, des heures de conférence quotidiennes seraient instituées, pendant

lesquelles les ouvriers pourraient présenter aux délégués leurs réclamations.

2° Toutes les décisions importantes, telles que changement du programme du service, embauchage et licenciement d'un grand nombre d'ouvriers, devraient être soumises au conseil en temps utile.

3° Chaque renvoi d'ouvrier serait soumis six heures d'avance au conseil. Celui-ci pourrait réclamer la nullité du renvoi à la majorité des trois quarts des voix.

4° Le conseil participerait à la gestion des institutions de bienfaisance. Il aurait le droit de réclamer des rapports sur l'allure des affaires, des bilans de fin d'année et des statistiques de salaires.

5° En cas de conflit entre un ouvrier et son supérieur, le conseil prendrait en mains l'examen du litige et conduirait l'enquête, à laquelle les deux parties auraient à se soumettre.

C'était en somme un droit de contrôle très large que les syndicats réclamaient pour les conseils d'usine, à leur profit bien entendu. Leurs demandes étaient-elles acceptées, non seulement toutes les questions de discipline intérieure relevaient exclusivement des conseils, mais encore toutes les questions de personnel devenaient de leur compétence. Bien plus, directement ou indirectement, les programmes de fabrication et de vente, la gestion financière des entreprises étaient soumis à leur contrôle. Ainsi modifiés les conseils d'usine auraient pris figure de soviets, tels qu'ils ont existé en Russie en 1917 après la première Révolution.

Les intentions des syndicats apparaissaient trop nettement pour ne pas soulever les protestations des industriels. Dans un esprit très large de conciliation, ils consentirent néanmoins à examiner les modifications éventuelles à apporter à l'arrêté du 26 avril. A cette date l'industrie métallurgique luxembourgeoise n'était plus représentée que par la Société de l'Arbed, les autres entreprises, encore entre les mains des Allemands, se trouvant sur le point d'être liquidées. Après s'être entendus avec les principaux représentants des différentes industries du pays, les dirigeants de l'Arbed remirent au gouvernement, en décembre 1919, une note dans

laquelle ils se montraient disposés à faire des concessions appréciables.

Ils demandaient que les séances des conseils ne fussent pas publiques : ils estimaient en effet que la publicité des séances impliquait le droit pour les ouvriers de quitter le travail pour assister aux réunions ; ils jugeaient aussi qu'il n'était pas sans inconvénient de permettre à l'intérieur même des établissements la formation de véritables meetings. En revanche, ils prévoyaient qu'un délégué d'un syndicat ou d'une organisation ouvrière pourrait assister aux réunions avec voix consultative. Ils consentaient aussi à ce que des heures de consultation fussent instituées à des jours déterminés avec l'assentiment du patron. Ils admettaient enfin que, en cas de renvoi d'un ouvrier sans préavis, le conseil aurait le droit de demander des explications : il pourrait décider à la majorité des trois quarts de porter le différend devant une institution arbitrale; en cas de désaveu, le patron aurait à payer à l'ouvrier le salaire correspondant au délai de congé habituel.

Mais, en faisant ces concessions, les représentants des industriels tenaient à bien marquer les limites qu'ils ne pourraient en aucun cas laisser franchir et à définir les principes qui sont à la base de toute organisation industrielle : « Il s'agit, disait le document soumis par l'Arbed au gouvernement, d'élargir et de modifier l'arrêté du 26 avril dans le sens d'une bonne entente et d'un travail en commun de façon à éviter tout frottement entre les deux parties contractantes. Mais il doit être bien entendu qu'aucune intrusion d'une partie dans les sphères d'action de l'autre ne doit avoir lieu. La base fondamentale de l'ordre économique actuel est le sentiment que l'entrepreneur a de sa responsabilité. C'est à lui que revient la responsabilité indivisée et indivisible de la direction de l'exploitation et il doit, en cette matière, sans intrusion de personnes irresponsables, pouvoir prendre ses décisions librement, de façon indépendante, selon sa conscience. Donc, tout pour une entente réciproque, tout pour la paix sociale, mais aucune intrusion de l'ouvrier dans les questions d'exploitation qu'il ne connaît pas, qu'il ne peut pas connaître et dans lesquelles il ne peut assumer aucune part de responsabilité. »

L'expérience russe avait déjà montré, lorsque ces lignes

étaient écrites, qu'il n'est pas d'exploitation industrielle possible, même en régime communiste, sans autorité, sans responsabilité.

***

LES IDÉES DE M. PESCATORE

Cependant la Constituante élue en 1918 avait terminé ses travaux et de nouvelles élections avaient eu lieu le 28 octobre 1919. Le parti clérical y avait triomphé, conquérant 27 sièges sur 48. Le parti socialiste était resté sur ses positions : il occupait 9 sièges dans la nouvelle Chambre au lieu de 11 sur 53 dans la Constituante. Prise entre la majorité cléricale, attentive surtout à ménager sa clientèle d'agriculteurs, et la forte minorité socialiste, l'industrie luxembourgeoise ne comptait à la Chambre à peu près aucun défenseur. Au mois de janvier 1920, M. Collart quittait le gouvernement et M. Pescatore le remplaçait à la Direction générale de l'Industrie, du Commerce, du Travail et des chemins de fer. C'était lui qui allait avoir à régler la question pendante des Conseils d'usine.

De vieille et bonne souche, M. Pescatore apparaît comme l'héritier d'une tradition qui ne veut pas s'immobiliser. Au cours d'un long séjour qu'il venait de faire en Angleterre, son intelligence avertie s'était intéressée à l'attitude d'un parti conservateur accessible aux idées nouvelles que l'évolution des esprits met successivement à la mode, au spectacle d'une classe ouvrière solidement organisée, habile à défendre ses droits et ses intérêts, tout en restant le plus souvent consciente de ses devoirs. Il s'était particulièrement attaché à l'expérience des conseils Whitley, ces comités paritaires permanents où quelques bons esprits en Grande-Bretagne voulaient voir, au lendemain de l'armistice, des instruments efficaces pour une œuvre de pacification sociale.

M. Pescatore était de ceux qui pensaient que l'expérience douloureuse de la guerre avait mûri et assagi le monde ouvrier, que l'heure était venue de lui faire largement confiance, de donner à ses chefs le sentiment de leur responsabilité et l'occasion de l'exercer. En un mot M. Pescatore était optimiste et parce qu'optimiste, favorable à l'institution des conseils

d'usine ; il estimait que l'expérience réussirait; il croyait qu'il fallait la tenter.

La tâche qu'il s'assigna d'abord fut de modifier l'arrêté du 26 avril 1919, de manière à le rendre acceptable aux deux parties en présence. Il y travailla six mois. L'arrêté du 26 juillet 1920 fut le fruit de ce labeur long et délicat.

Aux patrons, il offrait quelques garanties nouvelles. Il exigeait que les membres élus des conseils fussent des ouvriers ou des ouvrières de nationalité luxembourgeoise. Il réglementait le nombre des séances; les réunions du conseil ne pourraient avoir lieu qu'une fois par mois pendant les heures de travail ; les autres séances devraient être tenues en dehors des heures de travail. Il décidait que les séances ne seraient pas publiques : toutefois, sur la proposition de l'une des parties intéressées, un délégué d'une organisation ouvrière ou patronale pourrait assister aux réunions du conseil principal ou central.

Aux ouvriers, il faisait des concessions appréciables et leur accordait un large contrôle dans toutes les questions de salaire et de discipline. Il prévoyait, un jour par semaine, des heures de consultation pendant lesquelles les ouvriers pourraient présenter leurs plaintes à un délégué désigné par le conseil. Il obligeait le patron à porter les congés à la connaissance du conseil principal ; il donnait le droit à ce même conseil, en cas de renvoi sans préavis, de demander les motifs du renvoi et d'exiger à la majorité des trois quarts que le cas fût soumis à la justice de paix. Il autorisait le conseil à assister le patron avec voix consultative dans les questions concernant l'administration des institutions de prévoyance. Il faisait enfin au patron une obligation de consulter le conseil lors de la fixation des salaires à forfait ou à la pièce d'un caractère permanent, lors de l'élaboration de contrats collectifs de travail, lors du règlement des congés de repos et de l'apprentissage, ainsi que sur l'élaboration ou la modification du règlement d'atelier.

En publiant son arrêté, M. Pescatore pensait, en toute bonne foi, faire œuvre de paix. Il ne fit que réveiller les passions qui sommeillaient depuis quelques mois. A nouveau l'institution pacificatrice des conseils d'usine allait devenir matière à conflit.

***

CONSEILS ET SYNDICATS PROTESTENT ET MENACENT

Le nouvel arrêté parut au *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg* le 30 juillet 1920. Les protestations s'élevèrent aussitôt du côté ouvrier comme sur un mot d'ordre. Pour la première fois, les manifestations du mois d'août 1920 montrent avec toute la netteté désirable les liens étroits qui unissent les conseils aux syndicats ou, pour mieux dire, que les conseils ne sont qu'un instrument aux mains des chefs des organisations syndicales.

Le 14 août se tint à Esch-sur-Alzette une grande assemblée qui prit le nom de Conseil central ouvrier (Central Arbeiterrat). Elle réunissait des représentants de tous les conseils d'usine du Luxembourg. C'était le comité directeur du syndicat des ouvriers des mines et de la métallurgie qui l'avait provoquée. C'est lui qui la présida. A l'unanimité la réunion décida de boycotter le nouvel arrêté et lança l'ordre suivant : « Aux prochaines élections pour les conseils d'usine, opposer une résistance passive au nouvel arrêté ; les travailleurs organisés doivent s'abstenir de participer aux élections jusqu'au jour où leurs revendications légitimes auront été acceptées. »

M. Pescatore protesta de la pureté de ses intentions. Il écrivit à l'*Escher Tageblatt* une lettre pour exposer que l'arrêté du 26 juillet n'avait qu'un caractère provisoire, qu'il ne devait rester en vigueur que pendant un an et qu'au bout de ce délai il recevrait toutes les modifications suggérées par l'expérience. La manifestation de bonne volonté de M. Pescatore émut fort peu les chefs socialistes du mouvement ouvrier. Ils déclarèrent qu'ils ne voulaient ni de l'élection de nouveaux conseils, ni de l'exclusion des étrangers ; ils exigeaient la publicité des séances et un véritable contrôle ouvrier tel que les syndicats l'avaient réclamé en novembre 1919.

Ils décidèrent d'éprouver leur force et d'intimider le gouvernement. Le 31 août eut lieu à Luxembourg une « démonstration en masse » à laquelle participèrent, s'il faut en croire le *Proletarier*, 13 000 manifestants. Une délégation conduite par M. Kieffer se chargea de porter au gouvernement l'ultimatum

des syndicats et des conseils. Cet ultimatum qui expirait le 1er octobre, date à laquelle devait commencer « une lutte sans merci », si ses conditions n'étaient pas remplies, comprenait trois points : 1° les revendications présentées en novembre 1919 à l'occasion de la vente des entreprises allemandes devaient recevoir satisfaction immédiate ; 2° l'arrêté du 20 juillet relatif aux conseils d'usine devait être rapporté et modifié dans le sens des propositions faites par les représentants ouvriers en novembre 1919 ; 3° le gouvernement était invité à prendre des mesures énergiques pour enrayer la hausse du prix de la vie et obliger les industriels à adapter le taux des salaires au mouvement ascensionnel des prix.

Dans le mémoire[1] qu'ils remirent à M. de Waha, Directeur de l'Agriculture, qui les reçut au nom du gouvernement, les délégués se chargèrent eux-mêmes de préciser le sens de l'ultimatum et d'indiquer la vraie portée de leur demande. Ce mémoire demandait : l'abolition du pouvoir absolu du capitaliste dans l'usine et la limitation du régime économique capitaliste basé sur le bénéfice par l'introduction d'un système de production méthodique et organique.

Il est trop évident que, dans la pensée des chefs syndicalistes, l'introduction du contrôle ouvrier par les Conseils d'usine ne devait être que le prélude d'une transformation profonde de tout le régime économique dans le sens socialiste.

***

LE GOUVERNEMENT CÈDE

Qu'allait faire le gouvernement? Incontestablement la manifestation du 31 août avait atteint le but visé : le gouvernement était inquiet. S'il faut en croire le *Proletarier* du 4 septembre, M. de Waha aurait promis à la délégation ouvrière de « recommander chaudement » à ses collègues l'acceptation de l'ultimatum.

Le Ministère négocia. Les pourparlers avec les représentants des ouvriers commencèrent le 25 septembre. Le *Proletarier* du

1. Ce document a été publié intégralement dans le *Proletarier* du 4 septembre 1920.

2 octobre a publié le compte rendu de cette réunion. Il la représente comme une capitulation du gouvernement. Les chefs syndicalistes obtinrent ce jour-là l'éligibilité des étrangers aux conseils, la publicité des séances, la non-limitation de leur nombre. Ils renonçaient au contrôle de l'exploitation tel qu'ils l'avaient réclamé en novembre 1919, mais ils enregistraient en revanche la promesse du gouvernement de créer une commission d'études pour la socialisation des grandes entreprises, la nationalisation des chemins de fer et l'étatisation des banques, commission qui devait être composée de techniciens et de représentants des syndicats. Au cours de conversations particulières, plusieurs membres du Gouvernement déclarèrent, il est vrai, que celui-ci n'acceptait nullement le compte rendu publié par le *Proletarier*, mais le Gouvernement ne s'inscrivit en faux contre cette rédaction par aucune déclaration officielle.

Le 29 septembre, les syndicats enregistraient une nouvelle et complète victoire. Ils obtenaient de nouvelles modifications à l'arrêté du 26 juillet : les conseils d'usine seraient établis dans les établissements occupant 15 ouvriers (au lieu de 50) ; ils devraient recevoir communication des nouvelles listes de salaires, toutes les fois que ceux-ci seraient modifiés ; ils auraient le droit, dans les établissements occupant plus de 1 000 ouvriers, d'installer dans le local du conseil un secrétaire permanent, ce qui rendait régulière une institution apparue dans certaines usines à la faveur des changements qui résultaient du remplacement des directions allemandes par des directeurs luxembourgeois ou alliés. Magnanimes, les négociateurs ouvriers consentaient alors à prolonger les délais de l'ultimatum jusqu'au 15 octobre. Le 8 octobre, le nouvel arrêté sur les conseils d'usine était signé.

Les industriels cependant s'inquiétaient, un peu tard. Le 9 octobre la Fédération des industriels luxembourgeois adressait un télégramme à M. Reuter, ministre d'État et chef du gouvernement; des délégués de la Fédération allaient lui demander de faire surseoir à la publication du nouvel arrêté. Le 13, le président de la Fédération, M. Wurth, lui adressait un mémoire pour lui exposer leurs objections et leurs désirs. Dans les pays voisins, en France tout particulièrement, où

l'on venait de suivre avec une attention non exempte d'inquiétude l'agitation encore mal calmée des ouvriers métallurgistes italiens, quelques esprits s'alarmaient de voir naître au contact du centre industriel lorrain ce nouveau foyer d'agitation.

Le 24 octobre, le *Temps* faisait paraître un article écrit sans doute avant la publication de l'arrêté : « Que va faire le gouvernement luxembourgeois, demandait-il? Il est impossible de ne pas s'alarmer de l'attitude étrange dans laquelle il persévère depuis de longs mois. Profitant des pouvoirs dictatoriaux que lui confère la loi de 1915, il a pris l'habitude de prendre en matière sociale et économique les décisions les plus grosses de conséquences sans consulter les représentants élus du peuple, ni les intéressés. Mais les exigences ouvrières posent aujourd'hui des problèmes trop graves pour qu'ils puissent être résolus par surprise. L'établissement du contrôle ouvrier sur les entreprises touche de trop près les voisins immédiats du Luxembourg pour que l'opinion française et l'opinion belge puissent s'en désintéresser. Ces deux pays auraient plus d'une raison de s'inquiéter que l'on fît à leurs frontières une expérience aussi aventurée. Celle qui vient d'être inaugurée en Italie ne se présente pas sous un jour si favorable qu'on doive se hâter de l'imiter. La pente sur laquelle M. Pescatore est engagé est trop glissante pour qu'on ne lui crie pas casse-cou. Qu'il se souvienne à temps qu'on ne fait pas sa part à la révolution ».

Le lendemain, le *Petit Parisien* publiait un article dans le même sens. En Belgique, la *Nation Belge* faisait écho : « Une expérience aussi aventureuse, écrivait-elle, dans un pays limitrophe de la Belgique peut avoir des répercussions de l'autre côté de la frontière. Si d'autre part on considère que c'est précisément cet État qui discute avec nous les bases d'un accord économique qui est à la veille de se conclure, il est impossible qu'on ne prête pas la plus vive attention aux événements dont le Grand-Duché est le théâtre. »

La question cependant était résolue. Pris entre le Charybde patronal et le Scylla syndical, mais lié par ses promesses, le gouvernement avait résolument mis le cap sur Scylla ; le 20 octobre, sans modification, l'arrêté du 8 avait paru au *Mémorial*.

*
* *

LES NOUVEAUX CONSEILS

L'arrêté du 8 octobre prévoyait l'élection de nouveaux conseils. Dans chaque établissement important comprenant plusieurs services ou divisions, les conseils se subdivisaient en conseil principal d'usine et en conseils de division. Les membres de ces différents conseils étaient élus à raison de 1 délégué par 30 ouvriers jusqu'à 150 et de 1 délégué par 50 ouvriers au delà. Ce système amenait à procéder dans un établissement occupant 3 000 ouvriers, par exemple, répartis en 5 ou 6 divisions, à l'élection de 120 à 130 délégués effectifs, avec possibilité d'élire un nombre égal de suppléants.

La nomination des nouveaux délégués ouvriers montra la toute-puissance des syndicats. Partout ou presque les candidats élus furent ceux qu'avaient désignés les états-majors syndicalistes. L'expérience que M. Pescatore avait voulue commençait. Elle devait durer quatre mois.

Au bout de quelques semaines, aucun doute ne pouvait subsister sur l'état d'esprit des nouveaux conseils et le rôle qu'ils entendaient jouer. D'abord ils se sont révélés comme les agents des organisations syndicales dans les usines ; la politique des syndicats étant à cette date socialiste et révolutionnaire, l'activité des conseils d'usine a été d'inspiration révolutionnaire et socialiste. A cet égard, tous les témoignages que nous avons pu recueillir sur place sont convergents, d'où qu'ils viennent ; les reproches adressés aux conseils par les directeurs d'usine, les ingénieurs et les contremaîtres sont unanimes. Créés pour être des instruments de conciliation, les conseils d'usine élus en 1920 n'ont été que des formations de combat.

Les événements qui ont suivi dans le Grand-Duché la création des conseils d'usine sont encore trop proches pour qu'il ne se mêle pas quelque passion aux jugements portés sur leur activité. Un fait toutefois paraît incontestable dans sa généralité ; peut-être était-il dans la logique de l'institution et inévitable : le premier soin des conseils a été de s'interposer comme un écran entre les ouvriers d'une part, les chefs de

service et la direction de l'autre. La majorité des plaintes, qui jadis étaient présentées directement par les ouvriers aux chefs de service et réglées immédiatement, ont été désormais présentées par les délégués toujours au nombre de deux au minimum : procédure cérémonieuse, d'une irritante solennité, qui a trop souvent contribué à donner à des incidents futiles une importance démesurée.

Faut-il aller plus loin et prétendre que les délégués, pour justifier leur existence, ou entretenir l'esprit de lutte de classes, se sont attachés à provoquer les plaintes, à susciter les réclamations? Le fait est signalé dans plusieurs entreprises. Il faut reconnaître toutefois que l'ardeur combative des conseils de division prévus par l'arrêté du 8 octobre dans les établissements les plus importants a été le plus souvent inférieure à l'esprit belliqueux des comités principaux, comme si la vigueur révolutionnaire des délégués croissait à mesure que leur contact avec leurs électeurs devenait moins étroit.

Les conseils principaux, c'est certain, n'ont été, dans la très grande généralité des cas, que des instruments de combat. Dirigés en fait par leurs secrétaires permanents qui étaient choisis eux-mêmes parmi les militants les plus résolus, ils ont, dans la plupart des établissements, mené une campagne d'opposition systématique et maladroite qui conduisait à un inévitable conflit. Il serait aisé d'illustrer cette affirmation par des exemples plus nombreux. Citons, en nous bornant.

Dans son établissement de Differdange, la société Hadir[1] avait créé une école d'apprentissage où travaillaient 32 élèves et pour laquelle elle dépensait environ 100 000 francs par an. Le travail y commençait à six heures et finissait à quatorze heures. En décembre, l'ingénieur chargé de la diriger jugea que cet horaire imposait aux élèves une fatigue trop matinale et il décida de le changer. 28 familles sur 32 approuvèrent la modification. La direction omit par mégarde de consulter le conseil d'usine. Ce faisant, elle violait incontestablement les articles 19 et 20 de l'arrêté du 8 octobre. Le nouveau règlement d'apprentissage était à peine affiché que le secrétaire du conseil vint sommer la Direction de le retirer et menaça d'arracher lui-même l'affiche s'il

1. Hauts Fourneaux et Aciéries de Differdange, Saint-Ingbert, Rumelange.

n'était pas fait droit à sa réclamation. La direction était dans son tort et dut s'incliner. Elle soumit le nouvel horaire au conseil qui le condamna sans vouloir donner de raison.

Incident sans importance, mais significatif. Il est des cas où l'intervention du conseil d'usine a eu des conséquences plus graves. Dans le même établissement, en ce même mois de décembre, pour éviter une amende prévue par un contrat de livraison, le directeur demande aux ouvriers du moulin à scories de travailler une heure supplémentaire jusqu'à la fin du mois, promettant une majoration de salaire de 30 p. 100 pour la neuvième heure ; les ouvriers du moulin acceptent unanimement ; le conseil divisionnaire consulté donne son approbation. Mais le conseil principal consulté à son tour refuse la sienne, entreprend une campagne auprès des ouvriers du moulin et les amène à rejeter finalement les propositions de la direction.

Centres d'opposition, les conseils ont été aussi trop souvent des foyers d'indiscipline. Le 27 janvier 1921, à l'usine de Belval de la société des Terres Rouges, une démonstration groupait les ouvriers devant les bureaux de la direction. C'était le conseil principal qui l'avait organisée.

***

L'AGITATION RÉVOLUTIONNAIRE DE FÉVRIER-MARS 1921 ET LES CONSEILS D'USINE

Il serait exagéré d'attribuer à la seule création des conseils l'explosion du mouvement de caractère révolutionnaire qui s'est développé dans le Grand-Duché, durant les premiers mois de 1921. Sa naissance a d'autres raisons.

La cause agissante fut la formation, dans le sein du parti socialiste luxembourgeois, d'un groupe communiste petit, mais ardent. Ce noyau, dont l'organe était le *Kampf*, agit comme un ferment sur la masse préparée par les succès antérieurs.

L'occasion fut fournie par la crise économique, conséquence de la crise générale, qui atteignit vers cette date l'industrie luxembourgeoise. Les réductions de salaires dans une partie

de la petite industrie, la crainte d'une réduction dans la grande industrie, les licenciements d'ouvriers nécessités par le rétrécissement des affaires créaient une atmosphère favorable à la formation d'un orage.

Que l'existence des conseils, toutefois, ait favorisé son éclosion et son extension, ce n'est pas douteux. Notre intention est précisément de mettre en lumière le rôle qu'ils ont joué et qui a été assez actif pour légitimer aux yeux du gouvernement leur disparition.

Pour nous, qui pouvons aujourd'hui embrasser les événements dans leur ensemble, il est évident que le modèle que se proposèrent les révolutionnaires du Grand-Duché fut l'occupation des usines par les ouvriers métallurgistes italiens, dont le souvenir récent vivait dans leur esprit, et le succès trop facile encourageait leurs espoirs. Dans l'ordre de bataille prévu, les conseils d'usine avaient leur place toute trouvée. Étroitement soumis eux-mêmes aux syndicats, ils devaient être les organes de transmission et d'exécution, l'état-major d'officiers subalternes et de sous-officiers, prêt à encadrer les troupes révolutionnaires, à les conduire dans l'offensive, à assurer leur cohésion dans la résistance.

L'assaut décisif fut préparé, répété en quelque sorte, au cours d'une petite opération préliminaire : l'affaire de la Maison Berl et Cie.

Le 27 janvier, la direction de la Maison Berl convoquait le conseil d'usine, et lui déclarait que les circonstances rendaient indispensable une réduction des salaires aux pièces de 20 p. 100 et des salaires quotidiens de 10 p. 100. Le syndicat, consulté aussitôt, prend en mains la conduite des négociations : elles échouent. Les ouvriers, consultés à leur tour, se prononcent contre toute diminution des salaires. La direction décide alors la fermeture de l'usine. Le samedi 12 février, les ouvriers reçoivent, avec leur paye, leurs livrets de travail. Le lundi 14, les 34 ouvriers congédiés occupent l'usine et déclarent vouloir continuer le travail. Ils s'y maintiennent deux jours et ne sont expulsés par les gendarmes que le 16 au matin.

Cette première crise minuscule est révélatrice. On y aperçoit, avec toute la netteté souhaitable, les rôles respectifs que vont jouer, dans des circonstances plus graves, conseils et

syndicat. Suivant les termes de la loi, le conseil est l'intermédiaire conciliateur entre la direction et son personnel ; à qui s'adresse-t-il lorsque son intervention est sollicitée? Au syndicat d'abord et aux ouvriers seulement lorsque le syndicat a décidé. Du 27 janvier au 16 février, les délégués du syndicat ont assisté à toutes les négociations entre la direction et le conseil; pour mieux dire, ils les ont dirigées. On ignore, il est vrai, qui a donné l'ordre d'occupation, du conseil ou du syndicat. Ce qu'on sait, par contre, c'est que pendant les journées d'occupation, le conseil, opérant en liaison étroite avec les chefs du syndicat, a été l'âme de la résistance.

L'affaire Berl n'était qu'un combat d'avant-garde. Nous allons voir la méthode employée dans une opération de grande envergure. Le mouvement fut déclanché, comme il était à prévoir, par un conflit entre un conseil et une direction, le conseil et la direction de l'usine de Differdange de la société Hadir. Toute l'affaire se développe logiquement comme une pièce bien réglée.

Prologue. — Les rapports entre le conseil et la direction de Differdange ne sont rien moins que cordiaux. Le 3 février, la direction a fait afficher un règlement intérieur relatif au fonctionnement du conseil d'usine. Le 4, le conseil a riposté par une seconde affiche déclarant le règlement illégal et manifestant sa volonté de n'en pas tenir compte. L'intervention de l'inspecteur du travail, M. Eydt, est sollicitée par le conseil. M. Eydt est fort embarrassé ; il serait bien désireux de mettre tout le monde d'accord ; il demande à la direction de retirer son affiche. Refus. L'affaire traîne. Les relations entre la direction et le conseil sont plus tendues que jamais.

Acte premier. — Le 12 février, la direction de Hadir fait savoir au conseil d'usine que les circonstances économiques l'obligent à resteindre son activité, à licencier 231 ouvriers de l'usine de Differdange (sur 3197), à la date du 1er mars et à établir, en outre, deux jours de chômage par semaine. Le 15, les ouvriers congédiés sont avertis individuellement. Le conseil cependant prie M. Pescatore d'intervenir ; la direction de Hadir refuse de revenir sur une décision qu'impose le resserrement des affaires.

Le conseil change alors son fusil d'épaule : le 22, il avertit la direction qu'il considère les congédiements comme illégaux, parce que la liste nominative des ouvriers congédiés ne lui a pas été communiquée. L'inspection du travail consultée déclare par lettre, le 24, puis par télégramme, le 28, que la mesure est parfaitement légale.

ACTE II. — Repoussé sur toute la ligne, le conseil fait appel au syndicat des ouvriers de l'industrie minière et métallurgique. Le sens de cet appel n'est pas douteux. Depuis plusieurs jours, les organes syndicalistes jettent feu et flamme. Le 26, la *Soziale Republik* lance un manifeste aux ouvriers et les avertit que les chefs des syndicats peuvent, d'un moment à l'autre, leur demander d'intervenir contre les licenciements, pour la semaine de quarante-huit heures intégrale, contre les réductions de salaires, pour le *contrôle de la production par les ouvriers*. Le 24, dans une réunion publique tenue à Differdange, plusieurs orateurs ont invité les ouvriers à occuper les usines le 1er mars et, si c'était nécessaire, d'avoir recours à la force des armes ; des résolutions ont été votées invitant le conseil d'usine à procurer du travail aux ouvriers congédiés et à faire occuper, le cas échéant, les bureaux de la direction.

Le 28, le syndicat lance l'ordre révolutionnaire. Des affiches, apposées dans toute l'usine de Differdange, ordonnent à tous les ouvriers, ceux qui ont été congédiés comme ceux qui doivent chômer, de venir, le lendemain, à leur poste de travail.

ACTE III. — Le conseil d'usine exécute les ordres du syndicat. Le 1er mars, le personnel congédié et celui qui devait chômer ce jour-là se présentent à l'usine. Invités à partir par les chefs de service, puis par les gendarmes, les ouvriers déclarent rester sur l'ordre du secrétaire du conseil.

Le conseil cependant siège en permanence. Il s'occupe à donner du travail aux ouvriers congédiés. Le soir, il annonce à la direction sa démission. Ce n'est qu'une fausse sortie. Il se transforme immédiatement en conseil d'ouvriers, en Arbeiterrat, et élit président le député Krieps, complètement étranger au personnel de l'usine. Le 2 au matin, il notifie aux chefs de service qu'ils sont relevés de leurs fonctions, qu'ils sont remplacés par les délégués ouvriers et que dorénavant les

ouvriers ont pris en mains la direction de l'usine. L'après-midi cependant le conseil est expulsé par la force armée. Aussitôt la sirène retentit et tous les ouvriers quittent l'usine sans avoir pris les précautions indispensables à la sécurité de l'exploitation, si bien que le soir vers dix heures une conduite à vent explose, causant pour quelques millions de francs de dégâts.

ACTE IV. — Le mouvement révolutionnaire a échoué à Differdange, mais sur l'ordre du syndicat, il se propage dans tout le bassin minier et partout les conseils d'usine se font les exécuteurs du mot d'ordre syndical.

A l'usine de Belval (Terres Rouges) les membres du conseil viennent, le 2 dans l'après-midi, trouver le directeur. Ils sont conduits par M. Kieffer, président du syndicat, et viennent annoncer, pour le lendemain, le commencement de la « résistance passive », par solidarité pour les ouvriers de Differdange. La « résistance passive » commence de fait le lendemain; elle consiste à occuper l'usine sans travailler. Aux hauts fourneaux cependant le travail continue ; il est exécuté sur les ordres du conseil d'usine. La direction veut faire boucher les hauts fourneaux ; le conseil s'y oppose et déclare qu'il ne fait lui-même qu'exécuter les ordres du syndicat. Aux ordres des chefs de service les ouvriers répondent qu'ils n'obéissent qu'à leurs délégués. Le conseil d'usine est, en fait, maître de l'usine. Plus timide que celui de Differdange, il voudrait bien que son autorité eût au moins une apparence de légalité : il demande l'autorisation de porter des brassards à la direction qui, naturellement, refuse. L'usine est évacuée le 5 mars.

Dans les établissements de l'Arbed, les événements suivent une marche exactement parallèle. A l'usine d'Esch, c'est le secrétaire du syndicat Biever qui accompagne, le 2, chez le directeur, les membres du conseil qui viennent lui annoncer la « résistance passive ». Le lendemain, comme à Belval, c'est la grève des bras croisés, sauf aux hauts fourneaux qui continuent à marcher conformément aux ordres du conseil et du syndicat. A Dommeldange et à Dudelange, le mouvement garde la même allure avec seulement plus de timidité dans l'attitude du conseil. Aux minières d'Esch, au contraire, le 5 au matin, le conseil proclame les mines propriété ouvrière, déclare en prendre la direction et invite les chefs

d'exploitation à se solidariser avec les ouvriers et à continuer leurs fonctions sous les ordres du conseil.

Mais partout, timide ou violente, l'attitude du conseil d'usine apparaît la même : il reçoit les ordres du syndicat, les transmet, les exécute dans la mesure du possible ou de son courage, se substitue à la direction. Son ardeur ne tombe, en général, qu'avec l'intervention des troupes ou des gendarmes français qui, du 4 au 7, font, peu à peu, évacuer toutes les usines.

ACTE V. — Le gouvernement supprime les conseils d'usine.

***

LA MORT DES CONSEILS D'USINE

L'expérience que M. Pescatore avait voulue était en effet terminée. Le 11 mars paraissait l'arrêté suivant qui mérite d'être cité pour ses considérants :

« Considérant que l'institution de conseils d'usine dans les établissements industriels a été décrétée, à titre d'essai, dans le but de cultiver l'entente entre les patrons et les ouvriers, comme le prévoit d'ailleurs expressément l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté,

» Que ce but n'a pas été réalisé, ainsi que le prouvent les événements des derniers jours et, plus spécialement, le rôle assumé par la plupart des conseils d'usine dans le récent mouvement ouvrier,

» Que partant, l'institution a perdu son caractère d'utilité et d'opportunité.....

» Les conseils d'usine institués en vertu de l'arrêté grand-ducal du 8 octobre 1920 sont supprimés. »

Depuis lors, théoriquement, l'institution subsiste. Pratiquement elle a cessé de fonctionner.

L'illusion commune à trop de législateurs consiste à penser qu'il suffit d'établir un texte nouveau pour inaugurer des mœurs nouvelles. L'harmonie sociale ne se décrète pas. Les institutions qui prétendront la fonder ne vaudront jamais que ce que vaudra la volonté des hommes chargés de les mettre en œuvre.

Celle des conseils d'usine, nous dit-on, conçue sous une forme modérée, comme en Luxembourg, n'a d'autre but que de donner aux salariés quelques garanties nouvelles en matière de discipline, de permettre aux ouvriers de faire entendre leur voix, par delà leurs chefs immédiats, quand il s'agit d'exposer leurs doléances légitimes, de les inviter à s'intéresser de plus près aux questions qui les touchent le plus directement, et, par exemple, au fonctionnement des œuvres de prévoyance et d'assistance. Une collaboration ainsi entendue ne peut être qu'une source de paix et de bonne entente.

A une condition toutefois, c'est que le conseil ait la volonté de maintenir la discipline, qu'il soit animé d'un désir sincère de collaborer. Or, c'est un fait regrettable peut-être, mais certain, que la grande majorité de ceux qui réclament précisément pour eux la création de conseils d'usine sont en même temps les défenseurs de l'idée de lutte de classes et lancent quotidiennement l'anathème à toute idée de collaboration. Ce conseil ne serait-il donc dans leur esprit qu'une nouvelle machine de guerre? S'il n'y avait mainte autre bonne raison de le croire, l'expérience luxembourgeoise permettrait de le penser.

Il y a plus, une institution semblable porte en elle-même, croyons-nous, un vice radical. La gestion économique comme toute gestion, administrative ou politique, suppose une unité de vue, une unité d'action, l'unité dans l'autorité. Même pour réaliser un même dessein, on ne peut être deux à commander. Or, l'existence du conseil d'usine, si ce conseil est une réalité vivante, finit par conduire à une dualité de pouvoirs de source différente et, tôt ou tard, nécessairement rivaux. Pour employer l'expression un peu ambitieuse, mais juste, d'un industriel luxembourgeois, le conseil d'usine arrive à constituer un État dans l'État, et cette situation de fait n'a jamais eu dans l'histoire qu'un dénouement : la guerre civile. L'exemple du Luxembourg vient encore de nous le montrer.

ÉMILE MIREAUX

LETTRES DE BERLIOZ

SUR « LES TROYENS »[1]

A SA SŒUR ADÈLE

Lundi, 26 avril 1858.

Chère sœur,

Tu crois peut-être, parce que j'ai fini ma partition, que j'ai beaucoup plus de temps qu'auparavant pour t'écrire ; mais si tu le crois tu es dans une grande erreur. D'abord je me suis trouvé si désorienté, en entrant un matin dans mon cabinet, de n'avoir plus rien à faire, de trouver achevée ma toile de Pénélope, que tout aussitôt j'ai entrepris le travail auquel je m'étais d'avance condamné. J'ai commencé *la réduction pour le piano* de mon orchestre ; et cette tâche difficile et ennuyeuse me tiendra bien encore cinq mois au moins. J'en vois déjà l'importance ; en creusant, en fouillant ainsi ma partition pour la traduire en partition de piano, je découvre à tout instant de petits défauts de détails, que la lecture la plus attentive ne m'eût pas laissé apercevoir! Et je les corrige. En outre, personne autre que moi n'oserait prendre avec mon instrumentation les libertés que je prends pour la rendre traduisible (ou traductible) en piano. Pauvre sœur, qui me parlais d'assister à la deuxième représentation! Nous en

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 août 1921.

sommes loin. Apprends qu'il y a huit jours il a été décidé chez le ministre, et par ordre de l'Empereur, que le seul grand opéra devant être représenté l'année prochaine était un ouvrage en cinq actes du Prince Poniatowsky[1]. Le théâtre de l'Opéra est un jouet pour l'Empereur, et il s'en sert pour faire des politesses à ses amis, le Prince en question et le duc de Gotha. En outre on y jouera je ne sais combien de petites drogues en trois actes du tiers et du quart.

Le comte de Morny, président du corps Législatif, m'a offert de se charger de mettre l'Empereur dans mes intérêts, après m'avoir fait consentir à faire entendre dans un concert privé aux Tuileries une douzaine de morceaux des *Troyens*, exécutés par l'élite de la troupe de l'Opéra *sous ma direction*. « Laissez-moi faire, m'a-t-il dit, je choisirai le moment favorable pour proposer cela à l'Empereur, c'est le seul moyen d'arriver. » Je le laisse faire, mais il n'arrivera pas. Ce concert coûterait dix mille francs... D'ailleurs l'Empereur est dans une fureur contre l'Angleterre, qui le rend malade ; et il a certes bien autre chose en tête que des questions d'art. J'espère pourtant que nous n'aurons pas la guerre. Je suis malade, nerveux, agité. De plus, je dirige dimanche prochain au Conservatoire un immense concert donné par Litolff et dans lequel on exécutera deux de mes morceaux : *La Captive*, avec orchestre, et *la Fête chez Capulet*, de *Roméo et Juliette*. Cela va me tourmenter pendant huit jours et augmenter mon malaise.

J'ai vu l'homme d'affaires de la maison Erard. Un grand piano à queue en palissandre, excellent mais sans ornements, est marqué 4 000 francs sur les prix courants. On fera une remise de 800 francs. Si j'en demandais une plus forte comme j'ai fait pour toi, pour Robert et pour Charles Bert, on me la ferait sans doute, mais ne me demande pas cela, à moins que tu tiennes autant à obliger les personnes qui veulent ce piano que je tiens moi-même à t'être agréable.

Adieu, je t'embrasse ; ton dévoué

H. BERLIOZ

1. En effet, *Pierre de Médicis*, de ce compositeur princier, fut le seul opéra français nouveau qui ait été joué à l'Opéra entre le 4 mars 1859 et le 30 décembre 1861.

A LA MÊME

Paris, 7 mai 1858.

Chère sœur,

Je t'écris pour t'annoncer une nouvelle *peut-être* bonne. Je suis allé lundi dernier à la soirée des Tuileries.

L'Empereur m'a vu et m'a abordé pour me demander des nouvelles de ce qu'il a bien voulu appeler mes travaux. Je lui ai donné quelques explications sur le sujet et la trame dramatique de mes *Troyens*, en lui demandant la permission de lui en faire connaître le poème. « — Mais, cela m'intéressera beaucoup. — En ce cas, Sire, comment faire? — Comment? il faut écrire à M. le Duc de Bassano que je vous accorde une audience, il vous en indiquera le jour et l'heure ; vous m'apporterez cela et nous en parlerons. » Le Duc m'a dit ensuite que ce serait probablement pour la semaine prochaine. J'aurai bien des choses à dire à l'Empereur dans cette audience. Dieu veuille que je n'oublie pas les plus importantes. Mais lira-t-il réellement mes *Troyens*? J'ai bien de la peine à le croire. Et s'il les lit, que fera-t-il ensuite?

Enfin il faut toujours aller.

J'ai eu dimanche dernier au Conservatoire, dans le Concert de Litolff que je dirigeais, un succès foudroyant avec mon morceau de la Fête de *Roméo et Juliette* qu'il m'avait demandé. C'était un véritable tremblement de salle. Et quelle étonnante exécution ! J'aurais bien voulu, chère sœur, te voir là. De quel cœur nous nous serions embrassés après !

J'ai reçu une longue et charmante lettre de Louis. Il avait reçu toutes les nôtres. Il se porte bien, il est content de lui et de ses camarades. Il a du t'écrire ces jours-ci. Il craint d'être obligé d'aller à Canton et de ne revenir en France que par le Cap Horn, c'est-à-dire en faisant le tour du monde.

Adieu, chère sœur, mille amitiés à ton mari et à tes filles. Je suis bien éprouvé par une grippe qui ne veut pas me quitter. Dimanche, au moment de commencer le concert, je pouvais à peine me tenir sur mes jambes ; mais une fois que le miraculeux orchestre a eu pris la parole, la fièvre musicale m'a donné des forces et il me semblait que j'avais porté le mont Athos.

Je t'embrasse,

H. BERLIOZ

A RICHARD POHL[1]

Paris, vendredi 14 mai 1858.

Mon cher monsieur Pohl,

Me voilà trois fois content. Vous serez à Bade, nous nous verrons, nous causerons. J'y arriverai dans la première semaine d'août, M. Bénazet m'ayant engagé à venir faire moi-même une *douzaine* de répétitions préparatoires. Nous aurons quatre harpes. Enfin j'espère que cela marchera. Il nous manque seulement une cantatrice. Aucune de celles que j'espérais engager n'est libre.

Je n'ai pas la moindre idée d'aller en Amérique. Je suis trop mal portant pour une pareille entreprise. L'autre jour, au concert de Litolff que je dirigeais au Conservatoire, j'avais peine, en commençant, à me tenir debout. Mais après quelques mesures lancées par ce prodigieux orchestre, il m'a semblé que je porterais le mont Athos. Oui, c'est très vrai, Litolff a eu ici un énorme succès ; je trouve son quatrième concerto symphonique admirable et tous nos artistes sont de mon avis. Le premier morceau de cette œuvre est d'une ardeur passionnée irrésistible. L'éditeur Richaut lui a acheté tout ce qu'il a fait. Litolff a eu des amis maladroits qui lui ont jeté des couronnes, des fleurs, etc., de façon à lui faire plus de tort que de bien.

A ce concert du Conservatoire, mes deux morceaux, *la Captive* et *la Fête* de *Roméo*, ont produit un très grand effet. L'exécution en a été exquise et grandiose.. Voilà ma réponse à toutes vos questions. Maintenant, je vous avertis que Ritter-Biedermann publie en ce moment à Leipzig la partition complète de piano et chant de *Roméo et Juliette* et qu'il a une autorisation spéciale de Brandus pour cela. Tâchez de n'avoir pas de difficultés avec lui pour la publication de vos arrangements à huit mains.

Si vous m'en croyez, vous n'y adjoindrez pas de notices explicatives. Les amateurs qui ne comprennent pas cela *sans*

1. Écrivain allemand, traducteur de Berlioz, mari de madame Louise Pohl, elle-même harpiste de talent.

explications ne le comprendraient pas davantage *avec explications.*

J'attends de jour en jour une lettre d'audience de l'Empereur qui m'a engagé dernièrement aux Tuileries à venir lui porter mon poëme des *Troyens.* Cette lettre n'arrive pas. Sera-ce encore une déception?... je suis parfaitement prêt à la subir.

Mille amitiés à Liszt ; les journaux disent qu'il va retourner à Vienne.

Veuillez me rappeler au souvenir de madame Pohl et lui présenter mes hommages les plus empressés. Je lui demande la permission d'embrasser sa harpe. Vous savez que j'ai une passion pour ce bel instrument.

Tout à vous,

H. BERLIOZ

Nous allons voir maintenant entrer en scène une nouvelle correspondante de Berlioz, admirable et grande artiste, vraiment digne de se tenir auprès de lui à des hauteurs fort au-dessus du niveau moyen où les nécessités du moment l'obligeaient à végéter : madame Pauline Viardot.

Le directeur du Théâtre-Lyrique, Carvalho, dont les efforts avaient déjà contribué à élever quelque peu le niveau d'art auquel stagnaient les autres entreprises théâtrales et musicales de Paris, avait résolu de remettre à la scène *Orphée*, le chef-d'œuvre de Gluck abandonné par l'Opéra depuis trente ans et plus. Madame Viardot devait reprendre, recréer, si l'on peut dire, le rôle principal ; Berlioz, seul en possession des grandes traditions gluckistes, était chargé de remettre en état la partition pour lui permettre d'être interprétée par la voix de contralto, conformément à la version primitive italienne écrite pour le sopraniste Guadagni, sans renoncer aux enrichissements postérieurement apportés par Gluck dans la version française, où le rôle principal est transposé pour la voix de ténor. Ce fut une diversion heureuse aux préoccupations obsédantes de l'auteur des *Troyens.* Celui-ci, tourmenté par les possibilités de l'interprétation de ses grands rôles de Didon et de Cassandre, ne désespéra pas, tout en ne songeant en premier lieu qu'à *Orphée*, d'y voir coopérer quelque jour l'artiste qui allait travailler auprès de lui à la résurrection de Gluck. Les lettres qu'il lui écrivit dès lors comptent assurément parmi les plus importantes et les plus belles de toute sa correspondance.

A MADAME PAULINE VIARDOT

Paris, 23 juillet [1859].

Ma chère madame Viardot,

Vous êtes la grâce et la bonté personnifiées ; je vous l'ai dit souvent, je ne me lasserai pas de le répéter. Mais je ne puis, je vous assure, accepter votre amicale invitation[1] ; et j'en suis bien aise pour vous. Ne suis-je pas de ces êtres comparables à la goutte d'acide qui fait aigrir le lait?... Pourquoi apporter mon chagrin fatigué, ou ma lassitude chagrine, dans votre calme solitude? De plus, j'ai chaque jour régulièrement, à partir de l'instant de mon réveil, six ou sept heures de tortures physiques bien conditionnées. Ma névralgie augmente, je ne vis presque plus, ou plutôt je ne vis que trop. En outre, et ceci est au contraire un rare bonheur, mon fils vient d'arriver des Indes, il sera ici dimanche prochain ; il y a près de deux ans que je ne l'ai vu, nous nous aimons comme des frères, pourrais-je le laisser à Paris?

Comme vous êtes bien l'artiste enthousiaste, qui croit son enthousiasme partagé !... Ah ! nous serons toujours de grands niais ; pardonnez-moi de le dire... Carvalho n'est pas venu me voir, je ne suis donc pas à l'œuvre ; il est à Londres où sa femme a dû débuter hier dans *Dinorah*[2]. Il a failli *faillir*, il y a un mois. Et sauf un ami qui lui est venu en aide pour payer ses artistes, l'affaire était faite (entre nous). Prenez garde!

Je ne sais rien au sujet du festival de Bade.

M. Bénazet lui-même ne sait s'il pourra le réorganiser. Mais dans tous les cas, j'ai encore le malheur de ne pouvoir compter sur vous. Dans le doute où vos projets anglais me laissaient, j'avais dû m'assurer de madame Charton-Demeur. Elle est maintenant ici, jusqu'au 30 août, époque où elle partira pour Saint-Pétesbourg; et si le concert a lieu avant cette date, je devrai tout naturellement la faire chanter à Bade[3].

1. Madame Viardot passait l'été, avec sa famille, au château de Courtavenel, dans la Brie. C'est là que Gounod, invité par elle, avait composé la plus grande partie de sa musique de *Sapho*. Voir les lettres de Tourguéneff.

2. Titre de la traduction italienne du *Pardon de Ploërmel*, de Meyerbeer.

3. Le festival de Bade en 1859, de l'organisation duquel parlent les précédentes lettres, faillit être empêché par la guerre ; il eut lieu cependant, et avec le concours de madame Viardot, comme on le verra par la suite.

Oui, il faut chanter l'air à gargarismes[1]; vous y produirez de l'effet par l'agilité de votre vocalisation. Vous en avez la preuve dans le succès de votre grosse bête d'air d'*Agripinne* (ou *Aggripine*) de Graun. D'ailleurs c'est un devoir de ne modifier la partition que le moins possible, si tant est qu'il soit impossible de l'exécuter intégralement, ce que je ne crois pas.

Mille amitiés à M. Viardot. Avec votre permission, je salue aussi très admirativement mademoiselle Louise, votre *gracious silence.*

Quant à vous, je ne vous dis rien ; vous êtes une sainte, dans la poétique acception du mot. Les saints aiment qu'on leur récite des litanies ; les vôtres sont trop longues.

Adieu, adieu, *remenber me* !

Paroles de *Ghost*[2] d'un être qui n'est que trop *body*[3] :

H. BERLIOZ

A LA MÊME

Paris, mardi 13 septembre 1859.

Chère madame Viardot,

J'avance dans mon travail de mosaïste[4], j'aurai fini le 1er acte samedi prochain et préparé une partie du second pour mon copiste. En conséquence j'irai dimanche vous porter ce qui sera terminé et vous demander l'hospitalité pour quelques heures. Je partirai par le convoi de midi (dimanche). Cela se peut-il? Ne vous dérangerai-je point? Un autre jour vous conviendrait-il mieux?

. . . . . .

Ma sœur et ma nièce sont parties ce matin et ma femme les a accompagnées à Fontainebleau où elles resteront deux jours. Je suis seul sous mon toit, comme le moineau de l'Évangile l'était sur le sien. Il faut que je travaille beaucoup pour échapper aux griffes de l'ennui le plus profond et le plus féroce que

1. L'air de bravoure introduit par Gluck, d'après une de ses anciennes partitions italiennes, à la fin du 1er acte de l'*Orphée* français, et que l'on a cru quelque temps n'être pas de lui.
2. Ame.
3. Corps.
4. La transcription d'*Orphée*.

j'aie ressenti de ma vie. Ne vous effrayez pas, je vous promets de laisser mon visage ennuyé à Paris et d'être chez vous d'une gaîté... raisonnable.

Mille compliments affectueux.

Votre dévoué, très dévoué, plus que dévoué.

H. BERLIOZ

Pendant que Berlioz écrivait ainsi, annonçant en dernier lieu sa visite à madame Viardot à la campagne, celle-ci, en une contrepartie qu'il est, certes, intéressant de signaler, écrivait à un ami étranger en lui faisant part d'impressions qui, étant siennes, complètent celles que l'auteur des *Troyens* a communiquées dans ses lettres. Accoutumée à recevoir des hommages de toutes parts, elle ne s'étonne pas trop d'être, pour l'âme de sensitive du poète-musicien, l'objet d'une admiration passionnée et tendre. Voici en quels termes, écrivant tour à tour en allemand et en français, elle fait ses confidences à Julius Ritz, directeur de musique dans plusieurs grandes villes d'Allemagne (où il fut successeur de Mendelssohn et de Schumann), alors fixé momentanément à Londres.

Le 2 septembre, revenue à Courtavenel après le concert de Bade, elle donnait des nouvelles du succès qu'elle avait partagé avec Berlioz, et faisait l'éloge de celui-ci : « Berlioz est, à mon avis, le meilleur chef d'orchestre symphonique que je connaisse. Sa musique a eu un succès prodigieux (*ungeheuren*). Il y a dans *Roméo et Juliette* des effets admirables ; dans *les Troyens*, il a su renouveler les beautés du style de Gluck. » Puis, s'épanchant en toute intimité, elle écrit :

« Berlioz wird mir die Oper zeigen. Armer Mann ! ich bin ganz betrübt wegen ihn. Er ist so sehr krank, so verbittert, so unglücklich ! Ich bin ihm von Herzen gut — er liebt mich sehr, ich weiss es... nur zu sehr liebt er mich ! Aber das wäre eine ganze Geschichte zu erzæhlen — und die ist noch zu neu — ich bin noch zu sehr erschüttert, um darüber schreiben zu können. Vielleicht habe ich schon zu viel gesagt[1]... »

Le lendemain, elle continue (en français) :

« J'ai été interrompue hier au milieu d'une phrase. En la relisant involontairement, je m'aperçois que je n'aurais pas dû l'écrire. Cela paraît si étrange de dire ces choses-là ! Vous allez vous moquer de votre amie — vous allez me trouver indiscrète de vous faire part,

1. « Berlioz me montrera l'opéra. Pauvre homme ! je suis toute troublée devant lui. Il est si malade, si amèrement triste, si malheureux ! Je compatis pour lui du fond du cœur. Il m'aime beaucoup, je le sais... il ne m'aime que trop ! Mais ce serait toute une histoire à raconter — et c'est encore trop nouveau — je suis encore trop émue pour rien pouvoir écrire là-dessus. Peut-être en ai-je déjà trop dit. »

même à vous, d'un secret qui n'est pas le mien — mais j'espère que cette espèce d'accès de *fièvre chaude* de mon pauvre ami B. passera sans malheurs ni scènes violentes. Il est dans un état si maladif que toute émotion le tue. Il sent lui-même qu'il a fort peu de temps à vivre et l'idée de la mort lui fait horreur et le révolte — hélas ! à quoi sert la révolte ! »

Après le séjour de Berlioz auprès d'elle, elle écrit de nouveau :

Courtavenel, jeudi 22 septembre [1859].

Je suis dans un accès de tristesse depuis quelques jours... Vous comprendrez tout, en apprenant que Berlioz est venu passer deux jours auprès de nous. Ce que j'ai eu à souffrir est indicible. La vue de cet homme si souffrant au moral et au physique, si malheureux dans son intérieur, si attendri du bon accueil que nous lui avons fait, en proie à d'horribles tortures de cœur, la violence des efforts qu'il fait pour les cacher — cette âme ardente qui brise le fourreau, cette vie qui ne tient plus qu'à un cheveu pour ainsi dire, la grande tendresse qui débordait dans ses regards, dans ses moindres paroles, tout cela, dis-je, m'a brisée. Nous avons fait une grande promenade ensemble, pendant laquelle il s'est un peu soulagé et calmé. « Toute ma vie, m'a-t-il dit, n'a été qu'une longue et ardente aspiration vers un idéal que je m'étais créé. Mon cœur avide d'aimer s'est fixé dès qu'il a trouvé séparément une de ces qualités, une des grâces de cet idéal — hélas, le désillusionnement est venu bientôt me prouver que je m'étais trompé. Ma vie s'est passée ainsi et, au moment où je la sens près de s'éteindre, cet idéal, auquel il m'avait fallu renoncer comme à la création fantastique d'une folle imagination, apparaît tout à coup à mon cœur mourant ! Comment voulez-vous que je ne l'adore pas ! laissez-moi passer les derniers jours qui me restent à vous bénir, à vous remercier d'être venue me prouver que je n'étais pas fou. » Puis il m'a suppliée instamment, en pleurant à chaudes larmes, de lui accorder une grâce. C'est de ne pas refuser d'aller le voir en cas de maladie grave, s'il me faisait appeler, et d'entrer dans sa chambre malgré tous les obstacles. Je l'ai promis et je le ferai.

Il a apporté avec lui les deux premiers actes de son opéra *les Troyens* dont j'ai chanté deux superbes scènes à Baden. Hé bien, mon ami, je vous assure que je suis enthousiasmée de la plupart des morceaux, à l'exception de quelques passages d'une bizarrerie choquante et déplacée. Je lui en ai fait l'observation et tout cela va être changé. Il s'est fait une véritable transformation dans son talent — c'est mélodieux, vocal, clair, sobre d'accompagnement — et grandiose. Il y a vraiment des passages d'un élan incroyable. Je vous jure que je serai heureuse le jour où cet ouvrage sera représenté. Je vous dirai même qu'il en est vaguement question pour l'année prochaine. *Qui vivra verra...* Hélas, je crains que Berlioz n'assiste pas à l'exécution de son œuvre. Enfin vous devez comprendre que je me trouve

sous une impression fort pénible dans ce moment, car j'ai beaucoup d'amitié, et le mal (bien involontaire) que je lui fais me cause un grand chagrin. Le jour où il aura dompté la violence de cette exaltation (Dieu donne que ce soit bientôt), j'espère pouvoir apporter un peu de calme dans sa vie. Mais jusque-là... ! Enfin il faut croire que ma destinée est de soigner des cœurs malades — je n'en ai guère connu d'autre depuis que je me connais. Aussi m'y sens-je plus particulièrement attachée et portée. C'est un peu un métier de sœur de charité, mais je l'aime.

Maintenant, c'est lui qui va reprendre la parole pour rendre compte à son tour de ces journées d'émotion.

A SON FILS LOUIS

Vendredi soir, 23 septembre 1859.

Oui, cher ami, j'aurais dû t'écrire tous ces jours-ci, mais pardonne-moi, j'ai tant souffert... Je suis allé passer deux jours à Courtavenel, chez madame Viardot, où je me suis trouvé horriblement malade; on ne voulait pas me laisser repartir. Mais l'ennui de voir toute cette charmante famille s'occuper de moi, de chagriner de tels amis a été le plus fort... Ce soir je suis un peu mieux. J'ai fini de mettre en ordre le premier acte d'*Orphée*; Carvalho viendra le chercher demain matin. Il est enthousiasmé de mon poème des *Troyens*. Il voudrait le monter à son théâtre ; mais comment faire? Il n'y a point de ténor pour Enée. Madame Viardot me propose de jouer à elle seule les deux rôles successivement ; la Cassandre des deux premiers actes deviendrait ainsi la Didon des trois derniers. Le public, je le crois, supporterait cette excentricité, qui n'est pas d'ailleurs sans précédent. Et mes deux rôles seraient joués d'une façon héroïque par cette grande artiste.

... Madame Viardot, qui est aussi une grande pianiste, a étudié mes deux premiers actes pendant que j'étais chez elle. « Quel bonheur, me disait-elle, que cela soit si beau ! Oh ! si je pouvais tout de suite jouer Cassandre au lieu d'Orphée!... »

A MADAME VIARDOT

Samedi matin, 25 septembre.

Je suis tout à fait chagrin et honteux, ma chère madame Viardot, de m'être laissé prévenir par votre charmant billet de ce matin. J'aurais dû vous donner de mes nouvelles ; mais j'étais si torturé que j'attendais, espérant pouvoir vous en donner de bonnes plus tard. Il faut me résigner...

Au lieu de parler de ma santé, parlons de vous, de votre adorable famille, de tous ces cœurs d'or dont je viens d'apprécier l'incomparable bonté. Je n'oublierai jamais les quelques heures que je viens de passer à Courtavenel. Je suis un être bien ennuyeux pour mes amis, ainsi que je le disais à M. Viardot quand il est venu me tenir compagnie dans ma chambre, mais ils me pardonneront peut-être parce que je les aime profondément.

En vous quittant, je suis allé à Saint-Germain, j'en suis revenu seul ; j'ai travaillé à mon retour chez moi à diverses petites corrections que je ruminais dans le second acte des *Troyens*. Si vous le permettez, nous reverrons cela ensemble. Carvalho s'est monté la tête pour *les Troyens* dont il a lu le livret. Plus que jamais il voudrait les mettre en scène sur son nouveau théâtre; en outre ce brave Alexandre lui a offert, s'il aborde franchement cette difficile entreprise, d'y contribuer pour *cinquante mille* francs. Je vois clairement qu'il (Carvalho) a l'idée de faire jouer Didon par sa femme... Il est non moins clair que cela est absurde. Mais quoi, la directrice consentirait-elle jamais à ce que le nouveau théâtre fût ouvert sans elle et inauguré par un immense ouvrage où elle ne figurerait pas?... Quelques personnes à qui je soumettais notre idée du double rôle pour vous, me disait avant-hier que cette hardiesse serait facilement admise par le public. Je le crois bien ; la vraisemblance en fût-elle un peu choquée, on aimera toujours mieux une exécution héroïque par une grande artiste complète, entraînante, inspirée, que...

Qu'il me tarde de pouvoir causer de tout cela avec vous ! Carvalho va venir tout à l'heure chercher le premier acte d'*Orphée*. La question des ballets sera débattue. J'ai relu

attentivement hier tout ce premier acte, et en somme, à l'exception des menuets de l'Amour, cela est bien beau. Ces chœurs de l'introduction et l'air pantomime ont une couleur sombre admirable. Ce que je vous dis des intentions de Carvalho est *tout à fait entre nous.*

Voilà déjà le *Roméo* de l'Opéra[1] à vau l'eau. Royer ne nage plus que d'une patte. On me fait l'honneur de m'attribuer cette déconfiture.

Je causerais avec vous jusqu'au jugement dernier. Quand je suis dans votre fraîche et poétique atmosphère, je me trouve comme le poisson dans l'eau ; partout ailleurs je reste poisson sur la paille.

Revenez donc vite ; il fait très beau à Paris et j'espère que là-bas il vente, il pleut, il grêle. Je voudrais qu'il y tombât des hallebardes !

A vous d'admiration, de reconnaissance, de dévouement, d'affection sincère.

HECTOR BERLIOZ

Je serre toutes les mains, même la vôtre.

Pourtant j'en veux à mademoiselle Louise *de tuer les pigeons.*

Voyant chaque jour madame Viardot au Théâtre-Lyrique, où avaient lieu à ce moment les répétitions d'*Orphée*, demeurant d'ailleurs dans son voisinage (elle, rue de Douai, lui, rue de Calais), Berlioz, toujours plein de l'idée des *Troyens*, voulut soumettre son œuvre à l'artiste dont il connaissait la hauteur d'esprit et lui demanda d'en faire un examen détaillé ! Il en résulta un échange d'observations amicales dont les lettres qui vont suivre nous apporteront l'écho. Madame Viardot ne se borna pas d'ailleurs à de simples indications de forme : elle aida le compositeur à achever son difficile travail de transcription. Déjà M. Saint-Saëns nous avait révélé le fait. Ayant dit la difficulté à laquelle Berlioz, qui n'était pas pianiste, se heurtait en essayant d'adapter au clavier les complexités de sa polyphonie orchestrale, il dit : « Arrivé à l'intermède symphonique de la Chasse, il lui fut impossible d'en venir à bout. Madame Viardot demanda à entreprendre cette tâche impossible. — J'ai vu, ajoute M. Saint-Saëns, de mes yeux vu madame Viardot, la plume à la main, l'œil en feu, le manuscrit des *Troyens* sur son piano, écrivant l'arrangement de la *Chasse royale.* »

1. *Roméo* de Bellini.

A MADAME VIARDOT

Mardi matin [octobre 1859].

Chère madame Viardot,

Voilà les cinq actes, voilà le libretto, voilà tout. Je vous porterai moi-même la grande partition du quatrième acte dont vous voulez bien réduire un morceau pour le piano et nous étudierons ensemble les dessins d'orchestre qu'il faut sacrifier.

Je vais toujours mal ; le docteur électriseur va me travailler tout à l'heure.

Mille bonjours, mille affectueuses salutations. Vous êtes une sainte, vous disais-je il y a deux mois. Vous êtes bien plus encore. Moi je ne suis qu'un malheureux malade à vous dévoué autant qu'on puisse l'être.

H. BERLIOZ

A LA MÊME

30 octobre.

Merci, chère critique, de me renvoyer mes deux partitions. Elles sont, en sortant de chez vous, comme ces drapeaux qui reviennent des guerres

Plus beaux quand ils sont mutilés.

J'espère que M. Viardot est tout à fait rétabli et que vous avez fait de votre fièvre ce que fit de la sienne la princesse Uranie.

Si vous ne l'avez pas fait, ne tardez pas à le faire.

Noyez-la de vos propres mains,
Noyez-la dans les bains.

Mais voyez donc comme je possède mes auteurs ce matin!

Je suis assez passablement souffrant... que voulez-vous, la patience est le seul remède, et il n'en est pas un... et le temps... oh ! le temps ! il me semble cruellement long.

A vous en tout et pour toujours.

H. BERLIOZ

A LA MÊME

Très chère critique,

J'approuve toutes vos observations, à l'exception d'une seule ; mille fois merci de votre patience et de votre aimable sagacité. Je suis à l'œuvre, je corrige, en ajoutant encore d'autres changements à ceux que vous m'indiquez. Ce travail me distrait d'une foule de pensées impitoyables qui m'ont exténué cette nuit et ce matin ; vous m'ordonnez de tout vous dire, je dois vous obéir. Sans ordre même je dis tout à mes amis, moi... si j'ai des oppressions de cœur je ne leur en fais pas mystère... Comment va la maudite toux? Pardonnez-moi mon barbouillage, je tremble encore cruellement. Cet acte était le plus mal écrit, il faut qu'il devienne présentable. Si vous pouviez aussi corriger mon caractère... mais n'est-ce pas naturel? Non, ne le corrigez pas. Je ne veux pas devenir indifférent aux peines de mes amis, aux vôtres surtout. Et j'ai le don de les deviner, malgré les injustes efforts faits pour me les cacher. Peut-être me trompé-je, peut-être est-ce moi qui suis le mauvais ami ; en ce cas je suis bien puni. Je sors pour un quart d'heure, puis je reviendrai me remettre à ma faction. J'ai besoin d'air. C'est votre faute si je vous ennuie,... maudit tremblement ! je ne fais que vous obéir.

A vous, à vous toujours.

Deux lignes,

HECTOR BERLIOZ

A LA MÊME

Voilà, chère critique, le 5e acte corrigé. Je vous demanderai bientôt le 1er, auquel j'ai des corrections à faire encore. Ne restez pas chez vous pour moi aujourd'hui ; je ne pourrai pas y aller ainsi que je l'espérais. J'ai mon docteur, le Tribunal du commerce et à 2 h. 1/2, en en sortant... un rendez-vous auquel je ne puis manquer, et de plus Davison qui vient d'arriver de Londres me prendra le reste de l'après-midi.

Mille amitiés dévouées.

H. BERLIOZ

Jeudi matin.

A SON BEAU FRÈRE SUAT

[Paris] vendredi matin 25 novembre 1859.

Mon cher Suat,

Les tonneaux sont arrivés en bon état ; je vous remercie des soins que vous avez pris pour cette affaire.

Enfin, enfin voilà Joséphine qui se rétablit, je vous félicite tous. Il était bien temps que cette pauvre enfant fut délivrée de ses souffrances. Nous ne sommes pas aussi heureux ici. Ma femme n'a presque pas un jour de repos et passe de fort tristes nuits. Quant à moi je suis toujours la victime de mes névralgies. Seulement les douleurs changent de place, l'irritation se porte maintenant à la tête et sur les yeux.

Vous avez dû voir par les journaux que j'ai été fort occupé ces derniers temps par la mise en scène d'*Orphée* (de Gluck) au Théâtre lyrique. Le succès du chef-d'œuvre a été triomphant. Chaque soir on s'écrase à la porte du théâtre, ce sont des transports, des larmes, des rappels pour madame Viardot... le théâtre est loué pour six représentations d'avance. La presse entière déborde d'enthousiasme. Vous comprenez le bien que me fait cette révolution (car c'en est une) et ce retour vers les sujets antiques.

Avez-vous lu *le Constitutionnel* de lundi dernier et mon feuilleton de mardi?

Carvalho (le directeur du Théâtre lyrique) est plus que jamais décidé à monter *les Troyens* pour l'ouverture de son nouveau théâtre. Mais les sujets manquent encore. Où trouver Enée, où trouver Cassandre, si madame Viardot joue Didon?

Enfin on arrivera peut-être. L'Opéra et son directeur Royer sont bien malades de ce coup-là. Royer avait déclaré *Orphée* impossible. « Il n'y a point de chant, disait-il, c'est absurde et ridicule. » Voyez-moi ce critique de Gluck ! quel âne outrecuidant! Et bien, j'ai vu à la troisième représentation des gens qui *étaient revenus pour la troisième fois* avec leur argent. Avant hier j'étais dans la loge de madame Spontini et derrière moi était un célèbre pianiste hollandais (M. Lubbeck) qui, entendant *Orphée* pour la première fois, pleurait avec éclats. Ah ! c'est bien beau, et madame Viardot est bien belle, et

jamais, quand vous et moi avons vu *Orphée* à l'Opéra, on ne s'avisa d'une aussi ingénieuse et poétique mise en scène. Mais aussi, pour dire la vérité, sans moi on n'en fût pas sorti et la plupart des journaux le reconnaissent.

Adieu mon cher Suat, je vous serre la main et j'embrasse tendrement tout votre cher monde, ma sœur et mes nièces.

H. BERLIOZ

Je viens de recevoir une lettre de Louis, il est content et se croit sûr d'être reçu capitaine sans difficultés.

A MADAME VIARDOT

Mercredi 26 [décembre 1859].

Merci mille fois pour votre amicale sollicitude. J'ai pris hier soir une boisson mêlée de laudanum qui m'a fait dormir et qui, je le crois, m'a évité la crise de ce matin. Je retourne chez mon électriseur à midi, sans croire beaucoup à sa puissance. Que vous êtes bonne de ne pas avoir déjà planté là mes chasseurs troyens et tyriens !... Puisque vous voulez bien me montrer une partie de votre travail, j'irai demain vers quatre heures le voir.

Que vous avez donc été admirable avant-hier ! et combien j'ai dû vous paraître froid dans mes expressions ! mais, vous le savez, je me contiens, pour ne pas aller trop loin et réprimer ma nature toujours portée à l'excès et aux violences. Dans certain moment je vous eusse broyé la main, et je me suis abstenu d'aller vous la serrer.

Bonjour donc, bonjour et mille amitiés dévouées.

H. BERLIOZ

A LA MÊME

Vendredi matin [février 1860].

Ma chère madame Viardot,

Voici vos partitions de Wagner ; je vous remercie. J'ai peur que les septièmes diminuées qu'elles contiennent ne s'échappent et ne rongent mes meubles. Prenez garde aux vôtres.

J'aurai bien besoin de vous parler, au sujet de bien des choses ; je suis cruellement tourmenté de ne le pouvoir pas. Aujourd'hui nous allons en corps (tous les musiciens de l'Institut) chez le ministre de l'Instruction publique ; j'y vais tout à l'heure. Si vous pouviez me donner de vos nouvelles, m'accorder au moins six lignes, franchement ce serait une bonne action. Quel insupportable tourment que l'esclavage!!! être esclave de tout!!... Je grince des dents de colère de ne pouvoir aller vous parler! C'est abominable! demain serez-vous visible à trois heures? dites-le moi. Un mot je vous prie. Voilà le tremblement qui me prend ! toujours des feuilletons, toujours des visites officielles, des ennuyeux officieux ; mais il n'y a donc pas un jour ! quelque repos pour les pauvres êtres qui en ont tant besoin?...

Comment allez-vous? S. m'a agacé hier soir avec son calembour : « Dis donc ma sœur ». Quelle manière de faire de la musique ! S'interrompre au milieu d'une phrase pour rire d'une bêtise? Voilà qui me passe, me confond, me crispe, m'exaspère. Voilà comment on répète dans les théâtres. Et voilà aussi comment on ne *répétera pas*, j'en réponds, quand on fera les études de notre opéra. Je ne suis plus capable de supporter ces enfantillages.

Mon Dieu écrivez-moi quelques lignes. J'ai tout le corps endolori par l'angoisse nerveuse où je suis. Pas moyen d'écrire une ligne du feuilleton Thomas[1], autre cauchemar. Ce soir je me forcerai, dussé-je rester au coin de mon feu jusqu'à une heure du matin... tout seul... tout seul à me débattre contre des fantômes d'idées, à faire des chapelets de mensonges et de niaiseries. Seulement six lignes de votre main pour me donner courage...

A vous, à vous, à vous, toujours, en tout et partout et pour tout. Quel tourment !...

HECTOR BERLIOZ

1. *Le Roman d'Elvire*, représenté le 3 février 1860.

A EMILE PERRIN

Paris, 10 janvier 1863 [1].

Mon cher monsieur Perrin,

Permettez-moi de me rappeler à votre souvenir en attirant votre attention sur un ouvrage dont vous avez peut-être conservé une vague idée, et auquel vous avez paru prendre quelque intérêt, à une époque où vous étiez libre de tous les soucis qui tourmentent un directeur de théâtre. Je n'augmenterai pas le nombre de solliciteurs qui doivent surtout aujourd'hui vous importuner. Laissez-moi seulement vous prier de ne pas détourner les yeux d'une œuvre qui par sa nature, convient évidemment à l'Opéra, donnerait un éclat inattendu à son répertoire et éblouirait la foule, seulement par la pompeuse variété d'une mise en scène, dans laquelle votre talent spécial pourrait se donner carrière.

Voulez-vous relire le poème des *Troyens*? Je ne puis malheureusement vous en faire connaître la musique, mais je me crois sûr que cette partition contient un bon nombre de morceaux destinés à devenir populaires, dans le bon sens du mot, huit jours après sa première exécution.

Il n'y a point là de sophismes musicaux : c'est hardi, il est vrai, mais grand et simple aussi et d'une clarté qui ne pourrait être contestée.

Pourquoi toujours douter? Pourquoi toujours méconnaître? Pourquoi n'avoir confiance qu'en des idoles d'argile ou de bois ou n'implorer que des dieux sourds, de vieux dieux inexorables?

Mettez-vous en mesure de pouvoir répondre aux calomnies qui se sont déjà attachées à l'ensemble de l'œuvre. On a dit qu'il y avait 22 rôles, il y en a 9. On a dit que cela durait huit heures (ce que nul ne peut savoir, puisque c'est la musique et non la pièce qui fait la durée d'un opéra et que personne ne les connaît). Or la partition minutée très exactement, en y comprenant soixante-six minutes d'entr'acte, ne dure pas plus que celle des *Huguenots*.

On pourrait trouver en ce moment une distribution de rôles passable, il ne faut pas songer à trouver une héroïque. En

1. Cette date montre assez à quelles difficultés s'est heurté Berlioz.

outre il faut que l'Opéra vive, et il n'a rien à se mettre sous la dent. Ce n'est pas que je vous propose *les Troyens* comme un gros pain de munition pour apaiser sa faim ; non certes, c'est, au contraire un festin splendide qui lui est offert, j'ai l'orgueil de le croire ; on le verra tôt ou tard. Laissez-moi donc vous dire comme mon héros :

Arma citi properate viro.

et nous prendrons le Latium.

Votre tout dévoué,

HECTOR BERLIOZ

A MADAME RICHARD POHL

6 mai 1863.

Comment, chère madame Pohl, une lettre de vous ! mais, c'est charmant et je vous en remercie de tout mon cœur. On n'est pas plus gracieux ni plus aimable.

Veuillez dire à votre mari que je l'autorise à arranger avec Hærtel l'affaire du Traité d'instrumentation comme il l'entendra. Puisque avec les éditeurs allemands c'est toujours la même chanson : *on ne paye pas*, je m'abstiendrai seulement d'envoyer les exemplaires français et anglais de cet ouvrage. Cela me coûterait 55 francs et je ne vois pas la nécessité de m'imposer ce *bénéfice*. Si M. Hærtel veut publier mon ouvrage pour rien, c'est bien le moins qu'il fasse venir de Londres et de Paris (Novello et Schoenenberger) les exemplaires dont il a besoin.

En outre si Pohl fait cette traduction je désire qu'elle soit telle que l'original, c'est-à-dire qu'on n'y introduise pas les *exemples* tirés de Mendelssohn et de Haydn qu'on y a intercalés à Berlin.

Je ne puis souffrir qu'on me fasse dire ce que je n'ai pas voulu dire. Si j'ai tort, cela me regarde.

J'ai écrit il y a cinq jours à madame la Grande-Duchesse de Weimar, en lui envoyant la partition des *Troyens*, dont j'avais cru comprendre un soir qu'elle serait bien aise d'avoir un exemplaire.

J'ai écrit aussi au prince d'Hohenzollern pour savoir de ses nouvelles. Je n'ose parler de lui dans mon prochain feuilleton,

dans la crainte de produire un mauvais effet sur l'esprit de la cour de Weimar... vous comprenez. Plus tard cela viendra plus facilement.

Rien de nouveau pour *les Troyens*, les prétentions de madame Charton Demeur, arrêtent tout. J'irai à Strasbourg le 15 juin ; l'exécution de *l'Enfance du Christ* aura lieu le 21 ou le 22.

Adieu, chère madame, je vous serre la main. Mille amitiés à votre laborieux mari.

Votre tout dévoué,

H. BERLIOZ

A RICHARD POHL

Samedi 7 juin [1863].

Mon cher Pohl,

Soyez assez bon pour me répondre courrier pour courrier.

Avez-vous renvoyé la musique de *Béatrice* à Bade? Si non, renvoyez là sans tarder. Quand m'enverrez-vous ma partition de piano avec texte allemand et la traduction de la pièce?

J'ai reçu une très aimable lettre de M. de Beaulieu et un fort beau cadeau de madame la Grande-Duchesse pour l'exemplaire de la partition des *Troyens* que je lui ai envoyé. On monte décidément cet ouvrage (*les Troyens*) au Théâtre Lyrique. Madame Charton-Demeur est engagée pour le rôle de Didon ; on répétera les chœurs dans huit jours. Le directeur est dans un grand enthousiasme. Je pars dans huit jours pour Strasbourg. Tâchez que j'aie votre réponse avant cette époque.

Tout à vous. Mille amitiés à madame Pohl.

H. BERLIOZ

P.-S. — A-t-on joué *Béatrice* le 29 mai comme on l'avait annoncé?...

Vous avez dû recevoir quatre très beaux portraits photographiés, qu'on vient de faire et qui me semblent supérieurs à tous les autres.

Dites-moi si vous les avez. Je ne pouvais pas donner

l'*autorisation de reproduire* puisque ces portraits ne m'appartiennent pas.

Je crois que celui dont la tête est appuyée sur la main conviendrait mieux pour notre livre.

Adieu.

A GUSTAVE FLAUBERT

Paris, 6 juillet 1863.

Savant poète,

Je suis allé chez vous aujourd'hui pour vous demander un service. Nous nous occupons en ce moment de mettre en scène mon opéra des *Troyens à Carthage*. Le directeur du Théâtre Lyrique et moi, nous serions bien reconnaissants si vous vouliez nous accorder quelques conseils pour les costumes phéniciens et carthaginois. Personne à coup sûr, n'en sait autant que vous là-dessus. Soyez donc assez bon, à votre retour, pour m'indiquer un rendez-vous. Carvalho m'y accompagnera et nous vous écouterons comme l'oracle de Delphes.

Mille admirations de votre tout dévoué,

HECTOR BERLIOZ

AU MÊME

Oui sans doute, je serai chez moi demain vendredi de 1 à 3 heures puisque vous me faites espérer votre visite, et bien heureux de vous serrer la main.

H. BERLIOZ

Jeudi soir.

AU MÊME

15 juillet 1863.

Mon cher monsieur Flaubert,

J'ai reçu les notes précieuses que vous avez bien voulu m'envoyer. Mille remerciements pour votre charmante obligeance.

Votre tout dévoué,

H. BERLIOZ

A SA NIÈCE JOSÉPHINE SUAT

Paris, le 27 juillet 1863.

Ma chère Joséphine,

Mon oncle Marmion, en me quittant à son dernier voyage à Paris m'avait demandé de lui raconter avec détails ce qui allait se passer au Festival de Strasbourg. Je lui ai envoyé le récit de cette grande affaire musicale et je pensais qu'il vous aurait communiqué ma lettre. Les ovations ont été de toute espèce et splendides; *l'Enfance du Christ* a produit un effet immense, exécutée par 450 artistes et amateurs ; on a beaucoup pleuré. Que veux-tu que je te dise? vous n'avez pas lu tous les journaux qui ont parlé de cette fête, et je ne sais maintenant où les prendre.

Je suis d'ailleurs extraordinairement préoccupé ; on répète *les Troyens* au nouveau Théâtre Lyrique ; et ce grand diable d'ouvrage y sera représenté vers la fin de novembre prochain. Viendrez-vous alors?

J'ai fini par faire engager madame Charton-Demeur, la Didon qu'il me fallait, cela fait un grand bruit à Paris et en Allemagne.

J'espère que tout ira bien. Le directeur est dans un enthousiasme que je suis obligé de modérer. Le ministre lui a accordé une subvention de 100 000 francs ; ce qui lui donne une singulière assurance, tu dois le comprendre.

Louis est ici et je l'emmène avec moi à Bade dimanche prochain. Il veut entendre *Béatrice* que nous donnerons le 8 et le 10 ; après quoi il repartira pour le Mexique. Il est très content. Moi je vis avec mes infernales douleurs ; je souhaite que les eaux te guérissent des tiennes. Louis sera de retour pour la première représentation des *Troyens*.

J'ai vendu d'avance (il y a huit jours) la partition à un éditeur de Paris. Il m'a payé comptant en m'assurant des avantages qu'il serait trop long de t'expliquer. J'ai reçu de lui, à l'heure qu'il est, 12 500 francs.

Voilà toutes mes nouvelles.

Adieu, je vous embrasse toutes les deux, et je serre la main à votre père en lui envoyant mille amitiés.

H. BERLIOZ

A RICHARD POHL

Paris, 8 octobre 1863.

Mon cher Pohl,

Vous avez dû recevoir une lettre de Choudens qui vous offre 400 francs pour la traduction des trois derniers actes des *Troyens* augmentés d'un prologue; c'est tout ce que j'ai pu obtenir. Vous allez recevoir deux exemplaires de la partition.

Les répétitions marchent très vite, nous serons prêts vers le milieu de novembre. J'ai tout lieu de croire que cela marchera bien. Les acteurs sont très soumis et font de leur mieux, sans me demander comme à l'ordinaire des *changements*. Ils savent, il est vrai, que je ne les ferais pas.

L'orchestre n'a encore rien vu et les chœurs sont peu avancés, mais les rôles sont tout à fait sus.

Quelles nouvelles de la partition allemande de *Béatrice*? En avez-vous vu des épreuves? Cela avance-t-il?

Si vous n'avez pas le temps de m'écrire, priez votre gracieux secrétaire de m'adresser quelques lignes.

Madame Pohl m'a appris le triste motif de votre voyage à Leipzig.

Je vous prie instamment de prendre tout le temps nécessaire pour bien achever la traduction des *Troyens*. Malheureusement, je le crains, vous ne pourrez pas venir à Paris.

Adieu, je vous serre la main, mille amitiés dévouées.

H. BERLIOZ

La première représentation des *Troyens à Carthage* eut lieu au Théâtre Lyrique le 4 novembre 1863.

16, 22, 25 novembre, et sans date : lettres de remerciements à des journalistes auteurs de comptes rendus favorables (Amédée Achard, Albéric Second, Léon Kreutzer, Edmond Texier, J. Weber, etc.).

A RICHARD POHL

Paris, lundi 23 novembre 1863.

Mon cher Pohl,

Vous avez reçu l'envoi de Choudens, je vous en prie ne perdez pas une heure il est horriblement pressé, et il fera graver un acte aussitôt que vous l'aurez fini.

J'ai reçu un exemplaire du traité d'instrumentation de

Hainze ; mais il ne m'a pas écrit un mot, je ne sais que ce que *vous* m'avez promis de sa part. Quand payera-t-il les cent thalers? Où en est-il de la traduction de nos volumes? cela devrait être très avancé. Vous ne m'avez rien dit de Bock et de son édition de *Béatrice*, cela devrait être *fini*. Je vous demande quelques lignes de réponse.

Le grand Duc de Weimar vient de me faire écrire par le comte de Wedel pour me féliciter sur le succès des *Troyens*. Sa lettre a paru dans le *Journal des Débats, ce matin lundi;* voyez là. Il n'est pas possible d'être plus aimable.

Je suis toujours au lit et je me tourmente de ne pas pouvoir assister aux représentations des *Troyens*.

Combien vous faudra-t-il de temps pour cette traduction. Les actes sont courts et il y en a un qui n'a pas de vers.

Adieu, écrivez-moi; votre tout dévoué.

H. BERLIOZ

A SA NIÈCE JOSÉPHINE SUAT

Paris, 24 décembre 1863.

Ma chère Joséphine,

J'ai reçu avant ta lettre celle de Nanci ; vous êtez toutes les deux de charmantes enfants que j'aime de tout mon cœur et que je voudrais bien revoir. Mais il n'y a pas moyen pour moi de quitter Paris ; mille affaires m'y retiennent encore. Les représentations des *Troyens* pourtant sont finies ; madame Charton-Demeur nous quitte, je n'ai plus de Didon. Il faut en prendre mon parti. Je sais qu'en se contentant de six mille francs par mois elle faisait pour moi un sacrifice considérable ; on lui offre beaucoup plus ailleurs, je n'ai pas un mot à dire. Le Théâtre-Lyrique va se trouver dans une assez mauvaise position.

J'ai mon éditeur à surveiller, les correspondances à entretenir avec l'étranger, etc., etc., etc. Cependant le nombre de lettres auxquelles il me faut répondre diminue; j'en ai reçu d'admirables; avant-hier encore une dame que je ne connais pas m'a écrit deux pages charmantes en m'envoyant un vase de bronze rempli de splendides fleurs. Ces élans d'enthousiasme me touchent beaucoup. Quoi qu'il en soit, ni vous, ni votre père, ni mon oncle, ni personne de ma famille, excepté

Louis, n'aurez vu mon ouvrage. Il m'est venu des amis de Marseille, de Genève, de Londres, de Berlin, mais des nièces point.

Louis est toujours ici, attendant un ordre de départ. Je suis de plus en plus malade de ma névralgie, mais la bronchite touche à sa fin.

Je suis bien aise que Nanci ait refusé le parti qui ne lui plaisait pas ; il ne faut pas en des circonstances si graves se laisser influencer par qui ni par quoi que ce soit.

Adieu chère Joséphine, je vous embrasse tous.

H. BERLIOZ

P.-S. — Quand tu m'écriras fais-moi l'amitié d'employer de l'encre noire et une plume moins fine, car j'ai toutes les peines du monde à déchiffrer tes pattes de mouche.

Quel besoin y a-t-il d'écrire pour tourmenter son lecteur? L'autre jour j'ai reçu une lettre de Vienne (Autriche) et ni Louis ni moi n'avons pu en comprendre plus de la moitié.

A SES NIÈCES JOSÉPHINE ET NANCI SUAT

12 février 1864.

Votre affection est infatigable, chères nièces, mes longs silences ne vous découragent pas... C'est que vous savez bien que je vous aime, malgré tout. Je vois par ta lettre, excellente Joséphine, que la conjugaison du terrible verbe vous est aussi familière qu'à moi :

Nous nous ennuyons,
Vous nous ennuyez,
Ils nous ennuient.

Et pourtant vous allez au bal ; voilà pour moi le comble de l'ennui. Je n'y suis allé ni aux Tuileries, ni chez M. Pereire, ni chez madame Erard. C'est au-dessus de mes forces. Voir des hommes et des femmes se tortiller froidement, platement, niaisement, *danser eux-mêmes*, comme disait le Pacha d'Égypte accoutumé de voir les Almées que l'on paye pour cela, et sans y être forcés...

Quand aux concerts et aux représentations, tout y est si misérable, si mauvais, que depuis trois mois je m'en abstiens complètement. J'ai demandé un congé au *Journal des Débats* et j'en profite pour rester au coin de mon feu ou dans mon

lit. Quelquefois, le soir, je vais chez des amis que j'ai dans le voisinage, M. Damcke, ou M. Kreutzer, ou M. Massart. On me laisse là parfaitement libre, je m'étends sur un canapé, je parle si je veux, je me tais si je veux, je ris si je veux des sottises qui se disent par ci par là autour de moi. Quelquefois madame Massart nous joue une sonate de Beethoven ; alors je pleure toutes les larmes de mon corps ; si l'on parle de cartes, de charades ou d'autres bêtises, je prends mon chapeau et je me sauve. Je me couche en rentrant, je lis un drame de Shakespeare et je passe une partie de la nuit à ruminer le sublime. Hier je suis allé chez M. E. Bertin ou j'ai causé longtemps avec madame Janin qui est charmante. Son mari me disait après cette longue causerie : « Ma femme vous accapare... C'est égal, c'est une bien admirable femme, c'est un véritable ange ; figurez-vous, mon cher, qu'elle a écrit aujourd'hui pendant trois heures sous ma dictée. Je lui ai appris à corriger mes épreuves. Ah ! la pauvre enfant, en m'épousant, elle a fait un foutu mariage ! »

En revenant, je suis monté chez les Massart, le salon était plein, on brodait, on jouait au wisth, aux dominos. Je suis ressorti au plus vite. Ce matin il neige à flots (*il tombe de l'anesse*, comme dit ma belle-mère). Paris est un cloaque, et je pense, en me boulottant devant ma cheminée, à ces malheureux soldats austro-prussiens et danois et américains, qui, dans les deux hémisphères, couchent maintenant dans la boue, exténués de faim, blessés, dans des bois glacés, bercés par une brise atroce, et essaient de dormir en attendant que les canons viennent les réveiller. O misérable race d'idiots et de bêtes féroces !

Je pense aussi que, ce soir, je n'irai pas au bal de l'Hôtel de Ville. Je devais avoir à diner Didon et son mari, mais voilà que la reine de Carthage est enrhumée et n'ose sortir. Elle a accepté avant-hier un engagement pour trois ans du directeur du Théâtre Italien, de sorte que *les Troyens* sont au diable. Cela m'est égal, tout m'est égal. Adieu, chères nièces voilà mon bulletin; je suis toujours malade; au diable la vie et la mort!

H. BERLIOZ

P.-S. — Louis est au Mexique, il sera de retour dans un mois et demi. Il est très content.

DE LA CONDITION DE L'HOMME DE LETTRES

Une jeune revue a eu, ces temps derniers, l'idée d'ouvrir une enquête auprès des gens de lettres, afin de savoir si l'écrivain a encore une place dans la société nouvelle née de la guerre et à quelles conditions matérielles et morales est subordonné le maintien de son influence.

Assurément, le problème est des plus intéressants et digne d'être étudié. Mais le cadre d'une enquête est-il assez large pour permettre de l'examiner avec toute l'ampleur nécessaire? Il ne le semble pas, en vérité, et les termes même dans lesquels il a été posé par les *Belles Lettres* sont à la fois trop généraux et trop particuliers pour provoquer un débat vraiment utile. Sans doute, l'auteur de l'enquête se rend bien compte que la situation sociale de l'écrivain dépend « de conditions matérielles et morales » — et il a eu raison de le dire bravement — mais, en mêlant à ces données éternelles du sujet, une question toute contingente, celle des difficultés de l'heure présente, il a rétréci et faussé la discussion.

Nul ne conteste que la crise du papier d'une part, l'accroissement considérable des salaires corporatifs de l'autre, restreignant l'activité des éditeurs et les rendant plus hésitants à publier, diminuant aussi le débit des ouvrages par l'augmentation de leurs prix, ne créent une situation anormale pour l'ins-

tant, — d'une durée indéterminée d'ailleurs — une crise de la librairie, atteignant tous les ouvriers du livre, depuis l'écrivain jusqu'au typographe. Mais cette crise est-elle autre chose qu'une crise? Faut-il en l'occurrence, parler d'une « société nouvelle »? Le monde, si rudement secoué par la guerre, est-il sorti de la lutte transformé? Les conditions sociales, les conditions économiques, les mœurs ont-elles été suffisamment modifiées pour que l'on envisage une transformation absolue de la profession?

On peut hésiter à l'admettre, si l'on fait un retour sur le passé pour chercher des points de comparaison. On voit très nettement les bouleversements apportés dans l'exercice de cette carrière par la ruine de la civilisation romaine, les invasions des barbares, reléguant dans les monastères la culture des lettres; on se rend compte que l'invention de l'imprimerie, en changeant radicalement les modes de propagation de la pensée, établit sur de nouvelles assises la position de l'écrivain. Mais en quoi la guerre, si longue et si « originale » qu'elle ait été, dans sa durée et dans ses formes, a-t-elle renouvelé les bases essentielles de la société? On n'imprime pas, que l'on sache, sur une matière différente et si le papier est aussi mauvais que possible, il prétend toujours à être du papier. Il y a aujourd'hui comme hier des typographes, des brocheurs, des éditeurs, des libraires. On exporte dans de mauvaises conditions, mais sont-elles si différentes de celles qu'employaient nos commissionnaires, en cet âge que l'on prétend d'or maintenant? N'y-a-t-il plus de journaux et de revues où publier des articles, des contes et des chroniques ? Sans doute, les périodiques et les quotidiens ont doublé, triplé ou quadruplé leurs prix suivant des nécessités inéluctables ou des appétits aiguisés par les circonstances; mais, leur nombre, s'il a changé, s'est plutôt accru qu'il n'a diminué.

Comment parler, dans ces conditions, d'une « société nouvelle »? La C. G. T., qui exerce des pouvoirs dictatoriaux sur un certain nombre de corporations manuelles, n'a pas encore réussi à imposer aux écrivains le chomâge : même au jour J, où elle décréterait la grève générale, elle n'empêcherait pas le littérateur d'achever son roman, de terminer sa chronique ou de ciseler le dernier hexamètre couronnant un sonnet.

La vérité — car il y en a une tout de même — qui se dissimule derrière la pompeuse formule employée par notre confrère enquêteur est beaucoup plus simple, beaucoup plus brutale. Elle est le résultat non de la guerre, mais d'un état de choses qui dure depuis au moins deux siècles : la difficulté pour la majorité des écrivains de vivre largement de leur travail, de leur plume. La guerre n'a pas créé cette situation; elle n'a fait que l'aggraver, que la rendre plus évidente, plus sensible, plus douloureuse. De tout temps, les profits de la profession ont été maigres sauf pour quelques romanciers, à partir du XIXe siècle ; ils le sont davantage encore aujourd'hui du fait que les honoraires, les *royalties*, comme disent les Anglais, que touchent les gens de lettres, dans les journaux ou les revues, n'ont pas crû avec la dépréciation de l'argent, avec l'augmentation du prix de la vie. Certaines rémunérations ont été, dans les grandes entreprises, légèrement haussées ; dans d'autres, plus modestes, atteintes par la crise, elles sont demeurées ce qu'elles étaient avant la guerre ou même elles se sont trouvées diminuées. Mais si l'on veut bien regarder les choses en face et ne pas attribuer à cette crise une responsabilité dépassant sa portée, on reconnaîtra que c'est un problème beaucoup plus ancien qu'il faut étudier. Reprenant certains termes de l'enquête, avant même d'aborder la question très noble du « maintien de l'influence » de l'écrivain, avant même d'étudier les « conditions matérielles et morales » qui seraient nécessaires pour assurer au littérateur cette situation à laquelle il aspire, examinons ce que furent ces conditions dans le passé.

***

Établissons, pour les commodités et la clarté du débat, une distinction entre l'écrivain et l'homme de lettres. Il est essentiel de la constituer au seuil de ces pages pour pouvoir aborder sérieusement ce sujet. Distinction matérielle plutôt que morale mais qui n'en est pas moins de conséquence. Un écrivain est un homme qui, quelle que soit sa profession, écrit un livre, le plus souvent en dehors de ses occupations habituelles, de

sa situation sociale, sans escompter en tous les cas les profits qu'il peut lui procurer pour vivre. Un homme de lettres est celui qui consacre sa vie tout entière à écrire des livres, qui n'a pas d'autre carrière que celle-là, qui subsiste du produit de ses œuvres. Un Fromentin, écrivant *Dominique* ou même *les Maîtres d'autrefois*, était un écrivain. Un Théophile Gautier publiant son *Voyage en Espagne* était toujours et avant tout un homme de lettres puisqu'il n'entreprenait ce voyage que pour écrire un livre destiné à le faire vivre. Il est bien entendu que cette distinction, nécessaire pour la clarté de ce qui va suivre et réelle en un certain sens, n'empêche pas un homme de lettres, de talent ou de génie, d'être un écrivain, au sens le plus noble du mot, mais cet homme de lettres répugnera davantage à admettre — au moins parmi ses contemporains — qu'un magistrat, un médecin, un soldat ou un peintre puisse être un écrivain. Il aura toujours une tendance naturelle à le considérer comme « un amateur ».

Si maintenant on jette un regard sur les trois littératures classiques on peut bien vite se rendre compte que l'homme de lettres est né dans les temps modernes. En Grèce, à l'exception d'Homère et des Homérides, aèdes qui restent encore enveloppés dans le nuage olympien, les poètes et les prosateurs composent leurs œuvres en marge d'une profession. Hésiode est un propriétaire terrien qui « fait valoir », il semble continuer sa besogne agricole en écrivant ; on pense en le lisant, à la fois à Varron et à notre Olivier de Serres. Un passage d'une des *Pythiques* nous permet de croire que Pindare appartenait à l'illustre famille des Égides. Eschyle est un soldat, un combattant de Salamine et c'est cette carrière seule qu'il croit devoir rappeler dans son épitaphe. Sophocle, eupatride, commande avec Périclès l'expédition contre Samos. Euripide fut peintre et philosophe. Hérodote jouissait d'une grosse fortune, lui permettant de voyager à son gré et de satisfaire son inlassable curiosité : c'est à ces circonstances que nous devons ses Histoires. Aristophane, de même, avait une large aisance. Platon appartenait à la plus haute aristocratie athénienne : sa famille prétendait descendre du roi Codros. Xénophon, le véritable type du καλὸς κἀγαθός antique, était soldat. Thucydide, apparenté

à Miltiade et à Cimon, était, comme Polybe, de famille noble : il fut, ainsi que ce dernier, stratège; il commanda même une escadre. Tous ces grands auteurs de la littérature grecque étaient donc avant tout des écrivains, au sens particulier que nous avons donné à ce terme. Seuls, certains auteurs de la longue période alexandrine furent, — parmi des philosophes, des moines, des diacres, des rhéteurs, des référendaires de la Cour, — des professionnels rimant pour gagner leur vie. *L'Anthologie* nous a conservé leurs petites œuvres composées à la gloire des rois, des tyrans, des personnages illustres ; et c'était cette louange qui constituait la meilleure source de leurs profits, la plus sûre aussi bien.

Du point de vue auquel nous nous plaçons ici, les noms, fameux entre tous, de Virgile et d'Horace peuvent faire illusion sur la manière dont naquirent les chefs-d'œuvre de la littérature latine. L'*Églogue à Pollion*, le *Mæcenas atavis edite regibus*... retentissent dans toutes les mémoires. Les plaintes de Mélibée, les témoignages de la gratitude d'Horace envers ses protecteurs nous cachent son véritable aspect. Le *Plenus sacculus est ararearum* de Catulle, et toutes ses plaintes sur la peine qu'on a à gagner sa pauvre vie, donnent le change. En réalité, cette littérature, comme son aînée, est le fait de patriciens, de chevaliers, d'hommes politiques, de fils d'affranchis à l'abri du besoin. Très peu même auraient cure du million de sesterces qu'Auguste donnait à Virgile, des villas et des biens ruraux dont, lui et son ami Horace, furent comblés par l'empereur, par les Mécène, les Gallus et les Pollion. A vérifier les biographies de Lucilius, de Cornelius Nepos, de Varron, de César, de Cicéron, de Salluste, de Tite-Live, d'Ovide, de Sénèque, de Pétrone, de Lucain, de Perse, des Pline, de Tacite, d'Ausone et de Symmaque, on voit que tous ces hommes n'accordaient aux *humaniores litteræ* que leurs loisirs, ceux que leur laissaient leur état ou leurs fonctions sociales, qu'ils n'écrivaient que *retenta animo, remissa temporibus* comme le dit Cicéron.

Bien que M. Edmond Faral ait vu dans les jongleurs « les premiers hommes de lettres [1] », il est difficile de considérer

1. E. Faral, *Les Jongleurs au moyen âge*. 2e partie, ch. IV. — Champion éd., 1910.

comme tels ceux-là mêmes qui « trouvaient » la matière de leurs chants ; il n'est vraisemblablement pas un littérateur d'aujourd'hui qui se targuerait d'avoir pour ancêtres ces bohèmes, vivant non seulement des largesses seigneuriales mais encore d'une mendicité vergogneuse et cynique auprès du populaire. Cette époque franchie, ou même dès ce temps, on voit apparaître l'écrivain en la personne de Villehardouin, puis de Joinville. Guillaume de Lorris est un bourgeois opulent ; son continuateur, Jean de Meung est d'église comme Froissart, comme Arnould Gréban, comme devait l'être le pauvre Villon, déclassé, n'écrivant qu'entre deux mauvais coups et deux condamnations à mort. Charles d'Orléans est de sang royal ; Commines, de haut lignage. Toute notre littérature jusqu'au XVIIIe siècle ne connaîtra pas l'homme de lettres se fiant pour vivre à ses gains. On est d'église, d'épée ou de robe, fonctionnaire, homme d'Etat, soldat, prêtre ou médecin avant d'être auteur — ou pensionné.

On ne saurait ici faire le recensement des professions exercées par nos grands écrivains, mais il n'est pas inutile de préciser, à l'égard de quelques-uns, qui, à distance, paraissent avoir consacré leur vie entière aux lettres. Ronsard est aumônier du roi ; Montaigne, élu maire de Bordeaux, est confirmé dans sa charge par les jurats de la ville, ce qui tend à prouver, étant donnée la rareté du fait, qu'il ne se désintéressait pas de sa fonction ; Régnier était « secrétaire d'ambassade » ; La Fontaine avait acheté une maîtrise des eaux et forêts. La Bruyère, reçu avocat, avait acquis un office de trésorier des finances dans la généralité de Caen, qui lui valait le beau titre de « conseiller du roi, trésorier de France, général des finances ». — « Il a connu, pour sa part, « les biens de la fortune » ; il a eu, au moins pendant quelques années, ses gens, son carrosse et ses chevaux[1]. » Le rôle de précepteur du duc d'Enghien ne doit pas nous égarer : c'était une charge de cour fort honorifique ; elle ne pouvait être confiée qu'à un homme de condition sociale importante.

Certes, parmi toutes ces fonctions, il y en avait beaucoup qui n'étaient pas très absorbantes, mais elles assuraient, à ceux

1. Brunetière, *Histoire de la littérature française*. T. II, p. 604.

qui en étaient pourvus, un recours contre les hasards de la vie, une assurance contre la médiocrité des profits littéraires. Elles fournissaient au poète, au moraliste, au philosophe un appointement, « un fixe » lui permettant d'écrire sans souci du bénéfice réalisé. Il est bien évident, par exemple, qu'un La Fontaine ne s'intéressa aux eaux et forêts qu'autant qu'elles étaient, *fontes et silvæ*, le décor de ses rêves, de sa comédie aux cent actes divers mais il percevait tout de même son traitement de fonctionnaire — comme on verra au XIXe siècle un Maupassant, un Huysmans ou un Samain émarger, après un travail plus ou moins sérieux, sur le trésor public.

Si un Boileau ou un Racine paraissent avoir été des hommes de lettres uniquement soucieux de leur œuvre, c'est que l'auteur du *Lutrin* a hérité une jolie fortune de sa famille basochienne et que notre grand tragique fut, dès ses premiers essais, pensionné du roi comme le sera plus tard Hugo; *la Nymphe de la Seine* lui vaut un présent de six cents livres et il sera bientôt inscrit au grand livre des largesses souveraines pour une annuité de deux mille livres. D'ailleurs, de tout temps, le théâtre a été, à la différence des autres genres littéraires, une source importante d'argent: un Corneille, qui meurt pauvre surtout dans l'imagination romantique, un Molière et Racine lui-même toucheront des droits appréciables grâce à leurs pièces de théâtre, comme au XVIIIe siècle un Lesage tirera des spectacles de la foire ses meilleurs revenus, comme Marivaux... Il ne faut pas oublier, au surplus, quand il s'agit de Boileau et de Racine, qu'ils acceptèrent à une certaine époque la fonction d'historiographe du roi, qu'un traitement était attaché à l'emploi et que si Corneille connut une vieillesse moins heureuse qu'il n'eût pu l'avoir — on lui prête ce mot d'une pompe toute cornélienne : « Je suis saoul de gloire et affamé d'argent », — c'est qu'il avait lâché la proie pour l'ombre, délaissé sa charge d'avocat général de la table de marbre de Rouen pour courir la fortune d'auteur dramatique.

Cependant, vers la fin du règne de Louis XIV, la littérature semble vouloir devenir une profession. Si certains auteurs dédaignent encore les profits matériels que peuvent leur procurer leurs œuvres ; si, à l'abri de ses rentes, un Boileau

traite légèrement les gains importants qu'auraient représentés les nombreuses éditions de ses satires et de ses épîtres, s'il défend la théorie traditionnelle :

> Travaillez pour la gloire, et qu'un sordide gain
> Ne soit jamais l'objet d'un illustre Escrivain.
> Je sçai qu'un noble Esprit peut sans honte et sans crime
> Tirer de son travail un tribut légitime :
> Mais je ne puis souffrir ces Auteurs renommés
> Qui dégoutez de gloire et d'argent affamés
> Mettent leur Apollon aux gages d'un libraire
> Et font d'un Art divin un métier mercenaire[1]. »

le seul fait qu'il ait cru utile de donner ces avis prouve qu'il y avait déjà des transfuges, une tendance à vouloir, parmi les gens de plume, « tirer de son travail un tribut légitime ».

La Bruyère, qui est toujours d'esprit si moderne, va traduire cette aspiration nouvelle dans son œuvre. Il a beau avoir acheté une charge importante, ordonné sa vie sans demander la subsistance à son génie, — poussant même la logique dans ce sens jusqu'à abandonner ses droits sur *les Caractères* à son éditeur Michallet, afin que celui-ci en tirât une dot pour sa fille, — au fond, il sent toute l'injustice de la destinée faite aux écrivains, incapables de subsister du fruit de leur travail intellectuel. Une des premières phrases de son ouvrage, qui a très certainement d'autres applications pourrait bien correspondre à cet état d'esprit : « C'est un métier que de faire un livre, comme de faire une pendule : il faut plus que de l'esprit pour être auteur. » De plus, il est un soliloque mélancolique et rageur qu'il prête à cet Antisthène, en qui toutes les clés le reconnaissent, qui ne laisse aucun doute sur ses sentiments. « Je renonce à tout ce qui a été, qui est et qui sera livre. Berylle tombe en syncope à la vue d'un chat, et moy à lavue d'un livre. Suis-je mieux nourri et plus lourdement vêtu? suis-je dans ma chambre à l'abri du nord? ai-je un lit de plumes après vingt ans entiers qu'on me débite dans la place? j'ai un grand nom, dites-vous, et beaucoup de gloire, dites que j'ai beaucoup de vent qui ne sert à rien ; ai-je un grain de ce métal qui procure toutes choses?... Et sans parler

1. *Art poétique*. Ch. IV.

que des gains licites, on paie au tuilier sa tuile et à l'ouvrier son temps et son ouvrage ; paie-t-on à un auteur ce qu'il pense et ce qu'il écrit? et s'il pense très bien, le paie-t-on très largement? se meuble-t-il, s'annoblit-il à force de penser et d'écrire juste?... Folie, simplicité, imbécillité, continue Antisthène, de mettre l'enseigne d'auteur ou de philosophe : avoir s'il se peut un *Office lucratif*, qui rende la vie aimable, qui fasse prêter à ses amis et donner à ceux qui ne peuvent rendre, écrire alors par jeu, par oisiveté et comme Tityre siffle ou joue de la flûte ; cela ou rien : j'écris à ces conditions et je cède ainsi à la violence de ceux qui me prennent à la gorge et me disent, vous écrirez. Ils liront pour titre de mon nouveau livre, du Beau, du Bon, du Vrai. Des Idées. Du Premier Principe, par *Antisthène, vendeur de marée.* »

Cette page est d'importance car elle traduit une conception nouvelle de la vie littéraire et de la condition des gens de lettres. Elle constate et peint avec ironie un misérable état de choses, mais le constater, le peindre, le moquer constituent une protestation, la première qui ait été formulée. Jamais, jusqu'alors, aucun écrivain français parmi ceux ayant l'audience du public, n'avait osé s'insurger ainsi contre le sort réservé aux auteurs, l'impuissance où ils se trouvaient de vivre de leur travail. Il ne faudrait peut-être pas croire cependant qu'elle avait été dictée à La Bruyère par un âpre et unique souci de l'argent, du « métal qui procure toutes choses » : certes, cette préoccupation entrait bien dans la confection de cette diatribe. Mais la personnalité de cet écrivain, son caractère disposent à penser qu'en demandant que l'artiste fût « payé » c'était avant tout l'indépendance spirituelle de celui-ci qu'il voulait que l'on sauvegardât afin de permettre aux auteurs de consacrer toute leur vie toutes leurs pensées, toutes leurs forces à l'élaboration d'une œuvre. C'était peut-être aussi le souci de préserver les belles-lettres et le goût public de cette production médiocre, jetée sur le marché par d'innombrables oisifs, gens du monde ou fonctionnaires peu absorbés ; du même coup, cet homme de lettres-né, l'un des types les plus parfaits, malgré les charges sociales qu'il avait dû accepter, présentait tous les griefs que désormais ses confrères adresseront à la société :

la mauvaise rétribution de leur labeur, le droit à la profession, la concurrence insupportable de l'amateur.

*
* *

Quelles sont les origines de ce nouvel état d'esprit, qui, au reste, en dépit des grands mots qu'on va employer, durant tout le XVIIIe siècle, pour parler des gens de lettres, demeurera encore, pendant très longtemps, essentiellement platonique? Assurément, bien des auteurs paraîtront, encore plus que leurs aînés du XVIIe siècle, n'avoir pas d'autre gagne-pain que leurs écrits mais cette apparence, qu'ils auront d'ailleurs travaillé à nous imposer, sera plus formelle que réelle. Oui, Lesage, l'abbé Prévost besogneront bien de la plume pour vivre et Voltaire, Diderot, Rousseau essaieront de nous donner le change à ce propos mais, à voir de près les faits, nous nous rendrons compte que ce n'est que mirage.

Il est très certain que, dès lors, les auteurs sans fortune voudraient bien tirer leur « matérielle » de la littérature. Si peu serré que soit le lien unissant l'écrivain de cette espèce à son protecteur — le souverain ou quelque grand seigneur, — il n'en demeure pas moins un lien, comportant un minimum d'obligations, une certaine contrainte morale, susceptible de gêner la pensée. Sans même avoir à devenir le bouffon, la tête de Turc d'un fermier général ou d'un partisan, comme il arrive aux commensaux ordinaires de Bertin [1], le fait d'être l'obligé du roi ou de l'aristocratie impose mille entraves. Et ces entraves paraissent de plus en plus odieuses à mesure que l'auteur se sent disposé à penser plus librement. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, l'écrivain avait été dans l'ensemble — au moins en apparence — le meilleur auxiliaire de l'ordre établi : à partir de la Régence, il passe de plus en plus dans l'opposition et il sape plus ou moins ouvertement le régime. Dans ces conditions, quelle que soit l'indulgence que montre une société frivole à l'égard de ses attaques, qu'elle affecte de tenir pour des paradoxes d'« originaux », l'auteur, de plus en plus convaincu de son impor-

1. *Le Neveu de Rameau.*

tance, voudrait bien ne plus appartenir à ces grands seigneurs qu'il méprise et de qui il peut toujours craindre une avanie cruelle à sa vanité. Il rêve de devenir une puissance morale et il ne touchera à ce but, il le sait, qu'au jour où il aura assuré son indépendance matérielle.

Cette soif d'indépendance lui est venue d'autant plus vive qu'il croit pouvoir réaliser ce dessein. La librairie de Hollande a considérablement étendu le champ de son activité, depuis cinquante ans ; elle recherche des collaborateurs, fait miroiter à leurs yeux des « conditions » avantageuses. L'Angleterre a déjà des gens de lettres qui, au moins à distance, paraissent vivre uniquement de leur plume. Voltaire, par ses *Lettres sur les Anglais* a accrédité cette opinion : « En Angleterre communément on pense, écrit-il, et les lettres y sont plus en honneur qu'ici. Cet avantage est une suite nécessaire de la forme de leur gouvernement. Il y a à Londres environ huit cents personnes qui ont le droit de parler au public, et de soutenir les intérêts de la nation. Environ cinq ou six mille prétendent au même honneur à leur tour. Tout le reste s'érige en juge de tous ceux-ci, et chacun peut faire imprimer ce qu'il pense sur les affaires publiques ; ainsi toute la nation est dans la nécessité de s'instruire [1]. » Voilà, certes, un merveilleux tableau, bien fait pour inciter tous les auteurs à le prendre pour modèle et à transporter ces mœurs dans leur pays. Il n'est pas un des mots ayant servi à le composer qui ne crée la plus diabolique des tentations, qui ne contribue à tourner la tête aux littérateurs besogneux, aigris, avides d'honneurs et d'argent.

Le malheur, c'est que trois lettres plus loin, Voltaire, continuant à célébrer l'heureux destin des auteurs anglais, dans un chapitre pompeusement intitulé : *Sur la considération qu'on doit aux gens de lettres*, montre que le meilleur profit qu'ils tirent de leurs œuvres vient... d'une autre source : « Tel est le respect que ce peuple a pour les talents qu'un homme de mérite y fait toujours fortune. M. Addison, en France, eût été de quelque académie, et aurait pu obtenir, par le crédit de quelque femme, une pension de douze cents livres, ou plu-

1. *Loc. cit.* Lettre XX.

tôt on lui aurait fait des affaires, sous prétexte qu'on aurait aperçu dans sa tragédie de *Caton* quelques traits contre le portier d'un homme en place ; en Angleterre, il a été secrétaire d'État. M. Newton était intendant des monnaies du royaume : M. Congreve avait une charge importante. M. Prior a été plénipotentiaire ; le docteur Swift est doyen d'Irlande et y est beaucoup plus considéré que le primat. Si la religion de M. Pope ne lui permet pas d'avoir une place, elle n'empêche pas que sa traduction d'Homère ne lui ait valu deux cent mille francs. J'ai vu longtemps en France l'auteur de *Rhadamiste* près de mourir de faim... Ce qui encourage le plus les gens de lettres en Angleterre, c'est la considération où ils sont : le portrait du premier ministre se trouve sur la cheminée de son cabinet : mais j'ai vu celui de M. Pope dans vingt maisons [1]. »

C'était déjà un premier état du mot qui fut fameux dans la seconde moitié du XIXe siècle : « Le journalisme conduit à tout à condition d'en sortir », mais le XVIIIe ne vit dans ces tableaux mirifiques de Voltaire que ce qu'il y souhaitait voir. Il ne s'enquit pas d'apprendre si cette prodigieuse fortune de quelques littérateurs ou savants anglais avait une autre origine que « la considération » reconnue aux gens de lettres — si un Addison ne s'était pas poussé dans les affaires par la flatterie, si Newton ne possédait pas une grosse fortune terrienne, si Prior ne devait pas sa situation à la faveur du comte de Dorset. Il ne retint qu'une chose, c'est que le portrait de M. Pope se trouvait dans vingt maisons et qu'il avait gagné — fait exceptionnel qui est resté célèbre par cette exception même — 200 000 francs — exactement d'ailleurs 250 000 — avec sa traduction de *l'Iliade* et de *l'Odyssée*.

Au reste, le XVIIIe siècle, après avoir ainsi proclamé bruyamment les droits des gens de lettres, continua à pratiquer les vieilles mœurs, quitte à répéter à tout propos et hors de propos, qu'il voulait faire de la littérature une profession. Il ne manqua jamais de profiter des mécènes désintéressés ou encombrants, dût-il ne plus se gêner à cause d'eux pour exprimer les idées les plus subversives : elles étaient au demeurant fort

1. *Loc. cit.* Lettre XXIII.

admirées de tous ces seigneurs qu'elles menaçaient cependant dans leur existence même. A parcourir l'histoire littéraire du siècle, de la Régence à la Révolution, on retrouve les mêmes cadres littéraires : des écrivains riches, des écrivains composant leurs œuvres en marge de leur carrière véritable, des écrivains pensionnés. A côté des Montesquieu, des Buffon, des Helvétius, qui ont à la fois de la fortune et une situation sociale, qui président à mortier, qui intendant du jardin du roi, qui fermier général, nous voyons Bernardin de Saint-Pierre, ingénieur; Beaumarchais contrôleur de la maison du roi, diplomate; Vauvenargues, soldat, comme Chénier qui quittera l'armée pour la diplomatie. Lesage et même l'abbé Prévost, qui ont tant écrit qu'on a peine à leur accorder une autre profession, eurent un emploi l'un dans les fermes, l'autre dans l'armée puis dans l'église, tour à tour prêtre et même bénédictin. Condillac était dans les ordres et fut abbé de Mureaux; son demi-frère, Mably fut diplomate, négocia un traité contre l'Autriche avec la Prusse, engagea Louis XV à se mettre à la tête de l'armée des Pays-Bas. Marivaux, fils d'un fermier général, ayant perdu sa fortune dans la banqueroute de Law, recevait de la cour une pension qui l'aidait à vivre.

En réalité, ce sont les trois grands maîtres du siècle : Voltaire, Diderot et Rousseau qui lui donnent cet aspect nouveau. Nous avons vu l'auteur des *Lettres sur les Anglais* camper le personnage de l'homme de lettres et inciter les littérateurs français à chercher leurs modèles de l'autre côté de la Manche. Toute sa longue existence, il se donnera lui-même l'apparence de consacrer ses forces entières à la littérature. Mais si l'on regarde de près sa carrière, on se rend compte qu'il ne la fait qu'en assurant de toutes façons, par ailleurs, sa « matérielle » — une matérielle de grand seigneur. Ninon de Lenclos, à son entrée dans la vie, lui avait légué 2 000 écus pour s'acheter des livres; il hérite de son père plus de 4 250 livres de rente; il a des pensions de la cour : 1 200 francs du duc d'Orléans en 1718, 2 000 francs du roi en 1722, 1 500 francs de la reine en 1725. Il spécule, il a des fonds dans la Compagnie des Indes, dans le commerce de Cadix avec l'Amérique; il opère sur les blés de Barbarie,

gagne une fortune, grâce aux frères Paris, dans les fournitures des armées. Jore lui attribue, en 1736, 28 000 livres de rente, et jusqu'à sa mort il grossira par tous les procédés, y compris la brocante, cette fortune qui deviendra énorme : « Le notaire de Voltaire dit à Collé en 1768 que son client possède 80 000 livres de rentes viagères, 40 000 livres de bien-fonds et 60 000 livres en portefeuille. En 1775, un état authentique accorde 177 000 livres de rente, outre 235 000 livres de rentrées inattendues [1]. » Voilà qui permet de travailler à loisir sans le souci du lendemain. Quant aux honneurs, Voltaire ne les néglige pas davantage que l'argent : il reçoit, n'ayant épargné aucune flatterie pour les obtenir, la charge d'historiographe de France, celle de gentilhomme ordinaire de Louis XV ; il quémande de Frédéric II le titre de chambellan, une pension et la grande Croix du Mérite. Il ne traitera dédaigneusement tous ces hochets de la gloire qu'après en avoir été surabondamment pourvu ; envers l'argent, il conservera jusqu'à la mort un respect de grand bourgeois, d'autant plus fervent qu'il y verra justement la meilleure garantie d'indépendance pour un homme de lettres.

Diderot forme le plus parfait contraste avec Voltaire. C'est lui, plus qu'aucun autre, qui pétrit l'image nouvelle de l'auteur, consacrant toute sa vie à la littérature et ne voulant subsister que de sa plume. Il prêche même d'exemple. Au sortir du collège des Jésuites, il refuse de prendre rang dans les cadres réguliers de la société : il veut écrire, écrire uniquement; il repousse toute autre profession. Et comme son brave homme de père, le petit coutelier de Langres, ne peut lui assurer une pension, il se jette bravement à l'eau, acceptant toutes les besognes pour se ménager le droit de noircir du papier à son gré. Comme tant d'autres jeunes gens le feront plus tard, pour pouvoir manger en attendant la gloire et l'argent, il donne des leçons chichement payées ; il compose des sermons, éloquents et pleins d'onction, à cinquante écus pièce, pour des missionnaires ; il bâcle des traductions pour les libraires. La renommée vient, mais elle ne lui apporte pas la fortune : il tirera toute la vie le diable par la queue,

1. G. Lanson, *Voltaire* (Les grands écrivains français). Hachette, 1906.

encrassé dans la bohème, vivant au jour le jour, largement parfois, plus souvent dans la gêne, compliquant d'ailleurs son existence comme à plaisir, fournissant un labeur énorme, sans effort comme sans profit, ne pouvant jamais déposer le harnois et ne le souhaitant pas. Destinée pénible pour quiconque, mais qui ne semble pas lui avoir pesé autrement tant il avait d'enthousiasme et de fatalisme, où il entre certains traits du *Neveu de Rameau* et de *Jacques*, qu'on peut respecter mais non pas envier — qu'il ne faut pas donner en exemple surtout et qui fut trop souvent prise comme tel. Au reste, le vaillant et pitoyable bonhomme n'arriva jamais à la fortune ni même à l'aisance par ses œuvres : à la fin de sa carrière, il fut obligé de venir à composition : six ans avant sa mort, il cherchait à vendre sa bibliothèque et ce fut Catherine II qui le tira d'affaire : elle acheta les livres et les laissa à leur ancien propriétaire jusqu'à sa mort : bien mieux, elle l'en établit le bibliothécaire, aux appointements de mille livres. Ainsi dût-il la demi-tranquillité de ses derniers jours à un bienfait et non à sa production.

Plus encore que Voltaire et que Diderot, Jean-Jacques répugne à aliéner sa liberté. Parmi ces orgueilleux, il est assurément le premier. Mais il faut remarquer tout d'abord qu'il ne commence à écrire que sur la quarantaine : jusque-là, sorte de Figaro sentimental et besogneux, il a vécu de tous les métiers — même les moins avouables. Il s'est poussé peu à peu dans le monde par l'intrigue et la complaisance, vivant aux crochets de protecteurs, de protectrices et même de maîtresses ; personnage équivoque et fat que *les Confessions* nous montrent avide de jouir, de paraître, d'entrer dans la société. Naturellement, pareille escalade par effraction ne va pas sans inconvénients, sans à-coups, sans nasardes surtout dans un monde qui, pour être débraillé, n'en est que plus volontiers impertinent. Et si nous voyons Rousseau, du jour au lendemain, après la publication de ses deux discours *Sur les sciences et les arts* et sur *l'Origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, renoncer aux avantages du siècle et lui déclarer la guerre, c'est peut-être qu'il n'y a pas trouvé la place qu'il souhaitait. Quand il se réforme, quitte l'épée, la perruque et l'habit brodé, c'est qu'il est déçu. Lorsqu'il écrira dans sa dernière

lettre à Sophie : « Adieu, ma chère et digne amie, la crise est faite, les indignités que j'ai souffertes ont fait la révolution dont j'ai besoin ; me voilà rendu à moi-même et à mes maximes », s'il se résout à ne plus être qu'un homme de lettres, c'est qu'il consent à vivre médiocrement. Encore, avec ses façons d'ours et d'incorruptible, finira-t-il par accepter bien des services de cette aristocratie qu'il maltraite. Et, par ailleurs, il accroîtra les modestes ressources qu'il tirera de son œuvre par un métier manuel : « Dans l'indépendance où je voulais vivre, il fallait cependant subsister. J'en imaginai un moyen très simple : ce fut de copier de la musique à tant la page. Si quelque occupation plus solide eût rempli le même but, je l'aurais prise; mais ce talent était de mon goût et le seul qui, sans assujettissement personnel, pût me donner du pain au jour le jour, je m'y tins [1]. » Jusqu'à la mort, il continua pareil travail, ne pouvant vivre, bien que son attitude lui imposât des goûts médiocres, de sa seule production littéraire.

Ainsi le XVIIIe siècle, malgré les allures qu'il se donne, demeure fidèle à la tradition. L'homme de lettres y figure à titre exceptionnel, au moins parmi les maîtres de la littérature. On prend, comme aux âges précédents, une carrière, et puis on écrit aux heures de liberté. La nouveauté, si l'on peut dire, c'est qu'un certain nombre d'audacieux entrent bravement et directement dans la carrière littéraire comme Diderot, comme Marmontel, comme Piron, mais ils ne se font une situation que grâce à la production dramatique, quand il s'agit du poète de *la Métromanie* — le théâtre étant au moins autant une industrie qu'un art — ; qu'en acceptant une place après leurs premières œuvres célèbres : l'auteur des *Incas* devint, à trente ans, secrétaire des bâtiments puis plus tard historiographe de France et quand il perdit ces charges à la Révolution, malgré le succès qui avait accueilli ses romans poétiques et moraux, il retomba dans la misère. Quant à Diderot, nous avons vu que la dure nécessité — la *res angusta domi* — finit par le contraindre à accepter une pension.

Vigny a sinon créé au moins utilisé l'histoire du pauvre

1. *Les Confessions*, Ed. van Bever (Crès éd.). T. II, p. 226.

poète Gilbert, mort de faim à l'hôpital, dans sa vingt-neuvième année. Elle s'est transmise comme une complainte populaire, propre à apitoyer la société sur le sort des pauvres gens de lettres, infortunés convives au banquet de la vie. Nous verrons quel parti l'auteur de *Stello* a su en tirer pour les besoins de sa cause. Malheureusement, elle est absolument fausse. Gilbert avait une petite aisance. Il est mort non pas à l'Hôtel-Dieu, mais chez lui, non pas pour avoir trop jeûné mais à la suite d'une chute de cheval. L'intérêt que présente cette légende n'en demeure pas moins d'importance : car elle prouve avec quelle aisance était acceptée l'opinion que la littérature ne nourrissait pas ses enfants.

En bouleversant tous le cadres de la société, la Révolution tarit quelques-unes des sources de revenus où pouvaient venir puiser les auteurs pauvres. Le mécenat disparut avec le reste dans la nuit du 4 août. La tourmente engloutit un certain nombre des places officielles qui faisaient corps avec le régime précédent et offraient de profitables sinécures aux gens de lettres. Si l'on songe que la plupart d'entre eux avaient travaillé de toutes leurs forces à ruiner cet état de choses, on peut admettre qu'ils n'avaient peut-être pas agi au mieux de leur intérêt.

***

Au lendemain de cette crise, il entrait sans doute dans les plans de Napoléon de favoriser la littérature et de pensionner les littérateurs. Mais la protection qu'il entendait leur accorder n'allait pas sans des conditions assez difficiles à remplir. S'il eût fait prince Corneille, comme il l'a si volontiers répété, il accusait aisément d'idéologie les auteurs écrivant sous son règne ; et il les traitait alors sans ménagement. Les mieux en cour étaient de pauvres épaves, comme Bertin à qui l'on jetait une pension, des lettrés inoffensifs comme Fontanes, Joubert et Arnault qu'on versait dans l'administration avec des emplois ne laissant guère de loisirs, des dramaturges complaisants, plus complaisants que dramaturges, qui, comme l'académicien Brifaut, changeaient sur l'ordre de l'Empereur, le lieu où ils avaient situé leur œuvre. Ce falot personnage

avait écrit un *Don Sanche* qui avait pour cadre l'Espagne. Il fut invité à transporter l'action en Assyrie — ce qu'il fit sans hésiter. Delille, le grand homme de l'Empire — section des belles-lettres —, qui a connu à cette époque une gloire européenne, uniquement comparable à celle dont jouira Hugo après 1870, ne s'aperçoit guère de la faveur officielle qui lui est cependant acquise : le meilleur profit qu'il en retirera sera d'admirable obsèques.

Napoléon était cependant trop intelligent pour ne pas se rendre compte de cet état de choses. « On se plaint que nous n'ayons pas de littérature, disait-il un jour, c'est la faute du ministre de l'Intérieur. » Il prétendit y remédier par un décret qu'il prit le 10 septembre 1804 à Aix-la-Chapelle. Il décida que désormais, il y aurait « de dix ans en dix ans, le jour anniversaire du 18 brumaire, une distribution de grands prix donnés de sa main ». C'était, assurément, insuffisant pour renouveler le siècle d'Auguste : les grands écrivains qui vécurent sous son règne furent d'irréconciliables adversaires de sa puissance et refusèrent les présents de César.

Ils n'en avaient aucun besoin, au reste. L'auteur de *Corinne* jouissait d'une belle fortune et l'auteur du *Génie du Christianisme*, après avoir connu, pendant l'émigration, la pire misère, venait de réaliser, parmi d'autres prodiges, celui de conquérir une grosse somme d'argent par la seule vertu de sa plume. « *Le Génie du Christianisme* a été le plus grand succès de toute l'histoire de notre littérature, dit Jules Lemaître, même pour la vente si, on tient compte du temps, de la nature de l'ouvrage, de son volume et de son prix. » Et, quelques années plus tard, l'éditeur qui publiait *les Martyrs*, paya à l'écrivain 80 000 francs, dont 24 000 comptant. Jamais auteur n'avait encore touché pareilles sommes, grâce à son seul talent. Jusqu'à la fin de sa vie, bien qu'il fût toujours endetté, Chateaubriand percevra ainsi de beaux droits d'auteur, formidables pour l'époque. Rien que pour publier les *Mémoires d'outre-tombe* dans *la Presse*, Girardin versera à leur auteur 100 000 francs. Voilà qui était plus que suffisant pour achever de faire chavirer les jeunes imaginations du romantisme naissant.

L'essence même de ce mouvement favorisait pareille évolution. La conception des La Bruyère et des Diderot avait fait son chemin dans les esprits et les imaginations, mais elle ne prenait plus son origine dans le droit qu'a tout travailleur consciencieux de vivre du fruit de son travail ; elle n'y puisait plus sa plus grande force : elle se fondait sur l'éminente dignité de ce labeur, sur son caractère sacré, qui ne permet pas de distraire la moindre parcelle d'un génie au profit d'une autre occupation, de mêler un souci vulgaire au rêve. Est-ce qu'un prêtre peut compromettre son sacerdoce en exerçant un négoce, joindre au service de l'autel une fonction matérielle ?

L'école, d'ailleurs, en instituant définitivement le métier de l'homme de lettres, en revendiquant son droit à l'existence, du fait même de son « éminente dignité », usa très peu de ce titre. En se plaçant sur un plan idéal, quasi-mystique, on fait de cet homme de lettres « le poète ». Pour un peu, on dirait le barde, car l'étonnante supercherie de Macpherson exerce sournoisement son influence sur cette métamorphose du type. Quelle que soit sa valeur, il est de même race que les Gœthe et les Byron, olympien ou dominé par la fatalité, possédé par le dieu intérieur qui fait vibrer son âme à tous les rêves, comme s'agitent les cordes d'une lyre aux souffles du vent. Cette attitude, en s'adaptant au caractère national, en se corrigeant sous la main d'un Chateaubriand et d'une Staël, nous donne les nouveaux modèles de la profession : un Lamartine, un Hugo, un Vigny. Les poètes de *Jocelyn* et d'*Eloa* pourront bien avoir exercé un temps plus ou moins long, parallèlement à la poésie, une autre profession, avoir été diplomate ou soldat : aux yeux de leurs contemporains et de leurs cadets, ils apparaîtront, avant tout et uniquement, comme des hommes ayant consacré leur existence au culte sacré de la poésie, ayant renoncé à tous les avantages du siècle, quitte à vivre dans la médiocrité, dans la misère même, méconnus du vulgaire, du bourgeois. Dans une des *Méditations*, Lamartine s'adressant « à un poète exilé » dira :

> **Deux sentiers différens devant vous vont s'ouvrir :**
> **L'un conduit au bonheur, l'autre mène à la gloire ;**
> **Mortels, il faut choisir.**

Hugo, en célébrant « la fonction du poète », magnifiera ses souffrances elles-mêmes. Tous ces maîtres de la doctrine nouvelle exhorteront les jeunes hommes à consentir ces sacrifice, ce renoncement au « bonheur » — et ils leur mettront devant les yeux afin, de leur inspirer le courage d'un pareil martyre, les grands exemples d'Homère, de Milton, du Tasse, de Chatterton.

Il faut relire ici le portrait que Vigny a tracé du poète :

... Il va comme un malade et ne sait où il va ; il s'égare trois jours sans savoir où il s'est traîné comme fit jadis celui qu'aime le mieux la France ; il a besoin de *ne rien faire*, pour faire quelque chose en son art. Il faut qu'il ne fasse rien d'utile et de journalier pour avoir le temps d'écouter les accords qui se forment lentement dans son âme et que le bruit grossier d'un travail positif et régulier interrompt et fait infailliblement évanouir. — C'est *le Poète* — celui-là est retranché dès qu'il se montre[1]...

Cette page du grand poète philosophe est célèbre. Elle a été reprise bien des fois par des gens de lettres, souffrant amèrement de leur condition. Elle figure, avec les chapitres de *Stello*, au procès si souvent recommencé contre la société par « ces parias intelligents ». Mais, en réalité, on n'a pu en faire usage qu'abusivement. Quand Vigny demandait à la littérature de nourrir le poète, de le prendre entièrement à sa charge, c'était du poète de génie, de l'exception qu'il entendait parler. « Songez donc, écrivait-il dans cette même préface de *Chatterton*, que lorsqu'une nation en a deux en dix siècles elle se trouve heureuse et s'enorgueillit. » Et, pour préciser sa pensée, il définissait le *rara avis* par opposition avec les deux autres catégories d'auteurs : l'homme de lettres et le grand écrivain. Il saluait ce dernier mais ne le plaignait pas, certain que la force de sa pensée lui permettrait toujours de se tailler au moins une principauté dans la société. Quant à l'homme de lettres, « habile aux choses de la vie », il en traçait un croquis pittoresque et mordant ; il indiquait fortement le dédain dans lequel il tenait ce polygraphe, qui se tait tout à tous, qui met son talent au service de tous les genres littéraires pourvu qu'ils rapportent. Malheureusement,

1. Préface de *Chatterton*.

les exemples qu'il choisissait à l'appui de sa théorie, les symboles qu'il présentait pour l'illustrer, diminuaient la valeur de sa thèse et favorisaient l'interprétation abusive que les romantiques et le siècle tout entier en tirèrent. Un Chatterton et un Gilbert étaient-ils vraiment de ces génies dont une nation ne trouve que deux représentants en dix siècles, pour son bonheur et son orgueil?

Quoi qu'il en soit, la « campagne » de Vigny eut une grande influence sur la conception de la profession littéraire. Prédisposés à réclamer des droits souverains, tous les hommes de lettres se crurent autorisés à se tenir pour des poètes et s'ils ne réclamèrent pas des pouvoirs officiels qu'il les prît en charge, ils se crurent le droit de demander à la société qu'elle leur donnât les moyens de vivre de leur plume. Ils pensèrent que les temps étaient révolus, en se répétant à eux-mêmes et entre soi les beaux droits d'auteur touchés par un Chateaubriand, en voyant les journaux et les revues se multiplier, en recevant ici et là — au moins certains d'entre eux — des sommes respectables pour une collaboration accidentelle ou régulière. Disposés à faire de la littérature uniquement, envers et contre tous, à supporter ces martyres célébrés par leurs maîtres, ils espérèrent bien les éviter...

En réalité, l'histoire des salaires touchés par les gens de lettres au cours du XIXe siècle marque assurément un progrès sur les siècles précédents. Il est très certain que quelques-uns d'entre eux, parmi les plus grands, parvinrent à vivre très largement du produit de leur travail littéraire — et uniquement de ce travail. M. A. Lafont a étudié les bénéfices que Lamartine avait retirés de ses œuvres : « Ses œuvres à elles seules, nous dit-il, lui auraient pu fournir de solides revenus ; en 1853, elles lui avaient déjà donné deux millions. Voulez-vous quelques chiffres? *Les Girondins* : 250 000 francs. *La Presse* avait payé *Graziella* 40 000 francs. » Eugène Sue avait touché 160 000 francs au *Journal des Débats* pour *les Mystères de Paris* et, au *Constitutionnel*, il eut 100 000 francs pour *le Juif errant*. Balzac écrivait à madame Zulma Carraud en 1840 qu'il avait gagné dans son année 150 000 francs. *Les Paysans* lui rapportaient en feuilleton dans le journal de Girardin 30 000

francs ; *les Petits Bourgeois*, 20 000. Frédéric Soulié recevait 50 000 francs pour ses *Mémoires du Diable* et Victor Hugo sut admirablement faire valoir son œuvre. Rien que pour *les Misérables* il touchait 400 000 francs et il mourut plusieurs fois millionnaire, du fait de ses ouvrages.

Cependant, le même Hugo, lorsqu'il avait donné en 1823 *Han d'Islande* n'avait reçu que 300 francs et si, un jour, George Sand tira de sa production une très large aisance, elle connut des débuts moins encourageants : elle avait vendu en toute propriété *Indiana* à Roret pour 600 francs et elle ne dut qu'à la probité de cet éditeur l'annulation du contrat, au lendemain du succès qui accueillit ce roman. Ces derniers chiffres paraissent plus susceptibles de nous donner une vue exacte des conditions de la profession que ceux, devenus d'ailleurs légendaires, représentant les droits d'auteur de quelques favorisés. Dans un petit livre bourré de renseignements intéressants sur Beyle, *Comment a vécu Stendhal*[1]. M. H. Cordier a consacré un chapitre à faire le compte des profits que celui-ci retira de son œuvre. *Le Rouge et le Noir* fut payé par l'éditeur Levasseur 1 500 francs ; *la Chartreuse de Parme* 2 500 francs. Sur son traité *De l'Amour*, il devait percevoir le tiers net de la vente, une fois les frais récupérés par Mongie, le libraire qui le publia : il n'eut jamais, en fait, un sou à toucher. Tous ses livres, en vingt-deux ans, lui rapportèrent en tout 5 700 francs : heureusement qu'il avait quelques ressources personnelles, sa solde de soldat, ses appointements de consul!

Peut-être cependant serait-il excessif de tirer quelque leçon du cas de Beyle : il écrivait pour « the happy few », comme il le disait lui-même et il ne prétendait pas à être lu avant 1880. Mais écoutons Théophile Gautier, un des plus illustres parmi les romantiques, non seulement comme poète — ce qui n'est pas le moyen habituel de s'enrichir — mais comme romancier. Voici ce qu'il disait quatre ans avant sa mort, en 1868, à cinquante-sept ans : « C'est peut-être le pain sur la planche qui m'a manqué pour être un des quatre grands noms du siècle... Mais la pâtée ! Aujourd'hui, j'ai

1. Villerelle, éd. 1900.

trois louis sur moi, et il y a cent quarante francs à la maison, pour qu'ils vivent (les siens)... Si j'avais le malheur d'être malade durant six semaines, il faudrait que j'aille à l'hospice Dubois, comme les autres. » Et la situation de Gautier, c'est celle de la plupart des plus notoires gens de lettres parmi ses contemporains, dix grands noms exceptés. S'ils n'ont pas, par ailleurs, un bien personnel ou un autre profession, ils ne parviennent à vivre que grâce à un labeur continu et précaire, aux besognes du journalisme honnêtement payées en cet âge d'or de la presse, mais absorbant le meilleur des forces. « La lente exécution des œuvres de génie, écrivait Balzac dans *les Illusions perdues*, exige une fortune considérable toute venue ou le sublime cynisme d'une vie pauvre. » Et, dans son *Journal*, à maintes reprises, Maurice de Guérin revient sur ce douloureux sujet : « Je n'ai presque pas de réserves dans cette immense usurpation de la subsistance journalière sur le temps de la pensée et je prévois que dans ma vie il me faudra toujours jeter de cette divine proie à la cruelle nécessité. »

Il n'est peut-être pas de meilleur résumé de la situation, au milieu du XIXe siècle, que ce fragment d'une lettre adressée par Gérard de Nerval à son père :

« Le travail littéraire se compose de deux choses : cette besogne des journaux qui fait vivre fort bien et qui donne une position fixe à tous ceux qui la suivent assidûment, mais qui ne conduit malheureusement ni plus haut ni plus loin. Puis le livre, le théâtre, les études artistiques, choses lentes, difficiles qui ont besoin toujours de travaux préliminaires fort longs et de certaines époques de recueillement et de labeurs sans fruit ; mais aussi, là est l'avenir, l'agrandissement, la vieillesse heureuse et honorée.

» Les hommes de lettres qui, comme Lamartine, Chateaubriand, de Vigny, Casimir Delavigne, Hugo avaient des rentes, enfin la vie assurée d'autre part, sont ceux qui sont arrivés le plus loin, parce qu'ils n'ont pas été contraints à détourner leur force sur un travail stérile comme celui des romans et des journaux, et toutefois séduisant par sa facilité [1]. »

Encore celui qui écrivait ces lignes mélancoliques ne s'était-il pas engagé dans la carrière des lettres sans que quelque argent protégeât ses débuts : il avait touché

1. G. de Nerval, *Correspondance*. Ed. Jules Marsan, XVII, fin nov. 1839, p. 71.

l'héritage de sa mère et d'un oncle — plus de cent mille francs — et certaines missions à l'étranger qu'il avait sollicitées du gouvernement lui avaient au moins permis de faire quelques beaux voyages, utiles au développement de son talent.

Si, d'ailleurs, on reprend un à un tous les grands noms de notre littérature du siècle dernier, on s'aperçoit bientôt que très peu consentaient à n'être que de purs hommes de lettres « avant la gloire » : encore, certains, parmi ceux qui ne travaillaient pas dans l'ombre heureuse et bienfaisante d'une fortune héréditaire, conservèrent-ils jusqu'à la fin une fonction ou une carrière, dont le profit n'était pas inutile à leur tranquillité. Les uns furent bibliothécaires comme Nodier, Sainte-Beuve, Feuillet, Bornier, Coppée, Leconte de Lisle, Hérédia ; d'autres, inspecteurs des monuments historiques comme Mérimée ; d'autres, professeurs comme Michelet, Quinet, Renan, Taine, Sainte-Beuve encore, Sorel, Laprade, Mallarmé ; pairs ou sénateurs. Alphonse Daudet demeura jusqu'après *le Nabab* secrétaire du duc de Morny. Zola resta attaché à la librairie Hachette jusqu'au moment où il connut les formidables tirages. Maupassant, Huysmans, Samain, Léon Dierx appartinrent un temps plus ou moins long à l'administration — quelques-uns jusqu'à la mort ou à la retraite. Parmi les illustres noms que retient l'histoire littéraire du XIXe siècle, assez rares sont ceux des gens de lettres qui refusèrent une autre profession, alors qu'ils n'avaient pas la fortune d'un Flaubert, d'un Goncourt ou d'un Sully-Prudhomme. Un Baudelaire, un Vallès, un Verlaine, un Barbey d'Aurevilly sont des exceptions et ce ne sont pas leurs douloureuses biographies qui peuvent démontrer que la littérature suffit à nourrir convenablement son homme.

*
* *

Ainsi donc, il semble bien que, de tout temps, les auteurs, au moins ceux qui ont conquis la gloire, ont été obligés d'assurer la paix de leurs rêves et la dignité de leur vie en exerçant une profession plus lucrative que celle d'homme de lettres. Volontairement ou non, un peu plus tôt, un peu plus

tard, tous ont été contraints, lorsqu'ils n'avaient pas de fortune, de venir à résipiscence et d'accepter le secours d'une carrière moins aléatoire. Les uns, délibérément, ont, dès le début, choisi un métier qu'ils ont exercé en toute conscience, leur vie entière, n'accordant aux lettres que les loisirs qu'ils conservaient. Les autres ont concilié leur idéal avec la dure nécessité, en faisant un compromis : ils ont acheté, aux siècles passés, des charges ou jusqu'à nos jours accepté des fonctions publiques, qui assuraient leur matérielle sans exiger une grande assiduité, un labeur trop absorbant. D'autres enfin, au moins sous les régimes monarchiques, ont profité de la faveur souveraine ou du mécenat des grands. Tous, ou presque tous, ont dû à une autre source que la littérature le meilleur de leur revenu — et ce n'est qu'au siècle dernier que la gloire a pu libérer de toute contrainte quelques génies ou quelques favoris du destin.

Cette contrainte, plus ou moins aisément supportée, semble, surtout à partir de la fin du XVIIe siècle, être devenue plus pénible à ceux qui la subissaient. Il n'est pas un auteur qui n'ait exprimé ou caressé secrètement dans son cœur cet idéal, traduit un jour par Chénier :

> Il est si doux, si beau, de s'être fait soi-même,
> De devoir tout à soi, tout aux beaux-arts qu'on aime.

et le XIXe siècle a été rempli des efforts que tentèrent les écrivains pour avoir le droit d'être uniquement des gens de lettres. A la faveur de la multiplication des journaux et des revues, ils ont pensé que le temps était venu où la plume pourrait faire vivre ses meilleurs artisans.

Si, durant une certaine période de ce siècle, le problème a paru, grâce à cette presse, sur le point d'être résolu au gré des littérateurs — à condition, toutefois, de fournir un labeur acharné et de sacrifier à l'éphémère article, chronique ou conte, des œuvres importantes et peut-être durables —, l'étau un moment distendu s'est peu à peu resserré. Séduits par le mirage romantique d'une vocation qui conduit parfois à la gloire, convaincus, pour avoir écrit à vingt ans quelques sonnets ou quelques contes, qu'ils étaient appelés par décret providentiel au service des lettres, beaucoup de jeunes gens

se sont rués dans la carrière, renonçant héroïquement à toute autre profession, convaincus qu'ils arriveraient à l'heureuse fortune des quelques maîtres que l'on cite, dont on décrit dans les journaux les succès et le luxe — avec toute l'exagération que comporte le genre. La province fascinée a fourni des contingents de plus en plus nombreux. Que de Racadot parmi ces « déracinés » pour quelques Sturel !

Malgré tous les avatars que leur imposait une telle erreur, bien peu avaient la sagesse de renoncer. Mal armés pour la lutte, ils s'obstinaient. Les temps pouvaient devenir de plus en plus durs, pour les gens de lettres à mesure que le siècle vieillissait : les moins favorisés persistaient à vouloir vivre de leur plume. Des pages aussi convaincantes que celles de Charles Maurras sur *l'Avenir de l'intelligence* n'arrivaient pas, malgré leur éloquence, à persuader ces imprudents... Maurras pouvait décrire cet « âge de fer » d'une « très petite industrie », montrer que « la médiocrité est le partage des meilleurs marchands de copie » : personne parmi les moins favorisés par le talent ne l'écoutait.

Et cependant l'époque se montrait toujours moins propice même à ceux qui semblaient les plus qualifiés pour exercer la profession. L'état de crise, qui est de tradition dans la librairie française, s'aggravait chaque jour au dire des éditeurs. Leurs plaintes, à la veille de la guerre, semblaient avoir atteint le paroxysme. Les journaux qui, entre 1840 et 1895, s'étaient multipliés et avaient accordé pignon sur rue à la littérature, la réléguaient peu à peu dans les mansardes et sur la cour, si l'on peut dire. En « s'américanisant », en multipliant les portraits de danseurs et d'assassins, en ne nous laissant rien ignorer des plus beaux crimes, en ne reculant devant aucun sacrifice pour satisfaire toutes les exigences de l'information, ils étaient obligés d'accroître la place accordée, non seulement à ces rubriques implacables mais à la publicité qui seule donne les ressources nécessaires à pareille entreprise. Et ce fut naturellement plus ou moins aux dépens de la littérature. Les revues littéraires ayant un public, et par conséquent un budget, étaient peu nombreuses, les autres vivotaient, payaient mal, et puis disparaissaient, submergées par le flot sans cesse accru des magazines, « américanisants » eux aussi.

Telle était la situation à la veille de la guerre. Dans l'armée des lettres, seuls, quelques maréchaux atteignaient à la fortune. Il y avait encore place pour une aisance plus ou moins large à laquelle parvenait un petit lot de généraux et d'officiers supérieurs. Les subalternes végétaient. La troupe mourait de faim. Même situation pour les auteurs qui, repoussant toute autre profession, condescendaient à « faire du journalisme ». Là encore, la hiérarchie imposait les mêmes traitements, rarement très élevés, plus fréquemment honnêtes, le plus souvent misérables.

Après ces cinq années, si pleines de drames et, par là même, si propices aux graves méditations, on pouvait croire que, sans rien abandonner des principes légitimes permettant à l'auteur de considérer qu'il a le droit de vivre de son labeur et de cette profession, on se résoudrait sagement à reconnaître l'impossibilité, pour la plupart, de subsister uniquement du métier littéraire. L'enquête ouverte semble indiquer qu'il n'en est rien. Nous naviguons toujours sur la mer d'utopie, bien que les récifs s'y soient multipliés. Ni la crise des salaires, ni la rareté du papier, ni, par voie de conséquence, la crise de l'édition, source de profits pour les gens de lettres, n'arrivent à décourager ceux-ci de se confier à cette carrière.

Instituer, en effet, pareil débat parmi les représentants de la corporation, c'est admettre qu'il est encore susceptible d'une discussion, nier que les faits l'ont brutalement, radicalement résolu. Les termes même dans lesquels il a été établi indiquent seulement que son promoteur a déplacé la question, comme on essayait de le montrer au début de ces pages. Au lieu d'admettre que la société traverse une crise, il croit à une société nouvelle. Et c'est parce qu'il a cette illusion qu'il interroge — oh ! bien timidement d'ailleurs, bien mélancoliquement aussi... — ses confrères afin de savoir si l'homme de lettres a encore sa place dans ce monde prétendu transformé.

L'homme de lettres, non ; l'écrivain, oui, si l'on veut bien admettre les définitions données au début de ces pages. Il faut avoir le courage de le dire et de le crier aux jeunes gens

qui voudraient entrer dans la carrière. Tant que la société sera ce qu'elle est, l'homme de lettres qui voudra vivre de sa plume sera toujours traité sans ménagement par la plupart des hommes qui se refusent à considérer qu'on peut monnoyer ses plus beaux rêves. C'est de leur part réalisme ; c'est peut-être aussi idéalisme : un hommage rendu à un produit, qui, d'après eux, ne saurait être évaluable. Au total, ces profanes voient bien en effet que quelles que soient les prétentions de ceux qui écrivent, ils n'arrivent pas à les faire triompher. Et cela leur suffit, d'autant que rien n'indique que demain viendra modifier cet état de choses.

Mais, en revanche, l'écrivain aura plus que jamais sa place dans la hiérarchie sociale, très haute, plus haute même qu'en aucun temps. S'il consent à écrire son œuvre, sans hâte, sans être asservi à aucune firme industrielle et commerciale, sans concession au goût du public, dans la sérénité d'une existence ordonnée, la liberté d'une pensée que n'aigrissent pas les déceptions et les injustices, réelles ou imaginaires, d'une destinée pénible, à l'abri d'une profession stable et suffisamment lucrative, il aura une autorité incomparable. Il sera écouté — car le règne de l'Esprit n'est pas sur le point de finir. C'est cet Esprit, en effet, qui a dominé cette guerre, qui a suscité les héroïsmes individuels, les adhésions des peuples, la coalition de toutes les forces bienfaisantes finalement victorieuses — et, cet Esprit il était né précisément, en partie tout au moins, de l'influence des écrivains.

GEORGES GRAPPE

LE
ROMAN VÉCU DE DOSTOÏEWSKI

Entre tous les grands écrivains russes qui remplirent de leur gloire la seconde moitié du XIXe siècle, Dostoïewski est resté le plus vivant et celui dont l'œuvre demeure la plus actuelle. Il est aussi le plus Russe de tous ces Russes fameux pour qui l'Occident s'enthousiasma naguère, d'un enthousiasme, à vrai dire, où la mode eut une large part, d'un enthousiasme où il entrait un peu de cette crainte qu'on éprouve devant un mystère qui s'ignore lui-même. A la différence de Tourguénef, trop francisé pour être typique, et de Tolstoï, tout imprégné de l'universalisme chrétien, Dostoïewski est jalousement, résolument Russe. Il se faisait sur l'avenir immédiat de son pays des illusions énormes et, malgré tout, il a vu beaucoup plus clair dans cet avenir que ses deux illustres contemporains et rivaux. J'ai relu, depuis la révolution bolcheviste, quelques chapitres du *Carnet d'un écrivain*. Dostoïewski pressentait la tourmente. Il ne semble pas jusqu'à présent qu'elle évolue dans le sens annoncé par lui, mais, de l'avis général, le bolchévisme n'en est encore qu'à son début, ce bolchévisme n'étant pas une fin, mais un commencement. Les oracles de Dostoïewski peuvent encore s'accomplir. Et de toute façon ses analyses de la psychologie révolutionnaire étudiée par lui sur le vif, chez les révoltés russes, sont d'une profondeur et d'une vérité incomparables. Dostoïewski est l'auteur russe

qui a le plus clairement discerné en quoi le génie russe diffère des autres. Conséquent avec ses principes, il a tiré de sa découverte cette conclusion logiquement radicale : la Russie n'a rien à faire en Europe, le rôle de la Russie est en Orient.

Les critiques occidentaux ont salué, pour toutes ces raisons, en Dostoïewski le plus national des grands auteurs russes. Dostoïewski, c'est pour eux la Russie incarnée. Dans son beau livre sur *le Roman russe*[1], M. de Vogüé écrivait : « Voici venir le Scythe, le vrai Scythe qui va révolutionner toutes nos habitudes intellectuelles. » Vogüé, qui connut ce Scythe personnellement, découvre jusque dans ses traits physiques la marque indélébile de la race : « Le visage était celui d'un paysan russe, d'un vrai moujik de Moscou, le nez écrasé, les petits yeux clignotant sous l'arcade, brillant d'un feu tantôt sombre, tantôt doux. » Tout le portrait littéraire de Dostoïewski tracé par Vogüé est dominé par ce fait : c'est ici le plus Russe des Russes.

Or il vient de paraître un livre, signé de la fille de Dostoïewski et dont l'idée centrale est diamétralement contraire. Le *Dostoïewski*[2] de mademoiselle Aimée Dostoïewski développe cette thèse que le célèbre écrivain était d'origine lithuanienne, que ses ancêtres à la troisième ou quatrième génération étaient encore catholiques, qu'il était lui-même par le caractère beaucoup plus Lithuanien que Moscovite et qu'il a peint les Russes non pas du dedans, mais du dehors, ce qui ne veut pas dire, du reste, qu'il n'ait pas su les peindre. Mademoiselle Dostoïewski a composé son livre sous l'influence des écrits de Gobineau qu'elle a lus avec ferveur et médités avec ravissement. La gobinisme lui paraît le dernier mot de la science des âmes. Elle estime « impossible d'écrire une bonne biographie sans en tenir compte ». Me sera-t-il permis d'avancer que les fantaisies ingénieuses mais téméraires de Gobineau tiennent trop de place dans le volume de mademoiselle Dostoïewski ?

L'idée de race devient entre ses mains une clé magique dont elle ouvre sans effort l'âme de tous ceux qui entrèrent

1. Paris, 1866 (p. 203 et suiv.).
2. *Dostoïewski, geschildert von seiner Tochter.* — Eugen Rentsch Verlag, Erlenbach, Zurich, 1920.

en contact avec son père. L'inimitié de Dostoïewski et Tourguenef s'explique par le sang mongol de celui-ci. Tourguenef avait la manie des grandeurs, il était dissimulé et jaloux : « Il se conduisait comme un vrai Mongol, méchant et vindicatif. » La race de Tolstoï suffit de même à expliquer tout Tolstoï et tout le tolstoïsme. Les Tolstoï sont d'origine allemande. Le premier Tolstoï qui s'établit en Russie au XVIIe siècle était un négociant nommé Dick qui tenait boutique à Moscou. Allemand par le sang, Léon Tolstoï reste Allemand dans ses pensées. L'indifférence du célèbre penseur envers les destinées de la race slave, son orgueil intellectuel sont des traits de caractère allemands. Son œuvre, enfin, est un éclatant témoignage « en faveur de l'incapacité allemande de comprendre l'âme russe ». La religion de Tolstoï n'a rien de commun avec l'orthodoxie. La religion de Tolstoï est à base de protestantisme. Le tolstoïsme est « une secte allemande » comme le *Stundisme*, cette secte luthérienne si florissante dans les provinces baltiques. Tels sont les arguments développés par mademoiselle Dostoïewski avec une totale absence de charité. Il serait facile de relever, à l'encontre de ce qu'elle avance, tout ce qu'il entre d'authentiquement russe dans la piété de Tolstoï. Et quand ce ne serait que cet évangélisme conçu dans l'esprit de l'orthodoxie bien plus que dans l'esprit du luthérianisme; mais une discussion de ce genre nous entraînerait trop loin. J'ai voulu seulement signaler la base bien fragile sur laquelle mademoiselle Dostoïewski a échafaudé son volume.

Cet ouvrage est précieux malgré tout. Sujet à caution dans sa partie scientifique ou pseudo-scientifique et philosophique, il abonde en données nouvelles et instructives dans sa partie simplement documentaire.

***

Encore que la prétention de mademoiselle Dostoïewski d'expliquer son père par son atavisme lithuanien paraisse assez mal fondée et n'ait pas, après tout, grande importance, il convient de formuler sa pensée sur ce sujet. Dostoïewski, à l'en croire, ne serait pas ce moujik lettré et philosophe dépeint par

Vogüé, mais un Lithuanien, c'est-à-dire un Non-Slave et, par les racines les plus profondes de son génie, un descendant de ces Normands qui jouèrent un rôle capital dans la formation de la civilisation lithuanienne. Les Dostoïewski passèrent ensuite de Lithuanie en Ukraine pour se fixer enfin au cœur de la grande Russie. Au surplus, ils épousèrent des Russes authentiques, lesquelles contribuèrent à fixer le génie du plus illustre rejeton de la famille ; mais le fond du caractère chez Dostoïewski est lithuanien. Lithuanien, son amour de la dépense, sa passion du jeu, sa générosité native, son esprit de famille et sa nonchalance instinctive. Voici, d'ailleurs, formulée, on pourrait dire : dosée par mademoiselle Aimée Dostoïewski, la mentalité de son père : « La Lithuanie a façonné son caractère et son esprit, l'Ukraine a réveillé la poésie dans le cœur de ses ancêtres ; mais, pour allumer toutes ces brindilles amassées. au cours des siècles, il fallut le feu de la grande Russie, il fallut une étincelle du génie russe. » L'assurance avec laquelle mademoiselle Dostoïewski se prononce en matière si délicate a quelque chose de déconcertant. J'oserai dire que la rigueur de ses formules ne me convainc pas. Loin de m'écrier avec le bourgeois gentilhomme : « Ah ! quelle belle chose que la science ! » je serais plutôt tenté de répéter avec un autre personnage de Molière : « Et voilà pourquoi votre fille est muette ! »

Mais mademoiselle Dostoïewski n'admettrait pas qu'on parlât si légèrement de la doctrine chère à son cœur. Ne va-t-elle pas jusqu'à faire retomber sur le sang lithuanien de son père l'acte de coupable imprudence qui décida de l'orientation de sa vie et de son esprit, sa participation à la conjuration de Petrachewski? Cet événement se déroula en 1849, Dostoïewski accomplissant sa vingt-neuvième année. Il ne connaissait pas encore le monde par sa propre expérience. C'était encore à la voix du sang qu'il obéissait. Sous l'influence de son atavisme lithuanien, occidental et normand, il commit la faute d'entrer dans un complot qui visait à installer en Russie, à la place du tsarisme estimé rétrograde, « une république d'intellectuels ». Une telle aberration ne s'explique — je répète ce qu'en dit la fille — que parce que Dostoïewski ignorait encore à cette époque « le sens véritable de la

monarchie russe », comme il ignorait le peuple russe et l'âme russe. Son séjour au bagne lui rendit cet immense service de lui découvrir le génie propre de ce pays qui était devenu sa patrie. Au contact de ses compagnons de chaîne, Dostoïewski s'instruisit sur les vertus incomparables du moujik, même criminel. A l'exemple des forçats dont il partageait l'existence, il devint ou tenta de devenir chrétien, charitable et monarchiste. Il était entré au bagne Lithuanien, il en sortit Moscovite. « Les condamnés, disait-il par la suite, furent mes maîtres. » Blâmait-on devant lui la sentence qui l'avait envoyé au bagne : « Nous fûmes justement condamnés, déclarait-il à ceux qui le plaignaient hors de propos, le peuple nous aurait condamnés. J'ai compris cela au bagne. » Le séjour à la *Maison des Morts* fut donc une sorte de révélation, d'où Dostoïewski sortit transformé. Désormais il ne se proposa plus qu'un but : révéler le peuple russe à lui-même ; mais il n'y parvenait qu'au prix d'un dédoublement conscient, par un acte réfléchi de sa volonté : « Mon père qui se donnait pour un vrai Russe, écrit mademoiselle Dostoïewski, était beaucoup plus Européen que Tourguenef ou Tolstoï. » Mlle Dostoïewski va jusqu'à soutenir que si son père écrivait mal le russe, « c'est parce que cette langue n'était pas celle de ses ascendants ». Je le répète : c'est plus à titre de curiosité littéraire que de document positif que je rapporte la théorie de mademoiselle Dostoïewski sur la nationalité lithuanienne de son père dans ses écrits. Le génie obéit surtout à sa propre loi. Et Dostoïewski avait reçu du ciel le don fatal et sublime du génie. Il est assez oiseux de rechercher dans quelle mesure la Lithuanie, l'Ukraine et la grande Russie contribuèrent à sa formation.

***

On ne saurait refuser à la partie documentaire et narrative du livre qui nous occupe le mérite de la sincérité et de la franchise. Mademoiselle Dostoïewski parle de l'épilepsie de son père, résultat de l'alcoolisme de son grand-père, elle parle de toutes les tares qui pèsent sur sa famille, des dissentiments qui la rongeaient avec une liberté qui éloignera certainement

les esprits timorés d'Occident. Elle dit quelque part que le sens du point d'honneur familial est peu développé chez les Russes. Quand son père prit sur ses épaules le lourd fardeau des dettes contractées par son père à lui, il sacrifiait inconsciemment, d'après elle, une fois de plus, à des principes lithuaniens. Me sera-t-il permis d'observer que mademoiselle Dostoïewski, en ce qui concerne le point d'honneur familial, apparaît beaucoup plus Russe que Lithuanienne? Elle raconte le roman d'amour ou, plus exactement, les romans d'amour de son père avec une abondance et une crudité qui n'ont rien d'européen. Il se trouve rarement, chez nous, des fils ou des filles pour accomplir une telle besogne. Ce tableau de la vie passionnelle de Dostoïewski est, d'autre part, ce qu'il y a de plus nouveau et de plus personnel dans l'ouvrage de sa fille. J'en voudrais reproduire quelques aspects.

Dostoïewski, à l'encontre des autres élèves de l'École d'ingénieurs, était chaste dans ses propos et dans ses actes. L'obscénité naturelle de ses camarades le révoltait. Assez mal conformé au physique, épileptique, nerveux, fiévreux, toujours malade, en somme, il avait rayé de sa vie de jeune homme le culte à Vénus et le culte à Bacchus. Ce n'est qu'au sortir de son bagne sibérien qu'il vécut sa première idylle, une idylle tragique, et tout à fait conforme au sombre génie de l'homme qui en fut le héros.

Dostoïewski, après quatre ans au bagne, n'avait pas encore payé, aux termes de la loi russe, sa dette à la société. Il lui restait redevable d'un certain nombre d'années de service militaire, à passer en Sibérie même. Promu officier, envoyé en garnison à Semipalatinsk, Dostoïewski commit l'imprudence de se lier avec un de ses collègues, le capitaine Issaïef, et surtout avec la femme de celui-ci, une aventurière de la pire espèce. Maria Dmitrijewna, épouse légitime du capitaine Issaïef, était la fille d'un mamalouk venu en Russie avec l'armée de Napoléon Ier. Marie Dmitrijewna avait donc dans les veines, par son père, du sang africain et l'on pense bien que mademoiselle Dostoïewski ne manque pas cette occasion de vérifier une fois de plus *in anima vili* la doctrine de Gobineau. Maria Dmitrijewna n'est pour elle qu' « une négresse blanche », en qui elle découvre toutes les tares de la race noire!

Elle maudit, d'ailleurs avec raison, l'influence funeste que cette intrigante exerça sur son père.

Je ne sais jusqu'à quel point il faut imputer à l'origine africaine de Maria Issaïef sa totale absence de vertu sinon d'esprit : le fait est qu'elle rendit Dostoïewski très ridicule, à la fois, et très malheureux. Elle savait le capitaine Issaïef condamné à une mort prochaine. Douée d'un génie singulièrement pratique, elle s'occupa de le remplacer avant qu'il fût mort. Dostoïewski, célèbre et jeune (il était alors dans sa trente-quatrième année) lui parut de bonne prise. Mais elle n'entendait pas renoncer pour autant à la liaison qu'elle entretenait depuis maintes années avec un beau jeune homme blond qui vivait des leçons particulières données à domicile et qu'elle allait trouver chaque jour à la nuit tombante. Tout le monde, à Semipalatinsk, était au courant de ce scandale sauf, bien entendu, le candide Dostoïewski.

Issaïef mourut et Dostoïewski l'épousa. Les débuts de sa vie conjugale lui apportèrent des satisfactions appréciables. Maria Dmitrijewna était colérique et faisait à son mari des scènes affreuses, mais elle était ménagère experte, tenait bien sa maison. Dostoïewski appréciait ce confort et cet ordre, choses si nouvelles pour lui. D'accord avec sa femme, il demanda l'autorisation de quitter la Sibérie et de se fixer à Twer, sur la voie ferrée qui relie Moscou et Pétrograd, afin de se rapprocher des lieux civilisés. Cette requête lui fut accordée et Dostoïewski déménagea. Il franchit en calèche, accompagné de sa femme, le trajet de Semipalatinsk à Twer ; mais Mme Dostoïewski n'avait pas voulu laisser en arrière son fidèle amant, le jeune homme blond. Il suivait à quelques verstes derrière, en cabriolet. A chaque relai, « la négresse blanche » griffonnait à son adresse un billet où elle indiquait la prochaine étape. Le ménage Dostoïewski ne resta pas longtemps à Twer. L'écrivain sollicita du tsar Alexandre II la permission de résider à Pétrograd même. Et l'autorité, édifiée par les écrits de Dostoïewski devenu slavophile et tsariste depuis son séjour au bagne, accorda la permission demandée. Peu après paraissaient ces *Souvenirs de la Maison des Morts* qui justifiaient amplement la bienveillance d'Alexandre II. Le tsar avait envoyé Dostoïewski au bagne et

Dostoïewski, dans ce livre, bénissait la main paternelle qui l'avait châtié.

Le séjour de Pétrograd influa fâcheusement sur la santé et l'humeur de la « négresse blanche ». Elle avait toujours eu la poitrine délicate. A Pétrograd, son mal empira. Bientôt elle se mit à cracher le sang. Elle n'avait jamais été belle, elle devint vraiment laide. Si laide que son fidèle amant, le jeune homme blond, l'abandonna. Il partit un jour en tapinois sans laisser d'adresse. Elle en conçut une haine terrible... contre son époux légitime. Dans une scène tragique, minutieusement décrite par mademoiselle Dostoïewski, Maria Dmitrijewna révéla au pauvre homme atterré l'horreur qu'il lui inspirait et avec quelle volupté elle se moquait de lui dans les bras de son amant : « Une femme qui se respecte, hurlait-elle, ne pourra jamais aimer un homme comme toi, un homme qui a passé quatre ans au bagne, en compagnie de voleurs et d'assassins ! » Il se peut que la scène soit poussée au noir dans le livre que j'analyse. Mademoiselle Dostoïewski insiste avec complaisance sur le malheur qui fut le lot de son père avant que le hasard lui fît rencontrer la femme qui devint la mère de mademoiselle Dostoïewski. Et combien ce sentiment n'est-il pas louable! La peinture tragique de mademoiselle Dostoïewski n'en doit pas moins, dans ses grandes lignes, répondre à la réalité. Ce premier mariage de son illustre père fut une sinistre erreur. Il explique ces descriptions d'unions malheureuses qui tiennent dans l'œuvre du grand romancier une si large place. Dostoïewski, analysant ces situations pénibles, n'avait qu'à se souvenir.

Il était alors âgé de quarante ans, un âge où l'on ne renonce pas encore à être aimé. Aux effroyables révélations de sa femme, il prit peur et s'enfuit. Son absence, toutefois, ne désarma point la mégère : « Elle haïssait mon père, écrit mademoiselle Dostoïewski, de cette haine implacable dont seules sont capables les négresses. » Menaçant du poing un portrait du grand homme qui ornait l'appartement déserté : « Misérable ! criminel ! » criait-elle. Pendant ce temps. le misérable, le criminel cherchait quelque diversion à ses tourments dans une aventure extra-conjugale.

Une jeune étudiante, mademoiselle Pauline N..., venait

d'écrire à Dostoïewski une lettre enflammée d'amour. Il répondit, on se rencontra et l'on s'aima ; du moins on crut s'aimer, mais mademoiselle Pauline N... était d'un caractère trop particulier pour que l'aventure se prolongeât. Pauline N... appartenait à une bonne famille bourgeoise, mais elle avait été touchée de la grâce nihiliste et pensait montrer un esprit supérieur en rompant en visière à tous les principes bourgeois. Elle pratiquait l'amour libre sous prétexte d'obéir à l'amour idéal. Elle prenait part aux manifestations révolutionnaires, brandissant un drapeau rouge et chantant *la Marseillaise*. Confortablement pensionnée par sa famille, elle vivait agréablement, sinon bourgeoisement, avec cet argent bourgeois. Amie de toutes les excentricités et de toutes les fantaisies, il lui avait paru piquant d'inscrire sur la liste de ses amis passagers le nom du plus célèbre écrivain russe. D'où ses avances. Elles tombaient à pic et Dostoïewski se laissa faire.

Pauline, agitée et curieuse, désirait connaître Paris. Elle fit sa malle et partit. Dostoïewski devait la rejoindre; mais comme Dostoïewski s'apprêtait au voyage, il reçut un billet de Pauline : « Tout est fini entre nous. » Follement éprise d'un jeune Français, Pauline ne voulait plus entendre parler de son ami russe : « C'est ta faute, ajoutait-elle. Pourquoi m'as-tu laissée seule si longtemps? » Dostoïewski n'en gagna pas moins Paris ; mais Pauline lui fit un tel accueil qu'il n'insista pas.

Il alla chercher des consolations à Londres. Du moins mademoiselle Dostoïewski le laisse-t-elle supposer en révélant à ses lecteurs que son père trouva les Anglaises fort à son goût. En quoi, d'ailleurs (c'est toujours elle qui parle), il se différenciait de la plupart des Russes : les Anglaises sont trop « maigres » à leur goût ; mais Dostoïewski professait en toutes choses des avis paradoxaux...

Londres ayant cessé de lui plaire, il se mit à rêver d'Italie... et des Italiennes. Il propose à son ami Strakof de l'accompagner au pays où fleurit l'oranger, mais non point pour l'adorer dans sa fleur et dans le chaste symbole qu'elle exprime : « Nous nous promènerons dans Rome, écrit Dostoïewski à Strakof. Et qui sait? peut-être nous arrivera-t-il de caresser en gondole une belle Vénitienne. » Mademoiselle Dostoïewski, rap-

portant le vœux paternel, croit pouvoir affirmer que l'auteur de ses jours en fut pour ses projets romanesques ; mais Dostoïewski a peut-être gardé pour lui le souvenir de ses idylles vénitiennes.

Une lettre éplorée de Pauline N... le rappelle à Paris au printemps suivant. Trompée par son amant français, Pauline se désole et veut se suicider. Dostoïewski la gronde et la détourne de ses sombres projets. Sur quoi, dégoûtée du suicide, Pauline incline au meurtre. Elle assassinera l'infâme qui la trompe ! Un beau matin, elle se présente chez Dostoïewski, brandissant un couteau neuf : elle va de ce pas le plonger dans le sein de l'infidèle. Dostoïewski lui arrache le couteau des mains et l'emmène à Wiesbaden. Joueur comme il est, il s'essaye à la roulette et perd tout ce qu'il veut.

Il apprend la mort de sa femme légitime, la « négresse blanche », et propose à Pauline de l'épouser ; mais Dostoïewski venait de publier *Raskolnikof* (*Crime et Châtiment*). Et ce roman contenait une peinture défavorable des milieux dits studieux. Les étudiants étaient très montés contre Dostoïewski. Étudiante perpétuelle, très attachée aux étudiants sinon aux études, Pauline N... repoussa Dostoïewski et ses avances. Elle rompit même avec lui. L'ami délaissé n'en conçut pas, d'ailleurs, un chagrin irréparable. Cette aventure fut sa dernière idylle avant son mariage. Il avait largement dépassé la quarantaine et complètement jeté sa gourme tardive. Il se mit à chercher autour de lui une femme qui pût devenir une épouse digne de ce nom.

Il faillit, hélas ! se tromper une fois encore. Une fois encore, il tomba dans les filets d'une jeune personne qui prétendait admirer passionnément ses écrits et pousser cet amour jusqu'aux épousailles. Elle était Lithuanienne et s'appelait Anna Krukovskaia. Son admiration s'adressait, du reste, uniquement au littérateur, non pas au penseur et au politique. Mademoiselle Krukovskaia était anarchiste. Dostoïewski s'en aperçut heureusement avant la consommation de l'irréparable. Les fiancés, s'étant mis à parler sociologie, s'échauffèrent furieusement. Ils comprirent à temps qu'un mariage eût été une altercation perpétuelle. Ils brisèrent là d'un commun accord. Rendue à la liberté, mademoiselle Krukovskaia épousa un Fran-

çais qui partageait ses opinions. Elle vint habiter Paris et on la vit, lors des incendies de la Commune, secouer à travers Paris la torche incendiaire. Dostoïewski l'avait échappé belle; mais n'est-il pas curieux de penser que cet homme qui analysait l'âme de ses héroïnes avec une telle clairvoyance manquait de la plus élémentaire pénétration quand il s'agissait de juger les créatures avec lesquelles la vie réelle le mettait en contact?

Il dut au pur hasard de rencontrer enfin la femme vertueuse, raisonnable et pratique, seule capable de fixer son esprit inquiet et d'introduire dans sa vie cet équilibre relatif si utile, quoi qu'on dise, à l'épanouissement du génie. Harcelé par les éditeurs, Dostoïewski cherchait une sténographe à qui dicter ses romans, mais les sténographes étaient rares dans la Russie d'alors. La sténographie passait pour un art d'agrément : les jeunes filles qui s'y exerçaient ne pensaient guère qu'elle pût devenir un métier. Un ami de l'écrivain lui parla de la fille de Grigori Ivanovitch Snatkine. Cette jeune personne sténographiait à merveille. Elle comptait dix-neuf printemps, elle était d'un naturel actif et sérieux et bien qu'elle n'eût pas absolument besoin de gagner sa vie, elle ne demandait pas mieux que de servir de secrétaire à Dostoïewski dont elle admirait fort les écrits — comme tout le monde. Mademoiselle Dostoïewski insiste beaucoup sur la pureté liliale de sa mère au moment où elle connut le grand romancier. Donnons-lui acte de cette vertu qu'elle tient si fort à faire constater. Mademoiselle Snatkine était, d'ailleurs, très jolie et sa réserve n'allait pas jusqu'à redouter qu'on lui parlât de l'agrément de sa figure. Elle jugea même que Dostoïewski, lors de sa première séance, n'y avait pas porté assez d'attention. Il était dans un de ses mauvais jours, il s'était montré bougon, même rude. Cruellement blessée, mademoiselle Snatkine avait failli en rester à ce premier essai.

Surmontant sa répugnance, elle retourna chez le romancier. Celui-ci, de son côté, s'amadoua. Entre Dostoïewski et sa secrétaire une intimité très douce se forma bientôt qui finit comme on devine. Dans le sentiment de la jeune fille, il entrait de la pitié pour un être maladif et ballotté par le sort. Il y avait du respect, un sorte de tendresse paternelle dans l'incli-

nation du maître pour sa sténographe; mais mademoiselle Dostoïewski croit pouvoir affirmer que son père n'aima point sa mère d'amour. « Pour allumer sa passion, remarque-t-elle, il fallait les ruses africaines d'une Maria Dmitrijewna ou l'impudicité d'une Pauline. » Or, mademoiselle Snatkine n'était ni Africaine, ni autre chose. Elle avait dans les veines — sa fille prend soin de nous renseigner là-dessus — du sang suédois et du sang normand. Excellent mélange pour donner une épouse vertueuse. Mademoiselle Dostoïewski n'hésite pas à attribuer au sang des « ancêtres normands » cette pureté qu'elle célèbre avec complaisance chez sa mère. Tant de vertu exerça sur Dostoïewski une influence apaisante. Parlant de cette époque avec sa fille, madame Dostoïewski disait : « Ton père était beaucoup plus intéressant, beaucoup plus gai que les jeunes gens d'alors, qui, pour se mettre à la mode, portaient des bésicles et se donnaient des airs de vieux professeurs de zoologie. »

Dostoïewski, toutefois, ne tint pas longtemps en place. Ce russomane à tout crin, ce contempteur acharné de l'Occident avait besoin de l'Occident, peut-être pour raviver ses instincts hostiles. Traqué par ses créanciers, molesté par les membres de sa famille qui s'entendaient mal avec la nouvelle madame Dostoïewski, le romancier et sa jeune femme quittèrent Pétrograd pour l'Europe. Dostoïewski n'aimait pas la France. Il détestait surtout Paris pour ses mœurs trop faciles. Mademoiselle Dostoïewski ne fait pas mystère de ce sentiment attesté aussi par Vogüé : « Dostoïewski parlait de Paris, si l'on en croit l'auteur du *Roman russe*, comme Jonas devait parler de Ninive. » Aussi Dostoïewski évita-t-il avec soin de conduire sa femme à Ninive. Le jeune ménage planta successivement sa tente à Dresde, à Baden-Baden, à Genève où madame Dostoïewski mit au monde une petite fille qui mourut après quelques mois de vie précaire. Les Dostoïewski habitèrent ensuite Milan, Florence, Prague, puis de nouveau Dresde. C'est seulement après quatre ans de cette existence nomade que Dostoïewski et sa femme rentrèrent à Pétrograd. Le romancier avait publié en cours de route *l'Idiot* et assidûment travaillé aux *Démons* (*les Possédés*) qui parurent peu après son retour en Russie.

*
* *

La dernière phase de la vie de Dostoïewski est moins fertile en incidents. Aussi tient-elle dans sa récente biographie une moindre place. La publication des *Démons*, où les révolutionnaires sont si cruellement dépeints et critiqués, acheva de brouiller Dostoïewski avec la jeunesse studieuse : « Il fut l'idole, écrit Vogüé, d'une grande partie de la jeunesse russe. Elle venait à lui comme à un directeur spirituel. » Le témoignage de mademoiselle Aimée Dostoïewski s'écarte absolument sur ce point de celui qu'a porté l'auteur du *Roman russe*. Il fallut l'inauguration du monument Pouchkine au mois de juin 1880, le discours retentissant prononcé à cette occasion par son successeur et son émule pour faire rentrer celui-ci en grâce auprès des lettrés et des jeunes gens russes.

Vogüé parle de l' « orgueil douloureux qui formait le fond de son caractère ». Dostoïewski peint par sa fille est le moins orgueilleux des hommes. Il est toute modestie, toute déférence. S'il évita de faire la connaissance personnelle du comte Tolstoï, c'est parce que le tolstoïsme lui faisait horreur et parce qu'il ne voulait pas froisser le pape de la doctrine nouvelle en lui marquant sa façon de penser.

Bohème repenti, Dostoïewski fournissait, quand la mort le terrassa, une somme énorme de travail quotidien. Il passait la nuit à écrire, absorbant du café très noir pour résister au sommeil. Il lui arrivait rarement de s'aller coucher avant cinq heures du matin. Sa santé s'était améliorée depuis son mariage. Ses crises d'épilepsie étaient devenues moins fréquentes, mais il souffrait d'une affection des voies respiratoires qui s'aggravait avec le temps. Il en mourut dans des conditions curieuses, et que mademoiselle Dostoïewski rapporte avec sa franchise coutumière. Un déjeuner intime avait réuni à la table du romancier plusieurs personnes de sa famille qui s'entendaient assez mal entre elles. Une sœur de Dostoïewski s'avisa de reprocher assez aigrement au romancier son obstination à réclamer la part d'héritage qui lui revenait d'une tante récemment décédée. La discussion tournant à l'aigre, l'écrivain quitta la salle à manger. Assis dans son cabinet, devant sa table à écrire, il remâchait sa bile, en proie à une fureur

extrême. Soudain, comme il passait sa main sur sa bouche, il vit ses doigts couverts de sang. On appela un médecin en toute hâte. Il fit coucher le malade immédiatement. Dostoïewski ne devait point se relever. Il mourut paisiblement après s'être fait lire quelques passages d'un livre qu'il adorait : le livre qui avait renouvelé sa conscience pendant son séjour au bagne, l'Évangile.

Il avait péché dans sa vie, comme tout mortel, mais il n'avait jamais cessé d'aimer Dieu et de croire en sa miséricorde. La maladie avait beau sévir autour de lui, les usuriers avaient beau le persécuter, il ne se désolait pas sur ce qu'il adviendrait des siens après sa mort : « Il gardait en Dieu, écrit sa fille, une absolue confiance et ne se fit jamais de souci sur l'avenir de sa famille. Il avait raison de penser ainsi, puisque après sa mort nous n'avons jamais manqué de rien. » Il y a du fatalisme dans cette confiance, dans cette confiance faite, pour une grande part, de résignation. Mademoiselle Dostoïewski soutiendrait peut-être que c'est là encore une qualité lithuanienne. Ne serait-ce pas plutôt un trait de caractère asiatique?

MAURICE MURET

CE QUI S'EST PASSÉ
AU CONSEIL SUPRÊME

Le Conseil Suprême qui vient de se tenir à Paris au mois d'août a présenté un grand intérêt parce qu'il a fait apparaître la position prise par le gouvernement anglais et par le gouvernement français au sujet des problèmes essentiels de la paix. Les Alliés sont d'accord pour proclamer la nécessité de leur union : seulement, dès qu'il faut agir, ils découvrent les différences qui existent entre leurs conceptions générales de la politique. Assurément ils n'avaient pas attendu le dernier Conseil Suprême pour s'apercevoir de leurs divergences de vue. Mais c'est précisément parce que depuis deux ans ils ont souvent discuté et souvent transigé, qu'ils ont été amenés à exprimer plus nettement à la fois leur volonté d'accord, et les sujets de leur désaccord. A ce titre le dernier Conseil Suprême a été significatif : la thèse française y a été exposée fermement et dans sa totalité, la thèse britannique n'a pas été soutenue avec moins de force. L'Entente franco-britannique est sortie de ce Conseil sans rien perdre de sa solidité, et c'est un premier résultat; des conclusions françaises ont été, comme on verra, adoptées sur des points essentiels, et c'en est un second : mais il reste un sérieux travail à accomplir si l'on veut préparer pour l'Angleterre et la France les conditions d'une action commune dans l'avenir.

Quatre questions importantes ont été traitées : le partage de la Haute-Silésie, les renforts, les commissions de contrôle,

les sanctions. La première est celle qui avait fait le plus de bruit avant le Conseil Suprême, parce que la politique britannique et la politique française étaient sur ce sujet absolument opposées. Elle était surtout grave parce qu'elle se rattachait à un problème plus général, celui de la sécurité de l'Europe; le Conseil Suprême l'a remise à son rang et l'a replacée dans l'ensemble des problèmes de la paix. La solution qui a consisté à renvoyer le partage de la région silésienne devant le Conseil Supérieur de la Société des Nations a eu au moins le mérite d'éviter une crise de l'entente franco-anglaise et de rendre à cette affaire qui prenait le caractère d'un différend entre l'Angleterre et la France sa nature réelle d'affaire mondiale. Il n'importe pas pour le moment de savoir qui en est l'inventeur. Suggérée par les Italiens, elle a été proposée par M. Lloyd George et acceptée par tous. Le Conseil Suprême de la Société des Nations jugera librement ; il n'est mis aucune limite à sa liberté de décision, et par avance le gouvernement de Londres et celui de Paris ont déclaré qu'ils acceptaient la sentence. Il est à noter d'ailleurs que cette procédure, choisie par le Conseil Suprême, ne regarde que lui et n'a pas été notifiée à l'Allemagne. Les Alliés se réservent aussi de faire leur la décision du Conseil Suprême de la Société des Nations et de la faire connaître comme telle à l'Allemagne. Pour le moment, ils ont simplement annoncé à Berlin qu'ils avaient ajourné la fixation de la frontière silésienne et ils ont invité les populations polonaises et allemandes de la région contestée à la patience et au calme.

Ce qui rendait une solution, comme celle qui est intervenue, nécessaire, c'est que le Conseil Suprême était dans une impasse. Ni l'Angleterre ni la France n'ont rien cédé de leurs demandes : après examen de la frontière et exposé de ce que chacune pouvait considérer comme la ligne marquant l'extrême limite de leur transaction, elles se sont trouvées encore très loin l'une de l'autre. Il ne restait qu'à rompre l'entretien dans des conditions qui étaient mauvaises pour tout le monde, sauf peut-être pour l'Allemagne. La France ne voyait sa thèse appuyée ni par l'Italie ni par le Japon ; les États-Unis ont assisté aux délibérations en témoins et sans prendre parti ; l'Angleterre sentait l'énorme disproportion qu'il y avait

entre les causes d'une rupture éventuelle et les conséquences incalculables de cette rupture. Le Conseil Supérieur de la Société des Nations pourra utilement se servir pour se renseigner de tout ce qui a été dit déjà par les Alliés : pour apprécier la situation et prendre une décision équitable, il ne manquera pas d'éléments. L'Angleterre et la France sont représentées; la Belgique, qui a des raisons de connaître les conditions de la sécurité de l'Europe, y fera entendre sa voix; l'Espagne, le Brésil, la Chine, le Japon, qui ne sont pas directement intéressés dans l'affaire, jugeront impartialement. Le Conseil Supérieur de la Société des Nations a déjà réglé la question délicate des îles Aland : il faut espérer qu'il libérera la politique européenne de la question plus difficile encore du partage de la Silésie.

Les gouvernements de Londres et de Paris feront sagement, en attendant la solution du Conseil supérieur de la Société des Nations, s'ils ne parlent plus de l'affaire silésienne : ils ont tout dit ; et ils sont trop engagés pour faire autre chose que de se répéter. Au lendemain du Conseil Suprême, M. Lloyd George a fait une déclaration en Angleterre, et M. Briand le lendemain a répliqué par des déclarations à la presse française, en marquant son intention de s'en tenir là. Ainsi que nous l'avons expliqué précédemment, le gouvernement français ne pouvait aller plus loin qu'il n'a fait dans la voie des concessions. Quant à l'intransigeance de M. Lloyd George, elle garde pour le public français quelque chose d'incompréhensible. On assure que M. Lloyd George a reçu la visite de financiers et d'hommes d'affaires anglais qui lui ont expliqué comment ils concevaient le partage de la région silésienne et l'intérêt qu'ils y attachaient. Si le fait est réel, il y a là le signe d'une conception du gouvernement et du Parlement qui est très loin de la nôtre. Si chez nous un gouvernement était saisi de la requête du monde des affaires, rien ne prouve qu'il en tiendrait compte, et, s'il en tenait compte, il est probable que le Parlement ne lui en saurait pas gré. Nous ne prétendons pas que ces usages politiques soient supérieurs aux usages britanniques, mais nous constatons qu'ils sont très différents et nous voyons là une des raisons pour lesquelles nous avons beaucoup de mal à comprendre la position prise par M. Lloyd

George à l'égard du problème silésien. On peut trouver à l'attitude de M. Lloyd George une autre explication, non plus d'ordre économique, mais d'ordre politique. Au moment des négociations de la paix en 1919, M. Lloyd George était, comme on sait, très peu favorable à l'occupation de la rive gauche du Rhin : il a fini par consentir à cette occupation, en y apportant d'ailleurs diverses sortes d'atténuations. A-t-il voulu davantage et dès cette époque a-t-il supposé que le plébiscite lui permettrait de faire attribuer la Haute-Silésie à l'Allemagne? a-t-il, dans son esprit, fait de cette promesse plus ou moins formulée une sorte de contre-partie à l'occupation de la rive gauche du Rhin? Toujours est-il qu'il a défendu jusqu'au bout la thèse favorable à l'Allemagne comme nous avons défendu la thèse favorable à la Pologne. Quand des gouvernements se sont engagés à ce point, et qu'ils n'arrivent à aucune décision, il est politique que, n'ayant rien cédé ni l'un ni l'autre, ils soient dessaisis simultanément et qu'ils acceptent par avance la solution qui sera préparée par d'autres.

Le renvoi de la question silésienne au Conseil Supérieur de la Société des Nations a eu tout de suite une heureuse conséquence : il a permis de régler la question des renforts. On sait que cette affaire mal engagée il y a un mois, compliquée par des polémiques, avait permis à l'Allemagne une manœuvre insidieuse. Le Cabinet de Berlin avait demandé si tous les Alliés étaient d'accord pour envoyer des renforts. Il s'était trop hâté de se féliciter de son adresse. Avant le Conseil Suprême, une demande avait été faite par les Alliés, pour avertir l'Allemagne qu'elle aurait à laisser passer les troupes éventuellement nécessaires. Mais la question de l'envoi de ces renforts demeurait en suspens ; elle devait être traitée par le Conseil Suprême. Or il s'est trouvé que le Conseil Suprême, quand il a pris la décision d'ajourner la fixation de la frontière silésienne, a été préoccupé de ce que deviendrait en attendant la région contestée. Il a paru alors que, conformément à ce que nous avions demandé quelques semaines auparavant, conformément aussi aux besoins d'une expérience chèrement acquise, il fallait sans tarder manifester par un acte la volonté commune des Alliés. C'est M. Lloyd George le premier qui a parlé cette fois de l'envoi des renforts.

De son côté le gouvernement italien a saisi tout de suite l'intérêt de la question. Il n'était pas venu au Conseil Suprême avec l'intention bien arrêtée d'envoyer des troupes. Mais la situation créée par le renvoi de la sentence au Conseil Supérieur de la Société des Nations lui a paru nouvelle. Il a jugé que dans ces circonstances il devait participer au maintien de l'ordre en Haute-Silésie. Chacun des Alliés a donc fourni son contingent, l'Angleterre deux bataillons, l'Italie deux, la France six. Ces forces, évidemment restreintes, ont cependant leur importance en elle-même. Elles ajoutent aux 17 000 hommes qui se trouvaient en Haute-Silésie un supplément qui n'est pas inutile pour maintenir l'ordre dans une région qui a plus de deux millions d'habitants. Mais surtout elles auront un effet moral considérable. Il suffit de lire la presse allemande pour connaître quel espoir elle fondait sur le désaccord des Alliés ; elle escomptait déjà une crise dont elle aurait profité. A peine le Conseil Suprême est-il terminé qu'elle doit au contraire faciliter le passage de contingents interalliés. L'envoi des renforts anglais, italiens et français est le signe qu'il y a chez les vainqueurs une volonté commune d'obliger l'Allemagne à accepter la décision qui sera fixée pour la fixation de la frontière silésienne.

La question des commissions de contrôle et celle des sanctions ont été le sujet d'un débat plus intéressant encore parce qu'il touche au fond même du problème politique de la paix. L'Angleterre a une opinion bien nette que lord Curzon a soutenue avec insistance. Elle considère que pour garantir la paix il faut éviter tout ce qui peut irriter l'Allemagne ; elle croit que pour consolider le cabinet Wirth il importe de diminuer tout ce qui est manifestation de force, tout ce qui est rappel et signe de victoire. Ce principe étant posé, on devine les conséquences. Des commissions de contrôle fonctionnent en Allemagne pour vérifier le désarmement : le moment est venu de les diminuer, en attendant de les supprimer. Pour l'Angleterre, le désarmement de l'Allemagne est un fait acquis. Désormais la surveillance n'est qu'irritante ; elle entretient chez les Allemands un état de mécontentement qui émeut l'Angleterre ; elle lui paraît inutile.

De même en ce qui concerne les sanctions prises au mois de mars 1921, l'Angleterre croit que l'heure est favorable à leur suppression. Il ne lui suffit pas que nous renoncions à la barrière douanière du Rhin ; elle souhaite que l'occupation des trois villes de la rive droite du Rhin prenne fin ; elle invoque la gêne causée à l'Allemagne, les frais d'occupation, le caractère temporaire de ces sanctions. Elle ne voit que des avantages à abandonner tout de suite ces mesures auxquelles elle a jadis consenti. Au fond, et d'une manière plus générale, l'Angleterre considère que l'Allemagne a fait toutes les promesses qu'on lui a demandées et qu'elle les a suffisamment tenues. Par exemple, en ce qui concerne le jugement des coupables, elle constate qu'ils ont passé en justice; elle paraît assez insensible à l'état d'esprit que les jugements eux-mêmes révèlent. L'Angleterre n'éprouve pas le besoin de prendre des garanties : elle croit politique de faire confiance à la bonne volonté germanique.

Il a fallu, au Conseil Suprême, que le gouvernement français rappelât clairement, et souvent en termes énergiques, comment se présentent pour nous les questions de sanctions et de commissions dont l'Angleterre semblait faire bon marché. M. Loucheur et M. Briand ont dû successivement et à plusieurs reprises prendre la parole; leur intervention n'a pas été inutile, parce que finalement le Conseil Suprême a adopté leurs conclusions. Mais leur argumentation a eu ceci d'important que si elle s'appliquait aux problèmes particuliers qui étaient en jeu, elle était constamment inspirée par le problème plus général qui est celui de l'attitude à garder vis-à-vis de l'Allemagne, et qu'elle contenait un exposé de principes. Les sanctions décidées au mois de mars ne sont pas destinées sans doute à être permanentes : elles avaient un objet précis. Cet objet est-il atteint? En partie, c'est pourquoi la France prévoit la levée de la sanction économique, mais en partie seulement, et c'est pourquoi elle ne croît pas opportun de renoncer aux sanctions militaires.

En mars 1921, les Alliés avaient en effet décidé de prendre deux sortes de sanctions. D'un côté, Duisburg, Ruhrort, Dusseldorf ont été occupés par les troupes alliées ; d'autre part, une taxe a été mise sur les exportations et un cordon

douanier a été établi sur le Rhin. Quelle était la cause de ces sanctions? Le Dr Simons alors ministre allemand des Affaires étrangères refusait d'accepter l'ultimatum des Alliés; l'Allemagne se déclarait incapable d'exécuter le traité; elle protestait même contre ce traité qu'elle avait signé ; elle tendait à remettre en question la victoire. C'est dans ces conditions que les Alliés ont décidé de recourir à la force. La France a mobilisé une classe. Les Alliés ont déclaré qu'ils ne lèveraient les sanctions que lorsqu'ils estimeront que l'Allemagne leur aura donné des satisfactions suffisantes. Il ne s'agissait pas d'obtenir une signature, une promesse, une manifestation d'apparence, mais une exécution réelle. Il ne faut pas oublier qu'en acceptant l'ultimatum l'Allemagne était préoccupée d'éviter une autre sanction qui aurait été l'occupation de la Ruhr.

Le problème étant ainsi posé, les sanctions devaient-elles disparaître du fait même de l'acceptation par l'Allemagne de l'ultimatum? Dès le mois de mai, le gouvernement britannique pensait que oui et son ambassadeur à Berlin, lord d'Abernon, en cette occasion comme en d'autres, donnait aux Allemands l'espérance que le cabinet de Londres interprétait les décisions prises dans le même sens qu'eux. Mais dès la même époque, le gouvernement français faisait connaître que son avis était différent, et il en donnait les raisons. Les sanctions prises en mars-avril seront supprimées un jour : il est évident que si elles devaient durer jusqu'à ce que l'Allemagne s'exécute, elles devraient être maintenues trente ans, et qu'elles n'ont pas été décidées dans cet esprit. Mais il n'est pas moins clair qu'elles doivent durer jusqu'à ce que l'Allemagne ait exécuté certaines clauses concernant les paiements et les réparations. Quel avantage y aurait-il à les lever trop vite pour en prendre d'autres le lendemain? Car le traité a prévu qu'il pouvait être nécessaire d'arrêter un certain nombre de mesures coercitives en cas d'infraction et à tout moment, si besoin est, les Alliés peuvent agir.

Or ce qui résulte de l'examen de la situation, c'est qu'au lendemain de l'ultimatum l'Allemagne a commencé par s'exécuter : elle a opéré des versements, elle a travaillé réellement au désarmement. De là la décision, prise sous condition, de

renoncer à la barrière douanière que le traité de Versailles a eu le tort de ne pas établir. A ce sujet d'ailleurs, nous nous sommes aperçus du boycottage des produits alliés par les Allemands, et l'un des résultats des entretiens de M. Loucheur avec M. Rathenau a été de faire admettre un système de licences nous protégeant contre le parti pris allemand. Mais après quelques semaines de bonne volonté, on a pu constater en Allemagne un certain ralentissement dans les efforts, et l'on en est venu à concevoir quelques doutes sur la suite de l'exécution de ses promesses. Par exemple l'Allemagne doit avoir payé un milliard le 31 août : au moment où s'est tenu le Conseil Suprême, la France n'était pas sûre que l'Allemagne achèverait de s'acquitter en temps voulu si elle ne recevait pas un sérieux avertissement. Et de même la Commission de contrôle interalliée remarquait quelque fléchissement dans l'exécution des mesures de désarmement.

A quoi répondait cette attitude des Allemands? On le devine sans peine. Le différend franco-anglais sur la Haute-Silésie leur a fait apercevoir immédiatement une occasion de ne pas faire tout ce qu'on leur demandait. Chaque fois qu'elle voit les Alliés moins unis, c'est-à-dire moins forts, l'Allemagne prend une attitude moins soumise. C'est qu'à côté du gouvernement Wirth, il y a toute une organisation nationaliste qui n'est pas négligeable puisqu'on l'a vue capable de jeter sur la Haute-Silésie une armée de cinquante mille hommes pourvue d'un armement. Est-il possible dans ces circonstances de ne pas prendre des précautions? Le gouvernement français ne le pense pas. Il l'a dit au Conseil Suprême en des termes saisissants. Il a rappelé la situation spéciale de la France, voisine de l'Allemagne ; il a rappelé que le traité de Versailles estimait nécessaire de surveiller la force germanique. Les Alliés ont décidé en particulier de contrôler la fabrication des avions de commerce susceptibles d'utilisation militaire ; ils ont signifié à l'Allemagne l'établissement de ce contrôle, auquel elle se soumet : qui donc croira que c'est là une mesure superflue?

Aux Alliés qui semblent parfois prêts à des atténuations, le gouvernement français a bien fait de redire que nous sommes obligés de réclamer l'exécution stricte des clauses militaires.

C'est une question de justice ; il y a eu des responsables de la guerre, et il ne faut pas oublier, comme l'a souligné avec raison M. Briand, qu'il y a des vainqueurs et des vaincus. Plus encore : le Conseil Suprême est sorti du traité de Versailles, et il est appelé à prendre les décisions communes aux Alliés, mais il ne peut agir qu'en tenant compte des intérêts essentiels de chaque nation. Quand il s'agit de sa sécurité même, comment une nation pourrait-elle abandonner quelque chose de son droit, quelque chose de sa souveraineté? Il y a là des principes généraux qui ont été rappelés à propos par le gouvernement français : le Conseil Suprême les a approuvés puisque en ce qui concerne les commissions de contrôle et les sanctions, il a adopté les solutions que nous proposions. Ce que le gouvernement français a formulé devant le Conseil Suprême, c'est le droit de concevoir nous-mêmes les conditions de notre propre sécurité.

Dans son ensemble, le dernier Conseil Suprême a donné une double impression : il révèle une situation générale sérieuse, qui ne sera pas réglée rapidement, et pour laquelle il n'existe pas de solution miraculeuse ; d'autre part il a constitué en lui-même une sorte d'étape, et il a abouti à des conclusions qui n'ont pas été mal accueillies. Si l'on considère les résultats acquis, ils peuvent se résumer ainsi : une déclaration solennelle de la solidarité des Alliés, le maintien, conformément aux conclusions du maréchal Foch, du contrôle de désarmement, le maintien des sanctions militaires, l'envoi des renforts en Haute-Silésie. La politique française a été non seulement exposée et défendue, mais elle a fait adopter des solutions que les circonstances imposaient.

Reste le problème de demain, la direction commune de la politique des Alliés. On a beaucoup dit que le Conseil Suprême avait terminé sa carrière et qu'il fallait songer à une autre organisation. On a suggéré le remède d'une explication complète entre les gouvernements de Paris et de Londres. On a cherché une méthode pour sortir du malaise. Aujourd'hui on ne peut plus se faire beaucoup d'illusions sur ces divers procédés. Que la réunion des Alliés s'appelle Conseil Suprême ou autrement, que des programmes de con-

versation plus ou moins vastes soient établis, le fait demeure le même, et il est trop ancien pour qu'il ne soit pas en réalité le résultat des causes profondes : entre la France et l'Angleterre, il y a une bonne volonté incontestable, et il y une divergence de vues permanente. Il en est ainsi depuis les négociations même qui ont abouti au traité de Versailles. M. Lloyd George a eu, dès le début, sa conception de la paix, en même temps que sa conception des intérêts britanniques; il les garde; il considère nos idées comme celles d'une nation nerveuse qui a beaucoup souffert, qui exagère le péril, et qui croit avoir besoin pour être en sécurité d'une force excessive. Cet état d'esprit, qui existait dès 1919, a été manifeste depuis bien des mois ; il a été signalé ici-même, il n'a pas changé.

Il serait injuste de croire qu'il n'y a pas en Angleterre une opinion très favorable à l'entente franco-anglaise et très attachée à cette amitié. Récemment les intellectuels anglais ont envoyé à l'Association France-Grande-Bretagne, une déclaration signée de noms illustres au premier rang desquels celui de Rudyard Kipling : il y est dit que l'entente des deux nations est considérée comme la garantie de la paix du monde. De grands journaux comme le *Times* et le *Morning Post* ne cessent de marquer l'importance qu'ils attachent aux relations avec la France. M. Lloyd George lui-même enfin s'est exprimé sur ce sujet à différentes reprises dans les termes les plus nets. Avant le Conseil Suprême, parlant à Thame pour l'inauguration d'un monument, il disait « qu'il était impossible que deux pays qui ont fait d'aussi énormes sacrifices pour la cause commune et qui après tant de souffrances ont abouti au triomphe commun puissent se quereller sur l'interprétation de la paix qu'ils ont payée d'un tel prix », et il reconnaissait que la France, en raison de ses sacrifices, a des droits spéciaux à voir ses revendications prises en considération. Même langage après le Conseil Suprême : à la Chambre des Communes, M. Lloyd George a tenu à dire qu'il comprenait nos appréhensions, et il a fait profession de foi d'une amitié qui est certainement sincère.

Mais en fait que nous offre M. Lloyd George pour répondre à nos justes préoccupations? A Thame, avant le Conseil

Suprême, il disait qu'une paix différée est une demi-guerre et que par conséquent il fallait avant tout éviter tout ce qui était germe de haine et de conflit. A la Chambre des Communes, après le Conseil Suprême, il a dit que la meilleure garantie de la paix c'est que les Allemands se rendent compte des conséquences de la guerre pour leur pays, c'est qu'on sache que tout pays agresseur se mettra le monde entier contre lui. Ce n'est pas être indiscret que de demander ce que vaut cette double garantie : nous ne pouvons oublier que le traité d'alliance anglo-franco-américain est resté un projet.

En réalité l'entente anglo-française est ainsi faite que toutes les fois qu'on l'analyse dans le détail de sa pratique elle semble malaisée et elle oblige à se demander si les gênes qu'elle impose valent les sacrifices qu'elle coûte ; mais toutes les fois qu'on la considère dans son principe et dans son ensemble, elle apparaît comme indispensable à la paix du monde, et aucun homme d'état d'aucun côté de la Manche ne considère d'un regard tranquille la seule hypothèse de sa disparition. C'est pourquoi en dépit des crises et des difficultés elle dure : mais c'est pourquoi aussi elle suppose et elle supporte un continuel débat. En ce sens M. Lloyd George a eu raison de dire que le dernier Conseil Suprême avait été la plus importante des réunions qui se sont tenues depuis l'armistice : les thèses françaises y ont été maintenues en face des thèses anglaises, et selon M. Lloyd George, l'esprit de l'alliance n'a cependant rien perdu de sa vigueur. Notre pays a confiance dans l'amitié anglaise. Mais il se souvient, et comme l'ont indiqué récemment les Conseils généraux, il veut obtenir les réparations dues, il cherche à se garantir. Il demande que sans nous accuser d'impérialisme, l'Angleterre nous fasse confiance à son tour quand nous définissons avec calme et modération les conditions de notre sécurité : en cas de péril, il ne suffit pas de la bonne volonté anglaise ; il faut encore qu'étant les premiers à soutenir le choc, et presque les seuls, nous ayons la force de gagner la bataille de la Marne.

X. X. X.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, *85bis, Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe)*

Le Gérant : ED. PAUPHILET.

LIVRES NOUVEAUX

V. BLASCO IBANÊZ

par **Camille Pitollet.**

La *Revue de Paris* s'honore d'avoir fait connaître en France les maîtresses œuvres du grand romancier espagnol. Elle ne peut donc que recommander la lecture d'un ouvrage abondamment documenté où est retracée l'existence romanesque de Blasco Ibañez. Peut-être est-ce avec un certain étonnement que beaucoup de lecteurs apprendront que cet homme extraordinaire fut une personnalité politique notoire en Espagne, qu'il y subit même une dure incarcération pour ses idées libérales. Ce romancier puissant et fécond fut aussi un homme d'action et ce ne sont pas seulement les sept années où il fut député en Espagne qu'il faut évoquer, mais encore ses voyages en Orient, ses importantes tentatives de colonisation dans les parties les plus sauvages de l'Amérique du Sud, ses tournées de conférence dans les deux Amériques.... Si certaines arrivées de Blasco Ibañez en Argentine furent de véritables et extraordinaires triomphes, il nous appartient à nous, Français, d'apprécier particulièrement l'énorme popularité qu'il sut acquérir durant la guerre, aux États-Unis. Et ses moyens d'action, il les mit tous au service de notre cause, grâce à ses romans francophiles, qui atteignirent dans le Nouveau Monde des tirages jusqu'alors inconnus. La stupéfiante activité d'Ibañez apparaît donc clairement dans tous les domaines. On trouvera dans l'étude de M. Pitollet, une revue rapide des œuvres du romancier et un aperçu de ses projets. Sa merveilleuse fécondité seule explique l'énormité de la tâche entreprise : maints romans sont encore sur le chantier. Nul doute qu'ils ne trouvent en France l'accueil à si juste titre favorable qu'eurent *Arènes sanglantes*, *Terres maudites*, *Dans l'ombre de la Cathédrale*, et tous ses autres ouvrages.

PETITE VILLE

par **Claude Anet.**

Derrière ces murs paisibles, dans ces maisons mornes qui bordent les rues vides de la petite ville de province, on aime, on souffre, on espère. Et les sentiments sont d'autant plus violents que les mille diversions de la grande ville ne sont point là pour les atténuer.

Ils envahissent une âme, ils la possèdent entièrement et parviennent à une extraordinaire puissance. C'est ce qu'en quatre contes excellents nous démontre Claude Anet. Dans l'un d'eux nous voyons un pauvre professeur de piano poussé au désespoir et à la mort par la femme qu'il aime d'un amour ardent et confiant et qui le paie en roueries multiples. Ailleurs, c'est un père que dévore la douleur d'avoir perdu une fille pour laquelle il ne nourrissait pas des sentiments exclusivement paternels. Plus loin, c'est une jeune mercière dont le tranquille dévouement recevra les palmes d'un beau mariage. Pour finir, c'est une jeune fille qui, en dépit de l'étroite surveillance qu'exerce sa mère sur tous ces gestes, commet pourtant... la redoutable faute. Et ce sont mille combinaisons savantes pour étouffer l'affaire. En des traits simples, en une suite de petits tableaux exécutés avec un art délicat, l'auteur a su rendre avec force toute l''intensité contenue de l'existence de la petite ville.

AUX JARDINS DE JULIE D'ANGENNES

par **Hubert Sylvain.**

Parmi la toujours croissante production poétique, ce recueil de vers dû au commandant Granger, qui s'est modestement abrité sous un pseudonyme, mérite une place à part et une mention particulière. Les vers sont d'un rythme souple et sûr. Une compréhension délicate du passé se manifeste dans ces tableaux volontairement estompés, ces grisailles, où l'on aime à voir apparaître, habilement évoqués, les souvenirs d'autrefois. Une parfaite connaissance de nos poètes des XVIe et XVIIIe siècles a permis d'autre part à l'auteur de réussir d'excellents pastiches. La variété de ton n'est pas en effet un des moindres attraits de cet ouvrage.

LES POÈTES LAKISTES

par **Pierre Mélèse.**

Wordsworth et Coleridge sont mal connus en France, et peu traduits, bien qu'ils aient exercé une influence profonde sur la première moitié de notre XIXe siècle. Dans une excellente introduction à la sélection des œuvres qu'il nous donne des deux premiers lakistes, M. Pierre Mélèse définit l'état de la littérature anglaise au XVIIIe siècle, où prédominent la prose et la poésie didactiques. Puis, il évoque le premier essor romantique. Il retrace la jeunesse, l'adolescence et la maturité errantes de ces deux poètes épris de la Révolution française. Il dégage enfin le naturalisme et le moralisme de Wordsworth, et le sens aussi du surnaturel propre à Coleridge qui devait finir victime de l'opium. — Ce sont, ensuite, les plus caractéristiques poésies lyriques, sonnets et poèmes narratifs de Wordsworth; poésies lyriques, poèmes narratifs et poèmes fantastiques de Coleridge. On lira avec fruit ce livre bien documenté.

CE QUE COÛTENT LES RÊVES

par **Tancrède Martel.**

C'est le roman de François-Jacques Rousset, conventionnel, mort sur l'échafaud en 1793, et de Régine de Chateauponsac, duchesse de Marcoussis. L'un est fils de Jean-Jacques Rousseau, échappé au tour des Enfants Trouvés auquel le philosophe confiait volontiers sa progéniture. L'autre est la dernière fleur d'une race aristocratique. M. Tancrède-Martel nous raconte leurs amours avec beaucoup de charme, et il trace de la Révolution un tableau vigoureux et vivant; il y a là une collaboration tout à fait heureuse du roman et de l'histoire. Barbey d'Aurevilly eût aimé ces pages si colorées et surtout la fin, d'une belle mélancolie, qui nous montre la duchesse de Marcoussis, revenue de son rêve révolutionnaire, vieillissant dans le royalisme, reprise par les souvenirs et les traditions de sa race.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE.	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES.	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER.	92 »	47 »	24.50

PRIX DE LA LIVRAISON : **4 fr. 50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* **2** *fr.* **50**.

P BRODARD, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.